

DOSSIER D'ETUDE n° 63

Décembre 2004

BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris, SOFRES

Famille et Société

Sondages 2003 / 2004

**CNAF
Lucienne Hontarrede**

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	4
SOCIETE.....	5
Usages et attentes des Européens en matière de services publics sur Internet.....	5
Les Français et le progrès social.....	10
Les Français et leur cadre de vie.....	11
Les Français et l'indemnisation des chômeurs.....	16
Les Français et Internet.....	17
Comment va la France ? Le point de vue de Français.....	19
L'approbation de la mise en place de la discrimination positive dans certains domaines.....	22
Les Français et les réformes.....	23
Les Français et l'avenir de l'assurance maladie.....	25
Les Français condamnent la justice.....	26
Les Français et leur système de santé.....	27
L'opinion des Français sur la fraternité.....	30
Les Français et la réforme de l'assurance maladie.....	32
Les réactions des Français aux annonces gouvernementales sur l'assurance maladie.....	33
Les Français et la réforme de la sécurité sociale.....	37
L'image des services publics auprès des leaders d'opinion.....	41
FAMILLE.....	49
Difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale.....	49
L'influence des enfants sur le budget familial.....	55
L'école vue et corrigée par les enfants ?.....	60
Les Français et le congé paternité.....	63
Les enfants surdoués et leurs familles.....	66
Le père idéal : maman.....	67
Le poids des notes dans la relation parents/enfants.....	73
Les Françaises et le congé parental d'éducation.....	75
ADOLESCENCE - JEUNESSE.....	76
La vie étudiante.....	76
"On est fait pour s'entendre". Qu'en pensent les jeunes ?.....	78
Les jeunes et l'entreprise : l'ambiance, avant le salaire ou l'intérêt du travail.....	82
Jeunes et adultes : avec qui dialoguer ?.....	84
La précarité des jeunes.....	85
Les adolescents dans la société.....	86
Apprendre : le regard des jeunes, des parents et des enseignants.....	92
Les valeurs des jeunes.....	101
L'image de la presse écrite auprès des jeunes de 15 à 25 ans.....	109
Les jeunes et l'Europe.....	113
Les jeunes et l'emploi public.....	115
Les adolescents soutiennent la lutte contre le tabagisme.....	121
Avoir 15-30 ans en 2004 : "Les Nouveaux Réalistes".....	122
TEMPS LIBRE - LOISIRS.....	125
Les Français passent le tiers de leurs temps libres devant la télévision.....	125
La télévision à la maison : regards croisés des parents et des enfants.....	128
Temps Libre.....	131

HANDICAP - DEPENDANCE - EXCLUSION.....	133
Handicap : quelle place dans la société française ?.....	133
Les Français et le financement d'un fonds en faveur des personnes âgées.....	136
La prise en charge de la dépendance liée à l'âge.....	137
Les Français et la dépendance.....	139
Mobilisation molle en faveur des handicapés.....	141
Qui s'intéresse encore aux exclusions ?	144
LOGEMENT.....	151
Les Français et la sécurité du logement.....	151
Le regard des Français et des habitants des quartiers prioritaires de la rénovation urbaine sur la vie des quartiers et la politique de la ville.....	155
Le 50ème anniversaire de l'appel de l'Abbé Pierre	158
L'opinion des locataires sur l'accession à la propriété.....	159
TERRITOIRES - DECENTRALISATION.....	164
L'aménagement du territoire, un enjeu d'importance pour les Français.....	164
Les citoyens s'installent à la campagne.....	170
"Néo-ruraux" : portrait des citoyens venus s'installer à la campagne.....	175
Décentralisation : les Français et les élus locaux font moins confiance au gouvernement.....	182
Le partage des compétences dans le cadre de la décentralisation	190
Les Français et la décentralisation.....	191

Pour la troisième fois, les sondages réalisés au cours de l'année sur les questions familiales et sociales sont réunis dans un dossier d'étude.

Les données et analyses sont présentées en sept thématiques :

- Société
- Famille
- Adolescence - Jeunesse
- Temps Libre - Loisirs
- Handicap - Dépendance - Exclusion
- Logement
- Territoires - Décentralisation

Ces sujets ont été choisis en fonction de l'actualité des sondages eux-mêmes. Les instituts de sondage ont été sollicités pour réaliser leurs enquêtes en 2003 et 2004.

Les sondages, tableaux, commentaires et articles parus dans la presse, ont été repris sur Internet, sur les sites des instituts BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris et SOFRES.

Nous mettons à disposition ces chiffres et ces analyses, rédigés par les sondeurs, sans entrer dans les débats -importants- sur la nature, la légitimité et les performances des enquêtes par sondage¹.

Ces données ont vocation à enrichir les travaux d'expertise sur les politiques sociales et familiales.

Lucienne HONTARREDE
Pôle valorisation et diffusion
DSER - CNAF

¹ Voir l'avant-propos de *Vingt sondages récents autour de la famille*, Dossier d'études, CNAF, 2002, n° 28.

Usages et attentes des Européens en matière de services publics sur Internet

SOFRES - Juillet 2003

Cap Gemini-Ernst & Young

Un an après l'enquête réalisée en juillet 2002, notre étude réalisée pour Cap Gemini Ernst&Young permet de suivre l'évolution du rapport des Français aux services publics sur Internet, tout en élargissant l'observation aux grands pays européens – l'Allemagne et la Grande-Bretagne. A cette fin, TNS Sofres a coordonné la réalisation d'une étude en face-à-face auprès d'échantillons représentatifs des populations nationales âgées de 18 ans et plus en France (1 000 personnes), Allemagne (517 personnes, étude réalisée par TNS Emnid) et Grande-Bretagne (617 personnes, étude réalisée par TNS UK). Principal enseignement : l'Internet public peut constituer un véritable levier de la modernisation des structures étatiques et de l'amélioration de leur rapport aux citoyens. Cela passe par un développement structurel de l'Internet public et de l'accès des citoyens à celui-ci, développement qui doit se faire selon des modalités permettant de lever les réticences et incertitudes existant dans des opinions publiques, qui se montrent dans l'ensemble très ouvertes à une telle évolution.

Les usages actuels des services publics sur Internet

Avec 38 % d'internautes déclarés, la France apparaît très légèrement en retrait de l'Allemagne (40 %) et de la Grande-Bretagne (44 %). Cependant, outre que ce chiffre est en augmentation continue (5 % en 1998, 36 % dans l'étude de juillet 2002), il atteste d'un rattrapage par la France du retard qu'elle avait en terme de pratique d'Internet par rapport à ses pays européens quelques années auparavant. Enfin, au-delà des comparaisons, il convient surtout de retenir de cette mesure que dans les grands pays européens, près d'un citoyen adulte sur deux est internaute, ce qui donne la mesure de l'enjeu d'un développement des services publics sur Internet.

Le rapport à Internet demeure cependant fortement indexé sur le profil socio-démographique des individus, et ce dans les trois pays couverts par l'enquête. La connexion à Internet reste une pratique plus caractéristique des hommes, des jeunes (en France, 72 % des 18-25 ans vont sur Internet, et un tiers des moins de 35 ans se connectent quotidiennement ou presque), des catégories moyennes et supérieures, des actifs employés, des haut diplômés et des habitants de grandes villes. En France comme en Grande-Bretagne se confirme également l'influence primordiale de la présence d'une connexion Internet dans le foyer.

L'audience des sites publics

Sur l'ensemble des trois pays couverts par l'enquête, plus d'un internaute sur deux s'est connecté à un site Internet de service public ou d'administration nationale ou locale au cours de l'année écoulée. Cette audience culmine en France (65 %, dont 19 % régulièrement), mais est également importante en Allemagne (54 %) et à un moindre degré en Grande-Bretagne (49 %) – peut-être du fait d'une place moins importante des services publics dans la vie quotidienne des Britanniques et du rapport moins fort que ceux-ci entretiennent avec l'État.

Si la fréquentation des sites de services publics est aussi typée, du point de vue de la catégorie sociale et du niveau de diplôme, que la pratique d'Internet en général, il n'en va pas de même pour les autres indicateurs. Ainsi en terme d'âge, c'est entre 25 et 50 ans, au cœur de la vie active et familiale (et des besoins et démarches afférents), que l'on a le plus tendance à recourir à l'administration sur Internet – tandis que les jeunes apparaissent légèrement en retrait. De même, le taux de connexion aux sites publics est inversement proportionnel à la taille de l'agglomération, à l'inverse donc de la pratique d'Internet elle-même. Et en France, les femmes internautes se connectent autant que les hommes à des sites publics (65 % contre 64 %). Ainsi se confirme dans les trois principaux pays européens la

tendance observée en France en 2002 : les inégalités propres au rapport à Internet ne se retrouvent pas dans le recours à l'Internet public, signe que le développement de celui-ci n'est pas synonyme de développement d'un service administratif destiné à une élite – sous condition bien entendu d'une démocratisation de la pratique d'Internet lui-même. L'Internet public peut même être correcteur d'inégalités dans l'accès au service public, comme en atteste la fréquentation plus élevée des sites dans les zones rurales.

Globalement attractifs auprès des internautes, et ce de façon plus marquée en France que dans les pays voisins, les sites Internet de services publics français remportent cependant des succès différenciés.

Les sites du ministère de l'Éducation nationale et de l'ANPE restent de loin les plus fréquentés. Le fait le plus remarquable est cependant la forte progression du site de l'Éducation nationale : 33 % des internautes disent s'y être déjà connectés, soit une hausse de 7 points en un an qui en fait le site le plus consulté parmi ceux testés. Son audience est particulièrement élevée chez les 18-34 ans (37 %), les diplômés de l'enseignement supérieur (44 %), les professions intermédiaires (44 %) et les agents de la fonction publique (55 %). Face à un marché de l'emploi toujours difficile, le site de l'ANPE constitue également un outil très utilisé : 30 % des internautes y ont recours, et ce taux est plus élevé encore chez les 25-34 ans (40 %), les salariés du secteur privé (42 %), les ouvriers (38%), et bien entendu les chômeurs (80 %).

Viennent ensuite les sites de mairie (23 %, mais 25 % chez les plus de 35 ans et 35 % dans l'agglomération parisienne), les sites de services sociaux comme la CNAM ou les CAF (20 %, et 27 % chez les jeunes parents de 25-34 ans), et le site du Ministère de l'Économie et des Finances (19 %, mais 25 % au-delà de 35 ans et chez les cadres supérieurs, commerçants et chefs d'entreprise) – ce qui confirme que les sites fournissant des services pratiques bénéficient des meilleures audiences.

Enfin, les sites locaux attirent un public par nature plus ciblé, mais important dans les petites villes : ainsi les sites départementaux (14 %, mais 23 % d'audience en zone rurale) et régionaux (11% nationalement, mais 18 % dans les communes de moins de 20 000 habitants).

Au total, 76 % des internautes interrogés déclarent avoir visité au moins un site de service public ou d'administration, contre 74 % en 2002, et si cette audience est plus élevée encore chez les internautes les plus assidus (86 %), elle reste majoritaire chez ceux qui ne se connectent qu'occasionnellement (57 %), confirmant que la fréquentation des sites publics s'inscrit pleinement dans l'usage d'Internet. Soulignons également que l'audience systématiquement plus marquée des divers sites testés chez les salariés du secteur public confirme l'impact de la notoriété des sites sur leur fréquentation, ouvrant par là des pistes pour l'élargissement de celle-ci.

La connexion aux sites publics : usages et motifs

Si la recherche d'information (en matière d'emploi, de services de sécurité sociale, etc.) reste de loin le principal usage que les internautes font des sites de service public, les usages plus interactifs sont en progression significative depuis un an.

En effet, 41% des internautes déclarent recourir à l'administration en ligne avant tout pour y trouver un renseignement. En comparaison, les démarches interactives viennent loin derrière – mais sont en nette hausse : ainsi 11 % ont déjà utilisé Internet pour obtenir un formulaire d'État civil (et 18 % chez les 25-34 ans et 16 % dans les communes de moins de 2 000 habitants) contre 8 % en 2002, et surtout 10 % ont déjà payé leurs impôts en ligne, contre 5 % en 2002 (démarche à laquelle on peut associer l'obtention de formulaires fiscaux – 6 % - ou la déclaration de revenu ou le calcul de l'impôt en ligne – 2 %). Les 25-34 ans (17 %), les professions intermédiaires (15 %) et les internautes les plus assidus (16 %) apparaissent comme les moteurs de cette nette progression du rapport interactif à l'administration fiscale en ligne.

Au total, la simple visite de découverte apparaît en recul (seuls 25 % des internautes s'étant déjà connectés à des sites publics déclarent n'avoir ni cherché d'information, ni effectué de démarche en ligne, contre 35 % en 2002), au profit d'une avancée des usages propres à Internet de la nouvelle vitrine des services publics et des administrations que sont les sites. L'élargissement de la pratique d'Internet et de la fréquentation des sites publics s'accompagne donc d'un développement qualitatif de la « culture internaute » des Français.

Au-delà des usages spécifiques qu'ils en font, un certain nombre de caractéristiques propres à l'Internet public motivent son utilisation par les internautes.

Au premier de celles-ci vient l'aspect pratique de sites qui permettent de contourner les écueils traditionnellement associés, dans l'opinion publique, aux relations avec l'administration. Ainsi, 61% de ceux qui ont déjà visité un site public ou effectué une démarche en ligne l'ont fait parce que cela leur épargnait un déplacement et une attente dans un lieu administratif (premier motif, en hausse de 3 points par rapport à 2002). Les moins de 35 ans, les salariés du privé (68 %), les actifs des catégories moyennes et supérieures, pour des raisons d'emploi du temps, mais aussi les habitants des zones rurales pour des motifs géographiques, apparaissent particulièrement sensibles à cet atout d'Internet.

Dans le même ordre d'idée, l'économie de coups de téléphones dans les administrations (28 %), de paperasserie (21%) ou encore l'impossibilité de se déplacer aux horaires d'ouverture des administrations sont mis en avant comme autant de raisons de recourir aux services publics en ligne – et ce de façon systématiquement plus marquée par les salariés du secteur privé. Ces observations confirment qu'Internet peut non seulement contribuer à un désengorgement des centres administratifs, mais aussi à une amélioration de leur image dans l'esprit des Français, sur la base d'un rapport plus flexible et aisé.

Un autre type de motif de recours aux services publics sur Internet joue un rôle non négligeable pour certaines catégories : le temps qu'il procure pour approfondir les questions et résoudre les problèmes éventuels au cours d'une démarche administrative (21%, 4^{ème} motif). Les employés, les personnes peu diplômées et les internautes occasionnels apprécient plus particulièrement cet avantage.

Enfin, même s'ils constituent un levier de séduction plus qu'un véritable motif d'utilisation, le goût pour la nouveauté (14 % chez les 50 ans et plus) ou l'aspect ludique d'Internet (23 % chez les 18-24 ans) contribuent également à amener certaines catégories d'internautes aux sites de services publics.

En France, une anticipation très positive de l'impact de l'Internet public

Les Français continuent d'afficher un *a priori* très favorable quant aux bénéfices de l'administration en ligne : 64 % estiment que l'Internet public peut contribuer à améliorer les relations entre usagers et administrations, dont 21 % estimant qu'il peut y contribuer fortement, contre 21% qui ne croient pas à un tel effet. Partagée par plus de 7 personnes sur 10 en dessous de 50 ans, cette opinion rassemble des catégories aussi diverses que les cadres supérieurs (82 %) et les ouvriers (70 %), ou encore les salariés du privé (73 %) et ceux du public (75 %). Plus encore, si elle est très marquée chez les internautes (84 %, et 91% chez les plus assidus), elle est aussi majoritaire chez ceux qui ne se connectent jamais (52 %), ce qui atteste d'un *a priori* positif à l'égard de ce mode de relation administratif. Soulignons également que 88 % des internautes ayant déjà fréquenté un site public partagent ce jugement, ce qui tend à montrer que l'expérience en la matière s'avère positive.

France, Allemagne, Grande-Bretagne : une contribution différenciée d'Internet à l'amélioration des services publics

La hiérarchie des domaines dans lesquels les habitants des trois principaux pays européens attendent des bienfaits d'Internet en matière de prestation des services publics reflète en partie celle de leurs préoccupations respectives.

En France, les attentes se concentrent essentiellement sur les services de recherche d'emploi (40 %, première préoccupation nationale - les jeunes, les chômeurs et les internautes étant ici en pointe), et en second lieu un apport dans le domaine la gestion de l'éducation (23 %), de la santé (21%) et des services sociaux (21%). Le recul de l'intérêt en matière d'information sur les droits civiques et la vie démocratique de 16 % à 10 % est quant à lui lié avant tout à une moindre actualité électorale par rapport à 2002.

En Allemagne prédomine également l'espoir d'une amélioration des services de recherche d'emploi (45 %, et là encore des scores plus élevés chez les jeunes et ceux qui ont un emploi à temps partiel), mais les autres attentes apparaissent plus importantes : dans le domaine de l'éducation (32 %), de la santé (26 %), des services sociaux (26 %) mais aussi de la formation professionnelle, thème important dans ce pays (23 %, contre 18 % en France et 14 % en Grande-Bretagne) et surtout de la fiscalité (31%, soit la 3^{ème} attente, ce qui reflète un certain mécontentement sur les services existant en la matière). Au total, seuls 18 % des Allemands n'anticipent aucune amélioration de la prestation des services publics à travers Internet.

En Grande-Bretagne prédomine l'attente d'un apport positif d'Internet dans les deux grands domaines de préoccupation nationale que sont l'amélioration du système éducatif (31%) et du système de santé (25 %), tandis que la recherche d'emploi n'est évoquée que par 19 % des répondants. Les attentes des jeunes à l'égard d'une amélioration de l'information sur la formation professionnelle et en matière de recherche de logement apparaissent également importantes.

L'Internet public : un puissant moyen d'amélioration de l'image des services publics et de la satisfaction des usagers

Au-delà de ces différences thématiques nationales, il apparaît surtout qu'il existe au moins un domaine du secteur public de trois des pays les plus avancés en la matière dans lequel plus de 30 % des citoyens, qu'ils pratiquent Internet ou pas, estiment que celui-ci peut amener une amélioration du service fourni. Par ailleurs, quel que soit le pays considéré, les internautes affichent des anticipations positives sur la contribution d'Internet à l'amélioration des services publics nettement supérieures à la moyenne, et que moins de 10 % d'entre eux n'attendent ce type d'effet dans aucun des domaines testés. Il y a là le signe que le développement de l'Internet public peut être un puissant moyen d'amélioration de l'image des services publics et de la satisfaction des usagers à leur égard.

La création d'un compte administratif personnalisé pour chaque citoyen

La création d'un compte administratif personnalisé pour chaque citoyen, permettant un accès plus facile et une relation plus efficace à l'administration, est accueillie diversement selon le pays considéré.

Elle est envisagée favorablement par la majorité des Français (57 % y sont favorables, dont 22 % très favorables, contre 43% défavorables). L'accueil est très largement favorable en dessous de 50 ans (et même enthousiaste chez les 18-24 ans : 80 % favorables), ainsi que chez les internautes,

qui se prononcent aux trois quarts en faveur d'une telle mesure – les réticences provenant principalement des plus âgés, des catégories populaires et des non internautes.

Les Britanniques se montrent plus partagés : 47 % y sont favorables, contre 53 % opposés. Là encore cependant, les moins de 50 ans, les actifs, les urbains et les internautes envisagent très positivement une telle perspective. Peut-être faut-il voir dans cette opinion globalement partagée un reflet de la moindre culture étatique et centralisatrice, et des traditions en matière d'enregistrement des individus, qui caractérisent la Grande-Bretagne par rapport à la France.

L'extrême vigilance en oeuvre en Allemagne depuis 50 ans en matière de protection des informations sur les individus explique en partie la plus grande réticence affichée a priori sur cette question par les Allemands : 63 % sont opposés à la création de comptes administratifs personnalisés, contre 37 % qui s'y déclarent favorables. Notons cependant que parmi les 18-34 ans, les actifs à temps plein et les internautes, au moins 50 % accueillent positivement cette proposition.

Le développement des sites locaux en France

Le développement de sites Internet propres aux administrations et institutions locales (département, commune, école, Centre des impôts par exemple), accompagnant le mouvement de décentralisation administrative et la demande de proximité dans la gestion publique exprimée de multiple façon par les Français depuis quelques années, peut constituer une autre voie d'expansion de l'Internet public.

En effet, une majorité relative des Français estime que les institutions et administrations locales n'offrent pas assez d'informations et de possibilités d'effectuer des démarches administratives en ligne, et en souhaitent le développement (40 % contre 17 % d'un avis contraire). Le taux élevé de personne sans opinion sur cette question (43 %) indique cependant que l'enjeu échappe assez largement au grand public, faute de connaissances suffisantes sur l'existant en la matière.

L'opinion des internautes est, dès lors, beaucoup plus significative, et indique clairement l'intérêt d'un développement de l'Internet public local : 60 % des usagers d'Internet, et 65 % de ceux qui se sont connectés à un site public, souhaitent un accroissement de l'offre en ce domaine.

Développer l'accès, adapter l'offre

La contribution d'Internet à l'amélioration des prestations des services publics et de la relation des administrations aux usagers est enfin soumise, aux yeux des Français, à un certain nombre d'aménagements et de mesure.

Il convient en premier lieu d'élargir encore l'accès à Internet : le développement de centres d'accès gratuits est ainsi la première condition évoquée (41%, en hausse de 6 points par rapport à 2002), et l'on peut y associer la formation des Français aux nouvelles technologies (39 %, 3^{ème} condition), ainsi que des fonctionnaires (17 %), et la mise en œuvre d'une communication élargie sur les services existant sur Internet (18 %).

L'offre des services publics sur Internet doit également croître en qualité : par la mise à jour régulière des informations (39 %, en hausse de 3 points, et 59 % chez les internautes, dont c'est la première revendication), par l'accès à l'ensemble des informations à partir d'un portail unique (une demande croissante et qui, associée au faible score de fréquentation de *servicepublic.fr* relevé dans l'enquête, suggère un déficit de notoriété de ce site) ou encore la création de sites plus faciles et agréables d'utilisation (17 %, et 4^{ème} attente chez les non-internautes).

Fiche technique

Enquête réalisée du 4 au 15 juillet 2003 pour **Cap Gemini-Ernst & Young** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile (France), 517 personnes (TNS-Emnid, Allemagne), 617 personnes (TNS-UK, Grande-Bretagne). Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

- Parmi les domaines suivants, quels sont ceux qui, selon vous, doivent être financés par l'impôt et les cotisations sociales quel que soit le prix à payer, tant ces domaines vous paraissent importants ? (1)

	%	Rang
L'aide aux handicapés	76	1
La santé	74	2
L'aide aux personnes âgées	72	3
L'éducation	67	4
Les retraites	65	5
La sécurité	58	6
L'aide à l'emploi	56	7
L'aide aux familles	54	8
L'assurance chômage	50	9
La justice	47	10
La culture	36	11
La défense nationale	33	12
Aucun de ceux-là		1
Sans opinion		1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

- A propos du progrès social, avec laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

De nouveaux progrès sociaux sont possibles en France, car la France est un pays riche	50
De nouveaux progrès sociaux ne sont plus vraiment possibles en France, car la concurrence internationale est devenue trop forte	48
Sans opinion	2

Fiche technique

Etude réalisée par téléphone les 23 et 24 juillet 2003 pour le magazine *Pèlerin* auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les définitions personnelles attribuées à la qualité de vie

- En ce qui vous concerne personnellement, quelle définition donneriez-vous de la qualité de vie ?
(Réponses spontanées)

<i>Citations autour de :</i>	
L'argent	45
Avoir des rentrées d'argent	20
Ne pas avoir d'angoisse liée au manque d'argent	15
Profiter de l'argent que l'on gagne	13
Vivre décemment / correctement	1
L'emploi	16
L'emploi	11
Un épanouissement professionnel	3
Un emploi pour tout le monde	2
La santé	13
Avoir une bonne santé / être en bonne santé	11
Avoir accès aux soins	3
Valeurs humanistes	11
Le bonheur pour tout le monde / le bien être de chacun	5
Égalité pour tout, pour tous / justice sociale / paix et égalité sociale	3
La liberté / indépendance / autonomie	2
La paix	2
La tranquillité	11
La sécurité	5
Un environnement paisible / agréable / vivre à la campagne / dans les petites villes	3
L'absence de stress	2
Vivre sans se soucier du lendemain	2
Vivre en toute sécurité	1
L'environnement	9
Vivre dans un environnement sain	6
L'environnement	3
La famille	9
Le bonheur avec sa famille	6
L'avenir des enfants	3
Le temps	8
Avoir des loisirs	6
Avoir du temps	3

Les vecteurs d'amélioration

- Dans cette liste, quels sont les trois éléments à améliorer en priorité, pour vous offrir une meilleure qualité de vie ? (1)

	%	Rang
L'environnement, le quartier	43	1
Le coût du logement (loyer, prix d'achat)	35	2
La proximité de commerces	26	3
Le dynamisme de la région	26	3
Les moyens de transport pour les trajets quotidiens	24	5
Le logement (taille, confort, disposition)	23	6
La proximité de votre lieu de travail ou celui de votre conjoint	16	7
La proximité de votre famille / de vos amis	16	7
La proximité d'écoles	14	9
Les moyens de transports nationaux pour de grands trajets	8	10
La valeur patrimoniale potentielle de votre logement	5	11
Sans opinion	6	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses

Les souhaits en matière d'habitat

- À l'avenir, si vous pouviez moduler votre habitat actuel, sur quels types d'espaces mettriez-vous l'accent ? En premier ? En second ? En troisième ? (1)

	Cite en première réponse		Cite en 1 ^{er} ou en 2 ^{ème}		Total citations	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Plus d'espaces verts (jardin, terrasse, balcon)	23	1	39	1	50	1
Plus d'espaces dédiés à la convivialité (salon, bibliothèque, ...)	16	2	28	2	38	2
Plus d'espaces dédiés aux loisirs (bricolage, informatique, home-vidéo...)	13	3	27	3	36	3
Plus d'espaces liés à la gastronomie (salle à manger, cuisine plus grande, cave à vin)	13	3	23	4	31	4
Plus d'espaces pour l'hygiène et le confort (salles de bain, lingerie)	9	5	19	5	28	5
Plus d'espaces pour accueillir de la famille et des amis (chambres)	8	6	18	6	23	6
Sans opinion	18		-		-	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses

Le souhait sur l'évolution des impôts locaux

- A l'avenir, entre ces différentes possibilités d'évolution, quelle solution aurait votre préférence pour votre commune ?

Une baisse des impôts locaux et l'annulation de certains investissements (équipements, aménagement de la ville)	17
Une baisse des impôts locaux et l'augmentation du prix de certains services municipaux (piscines, cantines scolaires, etc)	12
Une stabilisation des impôts locaux avec le même niveau de services et d'investissements	65
Sans opinion	6

La raison principale pour ne plus circuler en voiture en ville

- Dans cette liste, quelle pourrait être la raison principale qui pourrait vous amener à ne plus circuler en voiture en ville ?

Base : Conduisent en ville : 79 %	
En cas de péage à l'entrée de votre commune	36
En cas d'une meilleure desserte par les transports en commun	38
En cas d'une très forte augmentation du prix de l'essence	14
Autre raison	3
Sans réponse	9

Jugement sur la création d'un péage à l'entrée des grandes villes

- Êtes-vous favorable ou opposé à la mise en place d'un péage à l'entrée des grandes villes, comme cela existe à Londres ?

Très favorable	5
Plutôt favorable	13
ST Favorable	18
Plutôt opposé	24
Très opposé	52
ST Opposé	76
Indifférent	2
Sans opinion	4

Les attentes pour améliorer les courts trajets

- À l'avenir, que faudrait-il faire en priorité dans votre commune ou dans les communes alentours pour améliorer les courts trajets ? (1)

	%	Rang
Plus de pistes cyclables	43	1
D'avantage d'espaces piétonniers	37	2
Développer le réseau de bus	37	2
Améliorer le réseau routier	23	4
Mettre en place ou développer le tramway	14	5
Mettre en place ou développer un métro	5	6
Sans opinion	5	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

Le financement des grands projets d'aménagement de la région

- Quelle solution a votre préférence pour financer les grands projets d'aménagement (autoroutes, ponts...) dans votre région ?

Les faire financer par les usagers (péages)	57
Les faire prendre en charge par les contribuables (par les impôts)	31
Sans opinion	12

La préférence du lieu d'habitation

- Tout d'abord, à l'horizon 2010, si vous aviez le choix, où préféreriez-vous habiter ?

	%	Rang
A la campagne	47	1
Dans une ville moyenne	34	2
Dans une grande ville	8	3
En banlieue d'une grande ville	5	4
A Paris	3	5
En banlieue parisienne	2	6
Sans opinion	1	

La perception de l'habitation en centre ville

- Plus précisément, aimeriez-vous habiter en centre ville ?

	Ensemble	Hors ruraux
Beaucoup	9	11
Assez	17	20
ST Oui	26	31
Peu	16	18
Pas du tout	57	50
ST Non	73	68
Sans opinion	1	1

Les éléments déterminants dans le choix de la commune d'habitation

- Toujours à l'horizon 2010, quels sont les éléments qui seraient déterminants dans le choix de votre commune d'habitation ? (1)

	%	Rang
La sécurité des habitants	49	1
Les commerces de proximité	38	2
Les possibilités de déplacement (transports en commun, voiture, vélo)	36	3
L'environnement	33	4
La qualité des écoles	22	5
Le lieu de votre travail	21	6
Les espaces verts	21	6
Le marché du travail local	20	8
La vie culturelle et sportive	19	9
L'architecture de votre ville	7	10
Sans opinion	3	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses

La dimension environnement prioritaire

- Plus particulièrement, en ce qui concerne l'environnement, quel aspect serait prioritaire dans le choix de votre commune d'habitation ?

	%	Rang
Le bruit	46	1
La qualité de l'air	33	2
La qualité de l'eau	10	3
Le recyclage des déchets	9	4
Sans opinion	2	

Les éléments déterminants dans le choix de la région d'habitation

- Toujours à l'horizon 2010, quels sont les éléments qui seraient déterminants dans le choix de votre région d'habitation ? (1)

	%	Rang
La proximité de la nature (mer, montagne, campagne)	53	1
Le climat	45	2
La proximité de ma famille	37	3
Le marché du travail	33	4
Mes racines familiales	23	5
La qualité de desserte de la région	22	6
Le dynamisme culturel et sportif	19	7
La vie éducative / universitaire	18	8
Les infrastructures permettant un accès facile à l'international (aéroport, TGV)	8	9
La valorisation de mon patrimoine	6	10
Autres réponses	1	
Sans opinion	3	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique

Etude réalisée les 27 et 28 août 2003 pour Le Moniteur auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogés en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et l'indemnisation des chômeurs

CSA - Novembre 2003

France 3 - France Europe Express - France Info

- Dans la période économique actuelle, quelle attitude pensez-vous que le gouvernement doive en priorité adopter vis-à-vis des chômeurs ?

En %	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
Il faut maintenir les indemnisations des chômeurs au même niveau sans limitation de durée	29	40	13
Il faut réduire les indemnisations après une longue période de chômage pour contraindre les chômeurs à retrouver du travail	67	58	83
Ne se prononcent pas	4	2	4
Total	100	100	100

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / France 3/ France Europe Express / France Info réalisé par téléphone du 12 au 13 novembre 2003. Echantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

- Pour chacune des phrases suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

En %	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Total d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total pas d'accord	Sans opinion
Internet facilite la vie de tous les jours	25	45	70	14	12	26	4
Grâce à Internet, les gens communiquent davantage entre eux	31	38	69	17	12	29	2
La connexion à Internet coûte cher.	27	31	58	20	11	31	11
Aujourd'hui, on ne peut plus se passer d'Internet	21	22	43	24	32	56	1

- Pour chacune des fonctions suivantes d'Internet, dites-moi si vous l'avez utilisée au moins une fois au cours des six derniers mois ?

*A ceux qui se sont connectés à Internet au cours des 12 derniers mois
(44% de l'échantillon)*

En %	Oui	Non
Échanger des e-mails avec votre entourage	89	11
Chercher des informations pratiques (sur la météo par exemple ou le trafic routier)	81	19
Chercher des informations sur le tourisme et les voyages	72	28
Chercher des informations sur des produits que vous envisagez d'acheter	55	45
Consulter des annonces (offres d'emplois, immobilier)	53	47
Acheter des produits ou des services (livres, disques, billets d'avion...)	44	56
Gérer votre argent	43	57
Traiter un dossier avec l'administration	41	59
Faire des achats de produits alimentaires	5	95

- De manière générale, comment êtes-vous en relation avec votre banque ? (1)

	%	Rang
En vous déplaçant à l'agence	79	1
Via les guichets automatiques	42	2
De chez vous par téléphone	29	3
De chez vous par Internet	19	4
De chez vous par minitel	5	5
Sans réponse	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses

- De manière générale, trouvez-vous normal que les banques fassent payer la consultation des comptes bancaires par Internet ?

	En %
Oui, tout à fait	7
Oui, plutôt	7
ST Oui	14
Non, plutôt pas	18
Non, pas du tout	65
ST Non	83
Sans opinion	3

Fiche technique

Etude réalisée par téléphone les 21 et 22 novembre 2003 pour **EGG** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le déclin de la France : mythe ou réalité pour l'opinion

- D'une manière générale, direz-vous de la France qu'elle est en déclin, qu'elle progresse ou qu'elle est ni en déclin, ni en progression ?

	Ensemble des Français
Elle est en déclin	48
Elle progresse	9
Elle est ni en déclin, ni en progression	42
Ne se prononcent pas	1
Total	100

- Pour quelles raisons, diriez-vous que la France est en déclin ?

Sur 100 personnes disant que la France est en déclin, soit 48 % de l'échantillon.

(Question ouverte – réponses spontanées)	%
Le chômage	28
Le pouvoir d'achat diminue, les prix augmentent (à cause de l'euro)	26
Le pays n'est pas dirigé, le gouvernement n'est pas à la hauteur	22
La perte des acquis sociaux	16
L'insécurité	11
Il y a trop de charges sociales, d'impôts	9
La place de la France dans le monde recule	8
L'augmentation de la pauvreté	8
La perte des valeurs, de la morale	6
Les services publics sont menacés	6
Les délocalisations, les usines qui ferment	6
La société française est trop bloquée	5
Il y a trop d'immigrés	5
Le gouvernement n'écoute pas assez la population, il est coupé des gens	5
Les inégalités sociales qui s'accroissent	5
Il y a trop d'assistanat	3
Il y a trop de grèves, de mouvements sociaux	2
Les 35 heures	2
La perte du goût du travail	2
Autres raisons	6
Ne se prononcent pas	1
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Pour quelles raisons, diriez-vous que la France progresse ?

Sur 100 personnes disant que la France progresse, soit 9 % de l'échantillon.

<i>(Question ouverte – réponses spontanées)</i>	%
D'avantage d'emplois	19
L'amélioration de la sécurité	18
L'amélioration du niveau de vie, de la qualité de vie	17
Les aides sociales, le système de protection sociale	16
Le dynamisme économique, la compétitivité des entreprises	12
Le progrès technologique	10
L'amélioration de la diplomatie française	10
Le volontarisme politique du gouvernement	9
La place de la France au sein de l'Europe	9
La hausse du pouvoir d'achat	5
La qualité de l'éducation	3
Autres raisons	9
Ne se prononcent pas	5
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Parmi la liste suivante, quels sont selon vous les principaux atouts de la France ?

	Ensemble des Français
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Son histoire, son patrimoine	51
Son modèle de protection sociale	48
La qualité de son cadre de vie	36
Son potentiel en matière de technologie et de recherche	33
Son influence culturelle, artistique et intellectuelle	31
Ses services publics	23
La performance de ses entreprises	18
Le dynamisme des Français	15
Autres atouts (réponse non suggérée)	1
Aucun de ces atouts (réponse non suggérée)	1
Ne se prononcent pas	1
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

Le devenir de la France : perceptions et confiance dans les acteurs

- Et pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que dans 10 ou 15 ans en France, les choses iront mieux, moins bien ou iront ni mieux ni moins bien par rapport à aujourd'hui ?

En %	Ensemble des Français			
	Les choses iront mieux	Les choses iront moins bien	Les choses iront ni mieux, ni moins bien	NSPP
La sécurité des personnes et des biens	40	33	25	2
Le cadre de vie, l'environnement	39	31	28	2
L'éducation	38	32	27	3
L'influence de la France dans le monde	34	26	37	3
La compétitivité des entreprises françaises	33	32	31	4
L'emploi	28	43	27	2
Le pouvoir d'achat	22	49	27	2
La protection sociale	20	55	23	2

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / L'Humanité réalisé par téléphone les 24 et 25 novembre 2003. Echantillon de 1000 personnes âgées de 15 ans et plus habitant dans l'ensemble de la ville, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par canton.

L'approbation de la mise en place de la discrimination positive dans certains domaines

IFOP - Décembre 2003

Le journal du Dimanche

- Vous personnellement, seriez-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à ce que des quotas de places soient réservés à certaines catégories défavorisées, par exemple les habitants des quartiers sensibles, les populations d'origine étrangère, dans les domaines ou secteurs suivants ?

En %	Plutôt favorable	Plutôt opposé	NSSP	TOTAL
Les grandes écoles	66	32	2	100
Les administrations	59	39	2	100
Les listes des partis politiques par exemple lors des élections municipales ou régionales	58	40	2	100
La haute fonction publique, par exemple les préfets	51	46	3	100

Fiche technique

Echantillon de **958** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 11 au 12 décembre 2003.

- Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé ?

(en %)	Favor.	Tout à fait Favor.	Plutôt Favor.	Opposé	Plutôt Opposé	Tout à fait Opposé	NSPP
Autoriser les parents à inscrire leurs enfants dans l'établissement scolaire public de leur choix	87	50	37	12	8	4	1
Poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu	77	38	39	22	12	10	1
Diminuer les indemnisations pour les chômeurs qui refusent au moins trois offres correspondant à leur qualification	74	37	37	25	13	12	1
Prélever l'impôt sur le revenu à la source	68	27	41	28	16	12	4
Instaurer un service minimum limitant le droit de grève à la SNCF et à la RATP	68	33	35	31	15	16	1
Supprimer les régimes spéciaux de retraite du secteur public pour les aligner sur le régime général des fonctionnaires	63	24	39	32	18	14	5
Aligner le régime d'indemnisation chômage des intermittents du spectacle sur le régime général des salariés	62	24	38	32	20	12	6
Ouvrir le capital d'EDF à des actionnaires privés	59	18	41	35	18	17	6
Lier une partie du salaire des fonctionnaires au mérite individuel	56	22	34	40	20	20	4
Ouvrir le capital de La Poste à des actionnaires privés	55	15	40	39	20	19	6
Réduire le nombre de fonctionnaires	49	17	32	48	28	20	3
Autoriser certaines universités à sélectionner leurs étudiants pour améliorer la qualité de leurs diplômes	44	17	27	54	23	31	2

Tableau comparatif - réponses « Favorable » (en %)

	Ensemble des Français	Salariés du public	Salariés du privé
Autoriser les parents à inscrire leurs enfants dans l'établissement scolaire public de leur choix	87	75	89
Poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu	77	71	81
Diminuer les indemnisations pour les chômeurs qui refusent au moins trois offres correspondant à leur qualification	74	72	78
Prélever l'impôt sur le revenu à la source	68	69	67
Instaurer un service minimum limitant le droit de grève à la SNCF et à la RATP	68	58	72
Supprimer les régimes spéciaux de retraite du secteur public pour les aligner sur le régime général des fonctionnaires	63	50	64
Aligner le régime d'indemnisation chômage des intermittents du spectacle sur le régime général des salariés	62	59	64
Ouvrir le capital d'EDF à des actionnaires privés	59	53	66
Lier une partie du salaire des fonctionnaires au mérite individuel	56	44	57
Ouvrir le capital de La Poste à des actionnaires privés	55	45	61
Réduire le nombre de fonctionnaires	49	32	51
Autoriser certaines universités à sélectionner leurs étudiants pour améliorer la qualité de leurs diplômes	44	30	37

- Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, dites-moi si vous êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à chacune des mesures suivantes ?

	Favor.	Tout à fait Favor.	Plutôt Favor.	Opposé	Plutôt Opposé	Tout à fait Opposé	NSPP
Mieux contrôler les médecins pour qu'ils prescrivent moins de médicaments	77	30	47	22	14	8	1
Ne plus rembourser les médicaments à l'efficacité discutée	46	15	31	53	26	27	1
Fermer dans les hôpitaux les services sous-utilisés	35	9	26	63	33	30	2

Tableau comparatif - réponses « Favorable » (en %)

	Ensemble des Français	Salariés du public	Salariés du privé
Mieux contrôler les médecins pour qu'ils prescrivent moins de médicaments	77	74	78
Ne plus rembourser les médicaments à l'efficacité discutée	46	38	47
Fermer dans les hôpitaux les services sous-utilisés	35	32	32

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Capital réalisé par téléphone les 2 et 3 décembre 2003. Echantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

L'arbitrage maîtrise des dépenses / accès à la santé

- En ce qui concerne l'assurance maladie, de laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus proche ?

La priorité, c'est de prendre des mesures pour maîtriser les dépenses de santé, parce que l'avenir du système d'assurance maladie en dépend	47
La priorité, c'est d'assurer l'accès à la santé de tous, même si cela doit coûter plus cher à la collectivité et aux assurés sociaux	48
Sans réponse	5

Le moyen à mettre en œuvre pour réduire le déficit de l'assurance maladie

- Pour réduire le déficit de l'assurance maladie, laquelle de ces solutions aurait votre préférence ?

Diminuer les remboursements des médicaments et des actes médicaux	6
Augmenter les cotisations des assurés sociaux	5
Contrôler les médecins et les assurés sociaux pour maîtriser les dépenses de santé	80
Aucun (réponse spontanée)	5
- Sans opinion	4

Le sentiment sur la surconsommation personnelle de médicaments

- Vous personnellement, vous est-il déjà arrivé d'avoir l'impression de consommer trop de médicaments ?

Très souvent	3
Assez souvent	10
ST Oui	13
Rarement	33
Jamais	54
ST Non	87

Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone du 28 au 29 janvier 2004 pour le magazine *Le Pèlerin* auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français condamnent la justice

IPSOS – Janvier 2004

LCI – Le point

Les Français reprochent à la justice son manque de sévérité, et montrent l'exemple : 60 % d'entre eux ont une mauvaise opinion de son fonctionnement, une large majorité ne la juge ni rapide ni proche des citoyens, ni moderne ni efficace, ni accessible ni indépendante. Les juges ne sont pas en reste, pour plus de 40 % des sondés ils seraient plutôt moins indépendant du pouvoir politique qu'il y a quelques années. Au vu de l'enquête IPSOS *Le Point* LCI, le verdict est sans appel.

Comme en 1997, la majorité des Français ont une mauvaise opinion du fonctionnement de la justice. Les adjectifs efficace, moderne, proche des citoyens, facile à comprendre ou rapide s'appliqueraient plutôt mal à l'idée que se font plus des deux tiers des interviewés du fonctionnement de l'institution. Plus de la moitié des répondants hésite encore à qualifier la justice d'indépendante (52 % contre 41 % pour qui le terme s'applique plutôt bien). On est guère plus clément vis-à-vis des juges : 43 % des sondés les voient plutôt plus indépendants du pouvoir politique qu'il y a quelques années, mais 42 % pensent le contraire.

Globalement, les Français regrettent un manque de sévérité dans les jugements et les peines prononcés : à plus de 80 % en ce qui concerne les crimes sexuels, les affaires politico-financières, ou le trafic de drogue, dans plus de deux cas sur trois pour le grand banditisme ou les personnes organisant l'arrivée d'immigrés en France ; plus d'une personne sur deux aimerait encore plus de sévérité envers la petite délinquance ou la délinquance des mineurs.

Malgré ces reproches, près de 60 % des interviewés fait tout de même confiance à la justice française pour lutter contre l'insécurité. Pour que cette lutte soit plus efficace, on souhaiterait dans huit cas sur dix la mise en place d'un mécanisme prévoyant une peine automatique pour les délinquants récidivistes (18 % n'y seraient pas favorables).

Interrogés en dernier lieu sur les projets envisagés par le ministre de la Justice Dominique Perben, les Français saluent l'assouplissement des procédures de divorce (90 % d'avis favorables) et la mise en place d'un code de déontologie pour les magistrats (82 %). Ils sont en revanche plus sceptiques sur la mise en place de primes au mérite pour les magistrats (64 % d'avis défavorables).

Fiche technique

Sondage effectué pour : LCI / Le Point Dates du terrain : Les 9 et 10 janvier 2004. Echantillon : 962 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

- Selon vous, le système de santé français est-il le meilleur du monde ?

En %	Ensemble des Français
Oui	63
Non	34
Ne se prononcent pas	3
Total	100

- Vous personnellement, êtes-vous prêt à faire des efforts financiers pour réduire le déficit des dépenses de pharmacie ?

En %	Ensemble des Français
Oui	70
Non	30
Ne se prononcent pas	-
Total	100

- Et combien seriez-vous prêt à payer par ordonnance dans le cadre d'un forfait pharmacie pour réduire le déficit des dépenses de pharmacie ?

Sur 100 personnes qui sont prêts à faire un effort financier, soit 70 % de l'échantillon.

	Ensemble des Français
Moins d'1 euro	15
1 euro	28
2 euros	28
Plus de 2 euros	27
Ne se prononcent pas	2
Total	100

- Pour chacune des actions suivantes, dites-moi si vous faites davantage confiance à la Sécurité sociale ou aux mutuelles « complémentaires santé » ?

	%	Ensemble des Français		
		La Sécurité sociale	Les mutuelles complémentaires	Ne se prononcent pas
Respecter la confidentialité des informations médicales du patient	100	61	31	8
Etre le meilleur interlocuteur et partenaire des acteurs de la santé (médecins, pharmacies...)	100	56	38	6
Respecter la liberté des médecins dans la prescription des médicaments	100	54	38	8
Gérer au mieux les dépenses de santé	100	45	49	6

- Parmi les acteurs de la santé suivants, lesquels selon vous devraient le plus participer à la réduction du déficit des dépenses de pharmacie ?

En %	Ensemble des Français
Les laboratoires pharmaceutiques	63
Les médecins	45
Les assureurs	27
Les pharmaciens	21
Aucun de ces acteurs	1
Ne se prononcent pas	1
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Parmi les mesures suivantes que pourraient prendre les pharmaciens, lesquelles vous paraissent les plus efficaces pour réduire le déficit des dépenses de pharmacie ?

En %	Ensemble des Français
Se concerter davantage avec le médecin traitant	54
Mieux analyser la prescription du médecin traitant	28
S'organiser en réseau de pharmaciens	15
Aucune de ces mesures (réponse non suggérée)	2
Ne se prononcent pas	1
Total	100

- D'une manière générale, pour vos achats, faites-vous davantage confiance aux chaînes de magasins ou aux magasins traditionnels ?

En %	Ensemble des Français
Aux chaînes de magasins (enseignes)	44
Aux magasins traditionnels	53
Ne se prononcent pas	3
Total	100

- S'il existait en France des chaînes de pharmacies comme cela est le cas dans d'autres pays européens, qu'en attendriez-vous en priorité ?

En %	Ensemble des Français
Une baisse significative du coût des médicaments	69
Une délivrance des médicaments à l'unité près	49
Une meilleure efficacité de ces pharmaciens	22
Un meilleur service	22
Ne se prononcent pas	3
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Parmi les raisons suivantes, lesquelles pourraient vous inciter à devenir client d'une chaîne de pharmacies ?

En %	Ensemble des Français
Pour bénéficier de prix plus compétitifs	62
Pour être mieux conseillé	40
Pour trouver un meilleur service	28
Pour être plus rassuré sur la qualité des services	25
Aucune de ces raisons	3
Ne se prononcent pas	2
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / ANTICYP réalisé par téléphone les 18 et 19 février 2004.

Echantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le degré d'optimisme pour l'avenir des rapports humains

- En pensant à l'avenir, diriez-vous que les rapports humains vont s'améliorer ou se dégrader ?

	Ensemble	Personnes âgées de moins de 35 ans	Personnes âgées de 35 ans et plus
	(%)	(%)	(%)
Vont s'améliorer	23	29	20
Vont se dégrader	72	68	74
Ne vont pas changer (réponse non suggérée)	3	2	3
Ne se prononcent pas	2	1	3
Total	100	100	100

La disposition à améliorer la fraternité entre les individus

- D'une manière générale, seriez-vous personnellement prêt à faire plus d'efforts pour améliorer la fraternité entre les individus ?

	Ensemble	Personnes âgées de moins de 35 ans	Personnes âgées de 35 ans et plus
	(%)	(%)	(%)
Oui, je suis prêt à faire plus efforts	84	92	79
Non, je ne suis pas vraiment prêt à faire plus d'efforts	11	5	14
J'estime faire suffisamment d'efforts (réponse non suggérée)	5	3	6
Ne se prononcent pas	-	-	1
Total	100	100	100

Fiche Technique

Echantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 4 au 5 mars 2004.

En 2004, la fracture numérique ne s'est pas résorbée. La moitié de Français qui utilisent Internet au bureau ou chez eux se recrute surtout chez les cadres supérieurs (89 %), dans les foyers aux revenus aisés (76 %), chez les moins de 35 ans (65 %). Chez les non-connectés, un sur deux se montre intéressé par le fait de disposer d'un accès Internet à domicile, quand 40 % de réfractaires se déclare « pas intéressé du tout ». L'enquête IPSOS-Leclerc permet d'identifier le coût et le manque de formation comme les principaux freins à la démocratisation du réseau des réseaux.

L'arrivée d'Internet dans les foyers : un phénomène encore élitiste

Déferlante Internet ? Explosion ADSL ? Tout dépend de la population concernée... Au sein des Français encore non connectés, les plus motivés par la possession d'une connexion se recrutent dans les milieux favorisés et sensibilisés à l'informatique, à savoir les personnes disposant déjà d'une connexion au bureau (76 %), les moins de 35 ans (70 %), les habitants d'Ile de France (61 %), les revenus intermédiaires supérieurs (55 %) et les hommes (50 %). Chez les autres, l'engouement général pour l'outil reste encore limité : seulement 46 % se déclarent intéressés par le fait de posséder une connexion Internet chez eux contre 39 % de particulièrement réfractaires : les retraités (60 %), les foyers aux revenus modestes (50 %), les bas niveaux d'étude (49 %).

Devenir internaute : une motivation qui passe par le prix et la formation

Pour plus d'un tiers des non-internautes, bénéficier de meilleurs prix pourrait les inciter à se connecter. Parmi eux, une majorité de moins de 35 ans (65 %), des personnes ayant l'intention de s'équiper chez eux (57 %) et des inactifs (48 %). En dehors du prix, l'argument « Formation » est lui aussi très important. 35 % des non-Internautes pourraient être motivés par un accompagnement pédagogique. Cette population est essentiellement composée de revenus intermédiaires inférieurs (45 %) et de plus de 35 ans (37 %), contre 27 % des moins de 35 ans. Le quart de Français pour l'instant "pas intéressé du tout" attend surtout qu'on lui démontre l'utilité et l'intérêt d'Internet. Pas évident qu'ils soient alors convaincus par l'utilisation que font les internautes du Web : la recherche documentaire, dans 94 % des cas, ou la gestion des comptes bancaires, pour la moitié d'entre eux. Pratiqué seulement par un bon tiers des personnes connectées, le téléchargement de musique, films, livres arrive en bonne place dans les facteurs d'incitation à franchir le pas, surtout chez les plus jeunes.

Fiche Technique

Etude réalisée de 1 025 personnes représentatives de la population française âgée de 25 ans et plus.

Etude réalisée les 9 et 10 janvier 2004

Les interviews ont été réalisées par téléphone au domicile des personnes interrogées. L'échantillon a été construit sur la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification de la région et de la taille d'agglomération.

Les Français et la réforme de l'assurance maladie

SOFRES - mai 2004

Le quotidien du Médecin - Espace social

D'après notre étude réalisée pour *Le Quotidien du Médecin* et *Espace social européen*, près de deux Français sur 3 (62 %) se disent favorables à une réforme de l'assurance maladie. Première cause du déficit selon les personnes interrogées : le gaspillage et les abus de soins (60 %), loin devant le fait que les taxes sur le tabac et l'alcool ne servent pas au financement de la Sécurité sociale (20 %). Pour plus de 3 Français sur 4 (76 %), les solutions à mettre en œuvre relèvent prioritairement à la fois de la responsabilité des patients et des prestataires de soins.

Oui à une réforme de l'assurance maladie

62 % des personnes interrogées se disent favorables à une réforme de l'assurance maladie, (20 % tout à fait favorables). Ce sont les cadres, les Parisiens, les foyers sans enfants, mais également les inactifs et retraités qui y sont le plus favorable.

Pour plus de trois Français sur quatre (76 %), les solutions à mettre en œuvre relèvent prioritairement à la fois de la responsabilité des patients et des prestataires de soins. Dans cette optique, 81 % des Français sont d'accord pour affirmer qu'ils seraient prêts à réduire leur consommation de soins et de médicaments, et plus particulièrement les professions les plus favorisées (86 % chez les PCS+) , et les moins de 50 ans (84 %).

Le gaspillage et les abus de soins, sont perçus, loin devant les autres causes, comme l'origine du déficit actuel de l'assurance maladie, 60 % des Français les classant comme la première cause du déficit. Par ailleurs, les Français sont 86 % à considérer qu'en France on consomme trop de médicaments.

Les Français prêts à consentir des efforts en matière de consommation médicamenteuse

Si 86 % des Français considèrent que l'on consomme trop de médicaments, 63 % d'entre eux déclarent en consommer assez peu, et seulement 4 % en consommeraient beaucoup.

Si les gaspillages et abus de soins sont la première cause du déficit aux dires des interviewés, la création d'un forfait non remboursable sur chaque consultation médicale, la réduction des remboursements aux médicaments soignant les maladies les plus graves, ainsi que l'augmentation des cotisations sociales sont les dernières solutions à envisager pour eux : ils préfèrent que l'on allonge la durée du remboursement de la dette de l'assurance maladie.

Enfin, 72 % des Français affirment qu'en cas de déremboursement des médicaments utilisés pour les maladies les moins graves, ils demanderaient à leur médecin des médicaments similaires, mais remboursés.

Fiche technique

Etude réalisée du 11 au 12 mai 2004 par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de 944 personnes âgées de 18 ans et plus - population de référence : échantillon national de 1 000 personnes représentatif après pondération de la population française âgée de 15 ans et plus - critères de recrutement : sexe, âge; profession du chef de ménage, profession de l'interviewé, région UDA, habitat.

Les réactions des Français aux annonces gouvernementales sur l'assurance maladie

Sondage IFOP - Mai 2004

Dimanche Ouest France

Les mesures annoncées par le Ministre ont été diversement accueillies

Si une écrasante majorité de Français (87 % dont 43 % de «très favorables») adhère à l'idée de la mise en place d'un dossier médical informatisé pour tous les patients et si 58 % se montrent favorables au principe du passage chez un médecin généraliste avant de consulter un spécialiste, les mesures se traduisant par une participation financière supplémentaire sont moins bien acceptées.

Certes, lorsqu'il s'agit de mettre à contribution les entreprises, via une hausse de leur taxe sur le chiffre d'affaire, une courte majorité de Français favorables se dessine encore (56 %). En revanche, une des mesures phares annoncées par Philippe Douste-Blazy, à savoir le non remboursement au patient d'un euro par consultation manque, de peu il est vrai, les 50 % d'adhésion. 47 % seulement contre 52 % seraient prêts à cette contribution, que le gouvernement voulait comme «symbolique». Cette forte opposition traduit à quel point la représentation d'une médecine gratuite est profondément ancrée dans l'opinion publique et notamment dans les catégories populaires, les plus réfractaires à cette franchise: 72 % d'opposés parmi les ouvriers et 58 % chez les employés, contre 39 % parmi les cadres supérieurs.

La hausse de 0,4 point de la CSG pour les retraités imposables est quant à elle encore plus rejetée: seuls 38 % des Français s'y disant favorables. Cette hostilité à une mesure, qui ne concerne pourtant qu'une part réduite de la population, renseigne elle aussi sur la prégnance de l'idée d'une médecine gratuite mais s'explique sans doute également par le refus préventif d'une hausse de la CSG qui, dans un second temps, s'appliquerait à tous les Français. En effet, si 65 % des retraités sont opposés à cette mesure c'est le cas également de 59 % des 25/34 ans et de 61 % des 35/49 ans.

Les acteurs auxquels on fait confiance pour assurer l'avenir du système d'assurance maladie

Plus de 8 Français sur 10 (82 %) font tout à fait confiance (25 %) ou plutôt confiance (57 %) aux médecins. Ce fort soutien populaire vient battre en brèche certains discours qui pointent du doigt cette profession considérée de par ses pratiques (prescriptions trop importantes...) et ses tarifs, comme partiellement responsable du déficit de la Sécurité sociale.

De son côté, et alors que le chantier de la réforme de l'assurance maladie vient juste de débiter, le Ministre de la Santé bénéficie d'un soutien majoritaire dans l'opinion (53 %). Bien évidemment, sa cote de confiance est plus élevée à droite (81 %) qu'à gauche (43 %). Le Premier ministre est, quant à lui, dans une position plus fragile (36 % soit un différentiel de 17 points avec son ministre). Là aussi, le clivage gauche/droite s'exprime: 72 % de confiance parmi les sympathisants de la droite parlementaire contre 20 % seulement à gauche.

Alors qu'ils ont d'ores et déjà appelé pour certains d'entre eux à la mobilisation, les syndicats de salariés peuvent actuellement compter sur la confiance de 58 % des Français, qui voient sans doute en eux un contre-pouvoir au gouvernement sur ce dossier. A l'inverse, le MEDEF n'inspire confiance qu'à 30 % des Français (47 % à droite contre 21 % à gauche).

Enfin une courte majorité de Français (54 %) fait confiance à ses compatriotes pour assurer l'avenir du système d'assurance maladie, signe que le déficit de la Sécurité sociale et les dépenses de santé sont imputés, par une part non négligeable de la population, aux abus de leurs propres concitoyens. Parmi les plus sceptiques sur les capacités des Français à résoudre ce problème on retrouve les sympathisants de l'UMP (35 % de confiance seulement).

L'approbation des mesures annoncées par le Ministre de la Santé pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale

- Le Ministre de la Santé a annoncé certaines mesures pour réduire le déficit de la Sécurité sociale. Pour chacune d'entre elles, vous me direz si vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé ?

En %	Total favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Total Opposé	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	NSPP	TOTAL
La mise en place d'un dossier médical informatisé pour tous les patients	87	43	44	12	6	6	1	100
L'obligation de passer chez un médecin généraliste avant de consulter un spécialiste	58	20	38	42	22	20	-	100
L'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises	56	18	38	41	25	16	3	100
Le non remboursement au patient d'un euro par consultation	47	16	31	52	25	27	1	100
L'augmentation de 0,4 point de la CSG pour les retraités imposables	38	9	29	60	30	30	2	100

La confiance accordée aux acteurs institutionnels et sociaux pour assurer l'avenir du système d'assurance maladie

- Pour assurer l'avenir du système d'assurance maladie, faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout à chacun des acteurs suivants ... ?

En %	TOTAL confiance	Tout à fait confiance	Plutôt confiance	TOTAL Pas confiance	Plutôt pas confiance	Pas confiance du tout	NSPP	TOTAL
Les médecins	82	25	57	17	13	4	1	100
Les syndicats de salariés	58	11	47	40	25	15	2	100
Les Français eux-mêmes	54	12	42	45	30	15	1	100
Le Ministre de la Santé Philippe Douste-Blazy	53	9	44	45	22	23	2	100
Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin	36	8	28	62	26	36	2	100
Le Medef	30	4	26	62	27	35	8	100

Fiche technique

Echantillon de 965 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Le 21 mai 2004.

La perception sur l'évolution des inégalités

- Au cours des dernières années, avez-vous le sentiment que les inégalités en France se sont plutôt aggravées ou qu'elles se sont plutôt réduites ?

	2-3 juin 2004
Nettement aggravées	49
Un peu aggravées	32
Sous-total	81
Un peu réduites	12
Nettement réduites	3
Sous-total	15
Sans opinion	4

La comparaison des inégalités face aux autres pays européens

- Par rapport aux autres pays européens, avez-vous le sentiment que les inégalités en France sont plutôt plus importantes ou plutôt moins importantes ?

	2-3 juin 2004
Plutôt plus importantes en France que dans les autres pays européens	30
Plutôt moins importantes en France que dans les autres pays européens	52
Sans opinion	18

La lutte contre les inégalités sociales

- Au fond de vous-même, avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

	2-3 juin 2004
Il n'est pas possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales	25
Il est possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales	73
Sans opinion	2

La confiance gauche-droite pour lutter contre les inégalités sociales

- Entre d'un côté la gauche et de l'autre la droite, à qui feriez-vous le plus confiance pour lutter contre les inégalités ?

	2-3 juin 2004
A la gauche	45
A la droite	20
Il n'y aurait pas de différence	25
Sans opinion	10

La gravité perçue des inégalités

- Parmi les inégalités suivantes, quelles sont celles qui, en France, vous semblent les plus graves ?
(Le total des réponses est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses)

	2-3 juin 2004
Les inégalités de revenus	52
Les inégalités en matière d'accès aux soins	33
Les inégalités dans le logement	32
Les inégalités en matière d'éducation	27
Les inégalités en matière d'accès à l'information et à la culture	10
Les inégalités de patrimoine	9
Autres réponses	2
Sans opinion	3

Fiche Technique

Etude réalisée par téléphone les 2 et 3 juin 2004 pour la Fondation Jean Jaures auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Des mesures proposées dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie dont l'efficacité apparaît inégale selon les Français.

Les mesures proposées dans le projet de loi de réforme de l'assurance maladie adopté mercredi en conseil des Ministres ne semblent pas toutes présenter la même potentialité d'efficacité aux yeux des Français.

76 % des Français interrogés pensent en effet que la création d'un dossier de santé informatisé pour chaque patient constitue une mesure efficace pour sauvegarder et renforcer le système de protection sociale, mesure qui selon les Français présente le meilleur potentiel (33 % de «très efficace»), devant le renforcement des contrôles et sanctions en d'abus des congés maladie (68 %) et la possibilité pour tous de bénéficier d'une mutuelle complémentaire santé (66 %).

Le scepticisme est en revanche beaucoup plus large à l'égard de la participation financière du patient d'un euro lors de chaque consultation (43 %). Enfin, la liberté laissée aux médecins spécialistes de fixer librement leur tarif si le patient les consulte sans passer préalablement par un médecin généraliste ne recueille que 37 % d'avis positifs, signe d'une crédibilité très faible de l'efficacité de cette mesure aux yeux de l'opinion et reflet d'une forte opposition au principe d'une hausse de la participation financière des Français aux dépenses de santé.

Dans l'ensemble, seuls 18 % des Français ont le sentiment que cette réforme va dans la bonne direction contre 31 % qui sont d'un avis contraire (et plus de 40 % auprès des sympathisants de gauche). Toutefois près d'un Français sur deux (49 %) jugent que le projet va plutôt dans le bon sens mais qu'il manque d'ambition. Ces résultats témoignent du fait que la nécessité de réformer le système de santé est actuellement bien répandue dans le pays, même si les modalités pratiques avancées jusqu'à aujourd'hui par le gouvernement semblent pour certaines insuffisantes et pour d'autres générer une forte opposition notamment lorsqu'il s'agit de solliciter financièrement les Français.

Dans ce contexte, certaines propositions rencontrent une adhésion largement majoritaire. Ainsi, 97 % des Français (dont 68 % de «très favorables») soutiennent l'idée de donner plus d'importance à la prévention des maladies, le renforcement de la coordination entre les hôpitaux et les professionnels de santé en ville (95 % dont 56 % de «très favorables»), le développement de la coordination entre les médecins généralistes et les spécialistes (95 %) et le droit à la prévoyance (94 %). La vérification pour chaque médicament qu'il est réellement utile avant de décider de le rembourser suscite également un taux d'adhésion très élevé (80 %) et ceci auprès de toutes les segments de population.

Les acteurs auxquels on fait confiance pour assurer l'avenir du système d'assurance maladie 81 % des Français font «tout à fait confiance» (22 %) ou «plutôt confiance» (59 %) aux mutuelles pour améliorer le système de santé. Autre acteur de la réforme, les syndicats de médecins dont la cote de confiance atteint 64 %, bénéficiant ainsi d'une crédibilité sensiblement plus élevée que celle accordée aux syndicats de salariés (62 %) avec un taux qui atteint tout de même 75 % au sein des proches de la gauche.

Le gouvernement pâtit pour sa part d'une confiance plus faible de la part des Français (44 %), toutefois plus élevée à droite qu'à gauche. Enfin, les compagnies d'assurances (38 %) et le MEDEF (30 %) n'inspirent confiance qu'à environ un tiers des Français.

L'efficacité des mesures annoncées par le Gouvernement en matière de santé

- Pour chacune des mesures suivantes annoncées par le Gouvernement, diriez-vous que vous la jugez très efficace, assez efficace, peu efficace ou pas efficace du tout:

En %	Total efficace	Très efficace	Assez efficace	Total pas efficace	Peu efficace	Pas efficace du tout	NSP	Total
Créer un dossier de santé pour chaque patient, accessible par informatique	76	33	43	22	15	7	2	100
Renforcer les contrôles et les sanctions en cas d'abus sur les congés-maladie	68	33	35	31	18	13	1	100
Permettre à davantage de Français de bénéficier d'une mutuelle complémentaire santé	66	22	44	30	20	10	4	100
Imposer à chaque patient de payer personnellement 1 euro pour chaque consultation	43	12	31	56	27	29	1	100
Laisser les médecins spécialistes libres de leur tarif si le patient les consulte directement sans passer par son généraliste	37	7	30	61	29	32	2	100

Le jugement à l'égard du projet du Gouvernement

- Au total, dans l'état actuel du projet du Gouvernement, de quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?

En %	Ensemble
Ce projet va plutôt dans le bon sens mais manque d'ambition	49
Ce projet ne va pas dans le bon sens	31
Ce projet va dans la bonne direction	18
Ne se prononcent pas	2
Total	100

L'adhésion à différentes mesures concernant l'avenir du système de santé

- En pensant à l'avenir du système de santé, pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si vous y seriez très favorable, assez favorable, assez défavorable ou très défavorable ?

En %	Total favorable	Très favorable	Assez favorable	Total défavorable	Assez défavorable	Très défavorable	NSP	Total
Donner plus d'importance à la prévention des maladies	97	68	29	3	2	1	-	100
Renforcer la coordination entre les hôpitaux et les professionnels de santé en ville	95	56	39	3	2	1	2	100
Développer la coordination entre les médecins généralistes et les médecins spécialistes	95	53	42	4	3	1	1	100
Le droit à la prévoyance c'est-à-dire une garantie de salaire en cas d'incapacité ou d'invalidité, un capital de décès	94	55	39	5	4	1	1	100
Vérifier pour chaque médicament qu'il est réellement utile avant de décider de le rembourser	82	45	37	17	10	7	1	100

La confiance accordée aux acteurs institutionnels et sociaux pour améliorer le système de santé

- Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous que vous leur faites très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance pour améliorer notre système de santé ?

- Récapitulatif: Total Confiance -

En %	Ensemble	Ensemble des Français mai 2004
Les mutuelles	81	NP
Les syndicats de médecins	64	NP
Les syndicats de salariés	62	58
Le Gouvernement	44	NP
Les compagnies d'assurance	38	NP
Le MEDEF	30	30

NP: Non posé

La confiance accordée aux acteurs institutionnels et sociaux pour améliorer le système de santé

- Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous que vous leur faites très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance pour améliorer notre système de santé ?

En %	Total confiance	Très confiance	Plutôt confiance	Total pas confiance	Plutôt pas confiance	Pas du tout confiance	NSP	Total
Les mutuelles	81	22	59	18	13	5	1	100
Les syndicats de médecins	64	10	54	31	19	12	5	100
Les syndicats de salariés	62	11	51	35	19	16	3	100
Le Gouvernement	44	7	37	55	28	27	1	100
Les compagnies d'assurance	38	5	33	61	33	28	1	100
Le MEDEF	30	3	27	60	25	35	10	100

Fiche technique

Echantillon de 962 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 17 au 18 juin 2004.

L'image des services publics auprès des leaders d'opinion

BVA - Septembre 2004

Institut Paul-Delouvrier - Le Point

Les leaders identifient trois grandes priorités pour l'action publique

Les grandes priorités que fixent les leaders – journalistes, chefs d'entreprises et hommes politiques – à l'action publique pour l'avenir concernent trois domaines au cœur des plus importants mouvements sociaux passés (école et santé) et à venir et/ou de l'actualité médiatique de ces 18 derniers mois (insécurité).

Il s'agit de l'enseignement scolaire (1er cité par 46 % des leaders), de la santé – à la fois au niveau fourniture de soins (3ème cité ; 40 %) et au niveau du fonctionnement de la sécurité sociale (4ème cité ; 39 %) – et de la sécurité (2ème cité ; 43 %).

En dehors de ces trois domaines perçus comme étant prioritaires, il ne se détache guère d'éléments saillants concernant les autres domaines d'intervention de l'action publique. Notons toutefois que les deux domaines de nature plus économique, la promotion des nouvelles technologies et le partenariat secteur public - secteur privé sont aux deux derniers rangs des préoccupations y compris pour les chefs d'entreprise.

Les leaders attendent des institutions publiques qu'elles assurent déjà pleinement leurs tâches primordiales en matière d'éducation, de santé et de sécurité, avant qu'elles ne se perfectionnent sur des missions moins directement «vitales».

Très optimiste sur la sécurité, les leaders sont nettement plus inquiets concernant l'éducation et la santé

Les trois principales attentes concernant l'action de l'Etat ne se situent pas dans une même dynamique.

Si la poursuite des améliorations perçues concernant la sécurité ne semble guère faire de doutes (1). C'est dans ce domaine que l'action de l'Etat est, de très loin, jugée la plus satisfaisante (1er cité par 77 % des leaders), et se serait le plus améliorée depuis ces dix dernières années (70% jugent que l'action s'est améliorée contre 16 % qu'elle s'est détériorée et 12 % qu'elle est restée inchangée).

C'est donc logiquement dans ce domaine que les leaders sont les plus optimistes pour l'avenir (1er cité ; 62 % pensent que l'action publique s'améliorera dans ce domaine à l'avenir et seulement 12 % qu'elle se détériorera).

Tel n'est absolument pas le cas en ce qui concerne les deux autres grandes priorités fixées par les leaders à l'action de l'Etat : l'éducation et la santé.

Selon les leaders, ces deux domaines se sont déjà fortement détériorés depuis ces dix dernières années et ne prêtent guère à l'optimisme pour l'avenir.

Depuis ces dix dernières années ces deux domaines sont, selon les leaders (2), ceux dans lesquels l'action publique s'est le plus détériorée.

Près de 6 leaders sur 10 (59 %) estiment que l'action publique s'est détériorée concernant l'enseignement scolaire (seulement 16 % jugent qu'elle s'est améliorée) et plus de 5 sur 10 effectuent le même diagnostic en ce qui concerne la Santé – tant dans son volet fourniture de soins (51% «détérioration» contre 27 % «amélioration»), qu'en ce qui concerne le fonctionnement même de la sécurité sociale (55 % «détérioration » contre 22% «amélioration»).

D'ailleurs, si cette détérioration n'a pas encore eu de conséquences dramatiques en ce qui concerne la fourniture des soins, toujours jugée satisfaisante (51% contre 47%), elle a déjà eu un impact catastrophique concernant le fonctionnement de la sécurité sociale (23% de satisfaits contre 76 % d'insatisfaits).

- (1) les leaders rejoignent dans leur analyse l'ensemble de la population puisque l'insécurité qui était la première préoccupation des Français en avril 2002 est repassée nettement derrière le chômage depuis plus de 10 mois et ne cesse d'être perçue comme s'améliorant
- (2) Avec la fiscalité et la gestion des impôts

Image des services publics auprès des Leaders d'opinion

A l'avenir, surtout le pessimisme demeure. Alors que les leaders se montrent globalement optimistes, étant toujours une majorité à anticiper à l'avenir une évolution positive pour la plupart des domaines d'intervention de l'action publique, les optimistes concernant la santé et l'enseignement scolaire ne sont qu'une minorité (respectivement 40 % et 47 %), la plupart hésitant entre une poursuite de la détérioration (en moyenne 30 %) et une stagnation (15 % à 25 %).

L'appréciation de l'impact de la décentralisation

Les leaders ont une excellente image de la décentralisation et estiment que son accélération renforcera la proximité entre les services publics et les usagers (82 %), et qu'elle améliorera la qualité du service rendu » (69 %), sans pour autant accroître les inégalités d'accès aux services publics entre tous les Français (56 %).

Le seul reproche qu'ils lui font est de faire progresser le montant global des impôts et des taxes (75 %).

Dans le détail, ils considèrent généralement que l'accélération du processus de décentralisation aura un impact positif sur les domaines de l'action publique étudiés.

Ce sentiment est curieusement beaucoup plus marqué pour les chefs d'entreprise que pour les hommes politiques (et les journalistes) pourtant majoritairement proche d'un gouvernement fortement décentralisateur.

L'impact bénéfique généré par la décentralisation à l'avenir concernera logiquement surtout les services de proximité (ramassage des ordures, crèches, etc.) ainsi que les dimensions économiques, technologiques et de facilitation des démarches administratives.

Malheureusement, il ne s'agit pas là des attentes par ailleurs perçues comme étant les plus prioritaires ...

A l'inverse, ces domaines prioritaires identifiés précédemment – santé, enseignement scolaire et sécurité –, s'ils ne pâtiront pas de l'accélération de la décentralisation, n'en bénéficieront qu'assez marginalement (seulement moins d'un leader sur deux anticipe un impact positif dans ces domaines).

Mais un autre domaine bénéficierait encore moins de la décentralisation selon les leaders, la fiscalité : les deux tiers des leaders estiment en effet que l'accélération de la décentralisation n'aura pas d'effet positif sur la fiscalité et la gestion des impôts.

Notons pour finir que les perceptions des leaders en matière d'impact de la décentralisation sont assez disparates et que des écarts importants apparaissent entre nos trois principales catégories de leaders, consacrant de nouveau la passion des chefs d'entreprises (pourtant souvent parisiens) pour une politique fortement décentralisatrice.

Ainsi, pour les domaines de l'enseignement scolaire, de la fourniture des soins de santé, de la sécurité et du fonctionnement de la sécurité sociale, les chefs d'entreprise voient un impact positif de la

décentralisation avec des taux supérieurs de 13 à 25 points par rapport aux politiques et aux journalistes.

- Voici un certain nombre de domaines d'exercice de l'action publique. Parmi les 10 domaines qui vous sont proposés, quel est celui sur lequel les pouvoirs publics devraient prioritairement porter leur effort ?

En %	Ensemble	Politiques	Chefs d'entr.	Journalistes
L'enseignement scolaire	46	45	41	55
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	43	45	51	30
La fourniture des soins de santé	40	46	25	41
Le fonctionnement de la sécurité sociale	39	34	53	35
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	31	27	21	51
La fiscalité et la gestion des impôts	24	23	30	20
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	24	27	15	29
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	12	11	15	11
La promotion de nouvelles technologies (infrastructures, environnement administratif)	11	9	13	14
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	6	4	10	5
NSP	3	3	5	-

Total supérieur à 100 car trois réponses possibles.

- Pour chacun de ces mêmes domaines, dites moi si vous estimez que l'action des pouvoirs publics est...

En %	Tout à fait satisfais.	Plutôt satisfais.	S/T Satisfais.	Plutôt pas satisfais.	Pas du tout satisfais.	S/T insatisfis.	NSP	TOTAL
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	9	68	77	18	3	21	2	100
La fourniture des soins de santé	2	49	51	36	11	47	2	100
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	4	46	50	38	9	47	3	100
L'enseignement scolaire	1	46	47	42	9	51	2	100
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	3	43	46	35	11	46	8	100
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	4	42	46	37	13	50	4	100
La promotion des nouvelles technologies (infrastructures environnement administratif)	2	41	43	40	12	52	5	100
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	2	38	40	43	12	55	5	100
La fiscalité et la gestion des impôts	3	33	36	43	18	61	3	100
Le fonctionnement de la sécurité sociale	1	22	23	46	30	76	1	100

En %	Ensemble	Politiques	NSP	TOTAL
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	77	76	82	74
La fourniture des soins de santé	51	49	55	53
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	50	48	63	43
L'enseignement scolaire	47	49	40	50
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	46	48	36	50
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	46	60	22	37
La promotion des nouvelles technologies (infrastructures environnement administratif)	43	51	35	32
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	40	49	46	19
La fiscalité et la gestion des impôts	36	32	32	46
Le fonctionnement de la sécurité sociale	23	23	20	23

- Et comment appréciez-vous l'évolution de ces dix dernières années. Pensez-vous que l'action publique s'est plutôt améliorée, qu'elle s'est plutôt détériorée ou qu'elle est inchangée en ce qui concerne...

En %	Elle s'est améliorée	Elle s'est détériorée	Elle est restée inchangée	NSP	TOTAL
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	70	16	12	2	100
<i>Politiques</i>	65	18	14	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	81	9	8	2	100
<i>Journalistes</i>	65	19	14	2	100
La promotion de nouvelles technologies (infrastructures, environnement administratif)	51	20	23	6	100
<i>Politiques</i>	59	18	18	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	38	22	33	7	100
<i>Journalistes</i>	47	21	25	7	100
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	47	29	21	3	100
<i>Politiques</i>	48	32	17	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	57	14	25	4	100
<i>Journalistes</i>	38	36	23	3	100
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	45	21	29	5	100
<i>Politiques</i>	51	18	26	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	27	34	35	4	100
<i>Journalistes</i>	47	17	32	4	100
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	41	22	28	9	100
<i>Politiques</i>	43	25	25	7	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	35	23	35	7	100
<i>Journalistes</i>	45	14	27	14	100
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	34	34	27	5	100
<i>Politiques</i>	41	33	22	4	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	39	21	36	4	100
<i>Journalistes</i>	18	47	27	8	100
La fourniture des soins de santé	27	51	19	3	100
<i>Politiques</i>	26	51	19	4	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	34	46	18	2	100
<i>Journalistes</i>	26	53	20	1	100
La fiscalité et la gestion des impôts	25	42	29	4	100
<i>Politiques</i>	23	44	29	4	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	26	43	25	6	100
<i>Journalistes</i>	26	37	32	5	100
Le fonctionnement de la sécurité sociale	22	55	21	2	100
<i>Politiques</i>	19	57	22	2	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	26	53	20	1	100
<i>Journalistes</i>	27	50	21	2	100
L'enseignement scolaire	16	59	22	3	100
<i>Politiques</i>	20	52	25	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	12	63	23	2	100
<i>Journalistes</i>	11	66	20	3	100

- Pensez-vous qu'à l'avenir, l'action publique s'améliorera, qu'elle se détériorera ou qu'elle n'évoluera pas en ce qui concerne...

En %	Elle s'est améliorée	Elle s'est détériorée	Elle est restée inchangée	NSP	TOTAL
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	62	12	20	6	100
<i>Politiques</i>	58	16	18	8	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	79	1	15	5	100
<i>Journalistes</i>	56	13	27	4	100
La promotion de nouvelles technologies (infrastructures, environnement administratif)	60	9	21	10	100
<i>Politiques</i>	67	9	16	8	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	53	6	29	12	100
<i>Journalistes</i>	52	6	28	11	100
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	56	18	19	7	100
<i>Politiques</i>	57	22	14	7	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	63	5	26	6	100
<i>Journalistes</i>	49	23	23	5	100
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	56	18	19	7	100
<i>Politiques</i>	57	22	14	7	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	63	5	26	6	100
<i>Journalistes</i>	49	23	23	5	100
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	50	11	29	10	100
<i>Politiques</i>	51	12	27	10	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	46	10	36	8	100
<i>Journalistes</i>	51	8	28	13	100
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	48	21	23	8	100
<i>Politiques</i>	49	20	22	9	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	55	8	31	6	100
<i>Journalistes</i>	37	36	21	6	100
La fourniture des soins de santé	47	32	15	6	100
<i>Politiques</i>	48	32	12	8	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	55	19	21	5	100
<i>Journalistes</i>	34	47	16	3	100
Le fonctionnement de la sécurité sociale	46	33	15	6	100
<i>Politiques</i>	42	36	14	8	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	55	20	19	6	100
<i>Journalistes</i>	45	40	13	2	100
L'enseignement scolaire	40	28	25	7	100
<i>Politiques</i>	45	29	18	8	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	44	21	30	5	100
<i>Journalistes</i>	25	36	34	5	100
La fiscalité et la gestion des impôts	38	22	31	9	100
<i>Politiques</i>	37	26	26	11	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	50	16	30	4	100
<i>Journalistes</i>	33	20	39	8	100

- Au cours des années à venir, pensez-vous que l'accélération du processus de décentralisation aura un impact plutôt positif, plutôt négatif ou qu'elle n'aura aucun impact en ce qui concerne...

En %	Un impact plutôt positif	Un impact plutôt négatif	Il n'y eu aucun impact	NSP	TOTAL
Les services de proximité tels que les transports en commun locaux ou le ramassage des ordures	75	10	11	4	100
<i>Politiques</i>	71	13	11	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	84	6	6	4	100
<i>Journalistes</i>	71	11	15	3	100
Les services sociaux de proximité tels que les assistantes sociales ou les crèches	72	11	14	3	100
<i>Politiques</i>	67	12	17	4	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	84	6	8	2	100
<i>Journalistes</i>	69	15	13	3	100
La promotion des nouvelles technologies (infrastructures, environnement administratif)	61	11	23	5	100
<i>Politiques</i>	70	10	17	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	50	16	28	6	100
<i>Journalistes</i>	55	8	29	8	100
Les démarches administratives au quotidien effectuées à la mairie ou à la préfecture	60	10	26	4	100
<i>Politiques</i>	59	7	29	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	69	10	19	2	100
<i>Journalistes</i>	55	17	25	3	100
L'accompagnement du secteur privé, c'est-à-dire le partenariat entre l'Etat et le secteur privé	59	8	26	7	100
<i>Politiques</i>	56	10	28	6	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	59	10	32	9	100
<i>Journalistes</i>	61	4	27	8	100
L'enseignement scolaire	53	22	21	4	100
<i>Politiques</i>	50	23	22	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	64	10	24	2	100
<i>Journalistes</i>	45	33	18	4	100
Les fournitures de soins de santé	48	23	24	5	100
<i>Politiques</i>	47	20	28	5	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	60	12	23	5	100
<i>Journalistes</i>	38	36	20	6	100
La sécurité à travers l'action de la police et de la gendarmerie	47	17	32	4	100
<i>Politiques</i>	39	18	37	6	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	64	11	21	4	100
<i>Journalistes</i>	46	20	31	3	100
Le fonctionnement de la sécurité sociale	32	18	44	6	100
<i>Politiques</i>	31	17	45	7	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	44	10	42	4	100
<i>Journalistes</i>	20	29	45	6	100
La fiscalité et la gestion des impôts	30	38	27	5	100
<i>Politiques</i>	33	38	23	6	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	29	29	36	6	100
<i>Journalistes</i>	26	42	28	4	100

- Voici un certain nombre d'affirmations sur l'impact que peut avoir l'accélération de la décentralisation sur les services publics dans leur ensemble. Vous personnellement, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec chacune de ces affirmations.
L'accentuation de la décentralisation va...

En %	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP	TOTAL
... renforcer la proximité entre les services publics et leurs usagers	82	16	2	100
<i>Politiques</i>	80	18	2	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	94	6	-	100
<i>Journalistes</i>	73	23	4	100
...faire progresser le montant global des impôts et des taxes	75	22	3	100
<i>Politiques</i>	74	23	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	76	24	-	100
<i>Journalistes</i>	78	18	4	100
...améliorer globalement la qualité du service rendu	69	27	4	100
<i>Politiques</i>	65	32	3	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	86	9	5	100
<i>Journalistes</i>	57	37	6	100
...accroître les inégalités d'accès aux services publics entre tous les français	42	56	2	100
<i>Politiques</i>	48	50	2	100
<i>Chefs d'entreprise</i>	20	79	1	100
<i>Journalistes</i>	53	45	2	100

Fiche Technique

L'Institut BVA a réalisé du 8 octobre au 7 novembre 2003 une enquête par téléphone auprès d'un panel de 401 leaders d'opinion.

Le panel est constitué de

- 80 Chefs d'entreprises parmi les 5 000 premières entreprises françaises
- 91 Maires de communes de plus de 5 000 habitants
- 20 Conseillers généraux (président ou vice-président d'une commission)
- 25 Conseillers régionaux (président ou vice-président d'une commission)
- 52 Journalistes politiques
- 49 Journalistes économiques
- 39 Députés
- 17 Sénateurs
- 8 Députés européens
- 11 Responsables de Fédérations Professionnelles
- 9 Membres de la direction des principaux syndicats.

Difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale

SOFRES - Mars 2003

Enfant Magazine

Même s'ils ont parfois du mal à le reconnaître, l'enquête Ipsos - *Enfant Magazine* montre que pour beaucoup de jeunes parents, la vie professionnelle empêche de vivre pleinement la vie familiale. Inversement, la vie familiale est souvent perçue comme un frein à l'épanouissement professionnel, surtout pour les femmes.

Dans un peu plus d'un mois, les collectifs autour de l'enfance mis en place en octobre dernier par Christian Jacob, le ministre délégué à la Famille, remettront leurs propositions au gouvernement. Composés d'élus, de représentants des associations familiales, des syndicats et du patronat, ils travaillent aujourd'hui dans le cadre de l'organisation de la conférence de la famille 2003 qui se déroulera au printemps prochain. A l'heure où le problème de la conciliation vie familiale - vie professionnelle est sur le point d'être débattu lors de la conférence et de donner naissance à un projet de loi à l'automne 2003, *Enfant Magazine* a souhaité donner la parole aux principaux intéressés, les parents de jeunes enfants, en confiant à Ipsos la réalisation d'une enquête visant à recueillir leurs opinions sur le sujet et à dresser un véritable panorama de leur état d'esprit actuel.

Au vu des résultats de l'enquête, il apparaît assez clairement que les parents de jeunes enfants considèrent aujourd'hui que leurs vies professionnelles et familiales ont des interactions qu'ils ont du mal à gérer. Leur vie professionnelle les empêche de vivre pleinement leur vie familiale et leur vie familiale est souvent perçue comme un frein à leur épanouissement professionnel. Dès lors, ils expriment de fortes attentes dans ce domaine et cela auprès de l'ensemble des acteurs concernés : les pouvoirs publics et les employeurs. Signe de ces changements d'attitudes et de mentalité, l'image même de celui ou celle qui décide de s'arrêter un temps pour élever son ou ses enfants évolue positivement vers des attributs de modernité et même de séduction.

Vie professionnelle et vie familiale, deux activités que les jeunes parents ont aujourd'hui du mal à concilier

L'ensemble des enquêtes réalisées dans le domaine de la parentalité montrent qu'au premier abord les parents ont toujours du mal à « avouer » qu'ils éprouvent des difficultés dans l'éducation de leurs enfants ou à harmoniser les exigences liées à la vie professionnelle et à la vie familiale. C'est pour beaucoup le constat d'une certaine forme d'échec qui peut se révéler dérangeant, voire écrasant.

De fait, aujourd'hui, globalement, 71% des parents actifs considèrent qu'ils arrivent à concilier vie professionnelle et vie familiale de façon satisfaisante pour leur(s) enfant(s). Reste que 28 % avouent toutefois spontanément éprouver des difficultés à le faire.

Mis en situation, la majorité des parents qui travaillent, change d'attitude et se montre beaucoup plus touchée par le problème. Ils avouent ainsi ne pas consacrer suffisamment de temps à la sphère familiale et plus spécifiquement à leur enfant (62 %), à leur conjoint (63 %) ou à eux-mêmes (65 %) tandis que beaucoup considèrent dans le même temps qu'ils en consacrent suffisamment (52 %) ou trop (39 %) à leur travail. Plus marquant encore, il semble que ce sentiment de ne pas disposer de suffisamment de moments pour les activités extra- professionnelles et familiales se soit désormais installé au sein de l'ensemble de la population parentale. Il est intergénérationnel, il est aussi bien ressenti par les plus jeunes que par les plus âgés.

Ainsi, qu'ils débutent dans la vie professionnelle ou qu'ils aient déjà acquis une certaine expérience dans le monde du travail, la majorité des parents de jeunes enfants ne semble pas pour autant aujourd'hui capable de trouver des solutions adéquates leur permettant de gérer efficacement les deux sphères. Il semble même que le problème aille plutôt en s'aggravant avec l'âge (59 % des moins de 35 ans avouent ne pas consacrer assez de temps à leur enfant contre 66 % pour les plus de 35 ans).

Surtout, on note que le sentiment de ne pas accorder suffisamment de moments à ses enfants, à son conjoint et à soi-même n'est plus l'apanage des seuls hommes. Il s'est « globalisé » et est désormais vécu de façon quasiment identique par les femmes dont la carrière professionnelle s'apparente de plus en plus à celle des hommes et qui, par conséquent envisagent de moins en moins de l'interrompre pour s'occuper et élever leurs enfants. Ainsi, aujourd'hui, plus de la majorité d'entre elles disent ne pas passer assez de temps avec leur(s) enfant(s) (66 % pour les hommes).

Des interactions entre vie professionnelle et vie familiale qui risquent à terme de rendre la vie des parents de jeunes enfants de plus en plus difficile

Au vu des résultats de l'enquête réalisée par IPSOS, on note que les parents actifs de jeunes enfants ont aujourd'hui le sentiment que chacune de ces sphères de leur vie (professionnelle et familiale) a des interactions sur l'autre et que ces dernières ne sont pas toujours positives, loin s'en faut.

Ainsi, la grande majorité des parents qui travaillent, considèrent qu'aujourd'hui le fait d'avoir un ou des enfants est pour une femme un frein important dans sa carrière professionnelle (74 %). Parmi eux, 32 % estiment même que c'est un handicap *très important* (et 42 % *plutôt important*). Ce sentiment est encore plus le fait des hommes (79 %) que des femmes (70 %). Pour autant, une proportion non négligeable de parents qui travaillent considère que c'est aussi désormais un frein *important* pour les hommes.

Parmi ces parents, les pères ressentent plus particulièrement cette interaction sur leur évolution professionnelle puisque 28 % d'entre eux considèrent la vie familiale comme un frein à la carrière. De plus en plus de femmes exerçant une activité professionnelle, cela exige des hommes qu'ils assument une plus grande partie de la charge que représente l'ensemble des responsabilités familiales. Par ailleurs, de plus en plus d'hommes désirent assumer un rôle plus grand dans la vie de la famille et dans l'éducation de leurs enfants et se trouvent à leur tour confrontés au problème de la conciliation du travail et des responsabilités familiales.

En conséquence, aujourd'hui, près d'un parent sur deux avoue que sa vie professionnelle a une incidence *importante* sur le moment choisi pour concevoir leur(s) enfant(s) (51 %) et sur le nombre d'enfant(s) qu'il compte avoir (47 %). Là encore, au-delà de l'importance du chiffre, on est frappé par l'homogénéité des réponses : 52 % des moins de 35 ans disent que cela a eu une interaction sur le moment choisi pour la conception contre 50 % pour les plus de 35 ans. Logiquement, cette dernière incidence est plus forte auprès des femmes (52 %) mais elle est toutefois importante auprès d'une bonne part des pères interrogés (48 %).

Des attentes : la prise en compte de la vie familiale au sein de la sphère professionnelle

Le fait d'être confronté à des interactions entre vie professionnelle et vie familiale et surtout de ne pas toujours réussir à les concilier, pousse les parents actifs de jeunes enfants à examiner de plus en plus leurs futures opportunités professionnelles sous l'angle de cette nécessaire conciliation et surtout de faire intervenir dans leurs critères de choix les possibilités d'aménagement proposées par l'employeur.

Ainsi, si demain il décidait de changer de travail, près d'un parent sur deux, estime que le fait de lui permettre d'adapter ses horaires en cas d'obligations familiales serait un critère *décisif* dans le choix de son futur employeur (45 % considèrent aussi qu'il serait important mais pas décisif) tandis que seulement 7 % pensent qu'il serait secondaire. De même, serait aussi perçu comme étant un critère *décisif* par nombre de parents, le fait de leur laisser prendre la plupart de leurs congés pendant les vacances scolaires (41%), un travail à temps partiel s'ils le désirent (31%) ou enfin de proposer une crèche ou une halte-garderie intégrée sur leur lieu de travail (30 %).

De fait, les parents se montrent aujourd'hui demandeurs de toute mesure leur permettant de concilier au mieux leur vie professionnelle et leur vie familiale. Leur perception du congé parental en est une assez bonne illustration. Ainsi, 67 % des parents interrogés souhaiteraient que sa durée puisse être étendue au delà des trois ans de l'enfant. Parmi eux, 42 % se diraient même *tout à fait* d'accord avec cette mesure. La plupart restent « mesurés » dans leur désir de voir le congé parental prolongé puisque parmi toutes les modalités de choix qui leur étaient proposées, la très grande majorité des parents a choisi la plus basse, c'est à dire un allongement du congé jusqu'aux 6 ans de l'enfant (76 %). La plupart des parents estiment aussi certainement, qu'à partir de 11 ans ou 15 ans, l'enfant acquiert une certaine « autonomie » qui ne nécessite plus de recourir au congé parental et qui leur permet donc de reprendre leur activité professionnelle : seulement 14 % et 8 % d'entre eux auraient respectivement opté pour que la prolongation aille jusqu'à 11 et 15 ans.

Idéalement, le congé parental est un système qui tente la grande majorité des parents. De fait s'il était rémunéré à hauteur de 50 % de leur salaire et s'ils avaient l'assurance de retrouver la même progression de carrière après l'avoir pris, 78 % des parents travaillant aujourd'hui déclarent qu'ils auraient demandé à en bénéficier. La moitié d'entre eux en est même certain (47 %). Là encore, si logiquement les femmes se montreraient plus sensibles que les hommes à une telle mesure (61% l'auraient certainement pris), une proportion non négligeable d'hommes se diraient aussi « certainement » intéressée (33 %).

Faut-il y voir une illustration du malaise qui est aujourd'hui celui des jeunes parents face aux difficultés qu'ils rencontrent dans la gestion simultanée et même télescopée de leurs vies professionnelles et familiales ? Peut-on y voir une évolution des opinions et des attitudes ? La réponse n'est pas forcément évidente. Toujours est-il que celui ou celle qui s'arrêterait pendant un an de travailler pour élever son enfant est aujourd'hui perçu par la très grande majorité des parents de façon éminemment positive.

Ainsi, une femme qui déciderait de le faire serait perçue comme séduisante (88 % et même *très* séduisante pour 52 %), moderne (88 % et même *très* moderne pour 51 %) et sexy (69 % et même *très* sexy pour 36 %). De même, un homme qui s'arrêterait pour les mêmes raisons serait considéré par la majorité des parents interrogés comme moderne (94 % dont 64 % de *très* moderne), séduisant (86 % dont 52 % de *très* séduisant) et sexy 56 % dont 27 % de *très* sexy). Le père qui demain déciderait de mettre entre parenthèses pendant un temps sa carrière professionnelle pour élever son enfant, « gagnerait » beaucoup auprès de la gente féminine puisque la grande majorité des femmes estimerait qu'il serait séduisant (93 %), moderne (98 %) et sexy (69 %). Voilà de quoi en faire rêver plus d'un sur de « nouveaux » attraits de la vie familiale.

Les parents actifs et le temps

- Personnellement, aujourd'hui, avez-vous le sentiment de consacrer trop de temps, pas assez de temps ou le temps qu'il faut...

En %	Trop de temps	Pas assez de temps	Le temps qu'il faut	Non concerné	NSP	Total
A vous-même	1	65	34	-	-	100
A votre conjoint	-	63	33	4	-	100
A votre ou vos enfants	3	62	35	-	-	100
A votre travail	39	6	52	3	-	100

La perception de l'équilibre vie privée / vie familiale par les parents actifs

- Aujourd'hui, avez vous le sentiment d'arriver à concilier votre vie professionnelle et votre vie familiale de façon satisfaisante pour votre ou vos enfants...

En %	Ensemble
Oui, tout à fait	24
Oui, plutôt	47
S/T oui	71
Non, plutôt pas	20
Non, pas du tout	8
S/T non	28
Ne se prononce pas	1
Total	100

L'incidence de la vie professionnelle sur le moment de la conception et sur le nombre d'enfants

- Selon-vous, globalement, la façon dont votre vie professionnelle est organisée, a-t-elle aujourd'hui une incidence très importante, plutôt importante, plutôt pas importante ou pas du tout importante ...

En %	Très importante	Plutôt importante	S/T importante	Plutôt pas importante	Pas importante du tout	S/T pas importante	NSP	Total
Sur le moment que vous avez choisi pour concevoir votre ou vos enfant(s)	16	35	51	16	29	45	4	100
Sur le nombre d'enfants que vous comptez avoir	15	32	47	19	30	49	4	100

Intérêt pour les possibilités d'aménagement de la vie familiale au sein de la sphère professionnelle

- Si demain vous décidiez de changer de travail. Pour chacun des services suivants qui pourrait être proposé par votre employeur, dites-moi s'il serait un argument décisif, important mais pas décisif ou secondaire dans votre décision d'aller travailler avec lui...

En %	Décisif	Important mais pas décisif %	S/T Décisif Important	Secondaire	NSP	Total
Le fait de vous permettre d'adapter vos horaires lorsque vous avez des obligations familiales	47	45	92	Décisif	1	100
Le fait de vous laisser prendre la plupart de vos congés pendant les vacances scolaires	41	41	82	16	2	100
Le fait de vous laisser prendre un travail à temps partiel si vous le désirez	31	36	67	31	2	100
Le fait de vous proposer une crèche ou une halte-garderie intégrée à votre lieu de travail	30	38	68	30	2	100

Evaluation de la volonté de voir prolongée la durée du congé parental

- Actuellement, un père ou une mère peut prendre un congé parental à plein temps ou à temps partiel jusqu'au troisième anniversaire de son enfant. Personnellement, souhaiteriez-vous que le congé parental puisse être prolongé au-delà de cette période ...

En %	Ensemble
Oui, tout à fait	43
Oui, plutôt	24
S/T oui	67
Non, plutôt pas	19
Non, pas du tout	12
S/T non	31
Ne se prononce pas	2
Total	100

Evaluation de la volonté de voir prolongée la durée du congé parental

- Souhaiteriez-vous voir le congé parental prolongé plutôt jusqu'aux 6 ans, plutôt jusqu'aux 11 ans ou plutôt jusqu'aux 15 ans de l'enfant ...

Base : Aux parents ayant déclaré souhaiter que le congé parental puisse être prolongé au-delà du troisième anniversaire de l'enfant, soit 67% de l'échantillon

En %	Ensemble
Plutôt jusqu'à 6 ans	76
Plutôt jusqu'à 11 ans	13
Plutôt jusqu'à 15 ans	8
Aucun de ces âges	2
Ne se prononce pas	1
Total	100

Perception du congé parental rémunéré dans une perspective de progression de carrière

- Si le congé parental avait été rémunéré à hauteur de 50 % de votre salaire et que vous aviez retrouvé la même progression de carrière, après l'avoir pris. Auriez-vous demandé à en bénéficier lorsque vous en aviez la possibilité

En %	Ensemble
Oui, c'est certain	47
Oui, peut-être	31
S/T oui	78
Non	19
Je l'ai déjà fait	2
Ne se prononce pas	1
Total	100

Enfants et carrière professionnelle

- Personnellement, pensez-vous que le fait d'avoir un enfant est un frein très, assez, peu ou pas du tout important dans sa carrière professionnelle ...

En %	Très importante	Plutôt importante	S/T importante	Plutôt pas importante	Pas importante du tout	S/T pas importante	NSP	Total
Pour un homme	7	16	23	39	37	76	1	100
Pour une femme	32	42	74	14	11	25	1	100

L'image induite par le congé parental

- Un homme qui déciderait de s'arrêter de travailler pendant un an pour élever son enfant, serait-il à vos yeux très, assez, peu ou pas du tout...

En %	Très	Plutôt	S/T Positif	Plutôt pas	Pas du tout	S/T négatif	NSP	Total
Moderne	64	30	94	2	2	4	2	100
Séduisant	52	34	86	6	3	9	5	100
Sexy	27	29	56	13	20	32	11	100

- Une femme qui déciderait de s'arrêter de travailler pendant un an pour élever son enfant, serait-elle à vos yeux très, assez, peu ou pas du tout...

En %	Très	Plutôt	S/T Positif	Plutôt pas	Pas du tout	S/T négatif	NSP	Total
Séduisante	52	36	88	4	3	7	5	100
Moderne	51	37	88	7	4	11	1	100
Sexy	36	33	69	9	14	23	8	100

Fiche technique

Institut : IPSOS Média : *Enfant Magazine* - Sondage IPSOS effectué pour : *Enfant Magazine* - Date du terrain : Du 29 novembre au 13 décembre 2002. Echantillon : 538 parents actifs d'enfants âgés de 0 à 7 ans issus d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone

L'influence des enfants sur le budget familial

IPSOS - Avril 2003

SOFINCO

Près d'un consommateur européen sur quatre est aujourd'hui parent, d'un enfant ou d'un adolescent : les conséquences sur la gestion du budget sont importantes, tant au quotidien qu'à plus long terme. En complément des traditionnels Focus sur l'enfant « conso-acteur », l'étude IPSOS-SOFINCO s'intéresse aux parents, et à la façon dont ils conçoivent l'influence des enfants/adolescents sur leur propre consommation. Si les pratiques sont assez proches d'un bout à l'autre de l'Europe, quant à l'implication quotidienne des enfants dans les choix de consommation de la famille, les Européens envisagent de manière très différente l'accession des adolescents à l'autonomie.

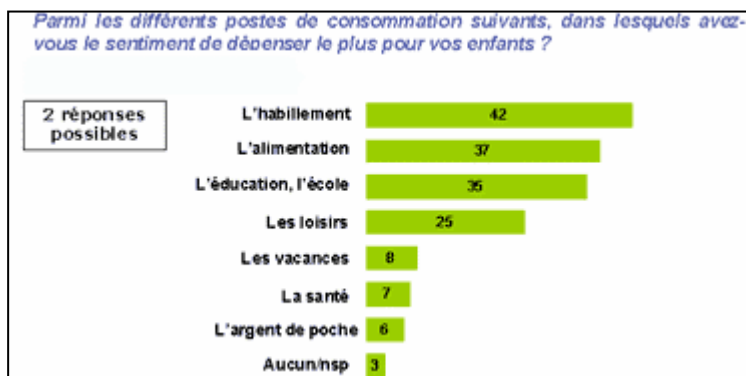
Quelques tendances...

- L'habillement constitue le principal poste de dépenses des parents pour leur(s) enfant(s) en Europe. Cité par 42 % d'entre eux, ce poste de dépense précède l'alimentation (37 %) et de l'éducation (35 %).
- La plupart des parents estiment que leur(s) enfant(s) influence(nt) "souvent" ou "de temps en temps" leurs achats de vêtements (84 %), de loisirs (80 %) ou encore de produits alimentaires (76 %).
- A l'inverse, les deux tiers des parents déclarent que leurs enfants n'interviennent jamais dans le choix d'une voiture.
- Si 71% des parents européens donnent de l'argent de poche à leurs enfants, ils ne sont que six sur dix à avoir adopté cette pratique en France, contre 84 % des parents allemands.
- L'argent de poche donné aux enfants européens chaque mois s'élève en moyenne à 31 euros. Ce montant évolue fortement en fonction de l'âge des enfants : 15 euros par mois entre 5 et 10 ans, 27 euros par mois entre 11 et 14 ans, 47 euros entre 15 et 17 ans et enfin 62 euros entre 18 et 20 ans.
- Une majorité de parents (80 %) met de l'argent de côté pour ses enfants, mais à des degrés divers : 10 % déclarent ainsi mettre "beaucoup" d'argent de côté pour (son)ses enfant(s), 39 % « assez », et 31% « peu ». Les plus prévoyants sont les Allemands (91% mettent de l'argent de côté pour leurs enfants), tandis que les Espagnols sont à l'inverse les moins nombreux à épargner pour leur(s) enfant(s) (63 %).
- 59 % des parents européens trouvent normal de donner à leur(s) enfant(s) une aide financière pour s'installer dans la vie, tandis que 36 % estiment plutôt que les enfants doivent le plus possible se débrouiller seuls financièrement au moment de cette étape.
- 80 % des parents seraient prêts à souscrire un crédit pour financer les études supérieures de leur enfant, 47 % pour lui acheter des équipements au moment de son installation dans un logement, 31% pour financer l'achat de sa voiture et enfin 26 % seulement pour financer un voyage à l'étranger.

Le budget "enfant" du foyer

Un budget axé autour de l'habillement et de l'alimentation, mais aussi de l'école et des loisirs

Dans quel poste de consommation les parents ont-ils le sentiment de dépenser le plus pour leur(s) enfant(s) ? Dans les vêtements. L'habillement est le poste de dépense qui arrive en tête du budget des parents (42 %), avant l'alimentation (37 %) et l'éducation (35 %). Les loisirs occupent une place à part, en retrait du trio de tête, mais néanmoins cité par un parent sur quatre (25 %). Les vacances, la santé et l'argent de poche sont relégués en fin de classement, loin derrière ces quatre composants essentiels du budget consacré aux enfants.



Une hiérarchie variable, reflet de spécificités nationales et de priorités familiales différentes

Si ce quart de tête se retrouve chez l'ensemble des Européens, on constate un "ordre d'arrivée" différent selon les pays : en France, c'est l'alimentation qui constitue le premier poste de dépense pour les enfants (37 %), devant l'habillement (33 %) et l'éducation (26 %). Dans les pays méditerranéens, l'éducation arrive massivement en tête du budget dédié aux enfants, citée par 71 % des Portugais, 56 % des Italiens et 54 % des Espagnols. Enfin, les pays anglo-saxons (Allemagne et Grande-Bretagne) soulignent plus que leurs voisins le poids des dépenses liées aux loisirs des enfants (respectivement 36 % et 33 % citent ce poste).

Assez logiquement, la répartition du budget varie également en fonction de l'âge des enfants. L'éducation en constitue l'exemple le plus frappant, citée comme poste de consommation prioritaire par 27 % des parents d'enfants de 5 à 10 ans, 37 % des parents d'enfants de 11 à 17 ans et 45 % des parents d'adolescents de 18 à 20 ans.

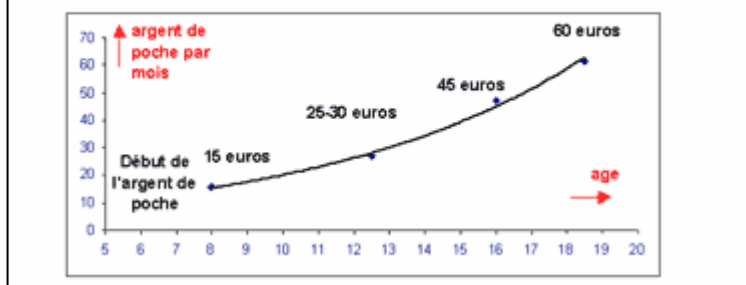
Par ailleurs, plus la famille s'agrandit, plus le budget consacré à l'alimentation devient prioritaire. Arrivant derrière l'habillement et l'école chez les parents d'enfant unique, il dépasse le budget éducation dès l'arrivée du 2ème enfant pour devenir le premier poste de dépense dans les familles de 3 enfants et plus.

L'argent de poche : les jeunes allemands sont les plus gâtés, les jeunes français les moins fortunés

Si l'argent de poche apparaît comme un poste de dépenses très secondaire pour les parents, 71% d'entre eux recourent régulièrement à cette pratique avec leurs enfants. Ce taux masque néanmoins d'assez fortes variations entre les pays européens. Ainsi, l'argent de poche est quasiment institutionnalisé en Allemagne (84 % des allemands de 5 à 19 ans reçoivent de l'argent de poche), mais un peu moins en France, où 61% des jeunes de 5 à 19 ans bénéficient régulièrement d'une somme d'argent qu'ils peuvent utiliser comme ils le veulent. Les autres pays européens se situent entre ces deux extrêmes.

En moyenne, les jeunes européens reçoivent 31 euros d'argent de poche par mois. Ce montant évolue en fonction de leur âge, tout en restant néanmoins très raisonnable : globalement, les parents européens commencent à verser une petite somme d'argent à leur enfant vers 6-7 ans et augmentent cette somme au fil des ans. En moyenne, les jeunes européens disposent de 16 euros par mois entre 5 et 10 ans ; 27 euros entre 11 et 14 ans, 47 euros entre 15 et 17 ans et 62 euros entre 18 et 20 ans.

En moyenne, quelle somme d'argent de poche (c'est-à-dire de l'argent que vos enfants peuvent dépenser seuls), leur donnez-vous chaque mois ?

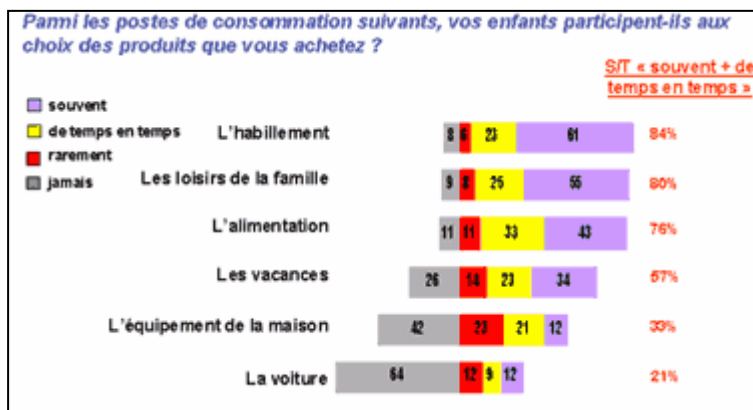


On constate, en revanche, que le montant de l'argent de poche varie peu en fonction de la taille de la famille et assez peu en fonction du montant des revenus des parents : ainsi, un enfant unique reçoit 31 euros par mois en moyenne contre 27 euros pour un enfant issu d'une famille nombreuse (3 enfants ou plus). Par ailleurs, le montant moyen de l'argent de poche des enfants est de 35 euros par mois dans les foyers aisés contre 30 euros dans les foyers les plus modestes.

L'influence des enfants dans les choix de consommation du foyer

Une influence indiscutable dans le choix des vêtements, des loisirs et des aliments ...et qui s'étend à de nouveaux secteurs

Si l'on vient de voir que les petits européens sont parfois privés d'argent de poche, on constate que ces derniers disposent néanmoins d'une certaine marge de manœuvre sur des pans entiers de consommation les concernant de près...ou de plus loin



Ainsi, l'intervention régulière des enfants dans les choix de consommation de la famille est presque unanimement reconnue par leurs parents dans les domaines de l'habillement (84 % des enfants participent souvent ou de temps en temps aux choix faits), des loisirs de la famille (80 %) et de l'alimentation (76 %).

La capacité des enfants à donner leur avis sur le choix des vacances semble plus discutée au sein de la famille, même si 57 % reconnaissent souvent en temps impliquent leurs enfants dans ce choix.

Deux domaines, enfin, semblent aujourd'hui encore restés "chasse-gardée" des parents : l'équipement de la maison tout d'abord, investi par 33 % des enfants, et la voiture, dans laquelle 21% seulement des parents impliquent souvent ou de temps en temps leur(s) enfant(s).

Une influence plus ou moins forte selon les familles et les nationalités

Si l'on additionne l'influence des enfants dans l'ensemble des domaines testés, on constate que cette influence s'installe très tôt à son maximum, entre 10 et 11 ans. Elle se maintient ensuite à peu près au même degré d'intensité tout au long de l'adolescence. En terme qualitatif, elle évolue néanmoins, les 15-17 ans étant ainsi beaucoup plus influents que leurs cadets dans le domaine des vacances (45 % interviennent souvent ou de temps en temps dans ce domaine contre 34 % en moyenne), de l'équipement de la maison (20 % contre 12 %) ou encore de la voiture (15 % contre 11 %).

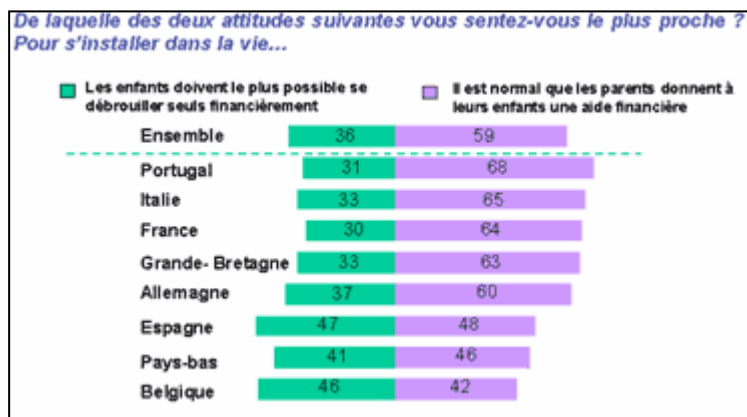
Les petits britanniques sont les Européens qui influencent le plus leurs parents, suivis de près par les Allemands, les autres nationalités arrivant en retrait. Spécificité nationale ou signe avant-coureur d'une prise de pouvoir grandissante des enfants sur des domaines jusque-là réservés aux adultes ? 20 % des parents britanniques estiment que leur(s) enfant(s) intervien(en)t souvent dans le choix de la voiture du foyer.

Préparer et financer l'avenir de ses enfants

Au-delà des conséquences quotidiennes de la présence d'enfants au foyer, ces derniers représentent également des dépenses à venir, pour financer leur installation ou leur études supérieures. Préparer l'avenir de ses enfants s'anticipe donc le plus souvent par l'épargne, tout en pouvant donner lieu, sur le moment, à certains ajustements.

Une implication importante au moment de l'installation des enfants dans la vie

Les parents européens n'hésitent pas à faire jouer la solidarité financière familiale au moment où leurs enfants s'installent dans la vie : 59 % trouvent ainsi normal de donner à leur(s) enfant(s) une aide financière à cette occasion, tandis que 36 % estiment plutôt que les enfants doivent le plus possible se débrouiller seuls financièrement au moment de cette étape.



Cette opinion s'avère très peu clivée selon des critères familiaux ou socio-démographiques. En revanche, elle met en valeur des perceptions très différentes entre nationalités, les Espagnols et les Néerlandais étant une majorité à estimer que les enfants doivent le plus possible se débrouiller seuls financièrement pour s'installer dans la vie.

Epargner pour ses enfants

80 % des parents déclarent mettre de l'argent de côté pour leurs enfants, à des degrés divers cependant : 10 % déclarent ainsi mettre beaucoup d'argent de côté pour leur(s) enfant(s), 39 % assez ; et 31% peu.

Le fait d'épargner varie peu en fonction de l'âge des enfants : mettre de l'argent de côté pour son ou ses enfant(s) apparaît donc comme un réflexe qui se prend quand l'enfant est encore très jeune, et non pas au moment où les années " coûteuses " approchent.

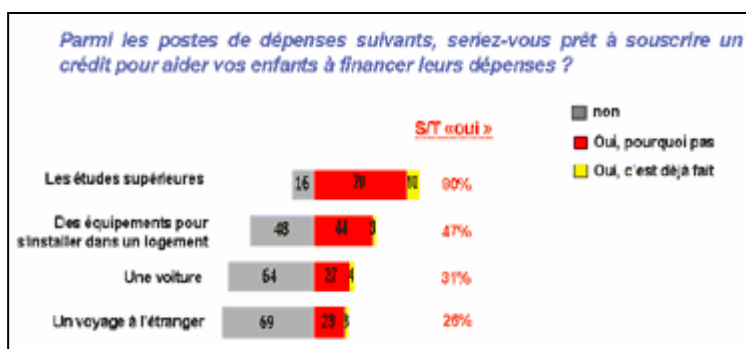
Diriez-vous que vous mettez beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'argent de côté pour vos enfants ?

		S/T assez ou beaucoup			
Ensemble	48%	Ensemble	48%	Ensemble	48%
Enfants de 5 à 10 ans	49%	Allemagne	67%	Revenus modestes	28%
Enfants de 11 à 14 ans	44%	Grande-Bretagne	49%	Revenus moyens inférieurs	45%
Enfants de 15 à 17 ans	44%	Portugal	32%	Revenus moyens supérieurs	51%
Enfants de 18 à 20 ans	49%	Pays-bas	64%	Revenus supérieurs	61%
Enfant unique	52%	Espagne	41%		
2 enfants	45%	Italie	36%		
3 enfants et plus	45%	Belgique	57%		
		France	38%		

Par ailleurs, on constate que l'épargne dédiée aux enfants est deux fois plus répandue dans les foyers disposant de hauts-revenus que dans les foyers les plus modestes, indépendamment des montants mis de côté.

Des perceptions culturelles variables autour du crédit

Dans le cadre de l'accès des enfants à l'autonomie, souscrire un crédit apparaît comme une solution alternative à l'épargne potentiellement envisagée par une majorité de parents. Elle reste le plus souvent exclusivement limitée aux domaines pour lesquels les parents se sentent "responsables", à savoir les études supérieures (80 % des parents envisagent de souscrire un crédit pour les financer) et -dans une très moindre mesure - les équipements pour s'installer dans un logement (47 %).



Le financement d'une voiture ou d'un voyage arrivent en retrait, même si on note des taux nationaux parfois surprenants : chiffre le plus marquant, 50% des parents français déclarent qu'ils pourraient souscrire un crédit pour financer la voiture de leur(s) enfant(s).

Fiche technique

Enquête réalisée pour SOFINCO. L'étude a été réalisée auprès d'échantillons représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, de huit pays de l'Union européenne (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Portugal, Belgique, Pays Bas). Echantillon : 1549 personnes ont été interrogées par IPSOS par téléphone du 28 février au 8 mars 2003. Méthode : Les interviews ont été réalisées par téléphone au domicile des personnes interrogées. La représentativité des échantillons est assurée par la méthode des quotas : sexe, âge, CSP du chef de famille, région, habitat. Cible : Personnes ayant des enfants de 5 à 20 ans à charge dans leur foyer. Les résultats de cette étude sont présentés pays par pays avec une consolidation globale pondérée en fonction du poids démographique respectif de chacun d'entre eux.

L'école vue et corrigée par les enfants ?

IFOP - Octobre 2003

Okaïdi (Prêt-à-porter pour enfants)

Principaux constats :

- L'échec scolaire, principal angoisse des enfants
- Les enfants de plus en plus ouverts sur le monde
- Les enfants, réelle force de proposition pour l'école de demain.

Afin de contribuer au grand débat sur l'avenir de l'école, Okaïdi, la marque de prêt-à-porter pour enfants de 0 à 14 ans, a voulu leur donner directement la parole sur ce sujet d'actualité qui les concerne plus que quiconque.

Pour mener cette étude, Okaïdi a travaillé en étroite collaboration avec le Dr. Frédéric Kochman, pédo-psychiatre au CHU de Lille et spécialiste en France de l'étude des émotions sur les enfants. Résultat, un constat rassurant : les enfants sont toujours les mêmes ! On semblait en douter... Ils ont toujours la même soif d'apprendre, leur curiosité du monde reste entière. A travers cette enquête se sont les enfants qui nous éclairent sur les faiblesses du système scolaire et nous révèlent leurs attentes pour l'école de demain.

La perception du rôle de l'école par les enfants

45 % des enfants affirment que l'école leur sert d'abord à apprendre des choses, 38 % considèrent avant tout que l'école les aide à avoir un métier/préparer leur avenir, les autres enfants assimilent l'école à un lieu qui sert à se faire des amis (12 %) et à apprendre à se débrouiller seul (4 %).

Cette hiérarchie diffère selon le sexe et l'âge des enfants :

- Les filles sont 48 % à définir l'école comme un lieu d'apprentissage contre 41 % des garçons. Elles sont également plus nombreuses à considérer que l'école est utile pour apprendre à devenir autonome (6 % contre 2 %).
- Les plus jeunes (6-10 ans) sont 59 % à déclarer que l'école sert à apprendre des choses tandis que dès l'entrée au collège, l'avenir professionnel est déjà en ligne de mire, ils sont 61 % des 11 à 14 ans à considérer que l'école leur sert avant tout à «avoir un métier/préparer leur avenir».

L'avis du Docteur Kochman en collaboration avec Okaïdi :

Ces résultats montrent que, lorsqu'ils sont petits, les enfants éprouvent réellement le désir d'apprendre, ils sont fascinés par le monde et attirés par les découvertes. Dès 11 ans, les enfants désidéalisent toutes ces choses qu'ils trouvaient merveilleuses plus jeunes et sont capables de se projeter dans l'avenir avec beaucoup de maturité et de sérieux.

Les motivations des enfants à l'école

39 % des enfants citent la réussite/ les bonnes notes comme leur première source de motivation à l'école (60 % en cumulant leurs deux premiers choix).

31 % des garçons expriment leur satisfaction à apprendre des choses sur l'histoire de la planète et le corps humain contre 18 % de filles.

22 % des filles aiment en priorité écouter et découvrir des belles histoires, des poésies et des livres.

Preuve que les enfants sont de plus en plus ouverts à ce qui se passe dans le monde et à l'écoute de l'actualité, 10 % d'entre eux apprécient d'abord d'avoir à l'école des explications sur l'actualité (15 % des 11-14 ans).

L'avis du Docteur Kochman en collaboration avec Okaïdi :

Ces résultats nous montrent que malgré le matraquage de la télévision, les centres d'intérêt des enfants sont les mêmes qu'autrefois. Ils sont toujours capables de se passionner pour les mystères de la planète ou de s'émerveiller pour les contes et les belles histoires. Ils sont même plus ouverts qu'il y a 10 ans à l'actualité du monde. En revanche, confrontés à la culture du zapping, c'est leur capacité de concentration qui s'affaiblit. Les enseignants ont un vrai défi à relever pour susciter plaisir et passion à leurs élèves, et bénéficieraient énormément d'une formation plus poussée en psychologie et en communication.

Les peurs des enfants à l'école

64 % des enfants expriment leur peur de ne pas avoir de bonnes notes. L'échec scolaire est très nettement la première cause d'angoisse des enfants vis-à-vis de l'école : 69 % des filles contre 59 % des garçons.

41 % des enfants souffrent de l'agressivité des autres élèves, les filles sont plus nombreuses que les garçons à revendiquer cette peur de la méchanceté des autres (47 % contre 35 % des garçons).

1/3 des enfants interrogés ont peur de s'ennuyer ou de ne pas avoir d'amis, cette peur de l'isolement inquiète principalement les plus jeunes (33 % des 6-10 ans).

L'avis du Docteur Kochman en collaboration avec Okaïdi :

Cette angoisse de l'échec, liée à la pression que les adultes et le système scolaire font peser sur les enfants, génère de trop nombreux cas de dépressions chez les enfants.

Parents et enseignants ont trop souvent le réflexe de ne retenir que les résultats négatifs. Le système des notes n'est pas à bannir. Il s'agit davantage de l'utiliser comme un outil de valorisation de l'enfant, permettant de le tirer vers le haut et de le mettre en confiance. Parents et enseignants devraient donc accorder davantage d'attention aux résultats positifs et aux qualités humaines (ouverture d'esprit, responsabilité...).

Le chiffre alarmant de l'agressivité est principalement lié aux nouveaux principes éducatifs poussant les adultes au « laisser faire » au nom du bien-être de l'enfant. C'est collectivement qu'il nous faut réviser la façon de faire aborder le monde aux enfants pour leur redonner à la fois amour, règles du jeu et sens.

Les attentes des enfants à l'égard de l'école

89 % des enfants déclarent vouloir apprendre davantage à utiliser un ordinateur et les nouvelles technologies. L'informatique reflète le désir des enfants de communiquer et de partager dans leur langue (chat en ligne...).

Le maître/professeur d'aujourd'hui ne fait plus peur aux enfants ! Seuls 12 % d'entre eux expriment leur crainte du professeur. Mieux, 38 % d'entre eux aspirent à pouvoir parler facilement avec leur maître ou professeur en dehors de la classe.

Ils sont également peu nombreux à vouloir changer le système de la mixité. 26 % cependant (sans différence entre les filles et les garçons) se montrent favorables à une école mixte avec des classes où les filles et les garçons sont séparés au moins de temps en temps.

D'autre part, 76 % des enfants déclarent « vouloir apprendre à parler comme les grands », et ils sont 34 % à souhaiter en apprendre plus sur les différentes religions.

L'avis du Docteur Kochman en collaboration avec Okäidi :

" Les nouvelles technologies sont un atout parce qu'elles obtiennent l'adhésion des enfants. Mais de nombreuses études ont montré que, par rapport aux livres, les écrans ne favorisent pas les capacités de mémorisation et de concentration des enfants. C'est pourquoi, l'intégration de l'informatique au sein d'un cours, créant un regain d'attention sur le sujet, bénéficierait davantage aux enfants qu'un cours consacré au multimédia. "

" L'attente des enfants en terme d'expression est révélatrice d'un besoin d'idéalisation des adultes par les enfants. Idéaliser ou respecter son professeur donne à l'enfant un cadre qui le tire vers le haut et le rassure ".

Fiche technique

Cette étude a été menée dans le cadre du JUNIOR, l'enquête périodique multi-clients de l'IFOP, réalisée chaque mois en face à face à domicile par système CAPI (Computer Assisted Personal Interview). Les informations ont été recueillies auprès d'un échantillon national représentatif de 408 enfants âgés de 6 à 14 ans (après doublement des ruraux et redressement). Les interviews se sont déroulées sur le terrain du 16 au 21 octobre 2003.

Deux ans après l'entrée en vigueur du congé paternité, le succès du congé paternité est au rendez-vous. En effet, d'après les déclarations des mères, 61% des pères de bébés âgés de 0 à 24 mois prennent leur congé de paternité, selon notre étude réalisée pour *Parents*.

Les futurs papas sont très demandeurs

95 % des pères ont décidé eux-mêmes de prendre ce congé, contre 5 % seulement ayant été incité à le faire par leurs conjointes.

Toutefois, les cadres supérieurs sont plus fortement conseillés par leurs femmes à s'arrêter que les professions intermédiaires (11% des femmes de cadres supérieurs ont incité leur moitié à prendre ce congé paternité, contre seulement 1% parmi les professions intermédiaires).

Le congé paternité remporte un plus grand succès auprès des professions intermédiaires et des ouvriers : 75 % des professions intermédiaires et 69 % des ouvriers ont pris ce congé, contre 20 % seulement des artisans/commerçants/ agriculteurs, 56 % des employés et 60 % des cadres supérieurs et professions libérales.

Près de 3/4 des papas prennent leur congé paternité dès le premier mois

72 % des pères prennent leur congé paternité au cours du premier mois du nouveau-né et 30 % d'entre eux utilisent ce congé tout de suite après l'accouchement.

Les femmes inactives semblent être aidées plus tôt par les hommes. En effet, ces derniers prennent leur congé en moyenne 2 semaines après la naissance dans les foyers où les femmes ne travaillent pas, contre 39 jours en moyenne dans les foyers où les mères sont comme eux cadres supérieurs – ce qui explique certainement le taux élevé des femmes incitant les cadres supérieurs à bénéficier de ce congé.

La surcharge ou sous-charge de travail empêche les pères de prendre ce congé

Quant aux 39 % de pères n'ayant pas pris leur congé paternité, ils invoquent deux raisons principales : soit leur manque de temps/trop de travail (25 %), soit encore le fait qu'ils ne travaillaient pas à la naissance de leur enfant (25 %).

Exit l'idée reçue selon laquelle l'employeur est par principe réfractaire, puisqu'ils sont 76 % à manifester très bien accepter ce congé et 18 % à bien accepter, contre uniquement 9 % des employeurs qui le refusent aux nouveaux papas.

Notons également que parmi les raisons de la non-utilisation de ce congé, seuls 4% des futurs pères citent les raisons financières/la perte de salaire.

Les femmes revendiquent l'aide précieuse apportée par les pères durant ce congé

Selon l'étude, 92 % des mères déclarent avoir été très ou assez aidées par le père de leur enfant, lors du congé paternité. Ce score atteint même 100 % chez les ouvrières.

Prise du congé de paternité

Question: Le père de votre bébé a-t-il pris un congé de paternité après la naissance de celui-ci ?

Base: 1007 mères de bébés de 0-24 mois



À NOTER ...

- Beaucoup **MOINS** pris chez les chefs de ménage artisans, commerçants et agriculteurs: 20%; **PLUS** pris par les professions intermédiaires: 75% et les ouvriers: 69%.
- **MOINS** pris dans les familles de mères inactives: 53%.
- **MOINS** pris à Paris: 47%; **PLUS** pris dans le bassin Parisien: 69% et le Sud-Ouest: 73%.
- **MOINS** pris en agglomération parisienne: 47%; **PLUS** pris dans les communes rurales: 69%.
- **PLUS** pris dans les familles de femmes multipares: 64% que chez les primipares: 56%.

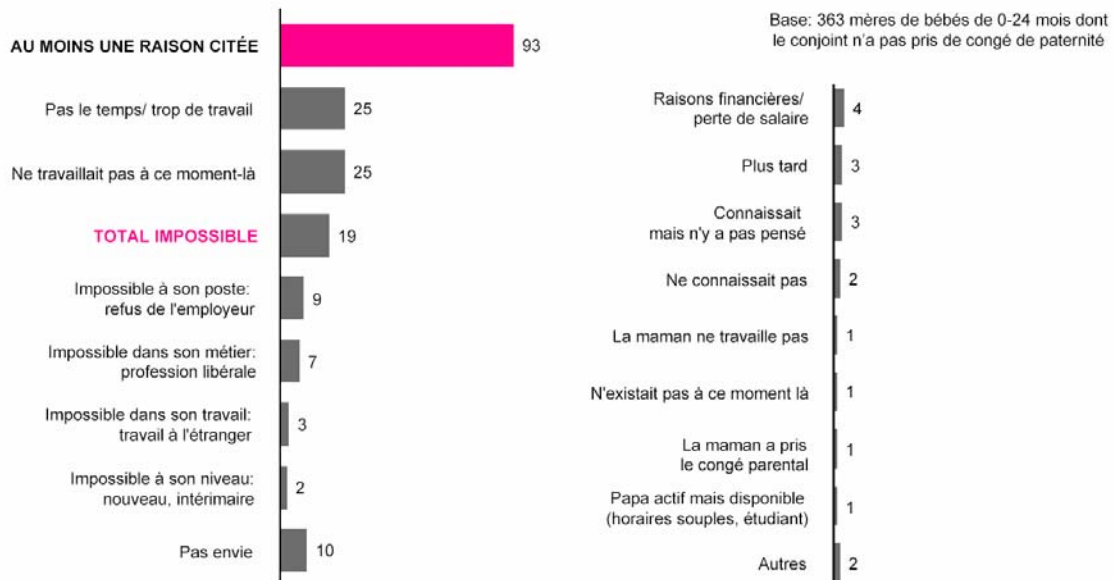
tns sofrès

10

Étude CONGÉ PATERNITÉ - 63 DT 60 - Décembre 2003

Raisons pour lesquelles le père n'a pas pris de congé de paternité

Question: Pourquoi le père de votre bébé n'a-t-il pas pris son congé paternité ? (ne rien suggérer)



Base: 363 mères de bébés de 0-24 mois dont le conjoint n'a pas pris de congé de paternité

tns sofrès

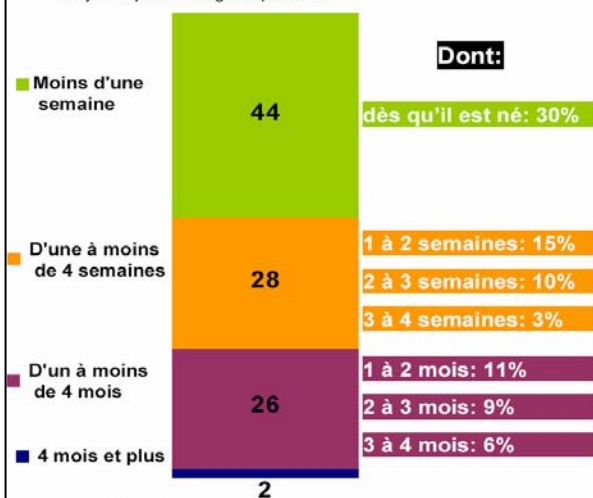
11

Étude CONGÉ PATERNITÉ - 63 DT 60 - Décembre 2003

Âge du bébé lors du congé de paternité

Question: Quel âge avait votre bébé lorsque son père a pris son congé de paternité?

Base: 614 mères de bébés de 0-24 mois dont le conjoint a pris un congé de paternité



À NOTER ...

- **PLUS TÔT** chez les mères inactives: 2 semaines en moyenne (24 jours pour les actives).
- **MOINS TÔT** chez les mères qui sont elles-mêmes cadre supérieur: 39 jours en moyenne.
- **PAS DE DIFFÉRENCE :**
 - selon la PCS du chef de ménage.

Âge moyen : 3 semaines (20.7 jours)

tns sofres

13

Étude CONGÉ PATERNITÉ - 63 DT 60 - Décembre 2003

tns sofres

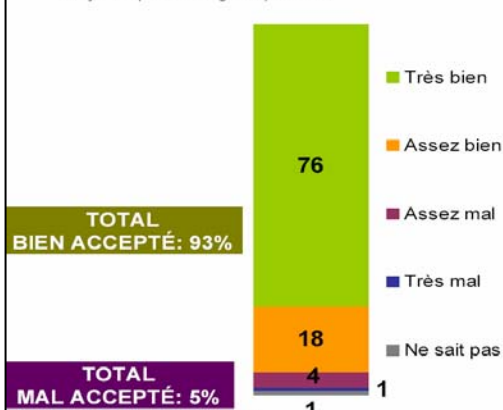
14

Étude CONGÉ PATERNITÉ - 63 DT 60 - Décembre 2003

Réaction de l'employeur à la décision de prendre un congé de paternité

Question: Et quand le père a demandé à son employeur de prendre ce congé de paternité, est-ce que cela a été... accepté par son employeur ?

Base: 614 mères de bébés de 0-24 mois dont le conjoint a pris un congé de paternité



À NOTER ...

- **MOINS BIEN** accepté quand le congé est pris après les 2 mois du bébé:
 - Total mal accepté, 2 mois et plus: 13%
- **PAS DE DIFFÉRENCE :**
 - selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.
 - selon la région.
 - selon la catégorie d'agglomération.
 - que la mère soit active ou non.
 - que la mère soit primipare ou multipare.

Fiche technique

Baby'bus est une enquête réalisée au moins 4 fois par an, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois avec recueil de l'information sur système CAPI Multimédia.

Cette enquête est réalisée selon la méthode des quotas, en face à face, au domicile des mères interrogées. Cible et taille de l'échantillon : 1 007 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois ont été interrogés. Date de réalisation : le terrain a eu lieu du 9 décembre 2003 au 6 janvier 2004

Des chiffres qui vont totalement à l'encontre des préjugés :

Les enfants surdoués et leur famille rencontrent, très tôt, des difficultés au quotidien. Ainsi, 81% des enfants surdoués ont connu des phases difficiles, (38 % en moyenne dans l'échantillon témoin).

Ces phases difficiles se manifestent à de nombreux niveaux :

- Troubles du comportement à la maison : 69 % chez les surdoués, (contre 48 % en moyenne),
- Troubles du sommeil : 50 % des surdoués, (25 % en moyenne),
- Troubles du comportement alimentaire : 24 % des surdoués, (pour 11 % en moyenne),
- Des problèmes de socialisation : 50 % des enfants surdoués souffrent d'un rejet de la part de leurs camarade (pour 8 % en moyenne).

Un enfant surdoué sur 3 en situation d'échec scolaire

57 % des enfants surdoués sont en avance d'une ou plusieurs classes, et pour 45 % d'entre eux, le premier saut s'est effectué dès la maternelle. L'étude démontre que les difficultés (comportementales, scolaires...) apparaissent majoritairement en primaire (71 %), mais également beaucoup en maternelle (61%), alors que certains affirment que c'est au collège que les problèmes apparaissent.

Ainsi, et tout à fait paradoxalement, 32 % de enfants surdoués sont en échec scolaire, pratiquement comme les enfants témoins (40 %), et 8 % des enfants surdoués sont carrément déscolarisés (aucun dans l'échantillon témoin) ! Lorsque les enseignants sont avertis par les parents du surdouement des enfants, seul un tiers d'entre eux réagit de manière positive, et cela malgré une démarche ouverte et proactive des familles.

Les familles d'enfants surdoués recherchent essentiellement des solutions au sein de l'école publique, car seul 8 % ont inscrit leur enfant dans un établissement spécialisé. La problématique est grave : 3 % des enfants surdoués ont tenté de se suicider (aucun dans l'échantillon témoin).

Dans la démarche de détection du surdouement, les parents et les proches sont décisionnaires dans 58 % des cas, les professionnels de santé et de la petite enfance sont à l'origine du test dans seulement 15 % des cas, et les enseignants dans seulement 11 % des cas.

Fiche technique

Etude réalisée du 2 au 17 avril 2004, par voie postale auprès de deux échantillons :

- 186 foyers présentant au moins un enfant surdoué

- 206 foyers français issus du Métascope, dont les enfants présentent les mêmes caractéristiques en termes d'âge, de sexe et de région d'habitation que les enfants surdoués interrogés.

Plus impliqués, plus affectueux, plus tendres et même plus disponibles, les pères d'aujourd'hui auraient de plus en plus tendance à se transformer en de vraies mamans. Au vu des résultats de l'enquête IPSOS / *Enfant Magazine*, il apparaît assez clairement que les parents des jeunes enfants ont le sentiment que la notion de paternité a connu une véritable révolution et que les comportements et les attitudes des papas d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec ceux de leurs propres parents. Ces mêmes pères qui se promènent fièrement avec leur nourrisson en kangourou sur le ventre affirment désormais haut et fort qu'ils savent s'occuper tout seul de leurs enfants, que gérer les terreurs nocturnes du petit dernier est aussi bien leur affaire que celle de leur compagne et que si leur rejeton se blesse dans la cour de la maternelle, on peut compter sur eux pour quitter une réunion de planning et l'emmener tout de suite chez le pédiatre. Qu'en est-il vraiment ? Est-ce à dire que le père idéal serait enfin arrivé ?

De fait, la notion même de paternité et son contenu semblent avoir profondément évolué. Pour autant, tout n'est pas pour le mieux aujourd'hui dans le meilleur des mondes. D'abord parce qu'il existe un décalage certain entre ce que les pères déclarent aujourd'hui faire et ce que les mères ressentent. Ensuite, parce que la plupart des mamans estiment qu'il y a encore un peu de chemin à faire avant que les papas d'aujourd'hui ne se transforment véritablement en "pères idéals".

Au-delà de ce simple constat, qui pourrait nous faire sourire de la forfanterie des hommes, toujours prêts à se vanter d'en faire toujours plus, les résultats de l'enquête génèrent, comme on le verra, certaines interrogations. Et si cette nouvelle répartition des rôles au sein du couple n'était pas aussi une source potentielle d'incompréhension entre des pères qui se cherchent encore dans leur nouveau rôle et des mères qui, parce qu'elles doivent aussi désormais concilier leur vie familiale et leur réussite professionnelle, attendent "toujours plus" de la part de leur conjoint ?

L'avènement de la nouvelle paternité, la révolution est bien en train d'avoir lieu

L'enquête réalisée auprès de 517 parents d'enfants de moins de 7 ans montre qu'en une génération, les pères ont en effet radicalement changé. Et l'on peut effectivement parler d'une révolution, aujourd'hui ressentie par la très grande majorité de la population parentale. De fait, par rapport à la façon dont cela se passait à la maison avec leur père, la très grande majorité des parents de jeunes enfants considèrent que les pères d'aujourd'hui sont plus affectueux (78 %), 45 % d'entre eux estiment même qu'ils le sont beaucoup plus. Les femmes ressentent ce phénomène presque aussi intensément que les hommes (74 % pour les pères et 81 % pour les mères). L'image du "pater familias", celui qui incarnait l'autorité et la sévérité, s'étiole aussi fortement. 54 % des parents interrogés considèrent que les papas d'aujourd'hui sont moins autoritaires que ne l'étaient leurs propres pères (et 26 % qu'ils ne le sont ni plus, ni moins).

Surtout, les choses semblent avoir le plus évolué dans le domaine des tâches quotidiennes et celui de la disponibilité. En effet, les parents de jeunes enfants considèrent massivement que les pères d'aujourd'hui sont plus impliqués dans les tâches quotidiennes (85 %). 46 % pensent même qu'ils le sont beaucoup plus qu'avant. Ce sentiment est plus ressenti par les hommes (90 %) que par les femmes (81%).

La plus grande disponibilité des "nouveaux pères" est aussi très majoritairement ressentie (80 %), aussi bien par les plus jeunes (82 % des moins de 35 ans) que par les plus âgés (78 % des plus de 35 ans), aussi bien au sein des catégories de revenus les plus basses (69 % des personnes dont le niveau de revenu mensuel est inférieur à 1 143 euros) que les plus élevées (84 % gagnant 3 048 euros et plus).

Ainsi, les évolutions comportementales des nouveaux pères (plus affectueux, moins autoritaires, plus impliqués dans les tâches quotidiennes...) sont aujourd'hui majoritairement ressenties au sein de l'ensemble de la population, quels que soient le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de revenu ou encore la localisation géographique.

Des évolutions qui se traduisent dans les faits : les pères disent assumer de nouvelles missions. A la lecture des résultats, on a aujourd'hui le sentiment que Saddy Rebbot, le célèbre "papa poule" des années 80, a fait école. La grande majorité des pères semblent désormais intervenir de façon importante dans des domaines qu'il y a encore peu de temps encore, étaient souvent perçus comme relevant du domaine réservé de la mère. Mieux, la très grande majorité d'entre eux affirme assumer ces missions, sans que cela leur pose le moindre problème. Ainsi, la quasi-totalité d'entre eux affirme qu'il leur arrive de s'occuper tout seul des enfants, sans aucune difficulté (94 %). Une minorité d'entre eux avoue le faire mais faire tout ce qui est possible pour que la mère le fasse à leur place (5 %) ou ne jamais ou presque jamais s'en occuper seuls (1 %).

De même, se lever la nuit pour aller rassurer l'enfant qui a fait un cauchemar ou qui fait un peu de température ne semble plus être l'apanage de la mère : 83 % des pères de jeunes enfants disent le faire, sans que cela ne leur pose un quelconque problème. Seulement 8 % d'entre eux disent le faire mais faire tout ce qu'il peuvent pour pousser la mère à sortir de dessous la couette à leur place tandis que 9 % avouent ne pas se lever ou ne le faire que très rarement.

Enfin, quitter son travail pour faire face à un imprévu avec les enfants ne semble plus être ressenti comme une honte ou comme une tare que l'on cache, loin s'en faut. 79 % de nos nouveaux pères répondent qu'ils le font et sans aucun problème, tandis que 11 % disent le faire mais faire tout ce qu'ils peuvent pour l'éviter et que seulement 7 % avouent ne jamais le faire ou presque.

Une situation en partie confirmée par les mères même si elles relativisent fortement les dires des nouveaux pères.

Cet état de fait est aujourd'hui en partie confirmé par la grande majorité des mères. La plupart d'entre elles confirment que les pères de leurs enfants s'investissent véritablement dans ces nouvelles missions. Cependant, on note qu'elles ne ressentent pas aussi fortement que les hommes ces évolutions comportementales. Ainsi, 79 % d'entre elles affirment que les pères d'aujourd'hui s'occupent des enfants, sans que cela leur pose le moindre problème (alors que 94 % des hommes disaient le faire). En revanche, elles sont plus nombreuses à considérer que lorsqu'ils le font, c'est après avoir tenté de l'éviter (10 % alors que seulement 5 % des pères disaient de même) et même qu'ils ne le font jamais ou presque jamais (10 % contre seulement 1 % des pères).

Par ailleurs, la majorité des mères interrogées affirment aussi que les pères d'aujourd'hui n'ont pas de problèmes pour faire face à un imprévu avec les enfants, sans que cela pose de souci (60 % alors que 79 % des hommes affirmaient le faire). Enfin, elles affirment aussi majoritairement que les nouveaux pères se lèvent la nuit pour aller s'occuper de celui qui a fait un cauchemar ou qui fait un petit peu de température. Mais là encore, les mères ont une perception plus contrastée de la situation. En effet, si 83 % des pères interrogés disaient sortir sans aucun problème de leur lit pour le faire, seulement 56 % d'entre elles confirment les dires des papas. Elles estiment beaucoup plus fréquemment que ces derniers restent toujours ou presque toujours dans leur lit (24 % alors que seulement 9 % des hommes avouaient ne pas se déplacer) ou que s'ils le font, c'est après avoir tenté tout ce qui était en leur pouvoir pour ne pas y aller (17 % alors que seulement 8 % des hommes).

Nul doute donc que les pères de jeunes enfants ont beaucoup changé par rapport à leurs aînés. Ils le ressentent très fortement et l'affirment. La grande majorité des mamans confirment que les papas d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec les pères qui étaient les leurs. Reste qu'il existe aujourd'hui un fossé entre la façon dont les pères et les mères ressentent la situation actuelle. Si 65 % des pères interrogés affirment à la fois s'occuper des enfants, se lever la nuit en cas de cauchemar ou encore quitter leur travail pour faire face à un imprévu et sans que cela leur pose le moindre problème ; en revanche, on note que seulement 37 % des femmes estiment qu'ils le font effectivement.

Certes, cette différence de perception s'explique très certainement pour une part, par une tendance des pères à dire et à montrer qu'ils en font autant que les mères dans ce domaine. On crâne un peu et parfois beaucoup. Toutefois, on peut aussi se demander si ces résultats ne s'expliquent pas aussi pour une autre part par les conséquences de cette nouvelle répartition des rôles dans le couple. Une précédente enquête réalisée par Ipsos pour *Enfant Magazine* en 2002 montrait déjà assez clairement que les parents de jeunes enfants, et notamment les mères considèrent aujourd'hui que leurs vies professionnelles et familiales ont des interactions qu'ils ont du mal à gérer. Leur vie professionnelle les empêche de vivre pleinement leur vie familiale et leur vie familiale est souvent perçue comme un frein à leur épanouissement professionnel.

Dès lors, n'est-il pas compréhensible que les mères expriment aujourd'hui de fortes attentes vis-à-vis de tout ce qui leur permettrait de gérer plus facilement leur vie familiale avec leur vie professionnelle, et plus spécifiquement une plus forte implication des pères dans la gestion de la vie quotidienne des enfants ?

L'enquête montre d'ailleurs que si les mères interrogées considèrent massivement que les nouveaux pères sont aujourd'hui plus disponibles et plus impliqués dans les tâches quotidiennes, dans le même temps, elles estiment que ce qui manque le plus aux pères d'aujourd'hui pour être des « pères idéals », c'est d'abord la disponibilité (65 %), et l'implication dans les tâches quotidiennes et ménagères (38 %). Dans une moindre mesure, elles attendent d'eux une plus grande capacité à éduquer et à apprendre aux enfants (35 %). L'autorité arrive en dernière position (27 %).

Peu de mères se targuent de vivre aujourd'hui avec le père idéal en affirmant qu'il ne leur manque aucune de ces prérogatives (seulement 3 %).

La personnalité qui représente aujourd'hui le mieux le père idéal : Yannick Noah, devant Zinédine Zidane.

Père de quatre enfants, Yannick Noah arrive en première position dans le classement du père idéal (cité par 27 % des Français). Ce dernier est aussi bien plébiscité par les plus jeunes (27 % des moins de 35 ans) que par les plus âgés (26 % des plus de 35 ans) et aussi bien par les femmes (28 %) que par les hommes (26 %). Au-delà du très fort charisme dont a toujours bénéficié Noah, ces résultats trouvent peut-être une part d'explication dans le fait qu'il s'investit énormément dans des causes humanitaires et plus spécialement dans l'association "Les enfants de la terre" créée en 1988 avec sa mère, qui offre des foyers d'accueil aux enfants en difficulté et dans le fait qu'il participe à diverses actions de "Fête le Mur", association dont il est le parrain, qui met des équipements sportifs à la disposition des jeunes défavorisés. Il est suivi de près par Zinédine Zidane, tout aussi indéboulonnable du cœur des Français que de celui des parents de jeunes enfants, qu'ils soient pères ou mères (24 %).

Thomas Hugues arrive en troisième position (12 %), devant Johnny Depp (8 %), Benjamin Castaldi (7 %) et Patrick Bruel (6 %). On note que 16% des parents interrogés estiment qu'aucun d'entre eux n'incarne le père idéal. C'est plus particulièrement vrai pour les hommes (22 % contre 11 % pour les femmes). Est-ce à dire que ces derniers considèrent qu'ils sont celui qui incarne le mieux le père idéal ?

Détails des résultats (en %)

L'évolution du comportement des pères

- Par rapport à la façon dont cela se passait à la maison avec leur père, aujourd'hui, estimez-vous qu'avec leurs enfants, les pères d'aujourd'hui sont beaucoup plus, un peu plus, un peu moins, beaucoup moins ou ni plus ni moins ?

	Ensemble	Sexe		Age	
		Homme	Femme	Moins de 35 ans	35 ans et plus
Impliqués dans les tâches quotidiennes					
Beaucoup plus	46	49	44	49	42
Un peu plus	39	41	37	36	42
S/T Oui	85	90	81	85	84
Un peu moins	5	4	5	6	4
Beaucoup moins	2	1	4	3	2
S/T Non	7	5	9	9	6
Ni plus, ni moins	7	4	10	6	9
Ne se prononce pas	1	1	-	-	1
	100	100	100	100	100
Disponibles					
Beaucoup plus	40	34	45	41	39
Un peu plus	40	46	36	41	39
S/T Oui	80	80	81	82	78
Un peu moins	7	8	6	8	7
Beaucoup moins	3	3	3	2	4
S/T Non	10	11	9	10	11
Ni plus, ni moins	9	8	10	8	10
Ne se prononce pas	1	1	-	-	1
	100	100	100	100	100
Affectueux					
Beaucoup plus	45	33	54	52	37
Un peu plus	33	41	27	30	36
S/T Oui	78	74	81	82	73
Un peu moins	2	2	3	2	3
Beaucoup moins	2	2	2	1	2
S/T Non	4	4	5	3	5
Ni plus, ni moins	17	21	14	15	20
Ne se prononce pas	1	1	-	-	2
	100	100	100	100	100
Autoritaires					
Beaucoup plus	7	4	9	8	5
Un peu plus	12	13	12	14	10
S/T Oui	19	17	21	22	15
Un peu moins	39	45	34	38	40
Beaucoup moins	15	13	17	13	18
S/T Non	54	58	51	51	58
Ni plus, ni moins	26	24	27	26	26
Ne se prononce pas	1	1	1	1	1
Total	100	100	100	100	100

L'implication des pères vue par les mères

- Pour chacune des actions suivantes, dites-moi comment réagit le plus souvent le père de vos enfants ?

En %	Ensemble	Age	
		Moins de 35 ans	35 ans et plus
S'occuper tout seul des enfants			
Il le fait et ça ne lui pose aucun problème	79	79	79
Il le fait mais il fait tout pour que ce ne soit pas lui qui le fasse	10	11	7
S/T Le fait	89	90	86
Il ne le fait jamais ou presque jamais	10	9	12
Non concerné	1	1	1
Ne se prononce pas	-	-	1
	100	100	100
Quitter son travail pour faire face à un imprévu avec votre ou vos enfants (par exemple devoir l'emmener chez le docteur, aller le chercher à l'école parce que personne d'autre ne peut le faire)			
Il le fait et ça ne lui pose aucun problème	60	61	58
Il le fait mais il fait tout pour que ce ne soit pas lui qui le fasse	13	14	12
S/T Le fait	73	75	70
Il ne le fait jamais ou presque jamais	23	22	24
Non concerné	3	3	3
Ne se prononce pas	1	-	3
	100	100	100
Se lever la nuit pour aller vous occuper de l'enfant qui a fait un cauchemar ou qui fait un peu de température			
Il le fait et ça ne lui pose aucun problème	56	60	48
Il le fait mais il fait tout pour que ce ne soit pas lui qui le fasse	17	15	21
S/T Le fait	73	75	69
Il ne le fait jamais ou presque jamais	24	22	28
Non concerné	2	3	1
Ne se prononce pas	1	-	2
Total	100	100	100

L'implication des pères

- Pour chacune des actions suivantes, dites-moi comment vous réagissez le plus souvent ?

En %	Ensemble	Age	
		Moins de 35 ans	35 ans et plus
S'occuper tout seul des enfants			
Vous le faites et ça ne vous pose aucun problème	94	97	91
Vous le faites mais vous faites tout pour que ce ne soit pas vous qui le fassiez	5	3	7
S/T Le fait	99	100	98
Vous ne le faites jamais ou presque jamais	1	-	2
	100	100	100
Se lever la nuit pour aller vous occuper de l'enfant qui a fait un cauchemar ou qui fait un peu de température			
Vous le faites et ça ne vous pose aucun problème	83	85	81
Vous le faites mais vous faites tout pour que ce ne soit pas vous qui le fassiez	8	6	11
S/T Le fait	91	91	92
Vous ne le faites jamais ou presque jamais	9	9	8
	100	100	100
Quitter son travail pour faire face à un imprévu avec votre ou vos enfants (par exemple devoir l'emmener chez le docteur, aller le chercher à l'école parce que personne d'autre ne peut le faire)			
Vous le faites et ça ne vous pose aucun problème	79	78	80
Vous le faites mais vous faites tout pour que ce ne soit pas vous qui le fassiez	11	12	11
S/T Le fait	90	90	91
Vous ne le faites jamais ou presque jamais	7	9	5
Non concerné	3	1	4
Total	100	100	100

La qualité qui manque le plus aux pères

- A votre avis, qu'est-ce qui manque le plus aux pères d'aujourd'hui pour être vraiment des pères idéals ?

En %	Ensemble	Sexe		Age	
		Homme	Femme	Moins de 35 ans	35 ans et plus
La disponibilité	65	68	62	63	67
L'implication dans les tâches quotidiennes et ménagères	38	27	47	41	34
La capacité à éduquer et à apprendre aux enfants	35	41	29	33	37
L'autorité	27	29	25	29	24
Aucun	3	3	3	3	3
Ne se prononce pas	2	1	3	2	2
Total	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

La célébrité qui incarne le mieux le père idéal

	Ensemble	Sexe		Age	
		Homme	Femme	Moins de 35 ans	35 ans et plus %
Yannick Noah	27	26	28	27	26
Zinedine Zidane	24	24	24	24	24
Thomas Hugues	12	11	13	13	11
Johnny Deep	8	8	8	9	7
Benjamin Castaldi	7	4	8	7	6
Patrick Bruel	6	5	8	7	6
Aucun	16	22	11	13	20

Fiche Technique

Institut : IPSOS - Média : *Enfants Magazine* - Date du terrain : le 30 avril 2004 - Sondage réalisé sur trois vagues, les 16 et 17 avril 2004, 23 et 24 avril 2004, et 30 avril et 1er mai 2004 - Echantillon : 517 parents d'enfants âgés de 0 à 7 ans issus d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus - Méthode : échantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Le poids des notes dans la relation parents/enfants

CSA - Mai 2004

La Croix - UNAPEL

- Avez-vous le sentiment qu'une bonne ou mauvaise note influe beaucoup, assez, peu ou pas du tout sur...?

	Ensemble des parents d'élèves							NSPP
	%	Bcoup / Assez	Bcoup	Assez	Peu / Pas du tout	Peu	Pas du tout	
... le moral de votre enfant	100	74	32	42	25	16	9	1
... le comportement que vous allez adopter à son égard	100	60	20	40	40	22	18	-
... votre moral	100	50	20	30	50	29	21	-
... l'ambiance familiale	100	44	15	29	55	28	27	1

- Vous arrive-t-il de récompenser (argent, cadeau, permission de sortie etc...) ou de punir (privation de sortie, de télé, de loisir etc...) votre enfant quand il a une bonne ou mauvaise note à l'école ?

En %	Ensemble des parents d'élèves
Souvent / De temps en temps	51
Souvent	19
De temps en temps	32
Rarement / Jamais	48
Rarement	20
Jamais	28
Ne se prononcent pas	1
Total	100

- Lorsque vous recevez le bulletin scolaire de votre enfant, qu'est-ce qui vous paraît le plus important... ?

En %	Ensemble des parents d'élèves
... les appréciations des enseignants	50
... sa moyenne générale	16
... ses notes	13
... sa moyenne générale comparée à celle de la classe	12
... l'avis du conseil de classe	9
- Ne se prononcent pas	-
Total	100

- Demandez-vous à votre enfant les notes qu'il a eues environ...?

	Ensemble des parents d'élèves
... tous les jours	35
... toutes les semaines	27
... tous les mois	7
... à la suite des interrogations uniquement	28
- Ne se prononcent pas	3
Total	100

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / La Croix / UnapeL. - Echantillon de 600 parents d'élèves réalisé par cumul de deux échantillons :
 Echantillon de 301 parents d'élèves, issu d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille), après stratification par région et catégorie d'agglomération. Sondage réalisé par téléphone du 6 au 7 mai 2004.
 Echantillon de 299 parents d'élèves, issu d'un échantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille), après stratification par région et catégorie d'agglomération. Sondage réalisé par téléphone du 12 au 13 mai 2004.

Aujourd'hui, le congé parental d'éducation est-il populaire ? Quelles femmes le prennent ? Pour quelles raisons ? Quels sont les freins pour ne pas le prendre ? Les femmes ont-elles changé leur comportement depuis janvier 2004 (moment à partir duquel les droits à l'allocation au complément de libre choix d'activité (PAJE, anciennement APE) ont été ouverts dès le 1er enfant) ? Tels sont les principaux points abordés dans notre étude réalisée pour le magazine *Parents*.

37% des mères ont pris un congé parental d'éducation et 6 % envisagent de le prendre

Les mères ayant pris un congé parental restent en moyenne un an en dehors de l'entreprise. Elles sont 70% à envisager une prolongation jusqu'aux 3 ans de l'enfant. Chez les "primipares", la durée du congé est inférieure (7,6 mois en moyenne). Quant à la prolongation du congé, elle est supérieure chez les "multipares", (78 %, pour 40 % chez les "primipares"), et inférieure chez les catégories PCS+ (61%). 79 % des congés parentaux sont des "plein temps".

Plus d'une mère sur deux (56 %) ne prennent pas ou n'envisagent pas de prendre leur congé parental d'éducation

56 % des mères ne le prennent pas ou n'envisagent pas de le prendre. C'est le cas notamment des jeunes mères de moins de 25 ans, des "primipares", des cadres supérieures et des habitantes des grandes agglomérations. 15 % d'entre elles ont fait ce choix car elles préfèrent travailler plutôt que de rester à la maison.

Cependant, environ 4 mères sur 10 regrettent de ne pas prendre ce congé. Principales raisons évoquées :

- Pas le droit / pas salariée avant la naissance ou depuis au moins 1 an (47 %). C'est le cas des moins de 25 ans (59 %) - sans doute employées depuis peu de temps - et les chefs de ménage ouvriers (61 %).
- Les raisons financières / le fait que le congé ne soit pas rémunéré (27 %). Cette raison est notamment invoquée plus fortement chez les chefs de ménage cadres supérieurs (42 %) et dans les grandes agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants (39 %).

Plusieurs facteurs rationalisent le choix de la prise ou non du congé

Le nombre d'enfants est un élément décisif dans la prise de décision : les mères "multipares" sont plus nombreuses à prendre ce congé (55 %, pour 11 % parmi les "primipares").

Parmi les "primipares", seules celles ayant accouché en 2004 peuvent bénéficier de la PAJE, les autres ne touchant aucune indemnité pendant le congé.

L'indemnité ne remplaçant pas un salaire de cadre supérieure, elles sont donc moins nombreuses à prendre un congé (20 %). Enfin, le congé est davantage pris dans les petites villes que dans les moyennes villes ou en région parisienne (peut-être en raison d'un manque de structures de garde).

Fiche technique

Baby'bus est une enquête :

- réalisée au moins 4 fois par an
- auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois
- avec recueil de l'information sur système CAPI Multimédia
- réalisée selon la méthode des quotas
- en face à face, au domicile des mères interrogées

Cible et taille de l'échantillon

- 1 001 mères de bébés âgés de 0 à 24 mois ont été interrogées

Date de réalisation

Le terrain a eu lieu du 18 mars au 10 avril 2004.

ADOLESCENCE - JEUNESSE

La vie étudiante

BVA - Avril 2003

Libération

- Pensez-vous qu'avec le diplôme que vous visez en fin d'études, il vous serait très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile de trouver un emploi correspondant à votre formation ?

En %	Ensemble
Très facile	10
Assez facile	42
S/T Facile	52
Assez difficile	36
Très difficile	8
S/T Difficile	44
(NSP)	4
Total	100

En %	Rappels Sofrès <i>Le Monde</i>			Rappels Sofrès <i>Libération</i>		
	2003	2000	1995	1990	1986	1976
S/T Facile	52	70	61	63	55	47
S/T Difficile	44	30	38	35	43	51
(NSP)	4	-	1	2	2	2
	100	100	100	100	100	100

- La sélection à l'entrée de l'Université, est-elle, selon vous :

En %	Ensemble	Février 90*
Tout à fait souhaitable	16	14
Plutôt souhaitable	33	37
S/T Souhaitable	49	51
Plutôt pas souhaitable	20	20
Pas du tout souhaitable	29	27
S/T Pas souhaitable	49	47
(NSP)	2	2
Total	100	100

(*) Rappel Février 1990 - Enquête Sofres-*Libération* .

- Si une sélection était instaurée à l'entrée de l'Université, quelle méthode vous semblerait la meilleure ou en tout cas la moins mauvaise ?

En %	Ensemble	Février 90*
Sur dossier suivi d'un entretien	49	62
Sur concours	15	15
Sur mention au baccalauréat	7	3
(Aucune de celles-ci)	26	18
(NSP)	3	2
Total	100	100

(*)Rappel Février 1990 - Enquête Sofres-*Libération*.

- En matière de délivrance de diplômes universitaires, quelle est votre préférence ?

En %	Ensemble	Février 90*
Des diplômes nationaux maintenant l'égalité entre les universités	77	76
Des diplômes spécifiques par université correspondant à la valeur de chacune	20	22
(NSP)	3	2
Total	100	100

* Rappel Février 1990 - Enquête Sofres-Libération

- A l'heure actuelle, avez-vous le sentiment que les différences de niveaux entre les filières sélectives, du type BTS, DUT, grandes écoles et les filières non sélectives, comme le 1er cycle universitaire...

En %	Ensemble
Ont tendance à s'accroître	41
Ont tendance à se réduire	15
Restent stables	30
(NSP)	14
Total	100

- Si cela permettait de financer une augmentation du montant des bourses et du nombre d'étudiants aidés, seriez-vous d'accord pour que les frais d'inscription hors mutuelle soient portés à :

En %	Ensemble
1500 euros par an hors mutuelle	1
750 euros par an hors mutuelle	3
300 euros par an hors mutuelle	15
Vous n'êtes pas d'accord pour que les frais d'inscription soient augmentés	72
(NSP)	9
Total	100

- Exercez-vous un travail salarié parallèlement à vos études durant l'année universitaire ? Combien d'heures par semaine ce travail, temps de transport compris, vous occupe-t-il ?

En %	Ensemble
Non pas de travail salarié	66
Oui, moins de 10 heures par semaine	16
Oui, entre 10 heures et 20 heures par semaine	12
Oui, plus de 20 heures par semaine	5
	S/T Oui 33
(NSP)	1
Total	100

- Seriez-vous favorable ou opposé à ce que des entreprises privées, afin de promouvoir leur image :

En %	Favorable	Opposé	(NSP)
Aident financièrement les universités dès lors que cela n'implique aucune intervention des entreprises concernées dans le contenu des enseignements	80	14	6
Fournissent gratuitement du matériel aux établissements universitaires, en s'en servant comme supports publicitaires	68	27	5

- Personnellement, vous intéressez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout aux élections des représentants étudiants aux conseils d'université ?

En %	Ensemble
Beaucoup	4
Assez	16
S/T Intéressé	20
Peu	40
Pas du tout	39
S/T Pas intéressé	79
(NSP)	1
Total	100

- Diriez-vous personnellement que le rôle joué par les syndicats étudiants dans la vie des universités, est dans l'ensemble :

En %	Ensemble
Très positif	7
Assez positif	49
S/T Positif	56
Assez négatif	12
Très négatif	2
S/T Négatif	14
(NSP)	30
Total	100

- Vous personnellement, quelle opinion avez-vous de Luc Ferry en tant que Ministre de l'Education Nationale ?

En %	Ensemble
Une très bonne opinion	2
Une assez bonne opinion	31
S/T Bonne opinion	33
Une assez mauvaise opinion	22
Une très mauvaise opinion	9
S/T Mauvaise opinion	31
(NSP)	36
Total	100

Fiche technique

Enquête réalisée par l'Institut BVA auprès d'un échantillon représentatif des étudiants en universités françaises. 600 personnes ont été interrogées du 10 au 15 mars 2003 en face à face. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe et cycle universitaire, après stratification par régions et catégories d'agglomération

«On est fait pour s'entendre.» Qu'en pensent les jeunes ?

CSA - Mai 2003

La jeunesse ouvrière chrétienne et les publications de la vie catholique

L'identité des jeunes

- Diriez-vous que les jeunes de votre génération sont surtout... ?

	15-24 ans	25 ans et plus
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%	%
... intéressés par l'argent	58	60
... révoltés	52	55
... solidaires	33	15
... individualistes	31	41
... ambitieux	29	18
... responsables	21	12
... idéalistes	20	18
... résignés	14	24
... enthousiastes	14	8
- Ne se prononcent pas	1	5
Total	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

(*) Pour les personnes âgées de 25 ans et plus, cette question a été formulée de la manière suivante : "Diriez-vous que les jeunes d'aujourd'hui sont surtout... ?".

Les valeurs des jeunes

- Pour vous, réussir sa vie, c'est avant tout... ?

	Ensemble
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
... avoir un métier qui vous plaît	80
... fonder une famille	59
... réussir sa vie sentimentale	41
... gagner beaucoup d'argent	37
... avoir beaucoup d'amis	26
... aider les autres	19
... avoir beaucoup de temps de libre	16
... défendre une grande cause	9
- Ne se prononcent pas	-
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

Les jeunes dans la société française

- Diriez-vous que la société française... ?

En %	15-24 ans	25 ans et plus
A peur des jeunes		
Oui	59	63
Oui, tout à fait	19	20
Oui, plutôt	40	43
Non	38	33
Non, plutôt pas	27	25
Non, pas du tout	11	8
Ne se prononcent pas	3	4
Total	100	100
Est trop laxiste envers les jeunes		
Oui	43	63
Oui, tout à fait	10	24
Oui, plutôt	33	39
Non	52	32
Non, plutôt pas	39	26
Non, pas du tout	13	6
Ne se prononcent pas	5	5
Total	100	100
Est indifférente aux jeunes		
Oui	40	28
Oui, tout à fait	10	6
Oui, plutôt	30	22
Non	57	69
Non, plutôt pas	44	49
Non, pas du tout	13	20
Ne se prononcent pas	3	3
Total	100	100
Offre un avenir aux jeunes		
Oui	37	31
Oui, tout à fait	6	2
Oui, plutôt	31	29
Non	58	62
Non, plutôt pas	39	42
Non, pas du tout	19	20
Ne se prononcent pas	5	7
Total	100	100
Est solidaire des jeunes		
Oui	35	48
Oui, tout à fait	3	8
Oui, plutôt	32	40
Non	61	46
Non, plutôt pas	46	36
Non, pas du tout	15	10
Ne se prononcent pas	4	6
Total	100	100
Rejette les jeunes		
Oui	33	24
Oui, tout à fait	8	5
Oui, plutôt	25	19
Non	64	71
Non, plutôt pas	45	48
Non, pas du tout	19	23
Ne se prononcent pas	3	5
Total	100	100

- Et diriez-vous que l'image que les médias donnent des jeunes d'aujourd'hui est... ?

En %	Ensemble
Positive	27
Très positive	1
Assez positive	26
Négative	69
Assez négative	49
Très négative	20
Ne se prononcent pas	4
Total	100

Les jeunes et la question du « vivre ensemble »

- Il existe aujourd'hui des tensions dans la société française. Quelles sont, selon vous, les principales causes de ces tensions ?

	Ensemble
<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Le chômage et l'instabilité de l'emploi	70
Le racisme	44
Les inégalités sociales	37
L'individualisme, l'égoïsme	20
Les différences religieuses	11
Le sexisme, l'inégalité entre les femmes et les hommes	6
Les discordes familiales	6
Ne se prononcent pas	1
Total	(1)

Fiche technique

Sondage CSA / jeunesse ouvrière chrétienne et les publications de la vie catholique réalisé du 21 au 28 février 2003 auprès d'un échantillon représentatif de 545 jeunes âgés de 15 à 24 ans, interrogés en face-à-face à leur domicile. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération. Certaines questions ont aussi été posées aux personnes de 25 ans et plus (échantillon de 912 personnes extrait d'un échantillon national représentatif de 1088 personnes âgées de 15 ans et plus).

Les jeunes et l'entreprise : l'ambiance, avant le salaire ou l'intérêt du travail

IPSOS - Mai 2003

CGPME

Sans illusions, intransigeants, consuméristes et volages ; face au monde du travail, les jeunes seraient aujourd'hui désenchantés et n'entreprendraient plus aucune illusion sur ce que l'entreprise pourrait leur apporter. Les résultats de l'enquête réalisée par IPSOS à la demande de la CGPME, montrent que les choses sont plus complexes qu'il n'y paraît. L'argent n'est plus le moteur suffisamment puissant pour motiver et fidéliser tandis que la garantie de pouvoir progresser, évoluer et se former a pris pour beaucoup une importance considérable.

Lorsque l'on demande aux moins de 25 ans ce qu'ils attendraient d'abord de l'entreprise dans laquelle ils pourraient aller travailler demain, on est frappé de constater qu'ils citent d'abord le fait de pouvoir évoluer "dans une ambiance agréable et sympathique" (26 %), avant "la possibilité de travailler sur les sujets qui les intéressent le plus" (23 %). La rémunération ne vient qu'en troisième position, juste devant le fait de se voir offrir une vraie formation et une vraie qualification (16 %) et la possibilité d'avoir rapidement des responsabilités et des perspectives d'évolutions (16 %).

Il ne faudrait pourtant pas conclure trop hâtivement que le salaire représente un aspect secondaire du choix d'une entreprise pour les jeunes. Mais l'argent n'est probablement plus un élément suffisant pour garantir l'implication et la motivation des futurs salariés. Les entreprises ont en fait à leur disposition un nombre assez conséquent de leviers pour assurer la satisfaction de leurs futurs salariés en recherche de "sens" et de responsabilité. C'est notamment le cas pour les 20-25 ans qui citent "le fait de pouvoir travailler sur les sujets qui les intéressent", "le niveau de salaire" et "la possibilité d'avoir rapidement des responsabilités et des perspectives d'évolutions" (21 %).

Les jeunes se montrent d'ailleurs très partagés sur la capacité de l'entreprise à leur offrir un plan de carrière. Ainsi, s'ils allaient demain travailler pour la première fois dans une entreprise, une courte majorité (51% des moins de 25 ans n'ayant jamais travaillé) estime qu'elle irait plutôt en se disant "qu'elle y resterait, pour progresser en terme de responsabilités et de compétences", contre 48 % qui n'y resteraient que "quelques années afin d'acquérir une formation professionnelle qui leur permettrait de partir pour progresser ailleurs".

La formation continue plébiscitée

Les jeunes ont aujourd'hui une perception très positive de la formation sous toutes ses formes. Presque tous considèrent que les formations prévues par l'entreprise, notamment dans le cadre du plan de formation, seront utiles au développement de leur carrière (91 % dont 24 % estiment même qu'elles seront très utiles). Parallèlement dans 9 cas sur 10, ils sont prêts à accepter une formule individualisée de formation résultant d'un accord entre le chef d'entreprise et eux-mêmes. La moitié de l'échantillon est même prêt à suivre une formation en dehors des heures de travail.

L'entreprise, un monde familier

Huit jeunes sur dix déclarent avoir déjà fait un stage en entreprise ; 52 % en ont même fait plusieurs. Une proportion tout aussi forte a déjà assisté à une présentation de métiers (56 % plusieurs fois) ; et 72 % ont déjà visité une entreprise (50 % plusieurs fois). Les liens entre entreprises et futurs salariés se tissent dès la scolarité.

La perception qu'ils ont des types de formation délivrés par l'entreprise en cours de scolarité ou en fin de cursus en est peut-être l'une des conséquences plus ou moins directe. De fait, 88 % des moins de 25 ans ont aujourd'hui une bonne image de l'apprentissage ; 82 % ont une image positive de l'insertion en alternance (contrat de qualification, contrat d'adaptation et contrat d'orientation) et 76 % ont une image positive des plans de formation destinés aux salariés de l'entreprise. On note toutefois que la proportion d'interviewés ayant une très bonne perception de ces types de formation est souvent peu élevée (un maximum de 25 % pour l'insertion en alternance). On peut penser que ces résultats trouvent une part de leur explication dans le fait qu'une part importante de jeunes connaît encore mal les modalités exactes de ces différents types de formation.

L'attractivité de la fonction publique.

Lorsqu'on les interroge sur le type de structure dans laquelle ils souhaiteraient "idéalement" travailler, 69 % d'entre eux citent l'entreprise. Plus spécifiquement, ils se prononcent d'abord pour une PME de moins de 250 salariés (36 %) devant une multinationale (24 %) et une grande entreprise de plus de 250 salariés (9 %). On note toutefois que la Fonction Publique arrive aujourd'hui en deuxième position (juste derrière la PME) avec 28 % de citation.

Le chômage, la précarité, ne semblent pas affecter leur optimisme. Les trois quarts des moins de 25 ans ont "confiance en leur avenir professionnel". Ouverts à toute possibilité, les jeunes affichent leur préférence pour le tertiaire. La fonction publique est la plus attractive (77 % y travailleraient volontiers), mais aucun domaine n'est catégoriquement rejeté. La communication (75 % d'avis favorables), l'informatique (65 %) ou le secteur médico-social (52 %) arrivent en tête de liste. Les jeunes se montrent en revanche moins attirés par le secteur industriel : 54 % "n'iraient jamais travailler dans l'industrie automobile" (contre 46 % d'avis contraire), et 57 % refuseraient d'évoluer au sein de l'industrie aéronautique (contre 43 %).

En queue de classement, la restauration, l'hôtellerie et le bâtiment souffrent d'un très fort déficit d'image : 59 % des moins de 25 ans affirment qu'ils n'iront jamais travailler dans la restauration et 75 % pensent de même en ce qui concerne le bâtiment.

Fiche technique

Enquête effectuée pour la CGPME - Date du terrain : du 6 au 20 avril 2003 - Echantillon : 604 jeunes âgées de 15 à 25 ans, issus d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus - Méthode : échantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Jeunes et adultes : avec qui dialoguer ?

SOFRES - Juin 2003

Le Pèlerin

- En France aujourd'hui, estimez-vous que les jeunes et les adultes se comprennent (en %) :

Très bien	4	
Assez bien	70	
		ST Bien 74
Assez mal	22	
Très mal	3	
		ST Mal 25
Sans opinion	1	

- Sur les questions qui vous préoccupent, diriez-vous que vous trouvez un adulte à qui en parler (en %) :

Toujours	18	
Le plus souvent	46	
		ST Oui 64
Rarement	31	
Jamais	5	
		ST Non 36
Sans réponse	0	

- Je vais vous citer un certain nombre d'interlocuteurs possibles pour parler de vos préoccupations. Dites-moi avec lequel de ces interlocuteurs vous avez *a priori* le plus envie de parler de (en %) :

	Vos études	Votre avenir	La religion	La sexualité	Les problèmes familiaux
Mon père	4	5	5	3	3
Ma mère	25	20	16	14	13
Mes parents	35	43	29	15	29
Mes grands-parents	1	0	7	0	2
Mon frère ou ma sœur	11	7	6	13	12
Mon ou ma meilleur(e) ami(e)	9	11	7	19	18
Mes copains	9	9	8	27	14
Un adulte proche de la famille	1	1	2	2	3
Un de mes professeurs	4	3	2	1	1
Un animateur	1	0	1	0	1
Un aumônier	0	0	1	0	0
Un journal de jeunes	0	0	0	0	0
Un animateur radio	0	0	1	0	0
Aucun (<i>non suggéré</i>)	0	0	5	3	2
Je n'ai pas envie d'en parler (<i>non suggéré</i>)	0	0	8	2	1
Autre (<i>non suggéré</i>)	0	1	0	0	0
Sans réponse	0	0	2	1	1

Fiche technique

Enquête réalisée par téléphone du 2 au 4 juin 2003 pour le magazine *Le Pèlerin* auprès d'un échantillon national de 500 jeunes âgés de 11 à 17 ans, représentatif de la population française de cette tranche d'âge. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

- Selon vous, quelle est la population la plus touchée par la précarité (c'est-à-dire à la fois sans logement, sans emploi et sans revenu) ? En premier ? Et en second ?

En %	Réponse citée en premier	Réponses citées en premier et en second
Les personnes étrangères	34	50
Les moins de 25 ans	22	43
Les parents isolés avec enfant(s)	17	41
Les personnes handicapées	16	34
Les plus de 50 ans	8	24
Sans opinion	3	3

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

- Parmi les acteurs suivants, quels sont à votre avis les plus efficaces pour soutenir les jeunes en situation de précarité ? (1)

L'Etat	22
Les services d'aide sociale des régions	18
Les services d'aide sociale des départements	23
Les services d'aide sociale des communes	36
Les associations	69
Sans opinion	4

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

- Selon vous, depuis dix ans, la précarité chez les jeunes (en %)

A plutôt augmenté	77
A plutôt diminué	4
Est restée stable	16
Sans opinion	3

- Le RMI (revenu minimum d'insertion) est aujourd'hui réservé aux personnes de plus de 25 ans. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce qu'il soit attribué dès l'âge de 18 ans ? (en %)

Tout à fait favorable	17
Plutôt favorable	34
ST Favorable	51
Plutôt opposé	23
Tout à fait opposé	23
ST Défavorable	46
Sans opinion	3

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche technique

Enquête réalisée par téléphone du 21 au 24 août 2003 pour *Le Pèlerin Magazine* auprès d'un échantillon national de 955 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Des adolescents à l'aise dans la société

Les adolescents semblent plutôt à l'aise dans la société actuelle. La quasi-totalité d'entre eux (94 %) se déclarent plutôt à l'aise dans la société actuelle (25 % des adolescents se déclarent très bien dans la société française actuelle et 69 % se déclarent assez bien), le mal-être étant réduit à une toute petite minorité (6 %).

De même, les adolescents considèrent pour la plupart d'entre eux que leurs études les préparent bien à l'avenir, contre 12 % seulement qui expriment le contraire.

Cette aisance doit sans doute beaucoup aux bonnes relations que les adolescents entretiennent avec leur entourage proche. Invités à préciser ce qui compte le plus pour eux actuellement, les adolescents mettent en avant deux piliers : la famille (54 %) et les amis (50 %) juste avant le fait de trouver un métier intéressant (45 %). Les grands idéaux ne viennent qu'après : la paix (28 %), la liberté (22 %) et même l'amour ne commencent à prendre de l'importance que parmi les plus âgés.

Un regard plus nuancé sur la société

A l'inverse, le regard porté sur la société est plus nuancé. Les adolescents se montrent partagés sur l'avenir de la société française : la majorité d'entre eux (55 %) se déclarent confiants contre 44 % seulement inquiets. Les plus âgés se montrent majoritairement pessimistes (55 % contre 45 %), tandis que les 13 -15 ans témoignent d'un plus grand optimisme.

De même, la comparaison avec le passé n'est pas sans critiques : si une petite majorité (42 %) considèrent que l'époque dans laquelle nous vivons est plus facile pour les jeunes qu'une autre époque, 32 % la trouvent plus difficile et 25 % à peu près comparable.

Enfin, les craintes des adolescents sont focalisées sur des dimensions très générales : la guerre (56 %), le racisme (49 %), le SIDA (37 %). A propos de l'école, ils évoquent également beaucoup plus souvent des problèmes de société - la violence (47 %), le racisme (42 %) - que des problèmes d'organisation de la vie scolaire : la mauvaise orientation des élèves arrive en quatrième position, le manque de soutien scolaire en cinquième position, etc.

Les adolescents optimistes sur leur avenir personnel

Cette situation un peu schizophrénique n'amène pas les adolescents à douter de leur avenir tout au moins pour la plupart d'entre eux. On constate que 75 % se déclarent très ou assez confiants dans leur avenir personnel, 25 % se disent inquiets – soit quand même d'un adolescent sur quatre.

On notera en outre un léger décalage selon les sexes, les filles s'avouant plus inquiètes que les garçons notamment parmi les 16-18 ans (une fille sur trois).

A cela, notre étude offre quelques pistes pour répondre aux attentes des jeunes. En premier lieu, les adolescents sont demandeurs d'actions concrètes : faciliter la possibilité de travailler pendant l'été (49 %) ; permettre de voyager à prix réduit (45 %) ; baisser le prix des places de cinéma (32 %).

Les adolescents sont également très demandeurs d'une meilleure écoute qu'ils expriment à leur façon : *Il faudrait mettre en place plus de structures pour nous écouter, il faut que les gens apprennent à moins juger sur l'apparence. Il faut que le gouvernement crée un organisme pour écouter les jeunes. Le gouvernement, les adultes, les enseignants devraient être plus à notre écoute : ils devraient nous faire confiance en nous laissant plus de liberté ; Il faudrait mettre en place des associations dans lesquelles les jeunes pourraient venir et parler avec des adultes ou d'autres jeunes un peu plus vieux. Il faut que le ministre de l'Éducation passe dans les écoles afin d'avoir une idée de ce que veulent les jeunes.*

L'intégration dans la société française

- Diriez-vous que vous vous sentez très bien, assez bien, assez mal ou très mal dans la société française actuelle ?

Très bien	25	
Assez bien	69	
		ST Bien 94
Assez mal	5	
Très mal	1	
		ST Mal 6
Sans opinion	-	

La perception de l'époque actuelle

- Avez-vous le sentiment que l'époque dans laquelle nous vivons est une époque :

Plus facile pour les jeunes qu'une autre époque	42
Plus difficile	32
A peu près comparable	25
Sans opinion	1

La confiance en l'avenir de la société française

- Lorsque vous pensez à l'avenir de la société française, vous sentez-vous :

Très confiant	4	
Assez confiant	51	
		ST Confiant 55
Plutôt inquiet	37	
Très inquiet	7	
		ST Inquiet 44
Sans opinion	1	

Les fondements des adolescents

- Dans la liste suivante, quels sont les trois ou quatre éléments qui comptent le plus pour vous actuellement ? (1)

	%	Rang
La famille	54	1
Les amis	50	2
Trouver un métier intéressant	45	3
Le sport	28	4
La paix	28	4
La santé	27	6
L'amour	26	7
La liberté	22	8
La musique	19	9
Se développer intellectuellement, se cultiver	17	10
L'argent	14	11
Chercher à créer quelque chose soi-même	8	12
Les voyages	7	13
La justice sociale	7	13
La religion	6	15
Sans opinion	-	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses

Les principales craintes des adolescents

- Dans la liste suivante, quels sont les trois ou quatre éléments qui vous font le plus peur ? (1)

	%	Rang
La guerre	56	1
Le racisme	49	2
Le SIDA	37	3
La maladie	33	4
La drogue	30	5
La misère dans le monde	28	6
L'insécurité	22	7
Les difficultés pour entrer dans la vie active	22	7
L'injustice sociale	17	9
Les problèmes de l'environnement	16	10
L'ennui, la solitude	10	11
Les contraintes de la vie en société	6	12
La difficulté à créer quelque chose soi-même	5	13
L'immigration	3	14
Sans opinion	-	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Les études et la préparation de l'avenir

- Actuellement, diriez-vous que vos études vous préparent à l'avenir :

Très bien	29
Assez bien	59
ST Bien	88
Assez mal	8
Très mal	4
ST Mal	12
Sans opinion	-

Les principaux problèmes de l'école

- Voici différents problèmes dont on parle parfois à propos de l'école. Quels sont ceux qui d'après votre expérience personnelle vous paraissent les plus préoccupants ? (1)

	%	Rang
La violence	47	1
Le racisme	42	2
Le racket	39	3
La drogue	35	4
La mauvaise orientation de beaucoup d'élèves	35	4
Le manque de soutien scolaire aux élèves en difficulté	29	6
L'ennui des élèves	22	7
Le mauvais état des locaux	16	8
L'inadaptation de l'école au marché de l'emploi	10	9
La concurrence de la télévision	4	10
Sans opinion		1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les loisirs des adolescents

- Quels sont les loisirs qui ont le plus d'importance dans votre vie actuellement ? (1)

	%	Rang
Pratiquer un sport	66	1
Faire la fête	45	2
Aller au cinéma	35	3
Aller sur Internet	26	4
Lire	22	5
Regarder la télévision	19	6
Jouer aux jeux vidéo	19	6
Jouer d'un instrument de musique	15	8
Aller au théâtre	5	9
Autres	6	
Sans opinion	-	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

La consultation d'un médecin

- Avez-vous vu un médecin au cours des douze derniers mois ?

Oui, plusieurs fois	52	
Oui, une fois	32	
		ST Oui 84
Non	16	
Sans réponse	-	

L'alimentation

- Avez-vous le sentiment de vous nourrir de façon :

Très équilibrée	21	
Assez équilibrée	57	
		ST équilibrée 78
Pas très équilibrée	18	
Pas équilibrée du tout	4	
		ST Pas équilibrée 22
Sans opinion	-	

La confiance en son avenir

- Lorsque vous pensez à votre avenir personnel, vous sentez-vous :

Très confiant	12	
Assez confiant	63	
		ST Confiant 75
Plutôt inquiet	22	
Très inquiet	3	
		ST Inquiet 25
Sans opinion	-	

Les métiers souhaités

- Si vous en aviez la possibilité, quelles sont parmi ces métiers ceux que vous aimeriez le plus exercer ? (1)

	%	Rang
Sportif de haut niveau	27	1
Ingénieur	20	2
Avocat	18	3
Médecin	18	3
Chef d'entreprise	17	5
Enseignant	15	6
Vétérinaire	15	6
Chercheur scientifique	15	6
Acteur de cinéma	14	9
Militaire	13	10
Directeur d'une agence de publicité	10	11
Metteur en scène	9	12
Fonctionnaire	9	12
Inspecteur de police	8	14
Présentateur du journal télévisé	7	15
Top model	6	16
Magistrat	5	17
Député	2	18
Sans opinion		2

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les attentes des adolescents

- Dans cette liste, que faudrait-il faire en priorité pour les jeunes de votre âge ? (1)

	%	Rang
Faciliter la possibilité de travailler pendant l'été	49	1
Permettre de voyager à prix réduit	45	2
Baisser le prix des places de cinéma	32	3
Créer des lieux d'écoute pour les jeunes	30	4
Organiser davantage de concerts gratuits	28	5
Offrir la possibilité de participer à des projets collectifs de solidarité	27	6
Organiser des événements spécifiques (comme la balade en roller à Paris)	19	7
Autres	1	
Sans opinion	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

L'écoute des adolescents

- Au total, pour mieux prendre en compte à l'avenir les souhaits des jeunes, que faudrait-il faire à votre avis ? (1) (Réponses spontanées)

Plus d'écoute (écouter les jeunes / créer des centres d'écoute / des cellules d'écoute / des lieux d'écoutes)	36
Demander leurs avis aux jeunes (faire des sondages / déposer des questionnaires dans les lycées / faire des interviews)	17
Rencontrer les jeunes (organiser des réunions, des débats / plus de communication, d'échanges entre jeunes et adultes / parler avec les jeunes)	11
Un meilleur dialogue avec les professeurs / des débats, des rencontres avec les professeurs, dans les écoles	10
Un meilleur encadrement / des conseils / des informations	9
Donner la parole aux jeunes par les médias, par Internet / des débats télévisés	7
Prendre en compte leurs demandes, leurs souhaits / prendre les jeunes au sérieux / plus d'attention pour les jeunes	6
Organiser des réunions, des débats, des conférences entre les jeunes et le maire, et les élus	4
Une plus grande présence des jeunes dans le corps politique (organiser un Mini parlement / faire un conseil avec les jeunes comme le Parlement / un Conseil municipal des jeunes / une Assemblée de jeunes)	4
Des espaces pour les jeunes / mettre en place des structures, des cadres / des points de rencontres / des lieux pour les jeunes	4
Les aider dans leurs orientations / les diriger vers des emplois fiables / plus d'opportunités dans le monde du travail pour ceux qui n'ont pas de diplôme	4
Essayer de mieux connaître les jeunes / savoir ce qu'ils aiment, ce qu'ils veulent / essayer de mieux comprendre les jeunes	3
Moins de jugement / plus de tolérance envers les jeunes	2
Plus de loisirs / de sports / d'activités	2
Donner le droit de vote à 16 ans / baisser l'âge du vote / laisser les jeunes s'exprimer par le vote	1
Créer des associations de jeunes	1
Plus de jobs d'été	1
Que les « choses » pour les jeunes soient moins chères / baisser les prix pour les jeunes	1
Plus de sécurité (vols / racketts / violence...)	1
Plus de prévention	1
Autres	7
Sans réponse	18

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique

Etude réalisée par téléphone du 24 au 29 septembre 2003 pour le Ministère délégué à la Famille auprès d'un échantillon de 500 adolescents représentatif de la population âgée de 13 à 18 ans. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Apprendre : le regard des jeunes, des parents et des enseignants

SOFRES - Octobre 2003

Nathan - La Croix

Notre étude réalisée pour Nathan et La Croix auprès de trois populations distinctes - les enseignants (600 enseignants en école élémentaire, collèges et lycées), les parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans (500 parents), et les élèves âgés de 11 à 18 ans (500 élèves).- vise à croiser leurs points de vue sur la problématique du goût d'apprendre. L'école (62 %) arrive en tête de ce qui donne envie aux jeunes d'apprendre aujourd'hui, loin devant la famille (43 %), les amis (35 %), Internet (30 %) et la télévision (20 %). Autre enseignement de notre étude : 57 % des jeunes affirment qu'ils iraient de leur plein gré à l'école, même si celle-ci n'était pas obligatoire jusqu'à 16 ans.

Un goût d'apprendre toujours aussi vivace ?

Ce sont les enseignants qui sont à l'origine de la polémique : selon 44 % d'entre eux, les élèves d'aujourd'hui ont moins le goût d'apprendre qu'il y a dix ans, et parmi eux, 53 % des professeurs du collège et du lycée. Pour eux, les raisons de cet essoufflement du goût d'apprendre sont externes à l'école et résident avant tout dans : « l'absence de transmission du goût d'apprendre aux enfants par leurs parents », et « l'affaiblissement de la notion d'effort chez les jeunes ».

Les parents dressent un tout autre constat : par rapport à leur génération, les jeunes d'aujourd'hui n'ont ni plus ni moins le goût d'apprendre, selon 50 % d'entre eux. Et lorsqu'on les interroge sur leurs propres enfants, 38 % estiment même qu'ils ont davantage le goût d'apprendre qu'eux-mêmes à leur âge.

D'abord du sport, de la musique et des nouvelles technologies pour les jeunes

De leur côté, les jeunes ne renient pas le constat de leurs parents. Interrogés sur les domaines qui stimulent le goût d'apprendre, les jeunes ne restent pas silencieux : ils citent à la fois, le sport (44 %), la musique (36 %), les nouvelles technologies (29 %), l'histoire (25 %), les langues étrangères (22 %) et les sciences (21 %).

Cette hiérarchie diffère grandement :

- selon le sexe des élèves : les filles citent d'abord la musique (43 %), puis le sport (31 %), les langues étrangères (28 %), l'art (24 %) et la psychologie (23 %), et dans de très faibles proportions les nouvelles technologies (11 %) ; tandis que les garçons citent bien plus fortement à la fois le sport (56 %) et les nouvelles technologies (45 %).
- selon les parents et les enseignants : les parents ont une vision nettement différente de ce qui peut stimuler les enfants. Plus qu'eux, ils s'imaginent que ce sont avant tout les nouvelles technologies (53 %) qui leur donnent le goût d'apprendre, surestiment les questions d'environnement (27 %) et négligent le caractère stimulant de l'histoire (15 %). Quant aux enseignants, ils surévaluent la capacité d'entraînement des nouvelles technologies (55 %) estiment que c'est le domaine qui donne le plus envie d'apprendre aujourd'hui, et sous-estiment nettement le caractère stimulant à la fois du sport (24 %) et de la musique (8 %).

L'école : le lieu le plus motivant pour apprendre du point de vue des élèves

Pour les élèves, l'école est clairement le lieu qui donne le plus envie de découvrir : 62 % des jeunes l'affirment, bien avant la famille (43 %), les amis (35 %), Internet (30 %) ou la télévision (20 %). Cependant, cette reconnaissance de l'école comme lieu essentiel de l'apprentissage est plus forte chez les filles (68 %) que chez les garçons – même si elle reste en tête de la hiérarchie des lieux d'apprentissage (56 %), et décline avec l'âge : l'école est le lieu qui donne le plus envie d'apprendre à 66 % des 11 à 14 ans, puis à 58 % des 15 à 18 ans.

Et c'est d'ailleurs à l'école que les élèves disent apprendre le plus de choses dans des domaines classiques, en histoire par exemple (95 %), en géographie (94 %), en sciences (91 %), en langues étrangères (91 %), mais aussi en ce qui concerne la citoyenneté (68 %) ou l'art (60 %). Mais il existe une limite à cette vision plutôt positive de l'école : c'est plutôt en dehors de l'école que les élèves apprennent le plus de choses dans des domaines qui les intéressent pourtant beaucoup et dont ils disent qu'ils stimulent leur envie de découvrir à savoir le sport, la musique et les nouvelles technologies.

Les enseignants – et bien sûr, ils légitiment ainsi leur rôle, citent également l'école comme le lieu qui donne le plus envie de découvrir aux jeunes d'aujourd'hui (66 %), mais elle est suivie de près par la famille et Internet, notamment chez les enseignants du second degré, en lycée technique et professionnel, qui ont plus de 50 ans : tout se passe comme si, chez eux, la concurrence d'autres lieux de découverte était forte.

Quant aux parents d'élèves, et notamment ceux qui appartiennent aux familles aisées, ils refusent à l'école son statut de lieu prioritaire pour apprendre et découvrir : ils citent d'abord la famille (59 %), puis Internet (57 %), et ensuite seulement l'école (46 %).

Malentendu parents - enseignants - élèves ?

Une question symbolise bien le malentendu sur l'école qui existe entre les parents, les élèves et les enseignants : celle de l'hypothèse qu'elle ne soit plus obligatoire. Et en effet, invités à imaginer que l'école ne soit plus obligatoire que jusqu'à 11 ans :

- la majorité des élèves (57 %) disent qu'ils continueraient à y aller de leur plein gré ;
- en revanche, les parents pensent que leurs enfants iraient mais parce qu'ils les y obligeraient (58 %) ;
- de leur côté, seuls 15 % des enseignants pensent que les élèves iraient plutôt à l'école de leur plein gré : 74 % pensent qu'ils iraient, soit parce que leurs parents les y obligeraient (49 %), soit qu'ils iraient à l'école, mais pas tous les jours (25 %).

Les missions attribuées à l'école : des perceptions différenciées

Les élèves attendent avant tout de l'école qu'elle les prépare à la vie professionnelle (31 %, dont 36 % chez les garçons et 26 % chez les filles) et qu'elle leur apporte des connaissances utiles pour la suite de leurs études (30 %). Des attentes donc très opérationnelles, qui sont en partie comblées par ce que l'école apporte effectivement : 33 % estiment que l'école apporte en réalité aujourd'hui des connaissances utiles pour la suite de leurs études. Le jugement est plus nuancé sur la préparation à la vie professionnelle : 20 % des élèves disent qu'elle remplit effectivement cette fonction.

Là encore le ressenti des élèves diffère significativement de celui des adultes :

- les parents attendent avant tout de l'école qu'elle apporte une bonne culture générale et estiment majoritairement qu'elle remplit bien actuellement cette fonction ;
- les enseignants, de leur côté, estiment que l'école n'a pas une mission, mais des missions : d'abord l'apport d'une bonne culture générale (25 %) et l'apprentissage de la vie en société (25 %), puis la préparation à la vie professionnelle (17 %) et l'épanouissement (17 %). Ces rôles pluriels, les enseignants eux-mêmes estiment que l'école les remplit plus ou moins bien (ce qui explique en partie leur malaise). Et en effet, ce que l'école apporte dans la réalité, c'est : une bonne culture générale (30 %), des connaissances utiles pour la suite des études (28 %), l'apprentissage de la vie en société (24 %), mais pas la préparation à la vie professionnelle (7 %), ni l'épanouissement (7 %).

Les attentes à l'égard de l'école

Élèves, parents et enseignants se rejoignent pour dresser le même portrait du professeur qui sait donner le goût d'apprendre : c'est avant tout un enseignant qui aime le contact avec les élèves, qui aime être en classe, et qui aime ce qu'il enseigne. C'est donc l'amour du métier que l'on attend avant toute chose, et qui compte bien plus que la compétence liée à la discipline enseignée ou la capacité à donner des méthodes de travail.

En revanche, les priorités assignées à l'école se déclinent différemment selon les publics :

- les élèves attendent une école plus "personnalisée" et davantage tournée vers la vie professionnelle : ils citent en effet comme priorité, la diminution du nombre d'élèves par classe (42 %, et plus encore les filles que les garçons), une meilleure préparation à la vie professionnelle (36 %) et une utilisation plus importante d'Internet et des nouvelles technologies (22 %) ;
- les parents rejoignent leurs enfants sur la nécessité de diminuer le nombre d'élèves par classe (45 %), mais assignent également comme priorité à l'école d'adapter les parcours scolaires en fonction des niveaux et des capacités des élèves (44 %) ; ce sont également les deux principaux souhaits des enseignants eux-mêmes, avec respectivement 47 % et 54 % des citations.

Des enseignants très critiques sur leur formation

Seuls 38 % des enseignants estiment que la formation des instituteurs et des professeurs les prépare de manière satisfaisante à transmettre aux élèves le goût d'apprendre : ce sont les jeunes enseignants qui se montrent les plus sévères, ainsi que les professeurs des lycées techniques et professionnels.

Les jugements des enseignants sur les contenus des programmes et les moyens pédagogiques mis à leur disposition sont moins sévères : 58 % contre 42 % (un jugement qui monte à 47 % chez les enseignants de collège et lycée) estiment que les contenus des programmes les aident de manière satisfaisante à transmettre aux élèves le goût d'apprendre ; et 56 % (contre 44 %) déclarent qu'ils ont les moyens pédagogiques adéquats pour transmettre le goût d'apprendre aux élèves.

Résultats en détail

La perception de l'évolution du goût d'apprendre

- Aux parents : Par rapport à votre génération, diriez-vous que les jeunes d'aujourd'hui ont davantage le goût d'apprendre, moins le goût d'apprendre ou ni plus ni moins le goût d'apprendre ?
- Aux enseignants : Par rapport à une dizaine d'années, diriez-vous que les élèves d'aujourd'hui ont davantage le goût d'apprendre, moins le goût d'apprendre ou ni plus ni moins le goût d'apprendre ?

En %	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
			Ecole élémentaire	collège, lycée
Davantage le goût d'apprendre	24	3	5	2
Moins le goût d'apprendre	26	44	27	53
Ni plus, ni moins le goût d'apprendre	50	52	68	44
Sans opinion	0	1	0	1

Les raisons du déclin du goût d'apprendre

- Quelles sont les raisons qui expliquent le mieux, selon vous, que les jeunes aient moins le goût d'apprendre qu'avant ? (1)

à ceux qui ont répondu que les jeunes d'aujourd'hui ont moins le goût d'apprendre				
En %	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans (26 % de l'échantillon)	Enseignants (44 % de l'échantillon)	dont :	
			Ecole élémentaire	collège, lycée
L'affaiblissement de la notion d'effort chez les jeunes	56	71	71	71
La dévalorisation du statut du savoir dans notre société	36	40	38	41
L'inadaptation des programmes scolaires aux évolutions de la société	35	22	21	23
L'absence de curiosité des élèves	33	35	30	37
L'inadaptation de l'école aux évolutions de la société	28	23	20	23
Le manque de pédagogie des enseignants	25	2	0	2
L'absence de transmission du goût d'apprendre aux enfants par leurs parents	23	72	80	70
Le manque de programmes télévisés éducatifs	13	5	9	4
Autres	6	8	9	8

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les matières les plus stimulantes (1)

- Aux élèves : Parmi les matières ou les domaines suivants, quels sont ceux que vous avez envie de découvrir, d'apprendre ?
- Aux parents : Selon vous, parmi les matières ou les domaines suivants, quels sont ceux que les jeunes ont le plus envie de découvrir, d'apprendre ?
- Aux enseignants : Parmi les matières ou les domaines suivants, quels sont ceux dont vous pensez qu'ils sont les mieux à même de donner envie de découvrir, d'apprendre aux élèves d'aujourd'hui ?

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				école élémentaire	collège, lycée
Le sport	44	30	24	24	24
La musique	36	22	8	9	8
Les nouvelles technologies	29	53	55	52	57
L'histoire	25	15	16	15	16
Les langues étrangères	22	25	18	20	17
Les sciences	21	28	37	56	28
L'art	18	7	13	18	10
La géographie	15	7	7	4	9
La psychologie, les relations entre les gens	15	8	10	8	11
La littérature	10	8	14	21	11
Les questions d'environnement	10	27	28	31	26
Les questions de santé	10	8	10	4	13
L'économie	7	5	6	0	9
Les religions	4	1	1	0	2
Le fonctionnement de la société	4	13	13	4	17
La citoyenneté	4	8	16	20	14
La sexualité	4	11	6	1	8
La vie politique	3	3	2	0	2
Autres	1	1	1	0	1
Sans opinion	0	0	1	1	2

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les cadres les plus motivants (1)

- Aux élèves : De manière générale, qu'est-ce qui vous donne le plus envie de découvrir, d'apprendre aujourd'hui ?
- Aux parents et enseignants : Selon vous, qu'est-ce qui peut donner le plus l'envie d'apprendre, de découvrir aux jeunes d'aujourd'hui ?

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				école élémentaire	collège, lycée
L'école	62	46	66	80	60
La famille	43	59	56	61	54
Les amis	35	15	24	20	25
Internet	30	57	42	36	45
La télévision	20	23	20	15	22
Le sport	19	8	9	10	9
Les associations, les camps/colonies, les séjours linguistiques	18	19	33	32	34
La presse	16	6	7	8	7
La radio	8	1	1	0	2
Les CD-Rom	8	20	14	19	12
Autres	1	0	3	1	4
Sans opinion	0	0	1	0	1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les missions attribuées à l'école

- Aux élèves : Selon vous, ce que l'école devrait aujourd'hui vous apporter en priorité c'est :
- Aux parents : Selon vous, ce que l'école devrait aujourd'hui apporter en priorité à vos enfants, c'est :
- Aux enseignants : Selon vous, ce que l'école devrait aujourd'hui apporter en priorité aux élèves c'est :

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				Ecole élémentaire	Collège, lycée
Vous/les préparer à la vie professionnelle	31	18	17	8	20
Des connaissances utiles pour la suite de vos/leurs études	30	14	16	23	13
Vous/leur apprendre à vivre en société, avec les autres	17	1	25	30	23
Une bonne culture générale	16	60	25	21	27
Le moyen de vous/s'épanouir	6	7	17	18	16
Sans opinion	0	0	0	0	1

Les missions assumées par l'école

- Aux élèves : Selon vous, ce que l'école vous apporte en réalité, aujourd'hui, c'est surtout :
- Aux parents et enseignants : Selon vous, ce que l'école leur apporte en réalité, aujourd'hui, c'est surtout :

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				Ecole élémentaire	Collège, lycée
Des connaissances utiles pour la suite de vos/leurs études	33	18	28	32	27
Une bonne culture générale	29	53	30	25	32
Vous/les préparer à la vie professionnelle	20	10	7	2	9
Vous/leur apprendre à vivre en société, avec les autres	14	7	24	29	23
Le moyen de s'épanouir	4	8	7	9	5
Sans opinion	0	4	4	3	4

Ce qui pousse les élèves à se rendre à l'école

- Aux parents : Diriez-vous, qu'en général, votre enfant va à l'école plutôt par plaisir, plutôt par contrainte (parce qu'on l'y oblige) ou plutôt par nécessité (parce qu'il s'y oblige lui-même) ?
- Aux enseignants : Diriez-vous, qu'en général, les élèves vont à l'école plutôt par plaisir, plutôt par contrainte (parce qu'on les y oblige) ou plutôt par nécessité (parce qu'ils s'y obligent eux-mêmes) ?

En %	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
			Ecole élémentaire	Collège, Lycée
Plutôt par plaisir	50	23	51	10
Plutôt par contrainte	13	44	27	52
Plutôt par nécessité	37	32	20	38
Sans opinion	0	1	2	0

Les ressorts de la transmission du goût d'apprendre

- Un enseignant qui donne le goût d'apprendre, pour vous, c'est d'abord une personne qui : (1)

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				Ecole élémentaire	Collège, lycée
Aime le contact avec les élèves / aime être en classe	47	49	62	55	64
Aime ce qu'elle enseigne	40	75	60	57	61
Parle de façon vivante, amusante	39	31	30	30	29
Donne des bonnes méthodes de travail pour apprendre tout seul	36	34	40	49	36
Fait des cours très bien préparés et structurés	31	18	18	15	20
Montre, agit en donnant beaucoup d'exemples / en faisant des expériences	25	26	31	46	24
Sait varier ses cours	21	23	31	29	32
Utilise des outils modernes pour faire son cours	15	12	14	11	16
Est très savante dans sa discipline	6	5	5	2	7
Sans opinion	0	0	0	0	1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Si l'école n'était plus obligatoire jusqu'à 16 ans

- L'école est aujourd'hui obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Imaginez qu'elle ne le soit que jusqu'à 11 ans. Selon vous, laquelle des situations suivantes aurait le plus de chance de se produire :

En %	Elèves âgés de 11 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				Ecole élémentaire	Collège, lycée
Les élèves :					
iraient plutôt à l'école de leur plein gré	57	34	15	15	15
iraient plutôt à l'école car leurs parents les y obligeraient	23	58	49	51	48
iraient à l'école mais pas tous les jours	18	5	25	25	25
n'iraient pas à l'école	2	3	9	7	10
Sans opinion	0	0	2	2	2

Les priorités de l'école pour donner le goût d'apprendre

- Qu'est-ce que l'école doit faire en priorité, selon vous, pour donner l'envie d'apprendre ? (1)

En %	Elèves âgés de 15 à 18 ans	Parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans	Enseignants	dont :	
				école élémentaire	collège, lycée
Diminuer le nombre d'élèves par classe	42	45	47	53	45
Mieux préparer à la vie professionnelle, à l'apprentissage d'un métier	36	21	21	13	25
Utiliser davantage Internet et les nouvelles technologies	22	15	5	7	4
Modifier les programmes pour les rendre plus accessibles aux élèves	19	11	13	8	16
Favoriser le dialogue entre parents, enseignants et élèves	18	17	22	25	21
Utiliser davantage le sport comme moyen d'apprentissage	11	4	2	2	3
Donner plus de choix de matières aux élèves	10	4	3	4	3
Adapter les parcours scolaires en fonction des niveaux et des capacités des élèves	10	44	54	56	54
Partir davantage d'exemples de la vie quotidienne pour apprendre	10	15	21	27	18
Que les enseignants montrent plus d'autorité	5	18	5	3	6
Sans opinion	0	0	0	0	0

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Les motivations des élèves pour apprendre

- Pour vous apprendre en général, c'est avant tout :

En %	élèves
Pour avoir un métier	50
Par curiosité, pour découvrir des choses nouvelles	30
Pour être à l'aise dans la vie	10
Pour avoir un diplôme	10

Les lieux d'apprentissage privilégiés

- Pour chacun des domaines suivants, c'est plutôt à l'école ou plutôt en dehors de l'école que vous apprenez le plus de choses ?

En %	Elèves		
	C'est plutôt à l'école	C'est plutôt en dehors de l'école	Sans opinion
L'histoire	95	5	0
La géographie	94	6	0
Les sciences	91	9	0
Les langues étrangères	91	9	0
La littérature	72	26	2
La citoyenneté	68	31	1
L'art	60	39	1
L'économie	57	40	3
Le fonctionnement de la société	55	44	1
Les questions d'environnement	47	52	1
Le sport	40	60	0
La vie politique	40	59	1
Les nouvelles technologies	38	62	0
La musique	35	65	0
La psychologie, les relations entre les gens	35	64	1
Les religions	34	62	4
Les questions de santé	34	66	0
La sexualité	31	68	1

La perception de l'évolution du goût d'apprendre par rapport à soi

- Diriez-vous que vos enfants ont davantage le goût d'apprendre, moins le goût d'apprendre ou ni plus ni moins le goût d'apprendre que vous-même à leur âge ?

En %	Parents d'élèves
Davantage le goût d'apprendre	38
Moins le goût d'apprendre	22
Ni plus, ni moins le goût d'apprendre	40

Les cadres d'apprentissage les plus motivants pour soi-même

- Vous-même, lorsque vous étiez enfant ou adolescent, qu'est-ce qui vous a donné le plus envie d'apprendre ? (1)

En %	Parents d'élèves
La famille	58
L'école	55
Les livres	47
La télévision	18
Les amis	17
Les associations / camps / séjours linguistiques	13
Le sport	11
La presse	10
La radio	5
Autre	5
Sans opinion	2

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Ce qui poussait les parents à se rendre à l'école à leur époque

- Diriez-vous que vous-même, vous alliez à l'école plutôt par plaisir, plutôt par contrainte (parce qu'on vous y obligeait) ou plutôt par nécessité (parce que vous vous y obligiez vous-même) ?

En %	Parents d'élèves
Plutôt par plaisir	34
Plutôt par contrainte	23
Plutôt par nécessité	43
Sans opinion	0

La perception de la formation par les enseignants

- Selon vous la formation des instituteurs et des professeurs, telle qu'elle est mise en œuvre aujourd'hui les prépare-t-elle de manière satisfaisante à transmettre aux élèves le goût d'apprendre ?

En %	Enseignants	Dont	
		Ecole élémentaire	Collège, lycée
Oui, tout à fait	4	2	5
Oui, plutôt	34	38	32
ST Oui	38	40	37
Non, plutôt pas	41	40	42
Non, pas du tout	21	20	21
ST Non	62	60	63
Sans opinion	0	0	0

La perception du contenu des programmes par les enseignants

- Selon vous, les contenus des programmes, tels qu'ils existent aujourd'hui, vous aident-ils de manière satisfaisante à transmettre aux élèves le goût d'apprendre ?

En %	Enseignants	Dont	
		Ecole élémentaire	Collège, lycée
Oui, tout à fait	6	7	5
Oui, plutôt	52	61	48
ST Oui	58	68	53
Non, plutôt pas	33	26	37
Non, pas du tout	9	6	10
ST Non	42	32	47
Sans opinion	0	0	0

La perception des moyens pédagogiques par les enseignants

- Avez-vous le sentiment d'avoir à votre disposition des moyens pédagogiques satisfaisants pour transmettre le goût d'apprendre aux élèves ?

En %	Enseignants	Dont	
		école élémentaire	collège, lycée
Oui, tout à fait	18	14	20
Oui, plutôt	38	36	38
ST Oui	56	50	58
Non, plutôt pas	34	36	33
Non, pas du tout	10	13	9
ST Non	44	49	42
Sans opinion	0	1	0

Fiche Technique

Etude réalisée par téléphone du 15 au 20 octobre 2003 pour Nathan / La Croix auprès des trois populations suivantes :
Un échantillon national représentatif de 500 élèves âgés de 11 à 18 ans, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge et profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération).
Un échantillon national représentatif de 500 parents d'élèves âgés de 11 à 18 ans, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge et profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération).
Un échantillon national représentatif de 600 enseignants en écoles élémentaires, collèges et lycées, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, niveau d'enseignement, académie, type d'établissement).

Un système de valeurs organisé autour de la sphère privée et relationnelle

Les valeurs des jeunes, les systèmes d'attitude avec lesquels ils abordent le monde qui les entoure mettent en évidence la prégnance des valeurs de la sphère privée et relationnelle, sur les valeurs de la sphère sociale et de son fonctionnement.

Cette hiérarchie de valeurs reflète ainsi le recentrage des jeunes sur un réel proche et palpable ; l'environnement personnel direct avec lequel on interagit directement, plutôt que les grands enjeux de société ; la dimension humaine, plutôt que des principes normatifs de fonctionnement.

Les priorités des jeunes : famille, travail, amis

Interrogés sur les choses qui comptent le plus pour eux dans la vie aujourd'hui, les 15-24 ans répondent dans l'ordre : la famille (52 %), trouver un métier intéressant (38 %) et les amis (37 %), avant le fait de se développer intellectuellement (18 %), la liberté (10 %), ou le fait d'avoir des responsabilités (10 %).

Ces priorités varient peu en fonction de l'âge, mais diffèrent sensiblement en fonction que l'on soit fille ou garçon. C'est avec beaucoup plus d'intensité que les filles citent comme priorité la famille (59 % contre 44 % chez les garçons), le fait de trouver un métier intéressant (44 % pour 33 % chez les garçons) ; tandis que les garçons accordent plus d'importance au sport (31 % contre 7 % pour les filles) et à la musique (22 % contre 11 % chez les filles).

L'importance de la sociabilité amicale

Interrogés sur leurs loisirs préférés, les jeunes mettent à nouveau les amis en tête de la hiérarchie (52 %), même si les loisirs amicaux comptent davantage pour les filles (56 %), que pour les garçons (47 %), et plus entre 15 et 20 ans (54 %), qu'après 20 ans (47 %). L'importance de cette sociabilité amicale trouve ses fondements dans le partage d'une expérience commune, plus que dans celui d'un idéal ou d'idées communes : ainsi les jeunes déclarent que ce qui les rapproche le plus de leurs amis, c'est d'abord le fait d'avoir fait ses études ensemble (43 %) ou de "bien s'amuser ensemble" (41 %). Le fait de "partager les mêmes idées politiques ou intellectuelles, les mêmes valeurs", ne recueille que 19 % des opinions. En revanche le sentiment d'appartenir à une même génération existe puisqu'il est cité par plus d'un tiers des jeunes comme socle de la sociabilité amicale.

Après les amis, dans la hiérarchie des loisirs, viennent le sport (38 %, 50 % chez les garçons et 26 % chez les filles), la musique (37 %), la fête (33 %). A noter, que "faire des courses, acheter des vêtements", est considéré comme un loisir à part entière, notamment pour les filles (41 %).

Un idéal de vie centré sur la réussite individuelle

56 % déclarent ne pas avoir d'idéal dans la vie, et notamment les garçons (61%), les moins de 20 ans (60 %), ou les jeunes issus de milieux aisés (49 %). Autrement dit l'idéal, c'est majoritairement de ne pas en avoir, c'est-à-dire de ne pas être enfermé dans un quelconque projet ou engagé sur une voie toute tracée.

44 % expriment en revanche un idéal qui concerne avant tout la vie personnelle, qu'elle soit professionnelle (22 %) ou privée (21 %).

Pour autant, une génération qui n'est pas exempte de générosité, et qui est prête à se mobiliser de manière concrète

Les 15-24 ans sont fâchés avec les grandes idéologies et les organisations qui s'en réclament, (ils rejettent les mots de politique, de partis politiques, et mettent en dernière position de leurs personnalités préférées, les hommes politiques). Pour autant, ils ne sont pas indifférents à la dimension collective des choses, à la condition que le collectif soit compatible avec leur subjectivité personnelle. Là encore, plusieurs signes en témoignent.

Quête de sens et générosité

Invités à citer les personnalités qu'ils admirent le plus, les 15-24 ans citent en premier Jamel Debbouze (42 %, dont 53 % parmi ceux dont les parents sont originaires du Maghreb) et Zinedine Zidane (39 %, dont 60 % parmi ceux dont les parents sont originaires des pays du Maghreb), deux personnalités qui renvoient à des valeurs fortes chez les jeunes : le rire, le sport et le métissage. Deux autres personnalités arrivent très vite derrière : le Dalai-Lama (22 %) et l'Abbé Pierre (20 %).

Elles sont emblématiques de la quête de sens et de la générosité qui habitent cette génération (notamment à partir de 20 ans), et qui se traduisent aussi par un autre signe fort : 65 % des 15-24 ans (un pourcentage qui monte à 70 % chez les jeunes filles) se disent prêts à créer une association.

Un esprit d'initiative revivifié

Créer une association, mais également créer sa propre entreprise : 60 % l'envisagent de manière tout à fait possible ou possible dans les mois à venir, et notamment les garçons (63 %), issus de familles modestes (62 %) et aisées (59 %) et de parents d'origine du Maghreb (77 %).

D'autres résultats témoignent de cet esprit d'initiative : 39 % pourraient envisager de monter un groupe de musique, 43 % d'adhérer à un syndicat étudiant.

Le respect de certains interdits...

Les 15-24 ans ont fortement intégré un certain nombre de normes, tout en se construisant leurs propres tabous au premier rang duquel on trouve le racket (83 % le jugent inadmissible), mais également la vente de drogue ou la prise d'ecstasy et l'irrespect sous toutes ses formes : 71 % jugent inadmissible de "traiter quelqu'un, même en plaisantant, de sale Juif ou de sale Arabe", 62 % d'insulter un professeur, 60 % de manquer de respect à ses parents. Notons que sur toutes ces dimensions qui stigmatisent l'intolérance, les jeunes filles sont beaucoup plus sévères que les garçons.

En revanche, les jeunes dans des proportions non négligeables acceptent la transgression des règles ou des normes en ce qui concerne :

- le travail au noir : 59 % ne le jugent pas grave,
- le fait de ne pas payer les transports en commun: 37 % déclarent que ce n'est pas grave.

De la même façon, et génération du portable oblige, qui demande à réinventer toute une sociabilité et un nouveau rapport au temps, entre 40 et 50 % des jeunes estiment qu'il n'est pas grave, ni d'arriver en retard à un rendez-vous, ni de ne pas débrancher son portable au cinéma ou au restaurant.

... n'interdit pas le goût du risque

71% des 15-25 ans envisageraient de pratiquer un sport extrême, et parmi eux notamment les garçons (79 %) entre 15 et 20 ans.

Par ailleurs, plus d'un quart des jeunes interrogés n'excluraient pas de participer à une rave party, ni de fumer du haschisch : sur ce dernier point, le plaisir ne vient pas de la transgression ; en effet, 39 % des jeunes estiment qu'il n'est pas grave de fumer du haschisch.

Le rapport au corps : la modification de l'apparence

En écho à la fois au progrès scientifique, et notamment à celui de la bioéthique qui a avalisé l'idée de modifier le corps, et de la volonté très présente dans la société française d'afficher sa maîtrise du corps, le piercing et le tatouage son entrés dans les mœurs des jeunes : 43 % envisageraient de se faire poser un piercing, 43 % également de se faire tatouer un motif indélébile sur la peau. Les jeunes filles sont plus enclines à ce genre de pratique que les garçons : 59 % sont pour le piercing (contre 27 % des garçons) ; 47 % pour le tatouage (contre 39 % chez les garçons).

Des opinions fortement constituées sur les grandes questions d'actualité

Les 15-24 ans ne se retrouvent pas dans l'image des jeunes telle qu'elle est donnée par les médias : ils le disent très fortement, à 80 %. Sans doute ne se sentent-ils pas représentés, sans doute aussi la société n'accorde-t-elle pas assez d'attention à ce que pense cette génération.

Et pourtant ses opinions sur les grands sujets d'actualité d'aujourd'hui sont structurées :

- soucieux plus précocement de leur santé que les générations précédentes, les jeunes sont en train de contribuer à renverser la norme en ce qui concerne le tabagisme : 80 % d'entre eux sont favorables à l'interdiction de vendre des cigarettes aux moins de 16 ans, 68 % à celle de fumer dans les établissements scolaires ; 53 % sont également favorables à la hausse du prix du tabac ; - attentifs au débat sur la retraite, 66 % se déclarent aujourd'hui défavorables à la réforme des retraites, telle qu'elle a été mise en œuvre par le gouvernement, tandis que 74 % rejettent la suppression des aides pour les chômeurs en fin de droits ; - sur la constitution européenne, les jeunes estiment avoir leur mot à dire : 77 % sont favorables au principe d'un référendum ;
- sur l'interdiction du port du voile à l'école, les jeunes sont en revanche plus partagés : 58 % sont favorables à l'interdiction du port du voile, contre 42 % ; parmi eux seuls 38 % des jeunes d'origine musulmane se déclarent favorables à une telle interdiction.

Une génération rationnelle et pragmatique

Le système de valeurs des 15-24 ans est assez homogène, ce qui autorise à parler de génération : une génération rationnelle, pragmatique, voire grave.

Cette homogénéité dissimule tout de même des lignes de clivage :

- Selon le sexe d'abord : les filles s'avèrent dans cette enquête beaucoup plus soucieuse que les garçons de trouver un métier intéressant, et de réussir leur vie professionnelle. Cela ne les empêche pas de s'investir, là encore plus que les garçons, au sein du cercle familial et amical. Elles ne badinent pas, par ailleurs, avec les règles, notamment celles qui concernent le rapport à l'autorité.
- Selon l'origine des parents : TNS Sofres a introduit une question sur l'origine des parents (pays du Maghreb, pays européen, France) qui a servi à ventiler les résultats, et qui permet de mettre en lumière la spécificité du point de vue des jeunes issus de l'immigration. Ces derniers sont bien plus nombreux que la moyenne à avoir un idéal qu'ils axent prioritairement sur la réussite professionnelle, et ils y mettent les moyens : leurs priorités, dans la vie c'est le fait de trouver un métier intéressant à égalité avec la famille, puis arrive en troisième position la religion. Les jeunes issus de l'immigration envisagent également, plus que la moyenne, de s'engager, soit en adhérant à un parti politique, soit en participant à des rassemblements, du type de ceux organisés par José Bové dans le Larzac.

Résultats en détail (en %)

Les fondamentaux des 15-24 ans

- Dans la liste suivante, quels sont les trois éléments qui comptent le plus pour vous actuellement ?
(1)

	%	Rang
La famille	52	1
Trouver un métier intéressant	38	2
Les amis	37	3
L'amour	32	4
Le sport	19	5
Se développer intellectuellement, se cultiver	18	6
La musique	17	7
La santé	16	8
L'argent	13	9
Chercher à créer quelque chose soi-même	11	10
La liberté	10	11
Avoir des responsabilités et jouer un rôle important	10	11
La paix	9	13
Les voyages	7	14
La religion	5	15
La sexualité	3	16
Sans opinion	0	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les fondements de la sociabilité amicale

- Qu'est-ce qui, selon vous, vous rapproche le plus de vos amis ? (1)

	%	Rang
Vous faites ou vous avez fait vos études ensemble	43	1
Vous vous amusez bien ensemble	41	2
Vous avez le même âge, vous appartenez à la même génération	34	3
Vous habitez à proximité	31	4
Vous avez le même style (goûts musicaux, vestimentaires, etc)	29	5
Vous partagez des choses fortes, des émotions	29	5
Vous avez les mêmes loisirs	26	7
Vous partagez les mêmes idées politiques ou intellectuelles, les mêmes valeurs	19	8
Vous aimez les mêmes sports	14	9
Vous partagez les mêmes rêves, les mêmes projets	13	10
Sans opinion	0	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Les activités et les loisirs

- Quels sont les loisirs qui ont le plus d'importance dans votre vie actuellement ? (1)

	%	Rang
Les amis	52	1
Le sport	38	2
Ecouter de la musique	37	3
La fête	33	4
Le cinéma	28	5
Internet	27	6
Faire des courses, acheter des vêtements par exemple	27	6
La moto, la voiture	18	8
La télévision	18	8
La lecture	15	10
Vous promener	15	10
Les jeux vidéos	14	12
Les concerts, les spectacles	13	13
Ecouter la radio	12	14
Jouer de la musique	11	15
Sans opinion		0

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

L'idéal des jeunes

- Avez-vous un idéal dans la vie ? Si oui, quel est votre idéal ? (1)

OUI	44
Dont : Réussir sa vie professionnelle, ses études	22
Dont : Réussir sa vie professionnelle	12
Exercer un métier qui plaît, pouvoir vivre de sa passion	9
Réussir ses études	2
Dont : Réussir sa vie privée, sa vie amoureuse	21
Dont : Fonder une famille, se marier, avoir des enfants	12
Réussir sa vie privée (sans précision)	4
Réussir sa vie amoureuse	4
Avoir des amis, un bon entourage	3
Voyager	1
Pouvoir consacrer du temps à ses loisirs préférés (lecture, musique)	1
Dont : Réussir socialement	12
Dont : Avoir une bonne situation, avoir de l'argent	6
Etre reconnu socialement, jouer un rôle dans la société	5
Avoir une maison	2
Dont : L'altruisme, la paix	4
Dont : Le bonheur pour tout le monde, la paix	3
Avoir des principes, une morale	1
Dont : Etre heureux (sans précision)	3
Dont : Cite une personnalité comme idéal	3
Dont : Un membre de sa famille (père, mère, frères et sœurs)	1
Mon / ma petit(e) ami(e)	1
Décrit son idéal féminin / masculin	1
Dont : Etre en bonne santé	1
Dont : Etre libre, la liberté	1
Autres réponses	2
NON	56

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Les personnalités préférées

- Parmi les personnalités suivantes, quelle est celle que vous admirez le plus ? (1)

	%	Rang
Jamel Debbouze	42	1
Zinédine Zidane	39	2
Le Dalaï-lama	22	3
L'Abbé Pierre	20	4
Tony Parker	20	4
Mathieu Kassovitz	17	6
Jenifer	15	7
Virginie Ledoyen	15	7
Le pape	14	9
José Bové	11	10
Laurence Ferrari	11	10
Nicolas Sarkozy	10	12
Jack Lang	8	13
Bernard Kouchner	7	14
Olivier Besancenot	6	15
Sans opinion	6	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Les choses qu'on envisage de faire

- Pour vous, est-ce tout à fait possible, plutôt possible, plutôt exclu ou tout à fait exclu, maintenant ou dans les mois à venir, de :

En %	Tout à fait possible	Plutôt possible	Plutôt exclu	Tout à fait exclu	Sans opinion
Pratiquer un sport extrême	31	40	18	11	0
	71		29		
Boire de l'alcool	30	35	14	21	0
	65		35		
Créer une association	19	46	21	14	0
	65		35		
Créer votre propre entreprise	23	37	21	19	0
	60		40		
Vous faire poser un piercing	24	19	16	41	0
	43		57		
Vous faire tatouer un motif indélébile sur la peau	19	24	13	44	0
	43		57		
Adhérer à un syndicat étudiant	10	33	24	33	0
	43		57		
Monter un groupe de musique	15	24	22	39	0
	39		61		
Entrer dans l'Armée	9	23	20	48	0
	32		68		
Participer à une rave party	8	20	22	50	0
	28		72		
Participer à un rassemblement comme dans le Larzac avec José Bové	10	17	30	42	1
	27		72		
Fumer du haschich	11	15	16	58	0
	26		74		
Adhérer à un parti politique	8	15	30	47	0
	23		77		
Graffer ou tagger	5	9	23	63	0
	14		86		
Prendre de l'ecstasy	1	2	7	90	0
	3		97		

Le degré de gravité perçue

- Pour chacune des choses suivantes, estimez-vous qu'il s'agit de quelque chose d'inadmissible, de très grave, de grave, de pas très grave ou de pas grave du tout ?

En %	Inadmiss.	Grave	Pas très grave	Pas grave du tout	Sans opinion
Racketter	83	17	0	0	0
	100		0		
Vendre de la drogue	72	24	3	1	0
	96		4		
Traiter quelqu'un, même en plaisantant, de «sale juif» ou de «sale arabe»	71	20	7	2	0
	91		9		
Insulter un professeur	62	34	4	0	0
	96		4		
Prendre de l'ecstasy	62	33	4	1	0
	95		5		
Manquer de respect à ses parents	60	34	6	0	0
	94		6		
Insulter un policier	56	35	8	1	0
	91		9		
Ne pas se laver régulièrement	53	33	12	2	0
	86		14		
Rouler à grande vitesse sans respecter les limitations	46	45	8	1	0
	91		9		
Tricher à un examen	42	42	14	2	0
	84		16		
Avoir des rapports sexuels non protégés	40	49	9	2	0
	89		11		
Fumer du haschich	32	29	30	9	0
	61		39		
Boire de l'alcool de manière excessive	31	53	15	1	0
	84		16		
Ne pas payer les transports en commun	25	38	32	5	0
	63		37		
Ne pas débrancher son portable au cinéma, au restaurant, dans le train, etc	23	25	44	8	0
	48		52		
Arriver en retard à un rendez-vous	19	36	39	6	0
	55		45		
Travailler au noir	14	27	48	11	0
	41		59		
Changer souvent de petit(e) ami(e)	12	18	48	22	0
	30		70		

Les jeunes et leur reflet dans les médias

- Vous retrouvez-vous dans l'image des jeunes donnée par les médias ?

Oui, tout à fait	3
Oui, plutôt	17
ST Oui	20
Non, plutôt pas	44
Non, pas du tout	36
ST Non	80
Sans opinion	0

La génération avec laquelle les jeunes dialoguent le plus facilement

- Hormis les gens de votre âge, avec qui parlez-vous le plus facilement des choses qui vous tiennent à cœur ?

Avec des gens de la génération des trentenaires	51
Avec des gens de la génération de vos parents	40
Avec des gens de la génération de vos grands-parents	5
A aucun de ceux-là	3
Sans opinion	1

L'opinion sur les questions de société

- Vous, personnellement, êtes-vous ou seriez-vous plutôt favorable ou plutôt défavorable à :

En %	Plutôt favorable	Plutôt défavorable	Sans opinion
L'interdiction de vendre des cigarettes aux moins de 16 ans	80	20	0
Un référendum sur la constitution européenne	77	18	5
L'interdiction de fumer dans les établissements scolaires	68	32	0
L'interdiction du port du voile à l'école	58	42	0
La hausse du prix du tabac	53	47	0
La réforme des retraites telle qu'elle a été mise en œuvre par le gouvernement	29	66	5
La suppression des aides pour les chômeurs en fin de droit	25	74	1

Fiche Technique

Le 20 novembre 2003 – Notre étude réalisée pour *Radio-France* et le *CERA* (Centre d'échanges et de réflexions sur l'avenir) auprès des 15-24 ans permet de comprendre leur système de valeurs, leur rapport à la norme, leur appétence à l'engagement et leurs réactions à l'actualité. Les 15-24 ans apparaissent ainsi comme une génération homogène, pragmatique et rationnelle, qui dissimule néanmoins des lignes de clivage, notamment selon le sexe et l'origine des parents.

L'image de la presse écrite auprès des jeunes de 15 à 25 ans

BVA - Mars 2004

Graines de Citoyens

- Pensez-vous que lire régulièrement un journal est nécessaire pour :

En %	Oui tout à fait	Oui certainement	ST Oui	Non pas vraiment	Non pas du tout	ST NON
Comprendre en profondeur ce qui se passe	36	38	74	19	7	26
Suivre l'actualité	34	37	71	22	7	29
Développer son esprit critique	33	36	69	25	6	31
Se faire une opinion	27	37	64	25	11	36

- De manière générale, trouvez-vous que les journaux sont :

En %	Ensemble
Plutôt simples à lire	78
Plutôt difficiles à lire	21
NSP	1
Total	100

- Vous personnellement, estimez-vous qu'il est plutôt souhaitable ou plutôt pas souhaitable de faire entrer la lecture et l'étude de la presse dans les programmes scolaires au collège et au lycée ?

En %	Ensemble
Plutôt souhaitable	84
Plutôt pas souhaitable	15
NSP	1
Total	100

- De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

En %	Ensemble
Lire la presse c'est quelque chose qui s'apprend	61
On a besoin de personne pour savoir lire la presse	39
NSP	0
Total	100

- Vous personnellement, aimeriez-vous ou auriez-vous aimé dans le cadre de vos études participer à l'élaboration d'un journal ?

En %	Ensemble
Oui	61
Non	39
(NSP)	0
Total	100

- Aimez-vous ou aimeriez-vous lire un journal conçu par des jeunes de votre âge ?

En %	Ensemble
Oui	85
Non	15
NSP	0
Total	100

- Imaginons que vous travaillez à la direction d'un journal, parmi les thèmes suivants quel est celui que vous traiteriez en priorité ?

En %	Ensemble
Le sport	33
La culture	26
Les faits divers	24
La vie politique internationale	23
Le social	23
La vie politique nationale	20
L'environnement	20
La mode	20
L'actualité locale	20
L'économie	19
Les phénomènes de société	19
Les sciences	17
Les médias	13
Autres	0
NSP	0

- Selon vous, lire régulièrement un journal cela favorise, cela décourage ou cela n'a aucun effet sur

...

En %	Cela favorise	Cela n'a aucun effet	Cela décourage	NSP
Le fait de s'engager dans une association	52	44	3	1
Le fait d'aller voter	51	42	6	1
Le fait de s'engager dans un parti politique	41	46	11	2

- Avez-vous l'impression que la plupart des jeunes comme vous s'informent avant tout :

En %	Ensemble
Par la presse écrite	1
Par la radio	13
Par la télévision	68
Par internet	17
Autres - aucun des 4 propositions	0,5
NSP	0,5
Total	100

- Dans cinq ans, pensez-vous que la plupart des jeunes comme vous s'informeront avant tout :

En %	Ensemble
Par la presse écrite	4
Par la radio	3
Par la télévision	34
Par Internet	57
Autres - Aucune des 4 propositions	1
Total	100

- Depuis ces dernières années des journaux gratuits d'information sont disponibles en France. Parmi les trois propositions suivantes, de laquelle vous sentez-vous la plus proche ?

En %	Ensemble
Ces journaux gratuits valent les journaux payants	16
Ces journaux gratuits ne sont pas à la hauteur des journaux payants mais suffisent pour s'informer	58
Ces journaux gratuits ne sont pas à la hauteur des journaux payants et ne suffisent pas pour s'informer	22
NSP	4
Total	100

- De manière générale, lorsque vous regardez le journal télévisé vous estimez-vous ?

En %	Ensemble
Suffisamment informé sur tous les sujets abordés	26
Ou bien avez-vous envie d'en savoir plus sur certains sujets abordés	74
NSP	0
Total	100

- Qu'est-ce qui vous donnerait le plus envie de lire davantage les journaux ?

En %	Ensemble
Que les sujets abordés vous concernent plus	38
Que les journalistes donnent plus d'explications	37
Que leur présentation soit plus séduisante	33
Que leur prix baisse	32
Que les textes soient écrits de manière plus simple	32
Qu'ils soient plus indépendants	26
Qu'ils soient plus drôles	22
Qu'ils soient plus fidèles à leurs principes	20
Qu'ils soient vendus plus près de chez vous	10
Total	(*)

(*) Total supérieur à 100 car trois réponses possibles.

Fiche technique

Etude réalisée par téléphone auprès de 504 jeunes de 15 à 25 ans. L'échantillon de jeunes a été extrait d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus en termes de sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par catégorie d'agglomération et région. Pour obtenir un échantillon de 504 jeunes nous avons réalisé 3 vagues d'enquêtes Omnibus par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de la population. Ces vagues d'enquêtes ont été réalisées entre le 13 et le 21 février 2004.

(Réponses en %)

L'utilité de l'Europe

- A quoi l'Europe est-elle utile selon toi ?

Pour empêcher les guerres	
Très utile	33
Assez utile	38
Pas très utile	24
Pas utile du tout	6
Pour réduire le chômage	
Très utile	8
Assez utile	24
Pas très utile	52
Pas utile du tout	16
Pour être plus fort dans le monde	
Très utile	38
Assez utile	46
Pas très utile	12
Pas utile du tout	4
Pour rendre les gens plus libres	
Très utile	30
Assez utile	45
Pas très utile	19
Pas utile du tout	6

Le sentiment d'appartenance

- Te sens-tu plus Français ou plus Européen ?

Plus Français	67
Plus Européen	8
Autant l'un que l'autre	22
Ni l'un ni l'autre	4

La présidence de l'Europe

- Selon toi, y a-t-il un Président de l'Europe ?

Oui	17
Non	59
Ne sait pas	24

- Penses-tu qu'il en faudrait un ?

Oui	37
Non	45
Ne sait pas	18

Les études en Europe

- Aurais-tu envie d'aller étudier un an dans un collège d'un autre pays d'Europe ?

Très envie	23
Assez envie	35
Pas vraiment	32
Pas du tout	11

Le pays préféré

- Si tu avais le choix, dans quel pays d'Europe aimerais-tu vivre plus tard ?

France	33
Espagne	18
Angleterre	13
Italie	13
Irlande	4
Allemagne	4
Grèce	3
Portugal	2
Suède	2
Luxembourg	2
Belgique	1
Autriche	1
Malte	1
Danemark	1
Pays-Bas	1

Quelle capitale pour l'Europe ?

- Quelle est pour toi la ville qui devrait être la capitale de l'Europe ?

Paris	60
Strasbourg	13
Bruxelles	10
Londres	5
Luxembourg	4
Berlin	3
Une autre ville	5

Le rôle de l'Europe

- Crois-tu que l'Europe change quelque chose dans la vie de tous les jours des gens de chaque pays ?

Beaucoup	8
Pas mal	35
Peu	43
Ca ne change rien	14

Fiche Technique

Enquête réalisée en ligne du 19 au 23 avril 2004 via une questionnaire auto-administré sur Access Panel d'internautes pour *L'Hebdo*, *le monde des Ados* et la *Fondation Robert Schuman* auprès d'un échantillon national de 500 jeunes de 11 à 15 ans

Les jeunes tentés par la fonction publique

Les trois quarts des 15-30 ans interrogés par IPSOS pour *La Gazette des Communes* et *Le Monde* se déclarent intéressés par une carrière dans la fonction publique. Si la garantie de l'emploi reste la principale motivation, l'enquête réalisée à l'occasion du 1er salon de l'emploi public (du 1er au 3 juin au Palais des Congrès de Paris) montre que le risque d'éloignement géographique, et à un degré moindre le manque de reconnaissance, modère les ardeurs.

La fonction publique a la cote auprès des jeunes. Les trois-quarts des jeunes de 15 à 30 ans interrogés par IPSOS (75 %) déclarent en effet "qu'ils aimeraient travailler dans la fonction publique s'ils en avaient l'opportunité" contre 24 % qui se montrent plutôt hostiles à cette idée.

Des différences liées au sexe et au milieu social

On observe toutefois des différences, en fonction de critères socio-démographiques. Ainsi les femmes sont plus nombreuses à se déclarer attirées par la fonction publique (82 %) que les hommes (68 %). Cet écart ne fait que refléter la réalité : selon le rapport annuel 2003 de l'Observatoire de l'emploi public, les femmes demeurent majoritaires dans la fonction publique (57 %). Cet écart résulte par ailleurs de l'attrait beaucoup plus marqué des femmes pour la fonction publique hospitalière (32 % contre 14 % seulement des hommes). Il s'agit là aussi d'une réalité : la fonction publique hospitalière est largement féminine puisque 4 agents sur 5 sont des femmes (selon les données sociales hospitalière de juin 2002).

On note par ailleurs des différences liées au milieu socioprofessionnel. La fonction publique semble attirer moins les jeunes issus d'un milieu ouvrier (70 % contre 85 % des employés et 81 % des professions intermédiaires) de même que les jeunes ayant un faible niveau d'études (66 % contre 84 % des jeunes ayant un niveau d'études compris entre Bac et Bac+2). Cette réticence s'explique peut-être par l'existence de concours d'entrée et pose la question du recrutement. "La difficulté des conditions de recrutement" est d'ailleurs beaucoup plus citée comme constituant un frein à l'entrée dans la fonction publique par ces catégories (45 % des jeunes issus d'un milieu ouvrier, 51% des jeunes ayant un niveau d'études inférieur au niveau Bac contre 34 % en moyenne). Globalement, on observe que la fonction publique attire davantage les catégories intermédiaires (en terme de niveau d'études comme de milieu social).

Enfin, on observe également des différences liées à l'âge des personnes interrogées. Ce sont les jeunes de 15 à 19 ans qui se montrent les moins attirés par la fonction publique (66 %) ce qui s'explique par le fait que ces jeunes sont pour la plupart encore lycéens ou ne font que commencer leurs études supérieures. Pour eux, l'heure n'est pas encore aux choix professionnels, contrairement à la catégorie des jeunes de 20 à 24 ans. Or, c'est justement cette catégorie que la fonction publique tente le plus (80 %), ce qui constitue un très bon résultat.

L'attrait de la fonction publique territoriale, synonyme de proximité

C'est peut-être l'une des surprises de cette enquête : ce n'est pas la fonction publique d'Etat mais la fonction publique territoriale qui attire le plus les jeunes. Près du tiers d'entre eux (31%) se déclarent prêts à y travailler contre 27 % dans la fonction publique d'Etat et 23 % dans la fonction publique hospitalière. Ce résultat s'explique notamment par le fait que la fonction publique territoriale est synonyme de proximité. Or, "le risque d'être nommé loin de chez soi" constitue le premier des freins à l'entrée dans la fonction publique, cité par 51 % des jeunes interrogés. Face à cette crainte, la fonction publique territoriale offre davantage la possibilité de pouvoir travailler près de chez soi. Cet

attrait est particulièrement fort chez les jeunes âgés de 20 à 24 ans (40 %). Toutefois, cette hiérarchie n'est pas systématique. Ainsi, c'est la fonction publique hospitalière qui attire le plus les femmes (32 %), devant la fonction publique territoriale (30 %). La fonction publique d'Etat, quant à elle, attire davantage les jeunes issus des milieux les plus favorisés (39 % des jeunes ayant un niveau d'études égal ou supérieur à Bac+3, 39 % des jeunes issus d'un milieu de cadres supérieurs).

Les motivations et les freins à l'entrée dans la fonction publique

Garantie de l'emploi...

La garantie de l'emploi, citée par 59 % de l'échantillon, constitue la principale motivation des jeunes pour travailler dans la fonction publique, loin devant toute autre. Si elle a toujours constitué un atout majeur de la fonction publique, la situation économique actuelle de la France renforce peut-être son attrait. En effet, cette motivation est particulièrement forte chez les jeunes de 20 à 24 ans (75 % d'entre eux l'évoquent) qui se heurtent certainement à des difficultés conjoncturelles à l'heure de leur entrée sur le marché du travail. Cet élément de motivation est également plus important chez les actifs (65 %).

Le contact avec le public, cité par 39 % de l'échantillon, arrive en deuxième position, devant les possibilités d'évolution de carrière (35 %). Les conditions de travail, le niveau des rémunérations ainsi que le fait de travailler au service du public et non d'intérêts privés occupent la quatrième place, *ex-aequo* (25 %). Ces motivations sont suivies de très près par la durée du temps de travail (24 %) et l'intérêt et l'utilité des métiers qu'elle propose (24 % également). Enfin, citées par 23 % des jeunes, les conditions de retraite se classent dernières.

On observe que les jeunes ayant manifesté l'envie de travailler dans la fonction publique hospitalière citent plus volontiers le contact avec le public comme facteur de motivation (55 % contre 54 % pour la garantie de l'emploi). A l'inverse, ils sont beaucoup moins nombreux à évoquer les conditions de travail (18 %), réputées difficiles. Le contact avec le public constitue également la principale motivation des plus jeunes pour entrer dans la fonction publique (51% des 15-19 ans). Enfin, 17 % seulement des jeunes ayant un niveau d'études supérieur sont motivés par le niveau des rémunérations. A niveau d'études égal, ils pensent sans doute gagner davantage dans le secteur privé.

... contre éloignement géographique

On distingue deux principaux freins à l'entrée dans la fonction publique : le mode de recrutement d'une part et les difficultés à faire reconnaître son travail d'autre part.

Le risque d'être nommé loin de chez soi, cité par plus de la moitié de l'échantillon (51%), constitue le premier frein à l'entrée dans la fonction publique. Cette raison est notamment évoquée par les femmes (56 % contre 46 % des hommes) ainsi que par les plus jeunes (60 % des 15-19 ans). Ce résultat témoigne en partie d'un déficit d'information sur le sujet : si un certain nombre de concours de la fonction publique sont nationaux, un nombre important permettent de rester près de chez soi. C'est le cas notamment de tous les concours de la fonction publique territoriale ou encore de certains concours de la fonction publique d'Etat (le concours de professeurs des écoles par exemple, qui est organisé par IUFM). Parallèlement, la difficulté des conditions de recrutement est citée par 34 % des jeunes interrogés.

Par ailleurs, les jeunes évoquent le manque d'autonomie dans le travail, qui constitue le deuxième frein à l'entrée dans la fonction publique (37 %), le manque de différence de traitement entre les fonctionnaires méritants et les autres (27 %) ou encore le manque de considération sociale pour les fonctionnaires (26 %). Ce sont autant d'éléments qui traduisent une crainte des jeunes que leur travail ne soit pas reconnu s'ils devenaient fonctionnaires.

Pour 30 % des jeunes interrogés, la dépendance vis-à-vis du pouvoir politique constitue un frein à l'entrée dans la fonction publique. En revanche, contrairement aux idées reçues, 24 % seulement des jeunes évoquent le niveau des rémunérations. S'il constitue un frein important pour les jeunes ayant

fait des études supérieures (39 %) ou issus d'un milieu social plus favorisé (39 % également chez les cadres supérieurs), il n'est cité que par 17 % des jeunes ayant un niveau d'études inférieur au niveau Bac.

Pour 17 % des jeunes, le manque de possibilités d'évolution de carrière incite peu à travailler dans la fonction publique (25 % des cadres supérieurs contre 9 % seulement des employés). 16 % des jeunes évoquent les conditions de travail. Enfin, 13 % seulement de l'échantillon jugent que "le faible intérêt des métiers qu'elle propose constitue un frein à l'entrée dans la fonction publique.

Des leviers différents pour les hommes et les femmes

De manière générale, on observe que les motivations et les freins à l'entrée dans la fonction publique ne relèvent pas de la même logique chez les hommes et chez les femmes. Si les femmes sont plus tournées vers la notion de service public, de contact avec les usagers, les hommes sont davantage préoccupés par leur carrière et leur rémunération.

Ainsi, 45 % des femmes jugent que le contact avec le public constitue une motivation pour travailler dans la fonction publique (ce qui en fait leur deuxième motivation) contre 33 % des hommes seulement. 28 % des femmes estiment que travailler au service du public et non d'intérêts privés" incite à travailler dans la fonction publique contre 23 % des hommes. Et 27 % des femmes évoquent l'intérêt et l'utilité des métiers que propose la fonction publique contre 21 % des hommes uniquement.

A l'inverse, ce sont les possibilités d'évolution de carrière qui constituent la deuxième motivation des hommes (35 %). 28 % d'entre eux estiment par ailleurs que le niveau des rémunérations est une motivation pour travailler dans la fonction publique contre 23 % des femmes seulement. Ils sont 27 % au contraire à penser que le niveau des rémunérations constitue un frein à l'entrée dans la fonction publique contre 22 % des femmes. Enfin, 20 % des hommes évoquent le manque de possibilités d'évolution de carrière comme élément peu incitatif contre 15 % des femmes.

Notons que la difficulté des conditions de recrutement constitue une barrière à l'entrée dans la fonction publique plus importante pour les femmes (38 %) que pour les hommes (31 %). Enfin, soulignons des différences de jugement liées au milieu socioprofessionnel. De manière générale, les jeunes issus d'un milieu favorisé ou ayant fait des études supérieures semblent trouver le niveau des rémunérations et les possibilités d'évolution de carrière dans la fonction publique insuffisants. Ils estiment également que les fonctionnaires ne sont pas assez considérés. Autant de facteurs qui ne constituent pas réellement des freins pour les jeunes issus des catégories socioprofessionnelles intermédiaires.

Un déficit d'information concernant l'évolution des recrutements

Plus de la moitié des jeunes interrogés (51 %) pensent qu'au cours des dix prochaines années, la fonction publique va moins recruter que ces dix dernières années. 27 % pensent qu'elle va recruter autant et 20 % seulement pensent qu'elle va recruter davantage. Ces résultats reflètent l'existence d'un important déficit de communication et d'information concernant la fonction publique puisque seule une petite minorité des jeunes, pourtant les plus concernés par le sujet, sait que la fonction publique va recruter massivement dans les prochaines années en raison du départ à la retraite de la génération issue du baby-boom. Ce résultat n'est peut être pas uniquement le fruit d'un manque d'information mais au contraire d'une mauvaise information issue des récentes annonces de non-renouvellement systématique de tous les fonctionnaires partant à la retraite.

On observe un important écart lié à l'âge : 29 % seulement des jeunes de 15-19 ans pensent que la fonction publique va moins recruter dans les dix prochaines années contre 32 % pour qui elle va recruter davantage. 48 % des jeunes de 20 à 24 ans et 70 % des jeunes de 25 à 30 ans pensent au

contraire, et à tort, qu'elle va moins recruter. Logiquement, les lycéens et étudiants sont moins nombreux à faire fausse route : 35 % seulement d'entre eux pensent que la fonction publique va moins recruter. Reste à savoir si ces résultats traduisent réellement une meilleure information des plus jeunes (dans le cadre du lycée, des centres d'information et d'orientation etc.) ou si ces jeunes sont simplement moins soumis aux médias et par conséquent au discours relatif au non-renouvellement systématique des fonctionnaires partant à la retraite.

Les évolutions prioritaires pour la fonction publique

Le manque de reconnaissance du travail des fonctionnaires constituant l'un des freins essentiels à l'entrée dans la fonction publique, les évolutions souhaitées par les jeunes vont, assez logiquement, dans le sens d'une amélioration de ce point de vue.

Ainsi, un tiers des jeunes interrogés (33 %) pense qu'il faudrait "sanctionner davantage les fonctionnaires les moins efficaces" pour rendre la fonction publique plus efficace et améliorer son fonctionnement. On observe sur ce point un clivage politique important : 45 % des jeunes sympathisants de la droite parlementaire se prononcent en faveur d'une telle évolution contre 32 % des sympathisants de la gauche.

Deuxième évolution souhaitée pour rendre la fonction publique plus efficace et améliorer son fonctionnement : 29 % des jeunes pensent qu'il faut évaluer les fonctionnaires en prenant en compte la satisfaction des usagers. Les femmes sont plus nombreuses à souhaiter cette évolution (32 % contre 26 % des hommes). Allant toujours dans le sens d'une meilleure reconnaissance du travail effectué, 27 % des jeunes pensent qu'il faut développer la rémunération au mérite. Les hommes sont plus nombreux (29 %) que les femmes (25 %) à souhaiter cette évolution. Elle est surtout davantage évoquée par les sympathisants de la droite (38 % contre 25 % seulement des sympathisants de la gauche).

Un quart de l'échantillon (25 %) juge prioritaire de transférer une partie des pouvoirs de l'Etat aux régions, départements ou communes. La décentralisation étant initialement une idée de gauche, cette évolution est davantage souhaitée par ses sympathisants (30 % contre 18 % seulement des sympathisants de la droite parlementaire).

17 % des jeunes interrogés pensent qu'il faut donner plus de marge d'appréciation aux fonctionnaires dans l'application des règles. 16 % estiment nécessaire d'accroître les possibilités d'effectuer une partie de sa carrière dans le secteur privé. Là encore, les hommes sont plus nombreux que les femmes (20 % contre 12 %), de même que les sympathisants de la droite parlementaire (26 % contre 14 % des sympathisants de la gauche seulement). 14 % des sondés pensent qu'il faut renforcer les pouvoirs de décision des services locaux des ministères et 14 % également qu'il faut développer la mobilité des fonctionnaires.

Enfin, 10 % seulement des jeunes de 15 à 30 ans estiment qu'il faut "diminuer le nombre de fonctionnaires" pour rendre la fonction publique plus efficace et améliorer son fonctionnement (14 % des sympathisants de la droite et 7 % seulement des sympathisants de la gauche).

Au final, les résultats de cette étude révèlent un véritable attrait des jeunes pour la fonction publique, même si quelques barrières subsistent, montrant ainsi la nécessité d'entreprendre certaines réformes (la question des conditions de recrutement se pose particulièrement). Mais ces résultats montrent surtout la nécessité d'améliorer l'information et la communication relatives aux métiers de la fonction publique.

L'envie d'aller travailler dans la fonction publique

La fonction publique en France se divise en trois : La fonction publique d'Etat qui comprend les personnes qui relèvent d'un ministère, la fonction publique territoriale qui regroupe les emplois qui dépendent des régions, des départements ou des communes et la fonction publique hospitalière.

- Vous personnellement, si vous en aviez l'opportunité, aimeriez-vous travailler dans la fonction publique ?

En %	Ensemble	Sexe		Age		
		Hommes	Femmes	15-19 ans	20-24 ans	25-30 ans
Oui, dans la fonction publique d'Etat	27	27	27	22	25	32
Oui, dans la fonction publique territoriale	31	31	30	20	40	32
Oui, dans la fonction publique hospitalière	23	14	32	26	25	19
S/T Au moins un « Oui »	75	68	82	66	80	78
Non, je n'aimerais pas travailler dans la fonction publique	24	31	17	29	20	22
Ne se prononce pas	1	1	1	5	-	-
Total	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

Les motivations pour travailler dans la fonction publique

- Compte tenu de l'image que vous en avez, quelles sont les raisons, parmi les suivantes, qui vous incitent le plus à travailler dans la fonction publique ?

En %	Ensemble	Sexe		Age			Statut d'activité	
		Hommes	Femmes	15-19 ans	20-24 ans	25-30 ans	Lycéens Etudiants	Actifs
La garantie de l'emploi	59	58	61	41	75	62	52	65
Le contact avec le public	39	33	45	51	28	38	43	35
Les possibilités d'évolution de carrière	35	35	34	43	37	27	40	31
Les conditions de travail	25	27	23	25	27	24	23	27
Le niveau des rémunérations	25	28	23	25	28	23	23	27
Travailler au service du public et non d'intérêts privés	25	23	28	23	17	33	26	27
La durée du temps de travail	24	25	23	26	24	22	22	22
L'intérêt et l'utilité des métiers qu'elle propose	24	21	27	23	18	29	27	23
Les conditions de retraite	23	24	22	24	21	23	22	22
Ne se prononce pas	3	4	2	3	6	2	4	2
	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

La perception de l'évolution du nombre de recrutements dans la fonction publique

- A votre avis, au cours des dix prochaines années, la fonction publique va-t-elle recruter davantage, autant ou moins que ces dix dernières années ?

En %	Ensemble	Age			Statut d'activité	
		15-19 ans	20-24 ans	25-30 ans	Lycéens Etudiants	Actifs
Davantage	20	32	19	11	29	12
Autant	27	38	28	19	35	23
Moins	51	29	48	70	35	63
Ne se prononce pas	2	1	5	-	1	2
	100	100	100	100	100	100

Les évolutions prioritaires pour la fonction publique

- Quelles sont les évolutions, parmi les suivantes, qui permettraient de rendre la fonction publique plus efficace et d'améliorer son fonctionnement ?

En %	Ensemble	Sexe		Age			Statut d'activité	
		Hommes	Femmes	15-19 ans	20-24 ans	25-30 ans	Lycéens Etudiants	Actifs
Sanctionner davantage les fonctionnaires les moins efficaces	33	32	34	28	40	31	29	33
Evaluer les fonctionnaires en prenant en compte la satisfaction des usagers	29	26	32	28	27	31	26	30
Développer la rémunération au mérite	27	29	25	28	30	25	30	24
Transférer une partie des pouvoirs de l'Etat aux régions, départements ou communes	25	26	24	20	25	28	25	24
Donner plus de marge d'appréciation aux fonctionnaires dans l'application des règles	17	17	17	19	10	20	17	18
Accroître les possibilités d'effectuer une partie de sa carrière dans le secteur privé	16	20	12	12	17	19	15	19
Renforcer les pouvoirs de décision des services locaux des ministères	14	13	15	19	13	12	17	12
Développer la mobilité des fonctionnaires (changement de ministère par exemple)	14	15	13	16	13	12	16	12
Diminuer le nombre de fonctionnaires	10	11	9	8	9	11	7	13
Ne se prononce pas	6	5	8	9	7	4	8	6
Total	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

Fiche technique

Sondage effectué pour la Gazette des communes et Le Monde - Dates de terrain : du 7 au 22 mai 2004. Echantillon : 606 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 15 à 30 ans. Méthode : échantillon interrogé par téléphone - Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Les adolescents soutiennent la lutte contre le tabagisme

IPSOS - Mai 2004

Ordre national des pharmaciens

Fumeurs ou non, les 13-17 ans sont déjà fortement sensibilisés aux méfaits du tabagisme. L'enquête Ipsos réalisée pour l'ordre national des pharmaciens révèle que 60% d'entre eux sont favorables à l'augmentation du prix des cigarettes. L'implication personnelle des adolescents est importante, 80% des jeunes interrogés, et la majorité des fumeurs, se déclarant prêt à s'engager d'une manière ou d'une autre dans la lutte anti-tabac.

Une gêne fréquente même chez les fumeurs

Plus de 8 adolescents sur 10 (81%) déclarent se trouver parfois dans des situations où la fumée des autres est gênante (35 % souvent, 46 % de temps en temps).

Une large proportion des non-fumeurs « subit » le tabagisme

Une faible part des adolescents vont agir en demandant aux fumeurs de ne pas fumer (23 %) ou de partir (5 %), mais la plupart n'agissent pas (45 %) ou subissent la situation (en changeant de place ou en partant). Cette attitude s'avère encore plus marquée lorsqu'il s'agit de non-fumeurs.

Des adolescents pro-actifs dans la lutte anti-tabac auprès de leurs proches

Ces adolescents, qu'ils soient fumeurs ou non, incitent régulièrement leurs proches à arrêter de fumer (24 % très souvent, 27 % souvent).

Une proportion non négligeable de fumeurs favorables à l'augmentation du prix du tabac

Sur la question de l'augmentation du prix des cigarettes, 62 % des adolescents interrogés y sont favorables. Il existe naturellement un clivage entre les fumeurs (29 % favorables) et les non-fumeurs (76 % favorables).

Une forte adhésion en faveur de la lutte anti-tabac même chez les fumeurs

8 adolescents sur 10 sont prêts à agir en faveur de la lutte contre le tabagisme (32 % certainement et 48 % probablement). Les non-fumeurs et en particulier les ex-fumeurs constituent le public le plus motivé (40 % certainement et 44 % probablement). Les fumeurs sont également prêts à agir (pour 71% d'entre-eux)

Deux types d'actions recueillent de très forts scores d'engagement de la part des ados :

- Inciter les autres collégiens et lycéens à ne pas fumer en discutant avec eux (70 %)
- Coller des affiches contre le tabac dans leur lycée ou leur collège (68 %)

Seul le port d'un badge anti-tabac ne rencontre pas l'adhésion des jeunes (36 %) dans ce cadre là.

Une légitimité largement reconnue pour les pharmaciens

Les adolescents interrogés reconnaissent pour 64 % d'entre eux une légitimité aux pharmaciens dans la lutte anti-tabac (29 % tout à fait et 35 % plutôt). C'est en particulier le cas pour les ex-fumeurs (72 %).

Fiche Technique

Dans l'échantillon d'adolescents interrogés, 29%* ont déclaré fumer ne serait-ce que de temps en temps. Un peu plus de la moitié des fumeurs (56%) souhaitent arrêter de fumer et 49% des non-fumeurs sont des ex-fumeurs.

* Selon l'étude réalisée pour l'INPES par Ipsos Santé en décembre 2003 auprès d'un échantillon national représentatif de 3085 individus âgés de 15 à 75 ans : 28,6% des jeunes âgés de 15 à 19 ans sont fumeurs.

Avoir 15-30 ans en 2004 : "Les Nouveaux Réalistes"

IPSOS - Août 2003

En 2003, à l'occasion du lancement de «Jeunes Attitudes», IPSOS proposait de découvrir le portrait de Théo et Fleur, jeune couple emblématique de sa génération. Plutôt individualistes, animés par des ambitions et des modèles simples, Théo et Fleur exprimaient, à l'âge des choix, le réflexe de protection et de recentrage sur des valeurs d'ordre d'une génération prisonnière d'un contexte incertain.

Une année s'est écoulée. Certains comportements se sont enracinés. D'autres traits de caractère se sont atténués. De nouvelles attitudes apparaissent. Le portrait se précise. 2004 est l'année de la Chine. L'occasion pour IPSOS de faire le portrait chinois des 15-30 ans en 2004. Alors, si j'étais un....

Si j'étais un élément, je serais la terre. L'emprise du principe de réalité reste forte auprès des 15-30 ans. On est loin de cette « génération lyrique » -celle de leurs parents- qui a « fait 68 ». Si j'étais un objet : je serais le marteau. Le travail demeure central dans la construction de leur identité personnelle. Les 35 heures ont moins la cote.

Si j'étais une partie du corps, je serais le nombril. Le narcissisme est également une dimension essentielle de cette génération. Et séduire est une obsession pour une frange importante (42 %) des 15-30 ans.

Si j'étais un don, je voudrais être invisible. L'attrait du banal, des gens ordinaires atteint des niveaux insoupçonnés. L'anonyme au coin de la rue autant, sinon davantage, que la star de la chanson ou du cinéma fait rêver les 15-30 ans.

Si j'étais une saveur, je serais "aigre-douce". J'aime/j'aime pas. Il y a une ambiguïté des 15-30 ans face au marketing : s'ils restent, dans leur grande majorité influencés et attachés à la pub, ils témoignent simultanément d'une attitude critique croissante à son endroit et vis-à-vis des marques.

L'élément : la terre

Les 15-30 ans : une génération réaliste, lucide, sans illusions, mais pas pessimiste pour autant.

"J'étais furieux de n'avoir pas de souliers; alors j'ai rencontré un homme qui n'avait pas de pieds, et je me suis trouvé content de mon sort." Fini la désinvolture, dans une société dure, il faut aller à l'essentiel.

Les 15-30 ans sont réalistes. Ils plébiscitent le tangible, le concret. Les opinions de la majorité en termes de retraite, leur attitude par rapport à l'autorité ou à la propriété reflètent l'acceptation du principe de réalité et un déni de l'utopie:

- Les parents doivent faire preuve d'autorité avec leurs enfants (93 % d'opinions favorables, pourcentage stable entre 2003 et 2004) ;
- Le financement des retraites ne suffit plus, il faut trouver d'autres solutions (77 %) ;
- Un médicament générique est aussi efficace qu'un médicament de marque (83 %).
- Rester locataire c'est jeter de l'argent par la fenêtre (65 %).

Les 15-30 ans ne sont pas pour autant pessimistes. 10 % seulement des 15-30 ans pensent que la propriété est aujourd'hui un rêve inaccessible et qu'ils ne pourront pas y accéder. En revanche, l'effet « 21 avril » s'est bel et bien dissipé. Les 15-30 ans n'ont jamais été aussi loin de la représentation politique dont ils s'éloignent encore davantage. 21 % seulement éprouvent du respect pour les hommes politiques (-4 points entre 2003 et 2004).

Mais on n'observe pas une montée des opinions conservatrices/traditionnelles. Le soutien à la peine de mort déjà minoritaire est en forte baisse (30 %, -6 points entre 2003 et 2004). La croyance déclarée dans l'existence de Dieu reste très minoritaire (23 %) et en baisse de 4 points par rapport à 2003. Par ailleurs, le soutien au droit de vote des étrangers aux élections municipales est en hausse (54 % de favorables, + 4). Au contraire, les 15-30 ans sont en demande d'expériences nouvelles. Les 15-30 ans sont en effet plus nombreux en 2004 à approuver la phrase suivante : " dans la vie il faut toucher à tout sans tabou pour faire son expérience" (58 %, +5).

Cette emprise du principe de réalité s'explique notamment par les conditions difficiles que rencontrent un très grand nombre de jeunes. En effet, 37 % se disent régulièrement "stressés" (+5 points entre 2003 et 2004). En outre, même si la très grande majorité se trouve en bonne santé, une proportion plus importante que l'année dernière reconnaît avoir une mauvaise hygiène de vie (16 %, +4). Enfin, d'un point de vue financier, la situation s'aggrave pour certains. 16 % estiment connaître une mauvaise situation financière (+ 2 entre 2003 et 2004).

L'objet : le marteau

Le travail : une valeur en hausse ?

«La récolte de toute l'année dépend du printemps où se font les semailles. » Sans boulot, pas d'avenir. Même si le travail reste un moyen pour eux et pas une fin en soi, il reste le moteur majeur de la reconnaissance sociale. Confrontés à la précarité, à la menace du chômage, concentrés sur la revendication basique d'un droit à l'avenir, les jeunes jugent le travail comme le moyen central de leur insertion dans la société. Dans le prolongement de la montée du réalisme, le travail est perçu en 2004 comme encore plus important que l'an passé pour la construction de son identité personnelle. C'est l'une des raisons qui expliquent que l'utopie de la société des loisirs (les 35h) soit en recul cette année.

Le scepticisme croît s'agissant des 35 heures : la proportion de ceux qui considèrent que la réduction du temps de travail est une bonne décision est en net reflux (48 %, -5 points entre 2003 et 2004). Une proportion croissante estime que le travail reste important pour l'épanouissement personnel (64 % sont d'accord, +2). Une importance qui se traduit par une exigence en termes de formation. Quant à l'enseignement scolaire ou universitaire, ils sont une très forte majorité (77 %) à penser qu'il « ne prépare pas assez les jeunes au monde du travail » (+ 2 points entre 2003 et 2004)

La partie du corps : le nombril

Les 15-30 ans : une génération narcissique

"Connaître autrui n'est que science; se connaître soi-même, c'est intelligence." A défaut de se connaître soi-même, s'aimer c'est déjà ça. Une majorité (55 %) éprouve le besoin d'être reconnue par les autres. L'image de soi, le temps le soin qui lui sont consacrés sont des caractéristiques majeures de cette génération. Trait structurant de la jeunesse, le besoin de reconnaissance traduit aussi un manque d'identité forte et une quête de soi qui explique le succès de la télé-réalité.

Le narcissisme est à la fois un besoin et une réalité. 68 % se trouvent séduisants quand ils se regardent dans la glace et 42 % ont besoin de «se sentir séduisants et sexy tout le temps ». Narcissiques, mais pas égoïstes. Seulement 21% sont d'accord pour dire que « ce qui compte surtout pour moi c'est de me faire plaisir, les autres arrivent toujours après ».

Le don : être invisible

Les 15-30 ans expriment une certaine attraction pour les "gens ordinaires". "Une trompette serait-elle d'argent, ne l'emporte pas sur dix cors de chasse". C'est ce que semblent croire les 15-30 ans. En 2004, le modèle des 15-30 ans est un anonyme que l'on croise dans la rue ! L'ordinaire plutôt que l'inaccessible !

Les gens ordinaires sont aussi un modèle : 45 % les classent comme le type de personnalité qui les inspire le plus pour leur look, leurs vêtements, leurs habitudes de consommation etc. loin devant les

chanteurs 23 % et les acteurs/professionnels du cinéma 15 %. En réalité, même si les jeunes continuent à s'inspirer des stars, ils ressentent le besoin d'adopter des modèles plus accessibles (amis ou grands frères). La proximité est plus que jamais valorisée au sein de cette génération qui vit à l'ère du " sacre du présent ".

La saveur : «aigre doux »

L'ambiguïté des 15-30 ans face au marketing

«Celui qui ne sait pas se fâcher est un sot, mais celui qui ne veut pas se fâcher est un sage ». Sages sont ceux qui consomment, mais sots sont ceux qui se laissent manipuler dans leurs choix de consommation. C'est un peu ainsi que les jeunes expriment à la fois leur appétit de consommation et leur distance à l'égard des chemins trop balisés du marketing et de la publicité.

Les résultats de Jeunes Attitudes 2004 montrent une montée de la conscience anti-marque et un recul de la passion consumériste. Le rejet des «marques totalitaires» se confirme. Une phrase telle que «j'en ai assez du discours totalitaire des marques» recueille 42 % d'opinions favorables, un chiffre en progression de 7 points entre 2003 et 2004... On s'attache d'abord à la valeur d'usage des produits plutôt qu'au prétendu «mode de vie» qui va avec. Les jeunes sont aussi moins nombreux à prétendre adorer le shopping. Le mouvement anti-mondialisation rencontre un écho de plus en plus grand auprès des 15-30 ans (34 % d'opinions favorables) même si 46 % restent sans opinion sur sa véritable utilité.

En réalité, les 15-30 ans manifestent une attitude paradoxale et ambiguë face à la pub. D'un côté, la publicité reste extrêmement puissante dans sa capacité d'influencer les 15-30 ans. 64 % disent que la publicité leur donne envie d'en savoir plus sur un produit/service, un chiffre en progression de 4 points cette année. Et 61 % sont d'accord pour dire que cela leur donne envie d'acheter (+3 entre 2003 et 2004).

D'un autre côté, on observe une nette montée des valeurs "anti-pubs". Une série d'items liées à la perception négative de la publicité sont également en hausse : "Cela me lasse, ça m'énerve" (72 %, +8). " C'est mensonger " (80 %, +5). "Cela m'indiffère, ça ne me sert à rien" (54%, +4).

« Adhérer sans adhérer »

En définitive, pour cette génération, le sentiment dominant reste celui d'une " adhésion sans adhésion ". On participe sans trop y croire. Ou bien on croit, mais sans aller jusqu'au bout de ses convictions. Une position d'entre-deux, typique de cette génération. A suivre.

Pas de fiche technique

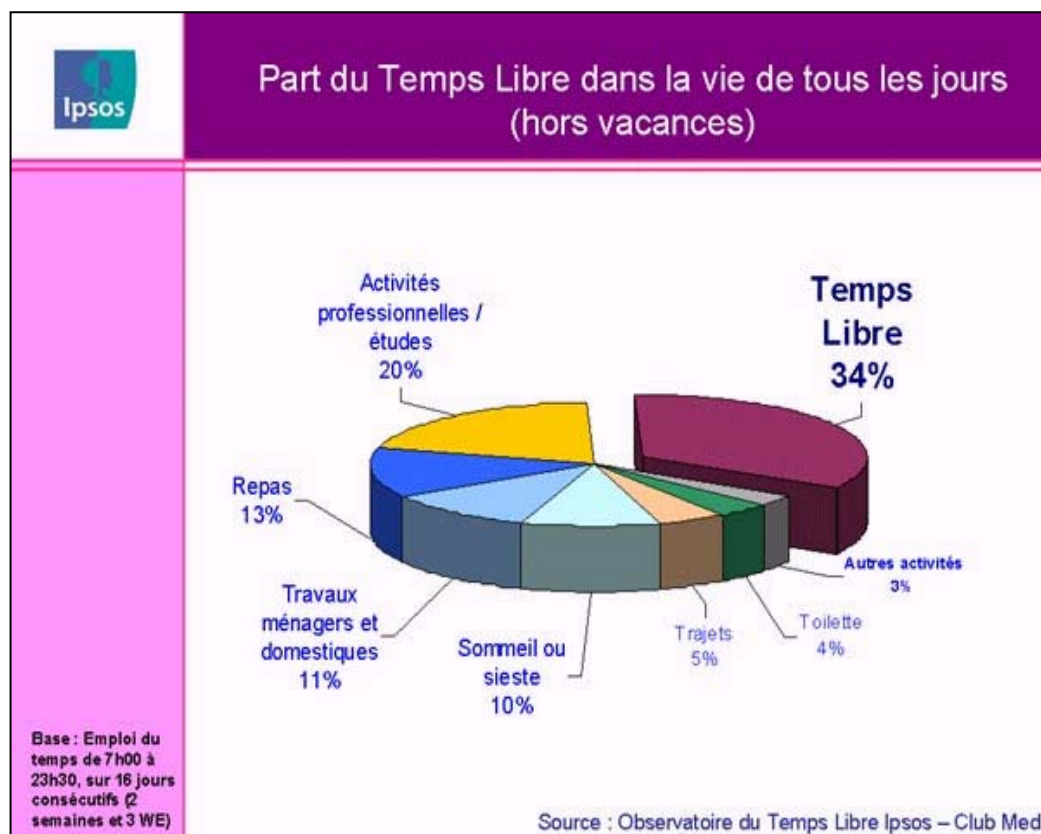
Les Français passent le tiers de leurs temps libres devant la télévision

IPSOS - Janvier 2003

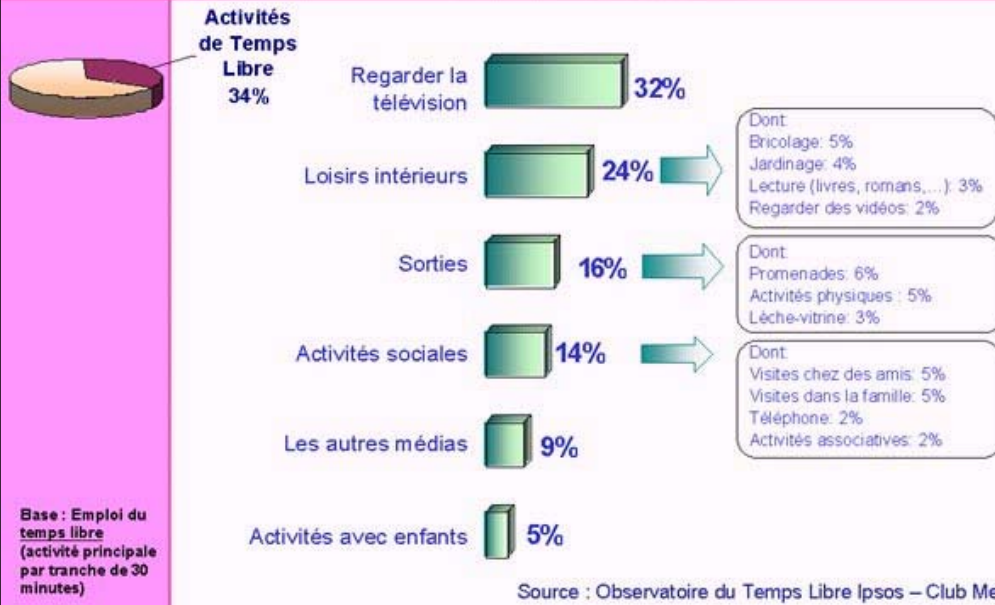
Regarder la télévision constitue la première activité de temps libre de la population française : sa part représente 32 % devant les loisirs à domicile qui représentent 24 % (du type bricolage, jardinage, la lecture ou les jeux vidéo), les sorties 16 %, les activités sociales 14 % (dont les visites chez des amis, dans la famille, les activités associatives...), les autres médias 9 % et les activités avec les enfants 5 %. C'est l'un des principaux enseignements de l'analyse conduite par Ipsos Observer pour le compte du SNPTV (le Syndicat National de la Publicité Télévisée), à partir de l'Observatoire du Temps Libre IPSOS Club Med

Cette étude, menée en partenariat avec le Club Méditerranée et commercialisée en souscription, a été réalisée pour mieux comprendre les évolutions de la population française en termes de comportements (activités effectuées) et d'attitudes en matière de Temps Libre en France : devenu un enjeu majeur pour de nombreux acteurs du secteur du marketing des services, le temps libre par l'augmentation sensible de son offre ces dernières années contraint les consommateurs à faire de plus en plus de choix entre les services proposés. Cette étude barométrique annuelle se proposera de suivre les évolutions dans le temps et d'apporter un éclairage complet sur ces questions.

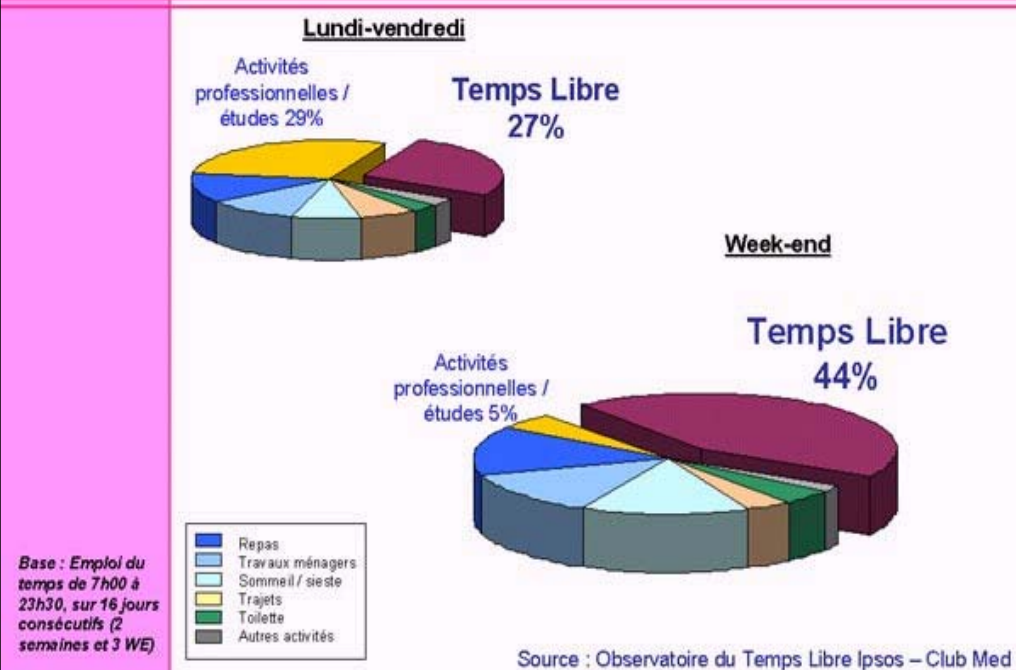
Les autres grands enseignements de cette analyse montrent combien la télévision est une activité transversale et ce quel que soit les nombreuses différences de comportements observées auprès des Français en matière de temps libre. De plus les perspectives offertes à l'avenir par la réduction du temps de travail auprès des actifs bénéficiera largement au média audiovisuel par les qualités d'accessibilité et de richesse de contenu qui lui sont attribuées.



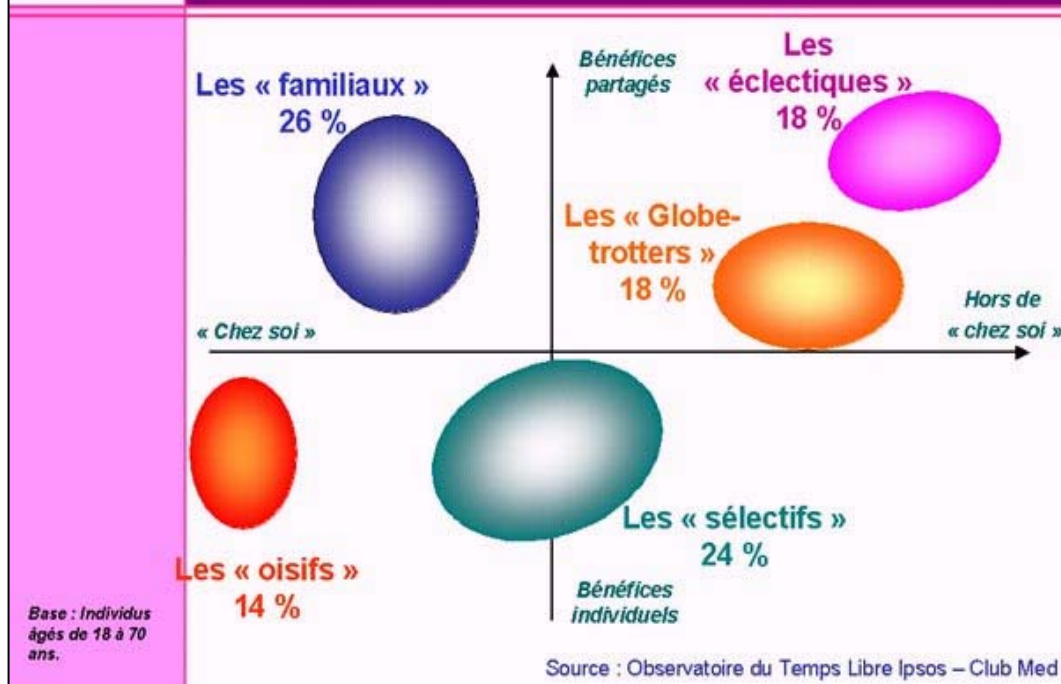
Activités pratiquées pendant le Temps Libre (hors vacances)



Part du Temps Libre Semaine versus Week-end



Photographie des Français en fonction de leurs pratiques de Temps Libre



Fiche technique

Population âgée de 18 ans 70 résidente en France - 3 676 interviews : la représentativité est assurée par la méthode des quotas - Questionnaire auto-administré par voie postale auprès d'un échantillon de panélistes issus de l'Access - Panel d'Ipsos

La télévision à la maison : regards croisés des parents et des enfants

CSA - Mars 2003

La Croix/ Unapel

- Dans votre famille, qui décide le plus souvent de ce que l'on regarde à la télévision ?

En %	Ensemble des parents	Jeunes de 15 à 24 ans
Les parents	84	58
Les enfants	10	32
Ne se prononcent pas	6	10
Total	100	100

- Vos enfants regardent-ils la télévision tout seuls, sans adulte à côté d'eux ?

En %	Ensemble des parents	Age des enfants			
		5 ans ou moins	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 ans et plus
Très souvent / Souvent	46	31	43	50	67
Très souvent	7	2	4	6	9
Souvent	39	29	39	44	58
Rarement / Jamais	51	68	56	48	33
Rarement	34	39	42	40	26
Jamais	17	29	14	8	7
Ne se prononcent pas	3	1	1	2	-
Total	100	100	100	100	100

- Pensez-vous que la télévision a sur vos enfants une influence...?

En %	Ensemble des parents	Age des enfants			
		5 ans ou moins	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 ans et plus
Importante mais plutôt positive	32	36	34	30	25
Importante mais plutôt négative	30	34	28	30	30
Peu importante	36	29	35	38	42
Ne se prononcent pas	2	1	3	2	3
Total	100	100	100	100	100

- Vous arrive-t-il d'être gêné ou choqué par une scène violente, malsaine ou indécente quand vous regardez avec vos enfants/parents...?

En %	Ensemble des parents	Jeunes de 15 à 24 ans
Le journal télévisé		
Très souvent	9	6
Souvent	31	29
<i>Sous-total</i>	40	35
Rarement	39	33
Jamais	18	28
<i>Sous-total</i>	57	61
Ne se prononcent pas	3	4
Total	100	100
Des films		
Très souvent	10	5
Souvent	30	24
<i>Sous-total</i>	40	29
Rarement	39	39
Jamais	19	27
<i>Sous-total</i>	58	66
Ne se prononcent pas	2	5
Total	100	100
Des séries		
Très souvent	7	1
Souvent	29	12
<i>Sous-total</i>	36	13
Rarement	41	36
Jamais	19	47
<i>Sous-total</i>	60	83
Ne se prononcent pas	4	4
Total	100	100
Des émissions		
Très souvent	6	2
Souvent	25	19
<i>Sous-total</i>	31	21
Rarement	48	44
Jamais	18	31
<i>Sous-total</i>	66	75
Ne se prononcent pas	3	4
Total	100	100

- Dans votre famille, la télévision est-elle entre parents et enfants...?

En %	Ensemble des parents	Jeunes de 15 à 24 ans
Un sujet de dialogue, de discussion		
Très souvent	7	7
Souvent	47	56
<i>Sous-total</i>	54	63
Rarement	33	19
Jamais	12	13
<i>Sous-total</i>	45	32
Ne se prononcent pas	1	5
Total	100	100
Un moyen d'apprentissage, d'éducation des enfants		
Très souvent	3	2
Souvent	32	37
<i>Sous-total</i>	35	39
Rarement	39	31
Jamais	24	25
<i>Sous-total</i>	63	56
Ne se prononcent pas	2	5
Total	100	100
Un moyen de punition ou de chantage (par rapport au travail scolaire par exemple)		
Très souvent	2	2
Souvent	13	12
<i>Sous-total</i>	15	14
Rarement	30	13
Jamais	53	67
<i>Sous-total</i>	83	80
Ne se prononcent pas	2	6
Total	100	100
Un objet de dispute, de conflit		
Très souvent	2	3
Souvent	10	10
<i>Sous-total</i>	12	13
Rarement	41	31
Jamais	46	50
<i>Sous-total</i>	87	81
Ne se prononcent pas	1	6
Total	100	100

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / La Croix/UNAPEL réalisé par téléphone le 30 janvier 2003 auprès d'un échantillon de 403 parents ayant des enfants au foyer et de 150 jeunes âgés de 15 à 24 ans extrait d'un échantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Enjeu économique, social, culturel, Ipsos Observer propose une première analyse en profondeur des comportements, usages des français vis à vis du temps libre. D'emblée, quelques idées préconçues disparaissent. En particulier, les français n'ont pas découvert le temps libre avec la réduction du temps de travail. La RTT a en revanche participé à l'atomisation des comportements, à faire évoluer l'idée que l'on se fait du temps libre. Désormais chacun personnalise et décline son temps libre selon une partition diversifiée et plurielle. La demande change.

A l'ère du temps libre, temps pour soi, temps plaisir, de nouveaux groupes s'affirment. Ils seront le moteur de l'économie des loisirs de demain.

Les "Eclectiques" (18 % des Français) : le goût de la diversité gouverne leur consommation de loisirs. Le monde est tout juste assez grand pour eux. Le voyage (59 % effectuent au moins un court séjour de 4 jours ou plus par trimestre ; 53 % ont effectué un voyage à l'étranger au cours des 12 derniers mois...), pour ces jeunes (63 % ont entre 18 et 34 ans), plus qu'une habitude, appartient à leur mode de vie. Les "Eclectiques" se singularisent de leurs parents, en ne se référant plus (ou moins en tous cas) à des systèmes idéologiques préfabriqués. Au contraire, ils personnalisent leurs principes en les adaptant à leur univers de proximité. Cela les rend curieux, novateurs (54 % sont attentifs aux nouvelles tendances ; 46 % profitent de leur Temps Libre pour essayer de nouvelles activités). Ils ont l'appétit des défricheurs, écoutent les tendances, suivent les modes quand ils ne les anticipent pas.

On devine dans les comportements de ces urbains (60 % vivent dans des agglomérations de plus de 100.000 habitants), une consommation éclairée, qui mêle la recherche du plaisir avec les exigences d'un citoyen cohérent. Cela signe une identité, celle d'une génération où la personne a pris le pas sur l'individu. L'épanouissement personnel est revendiqué, plébiscité même, mais toujours en harmonie avec l'environnement social, en porosité avec la communauté à laquelle on se rattache. Le bénéfice individuel tire sa richesse et son sens du bénéfice partagé (71% privilégient des activités de temps libre qui favorisent des rencontres avec d'autres personnes). Embauchés "à 5 semaines de congés payés + 12 jours RTT", ils sont la génération "35 heures" (46 % bénéficient de RTT) et développent une authentique culture du temps libre en multipliant les "breaks vacances" sur de courts séjours, en fléchant leur pouvoir d'achat disponible sur une consommation de loisirs qu'ils achètent souvent seul ou en couple, mais veulent consommer à plusieurs.

Les "Globe-trotters" (18 % des Français) veulent Vivre pleinement le temps libre ; s'épanouir, en profitant sans entrave de cette liberté si précieuse d'un temps consacré à soi. Voilà le moteur de ce groupe dont l'âge des individus varie entre 45 et 65 ans (52 % ont plus de 45 ans). Ils ont de l'argent, ils veulent en profiter (25 % disposent de revenus annuels supérieurs à 36 000 euros). Enfants de 68, pour en avoir été les acteurs directs ou les bénéficiaires indirects, ils n'ont pas abdiqué leur leadership sur la société. Ce n'est pas l'heure de passer le témoin. Ils restent avides de nouveauté, de découverte, et plébiscitent la créativité.

La qualité de vie et la recherche de l'épanouissement personnel (90 % estiment qu'il est important d'entretenir leur corps, leur apparence ; 56 % trouvent qu'organiser un bon repas c'est offrir du plaisir aux autres...) sont primordiales pour ces français, vivant la plupart en couple, dont les enfants sont partis ou sur le point d'être autonomes. La province est leur territoire. Elle est, entre la ville et la campagne, le théâtre d'une vie active, curieuse et ouverte sur la société et les cultures. Une offre de loisirs plus pauvre qu'en Ile de France, doublée d'une mobilité plus grande les invite naturellement au voyage. Les plus âgés appartiennent à la génération des "masters", à l'aube d'une nouvelle vie - la retraite - dont ils démentiront qu'elle est d'abord une période d'inactivité. Sportifs (48 % s'accordent à trouver que le sport est essentiel à leur équilibre physique et mental) et dynamiques, le soin du corps, le souci du bien être personnel, la recherche de l'harmonie et de la sérénité intellectuelle et psychologique caractérisent la sagesse nouvelle d'une des générations les plus turbulentes du siècle. Ils ont voulu refaire le monde, ils veulent maintenant puiser dans ses richesses un bénéfice personnel. Et ils consacrent leur pouvoir d'achat à une consommation variée, exigeante et personnalisée de loisirs. Ils voyagent beaucoup (72 % d'entre eux alternent WE prolongés dans d'autres résidences, séjours dans les villes françaises ou dans des capitales étrangères), sont attachés à une offre de loisirs qui garantit leur quête de liberté, de plaisir et de connaissance.

Voyage, l'invitation au rêve :

A l'ère de la globalisation, à l'ère où le lointain s'invite virtuellement chez chacun, à l'ère où la communication abolit toutes les frontières, poser le pied et ses valises ailleurs, profiter de la richesse concrète et palpable du voyage, appartient toujours au rêve des Français (les voyages apparaissent comme la 1ère des activités de Temps Libre rêvées sur 23 étudiées). Mieux, plus on voyage, plus l'envie se fait contagieuse. "Eclectiques" et "Globe-trotters" sont dans ce domaine croyants et pratiquants. La pratique régulière du voyage, loin de gommer le désir de découverte, l'aiguise et l'accroît. En revanche, la démocratisation du voyage n'a pas signifié sa banalisation. Voyager reste, et de loin, le rêve numéro un pour tous. Un rêve que l'opportunité de concrétiser ne remet pas en cause. Un rêve nourri par la certitude qu'il demeure toujours un Eden qui sommeille quelque part, et attend votre visite. Les motivations des français vis à vis des vacances en témoignent. Au moment d'arbitrer entre un temps libre chez soi avec les siens ou l'évasion, les Français, qu'ils voyagent peu ou beaucoup, se signalent par une préférence solide et répétée pour le voyage.

HANDICAP - DEPENDANCE - EXCLUSION

Handicap : quelle place dans la société française ?

Louis Harris - Juin/Juliet 2003

Déclic

Sentiments quant à l'avenir de l'enfant

- Concernant l'avenir de votre enfant, vous direz que vous êtes plutôt :
A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Concernant sa vie affective						
Très rassuré	9	6	6	7	5	4
Plutôt rassuré	29	22	22	28	20	22
<i>S/T rassuré</i>	38	28	28	35	25	26
Plutôt inquiet	41	37	33	42	40	43
Très inquiet	14	19	19	12	23	23
<i>S/T inquiet</i>	55	56	52	54	63	66
Ne se prononce pas	7	16	20	11	12	8
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Concernant son avenir professionnel						
Très rassuré	2	2	2	3	2	1
Plutôt rassuré	18	13	14	21	15	13
<i>S/T rassuré</i>	20	15	16	24	14	26
Plutôt inquiet	37	26	23	27	23	31
Très inquiet	26	32	30	21	34	33
<i>S/T inquiet</i>	63	58	53	48	64	66
Ne se prononce pas	17	27	31	28	26	22
TOTAL	100	100	100	100	100	100
Concernant sa vie après sa disparition						
Très rassuré	2	2	1	2	1	1
Plutôt rassuré	13	9	11	12	8	7
<i>S/T rassuré</i>	15	11	12	14	9	8
Plutôt inquiet	32	27	26	32	29	29
Très inquiet	14	49	43	49	53	57
<i>S/T inquiet</i>	76	76	69	81	82	86
Ne se prononce pas	9	13	19	5	9	6
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Existence de problèmes financiers dus au handicap

- D'un point de vue financier, vous nous précisez si vous rencontrez des problèmes financiers du fait du handicap ?

A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1997 B = 100 %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Oui	37	34	37	45	26	44	44
Non	49	58	55	50	70	53	53
Ne se prononce pas	14	8	8	5	4	3	3
Total	100	100	100	100	100	100	100

Sentiments d'intégration des personnes handicapées dans la société française

- Concernant l'avenir de votre enfant, vous direz que vous êtes plutôt :

A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1997 B = 100 %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Tout à fait	1	1	1	1	1	-	-
Plutôt	28	23	14	15	20	12	12
<i>S/oui</i>	29	24	15	16	21	12	12
Plutôt non	55	49	62	62	62	62	62
Pas du tout	11	19	21	21	15	24	25
<i>S/non</i>	66	68	83	83	77	86	87
Ne se prononce pas	5	8	2	1	2	2	1
Total	100	100	100	100	100	100	100

Evolution de l'image des personnes handicapées dans l'opinion

- Par rapport à il y a un an, diriez-vous que l'image des personnes handicapées dans l'opinion s'est :

En %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Plutôt améliorée	34	31	32	31	26	29
Plutôt détériorée	2	3	3	2	3	2
Inchangée	48	63	62	63	68	68
Ne se prononce pas	16	3	3	4	3	1
Total	100	100	100	100	100	100

Perception de l'intérêt des pouvoirs publics pour les personnes handicapées

- Plus précisément, pensez-vous que les pouvoirs publics en général s'intéressent suffisamment à l'intégration des personnes handicapées ?

A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Oui	8	6	8	7	4	7
Non	79	91	89	89	94	91
Ne se prononce pas	13	3	3	4	2	2
Total	100	100	100	100	100	100

L'utilité d'un ministre chargé des personnes handicapées

- Aujourd'hui, il n'a pas dans le gouvernement de ministre chargé des personnes handicapées. Pensez-vous qu'en nommer un serait : A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1997 B = 100 %	Rappel 1998 B = 100 %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Très utile	57	53	61	60	68	68	61
Plutôt utile	31	29	27	26	24	23	26
<i>S/utile</i>	88	82	88	86	92	91	87
Plutôt inutile	6	5	5	7	3	4	5
Totalement inutile	2	3	4	4	2	2	3
<i>S/inutile</i>	8	8	9	11	5	6	8
Ne se prononce pas	4	10	3	3	3	3	5
Total	100	100	100	100	100	100	100

Propositions pour améliorer la situation des personnes handicapées

- Auriez-vous une proposition concrète pour améliorer la situation des personnes handicapées et de leurs familles ? A ceux qui ont un enfant ou un adulte handicapé dans leur foyer

En %	Rappel 1999 B = 93 %	Rappel 2000 B = 94 %	Rappel 2001 B = 91 %	Rappel 2002 B = 99 %	2003 B = 99 %
Développer et améliorer les structures d'accueil et lieux de la vie pour handicapés	13	15	17	16	21
Apporter une aide matérielle et financière aux handicapés et à leurs familles	14	11	14	18	19
Intégrer les handicapés dans la société, changer le regard des valides	12	11	7	14	11
Adapter la législation, faire respecter les droits des handicapés	6	8	6	9	10
Assister moralement les familles, encourager leur expression publique	12	8	8	6	10
Augmenter le budget de l'Etat consacré au monde du handicap	2	8	5	9	9
Adapter l'aide aux besoins spécifiques de chacun	9	8	3	8	9
Former des professionnels compétents	6	6	5	8	8
Favoriser l'intégration scolaire et sociale des enfants handicapés	5	8	3	8	8
Simplifier les démarches administratives, regrouper les organismes concernant les handicapés	3	6	3	6	6
Développer des structures locales en charge des handicapés	4	5	6	12	3
Favoriser l'insertion professionnelle des handicapés	4	4	2	3	3
En parler davantage dans les médias	-	1	2	-	3
Autres	3	2	1	4	-
Ne se prononce pas	44	32	45	28	30
	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100 en raison de la multiplicité des réponses possibles.

Fiche technique

Etude réalisée pour : DÉCLIC, le magazine de la famille et du handicap - Date de réalisation : Juin - Juillet 2003.
Consultation auto-administrée auprès des familles en situation de handicap. 9500 questionnaires ont été expédiés aux abonnés de *Déclic* et des grandes associations de parents de personnes handicapées. 500 questionnaires ont été retournés, soit un taux de retour de 5,3%. Tous les questionnaires ont été exploités.

Les Français et le financement d'un fonds en faveur des personnes âgées

CSA - Août 2003

Le Parisien - Aujourd'hui en France

- Vous personnellement, seriez-vous prêt à travailler un jour férié pour que vos cotisations sociales de cette journée permettent le financement d'un fonds en faveur des personnes âgées ?

En %	Ensemble des Français	Ensemble des salariés
Sous-total Oui"	70	66
Oui, certainement	43	37
Oui, probablement	27	29
Sous-total Non	28	34
Non, probablement pas	9	9
Non, certainement pas	19	25
Ne se prononcent pas	2	-
Total	100	100

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN FRANCE réalisé par téléphone les 27 et 28 août 2003. Echantillon national représentatif de 810 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

La prise en charge de la dépendance liée à l'âge

SOFRES - Septembre 2003

Notre Temps - RTL

- Dans cette liste, quelles doivent être selon vous les priorités pour le Gouvernement aujourd'hui ? (1)

	%	Rang
Lutter contre le chômage	61	1
Maintenir le pouvoir d'achat	30	2
Lutter contre l'insécurité	26	3
Réformer l'assurance - maladie	25	4
Améliorer la prise en charge des personnes âgées	21	5
Réduire le déficit public	20	6
Baisser les impôts	11	7

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- Dans cette liste, quels sont les mots qui correspondent le mieux à l'idée que vous vous faites de la vieillesse aujourd'hui ? (1)

	%	Rang
Solitude	55	1
Dépendance	31	2
Maladie	27	3
Sagesse	18	4
Expérience	18	4
Pauvreté	16	6
Repos	11	7
Loisirs	9	8
Liberté	9	8
Sans opinion		1

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

- A propos du handicap et de la dépendance liés à l'âge, de laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus proche ? La dépendance due à l'âge ...

	Rappel enquête TNS Sofres juillet 2003	Septembre 2003
... doit être complètement prise en charge au niveau national par la Sécurité sociale, pour que cette prise en charge soit la même sur tout le territoire.	51	50
... doit être en partie prise en charge par les collectivités locales comme le département ou la région, pour que les structures soient adaptées aux besoins locaux.	47	45
Sans opinion	2	5

- Certains disent aujourd'hui que les personnes âgées sont les laissés pour compte de notre société, que l'on ne s'occupe globalement pas assez d'elles. Vous-même, êtes vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec cette opinion ?

Tout à fait d'accord	28
Plutôt d'accord	38
ST D'accord	66
Plutôt pas d'accord	26
Pas du tout d'accord	6
ST Pas d'accord	32
Sans réponse	2

Fiche technique

Etude réalisée du 24 au 25 septembre 2003 pour le magazine *Notre Temps* et RTL auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les trois - quart des Français craignent de ne plus être autonome un jour. Selon l'étude réalisée par CSA pour MAAF Assurance et Le Parisien, 75 % des Français redoutent de perdre leur autonomie dans le futur. Notons que les femmes sont plus inquiètes de ce risque (80 %) que les hommes (69 %), ainsi que les personnes ayant un parent qui a perdu son autonomie (81%). A l'inverse, les habitants de l'agglomération parisienne craignent moins ce risque.

Dans une telle hypothèse, les deux tiers des personnes interrogées souhaiteraient pouvoir rester à leur domicile et 16 % aller chez des proches. Mais, pourcentage non négligeable, près d'un Français sur cinq (18 %) préférerait aller en maison de soins ou en hôpital. Dans le détail, les moins de 35 ans (22 %) et les ouvriers (22 %) sont un peu plus nombreux à souhaiter cette solution, au contraire des habitants de l'agglomération parisienne (15 %), plus nombreux à préférer aller chez des proches (28 %). Quant aux personnes de plus de 50 ans, elles sont plus des trois - quart à souhaiter un maintien à domicile.

Les Français comptent sur leur ressources personnelles en cas de perte d'autonomie. Bien que 42 % des Français estiment pouvoir s'en remettre sur l'Etat et la Sécurité sociale en cas de perte d'autonomie, ils comptent avant tout sur leurs ressources personnelles pour faire face à cette situation : 58 % pensent que leur assurance ou une mutuelle leur viendra en aide, 46 % que cette aide proviendra de leurs proches et 38 % comptent sur leur épargne. Dans le détail, on note que les catégories sociales supérieures sont plus nombreuses à penser pouvoir s'appuyer sur leur épargne que la moyenne, tandis que les ouvriers comptent plus sur leurs proches pour les aider dans cette hypothèse.

- Vous-même, craignez-vous un jour de n'être plus autonome ?

En %	Ensemble des Français
Oui	75
Non	23
Ne se prononcent pas	2
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

- Si vous perdiez votre autonomie, préféreriez-vous... ?

En %	Ensemble des Français
... rester à domicile	65
... aller en maison de soins ou en hôpital	18
... aller chez vos proches (enfants, frères et sœurs...)	16
Ne se prononcent pas	1
<i>TOTAL</i>	<i>100</i>

- Si vous perdiez votre autonomie, selon vous, sur qui pourriez-vous compter financièrement pour faire face à cette situation ?

En %	Ensemble des Français
Une assurance ou une mutuelle	58
Vos proches	46
L'Etat, la Sécurité Sociale	42
Votre épargne	38
Votre entreprise	6
Autres	8
Ne se prononcent pas	2
<i>TOTAL</i>	<i>(1)</i>

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche technique

Sondage CSA - MAAF - Le Parisien - Aujourd'hui en France réalisé par téléphone le 23 octobre 2003. Echantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

Mobilisation molle en faveur des handicapés

IPSOS – Décembre 2003

Secrétariat d'Etat aux personnes handicapées

Les résultats de l'enquête IPSOS/ Secrétariat d'Etat aux Personnes Handicapées, réalisée au moment du téléthon, contrastent avec les records de dons accumulés pendant l'émission. Seulement la moitié des personnes interrogées estiment que l'intégration professionnelle ou scolaire favorise l'intégration des personnes handicapées. Moins nombreux encore sont ceux qui jugent important pour leur intégration l'accessibilité aux lieux publics (32 %) ou aux transports (23 %), alors même que la France reste très en retard par rapport à certains de ses voisins européens, les pays nordiques en particulier.

Globalement, les résultats sont équivalents chez les interviewés ayant des handicapés dans leur entourage, soit tout de même quatre personnes sur dix.

Les personnes handicapées inspirent aux Français de la compassion (57 %), beaucoup plus rarement une gêne (7 %) ; une personne sur trois déclare n'éprouver aucun sentiment en particulier. La moitié des sondés pense enfin que l'image des personnes handicapées dans la société française s'est plutôt améliorée ces dernières années, 40 % qu'elle n'a pas changé, 5 % qu'elle s'est plutôt dégradée.

La présence de personnes handicapées dans l'entourage

- Avez-vous des personnes handicapées dans votre famille ou dans vos relations proches ?

En %	Ensemble
Oui	34
Non	64
Je suis moi-même handicapé	2
Ne se prononce pas	-
Total	100

- Avez-vous des personnes handicapées parmi vos collègues ?

- Base : Aux actifs qui ne sont pas handicapés

En %	Ensemble
Oui	20
Non	80
Ne se prononce pas	-
Total	100

La présence de personnes handicapées dans l'entourage (suite)

Tableau récapitulatif

	Ensemble
A des handicapés dans son entourage	39
Dont : entourage personnel	34
entourage professionnel	11
N'a pas d'handicapé(s) dans son entourage	61
Total	100

Les priorités pour favoriser l'intégration des handicapés

- Parmi la liste suivante, qu'est-ce qui vous paraît le plus important pour l'intégration des personnes handicapées dans la société ?

En %	Ensemble	Proximité politique		Présence d'handicapés dans l'entourage			
		Gauche parlement.	Droite Parlement.	Entourage Pro.	Entourage Perso.	S/T Oui	S/T Non
L'intégration professionnelle	50	51	50	58	46	49	51
L'intégration scolaire	47	49	47	47	46	47	47
L'accessibilité aux lieux publics (administrations, commerces, cinéma, etc...)	32	31	30	24	36	33	31
L'accessibilité aux transports	23	24	21	22	27	24	23
Autre	1	1	-	-	1	1	-
Ne se prononce pas	1	1	-	1	1	1	1
Total	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

L'image professionnelle des handicapés

- Diriez-vous que la présence d'un collègue handicapé... ?

Base : Aux actifs qui ont un collègue handicapé et qui ne sont pas handicapés eux-mêmes, soit 11% de l'échantillon

En %	Ensemble	Proximité politique		Présence d'handicapés dans l'entourage personnel	
		Gauche parlement.	Droite parlement.	S/T Oui	S/T Non
Vous apporte quelque chose en plus	43	33	51	51	33
Pose des problèmes d'organisation ou d'efficacité dans le travail	4	5	-	3	5
N'a pas d'importance	53	62	48	46	62
Ne se prononce pas	-	-	1	-	-
Total	100	100	100	100	100

- Si vous aviez un collègue handicapé, diriez-vous que cela.. ?

Base : Aux actifs qui n'ont pas de collègue handicapé et qui ne sont pas handicapés eux-mêmes, soit 43 % de l'échantillon

En %	Ensemble	Proximité politique		Présence d'handicapés dans l'entourage personnel	
		Gauche parlement.	Droite parlement.	S/T Oui	S/T Non
vous apporterait quelque chose en plus	24	25	20	26	23
poserait des problèmes d'organisation ou d'efficacité dans le travail	10	8	9	9	10
n'aurait pas d'importance	64	66	70	61	66
Ne se prononce pas	2	1	1	4	1
Total	100	100	100	100	100

L'image des handicapés

- De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? Les personnes handicapées sont...

En %	Ensemble	Proximité politique		Présence d'handicapés dans l'entourage			
		Gauche parlement.	Droite parlement.	Entourage Pro.	Entourage Perso.	S/T Oui	S/T Non
Des personnes qui vous inspirent la compassion	57	55	64	48	55	54	58
Des personnes qui ne vous inspirent aucun sentiment particulier	31	34	25	46	30	32	31
Des personnes avec qui vous vous sentez mal à l'aise	7	7	7	2	8	7	7
Ne se prononce pas	5	4	4	4	7	7	4
Total	100	100	100	100	100	100	100

L'évolution de l'image des handicapés

- Au cours des dernières années, diriez-vous que l'image des personnes handicapées dans la société française... ?

En %	Ensemble	Proximité politique		Présence d'handicapés dans l'entourage			
		Gauche parlement.	Droite parlement.	Entourage Pro.	Entourage Perso.	S/T Oui	S/T Non
S'est plutôt améliorée	54	48	60	55	54	54	54
S'est plutôt dégradée	5	3	6	10	4	4	5
N'a pas changé	39	47	33	33	42	41	38
Ne se prononce pas	2	2	1	2	-	1	3
Total	100	100	100	100	100	100	100

Fiche Technique

Sondage effectué pour le Secrétariat d'Etat aux personnes handicapées - Dates du terrain : les 5 et 6 décembre 2003 - Echantillon : 957 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus - Méthode : Echantillon Interrogé par téléphone Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Qui s'intéresse encore aux exclusions ?

CSA - Juin 2004

La Croix - FNARS

- Pour vous être exclu, c'est avant tout...?

En %	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble des Français Février 2002
... être sans travail	48	48
... être sans logement	40	41
... ne pas pouvoir se soigner	37	30
... être sans argent	28	31
... ne pas pouvoir faire valoir ses droits sociaux	23	27
... être séparé de sa famille	22	20
... être sans papier, réfugié	19	19
... ne pas pouvoir faire valoir ses droits civiques	18	20
... ne pas avoir d'amis, de relations	13	13
... être victime de maladie psychique ou psychologique	11	9
... ne pas pouvoir accéder à la culture ⁽¹⁾	9	-
... vivre dans une zone rurale ou un quartier sans commerce ni Service Public	5	6
- Ne se prononcent pas	1	3
Total	(2)	(2)

(1) Nouvel item.

(2) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

- On parle beaucoup des exclus : des chômeurs de longue durée ou des personnes sans logement, etc. Quelle est votre attitude, à leur égard ?

(Réponses données à l'aide d'une liste) En %	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble des Français Fév. 2002	Rappel Ensemble des Français Fév. 1998	Rappel Ensemble des Français Sept. 1996	Rappel Ensemble des Français Sept. 1995	Rappel Ensemble des Français Oct. 1993
Je suis prêt(e) à les aider	35	39	43	37	43	42
J'ai de la sympathie pour eux	40	37	41	36	37	35
Je suis méfiant(e)	21	20	13	21	15	17
Je suis indifférent(e)	4	3	2	4	3	3
Ne se prononcent pas	-	1	1	2	2	3
Total	100	100	100	100	100	100

- Vous arrive-t-il ou pas d'avoir peur de devenir vous-même un jour un exclu ?

En %	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble Français Fév. 2002	Rappel Ensemble Français Fév. 1998	Rappel Ensemble Français Sept. 1996	Rappel Ensemble Français Sept. 1995	Rappel Ensemble Français Oct. 1993
Oui	53	55	57	53	53	55
Non	46	45	43	46	46	43
Ne se prononcent pas	1	-	-	1	1	2
Total	100	100	100	100	100	100

- Vous même estimez-vous actuellement être en situation d'exclusion ?

En %	Ensemble des Français Mai 2004
Oui	6
Non	94
Ne se prononcent pas	-
Total	100

- Avez-vous dans votre famille une personne en situation d'exclusion ?

En %	Ensemble des Français Mai 2004
Oui	10
Non	90
Ne se prononcent pas	-
Total	100

- Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent les plus efficaces pour lutter contre l'exclusion ?

En %	Ensemble Français Mai 2004	Rappel Ensemble Français Février 2002	Rappel Ensemble Français Février 1998	Rappel Ensemble Français Septembre 1996	Rappel Ensemble Français Septembre 1995
Renforcer les moyens de l'Education nationale afin de prévenir l'échec scolaire ⁽²⁾	51	60	19	22	20
Récupérer les logements vides	49	53	57	56	63
Renforcer les moyens des associations qui assurent l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en situation d'exclusion ⁽¹⁾	44	-	-	-	-
Instaurer la gratuité des cantines scolaires pour les familles en difficulté	39	43	27	-	-
Réduire les charges sociales des entreprises	35	44	36	24	24
Augmenter les minima sociaux : SMIC, RMI, allocations de fins de droits pour les chômeurs	34	40	17	22	27
Refuser toute expulsion sans proposition de relogement	22	26	28	24	31
Etendre le RMI aux moins de 25 ans	19	23	25	24	25
Augmenter les impôts	6	2	1	1	3
Ne se prononcent pas	3	2	4	5	7
Total	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)

(1) Nouvel item.

(2) Jusqu'en février 1998, l'item exact était : « Renforcer les moyens de l'Education nationale »

(3) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

- Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent les plus efficaces pour lutter contre l'exclusion ?

En %	Ensemble Français Mai 2004	Rappel Ensemble Français Février 2002	Rappel Ensemble Français Février 1998	Rappel Ensemble Français Septembre 1996	Rappel Ensemble Français Septembre 1995
Renforcer les moyens de l'Education nationale afin de prévenir l'échec scolaire (2)	51	60	19	22	20
Récupérer les logements vides	49	53	57	56	63
Renforcer les moyens des associations qui assurent l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en situation d'exclusion (1)	44	-	-	-	-
Instaurer la gratuité des cantines scolaires pour les familles en difficulté	39	43	27	-	-
Réduire les charges sociales des entreprises	35	44	36	24	24
Augmenter les minima sociaux : SMIC, RMI, allocations de fins de droits pour les chômeurs	34	40	17	22	27
Refuser toute expulsion sans proposition de relogement	22	26	28	24	31
Etendre le RMI aux moins de 25 ans	19	23	25	24	25
Augmenter les impôts	6	2	1	1	3
Ne se prononcent pas	3	2	4	5	7
Total	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)

(1) Nouvel item.

(2) Jusqu'en février 1998, l'item exact était : « Renforcer les moyens de l'Education nationale ».

(3) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Pour chacune des institutions ou acteurs suivants, les trouvez-vous, suffisamment ou pas suffisamment mobilisés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ?

	%	Ensemble des Français Mai 2004		
		Suffisamment	Pas suffisam.	Ne se prononcent pas
Les associations d'aide aux exclus	100	63	32	5
L'hôpital, les services médicaux	100	56	41	3
Les associations de chômeurs	100	55	36	9
Les travailleurs et les services sociaux	100	53	41	6
Les Maires	100	45	50	5
Les organisations syndicales	100	43	50	7
L'école	100	41	56	3
Les Conseils régionaux	100	34	57	9
Les Conseils généraux	100	33	58	9
Les organismes HLM	100	32	58	10
L'Etat	100	23	74	3
Les instances de l'Union Européenne	100	21	65	14
Les chefs d'entreprise	100	20	75	5

- Pour chacune des affirmations suivantes, dites-moi si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec elle ?

	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble Français Février 2002
<i>Il faut instaurer un devoir pour tout service administratif ou social d'apporter une réponse immédiate en terme d'écoute et d'orientation aux personnes en difficulté qui s'adressent à eux pour éviter les renvois de services en services</i>		
Plutôt d'accord	92	-
Plutôt pas d'accord	7	-
Ne se prononcent pas	1	-
Total	100	100
<i>La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être intégrée dans les politiques de l'Union Européenne</i>		
Plutôt d'accord	89	-
Plutôt pas d'accord	9	-
Ne se prononcent pas	2	-
Total	100	100
<i>Il faut instaurer une Couverture Logement Universelle et garantir à tout le monde l'accès effectif à un logement ⁽¹⁾</i>		
Plutôt d'accord	86	88
Plutôt pas d'accord	13	11
Ne se prononcent pas	1	1
Total	100	100
<i>Il est nécessaire que l'avis des personnes exclues soit pris en compte dans les lieux de décisions et de concertation (comme les Ministères, collectivités locales, ASSEDIC, Sécurité Sociale...)</i>		
Plutôt d'accord	85	87
Plutôt pas d'accord	13	11
Ne se prononcent pas	2	2
Total	100	100
<i>Il faut davantage utiliser les fonds publics pour la lutte contre les exclusions</i>		
Plutôt d'accord	68	74
Plutôt pas d'accord	30	24
Ne se prononcent pas	2	2
Total	100	100
<i>Les demandeurs d'asile et les réfugiés doivent être mieux accueillis en France</i>		
Plutôt d'accord	49	44
Plutôt pas d'accord	47	52
Ne se prononcent pas	4	4
Total	100	100

	Ensemble Français Mai 2004	Ensemble Français Février 2002	Rappel Ensemble des Français Février 1998	Rappel Ensemble des Français Septembre 1996
<i>En France, on parle trop de l'exclusion</i>				
Plutôt d'accord	44	43	35	-
Plutôt pas d'accord	54	55	61	-
Ne se prononcent pas	2	2	4	-
Total	100	100	100	100
<i>En France, il y a suffisamment de choses qui sont faites pour aider les plus démunis</i>				
Plutôt d'accord	40	45	38	36
Plutôt pas d'accord	59	53	59	60
Ne se prononcent pas	1	2	3	4
Total	100	100	100	100
<i>Le problème de l'exclusion en France est moins grave qu'il y a quelques années</i>				
Plutôt d'accord	24	26	14	15
Plutôt pas d'accord	71	69	80	78
Ne se prononcent pas	5	5	6	7
Total	100	100	100	100

(1) Jusqu'en Février 2002 l'item exact était « Il faut instaurer une Couverture Logement Universelle, permettant à tout le monde de bénéficier d'un logement »

- Pour chacune des mesures que je vais vous citer qui ont été prises ces dernières années, vous me direz si elle vous paraît très efficace, assez efficace, peu efficace ou pas efficace du tout pour lutter contre l'exclusion ?

	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble Français Février 2002
<i>Le numéro d'urgence 115 «Accueil sans abri» (1)</i>		
Très efficace	22	
Assez efficace	47	
Efficace	69	-
Peu efficace	14	
Pas efficace du tout	3	
Pas efficace	17	-
Ne connaît pas (réponse non suggérée)	7	-
Ne se prononcent pas	7	-
Total	100	100
<i>La CMU, Couverture Maladie Universelle</i>		
Très efficace	17	20
Assez efficace	51	49
Efficace	68	69
Peu efficace	21	17
Pas efficace du tout	5	5
Pas efficace	26	22
Ne connaît pas (réponse non suggérée)	3	6
Ne se prononcent pas	3	3
Total	100	100

<i>Les emplois jeunes</i>		
Très efficace	10	9
Assez efficace	30	35
Efficace	40	44
Peu efficace	35	36
Pas efficace du tout	23	18
Pas efficace	58	54
Ne connaît pas (<i>réponse non suggérée</i>)	1	1
Ne se prononcent pas	1	1
Total	100	100
<i>La décentralisation et le transfert des compétences de l'Etat en matière de lutte contre les exclusions aux Régions, aux Départements et aux Communes ⁽¹⁾</i>		
Très efficace	4	
Assez efficace	33	
Efficace	37	-
Peu efficace	41	
Pas efficace du tout	15	
Pas efficace	56	-
Ne connaît pas (<i>réponse non suggérée</i>)	2	-
Ne se prononcent pas	5	-
Total	100	100
<i>La loi de lutte contre les exclusions</i>		
Très efficace	4	4
Assez efficace	31	29
Efficace	35	33
Peu efficace	43	41
Pas efficace du tout	13	14
Pas efficace	56	55
Ne connaît pas (<i>réponse non suggérée</i>)	5	9
Ne se prononcent pas	4	3
Total	100	100
<i>Le RMA (Revenu Minimum d'Activité) ⁽¹⁾</i>		
Très efficace	3	
Assez efficace	31	
Efficace	34	-
Peu efficace	37	
Pas efficace du tout	17	
Pas efficace	54	-
Ne connaît pas (<i>réponse non suggérée</i>)	9	-
Ne se prononcent pas	3	-
Total	100	100
<i>L'aménagement et la réduction du temps de travail, les 35 heures</i>		
Très efficace	7	8
Assez efficace	19	23
Efficace	26	31
Peu efficace	31	30
Pas efficace du tout	41	38
Pas efficace	72	68
Ne connaît pas (<i>réponse non suggérée</i>)	-	-
Ne se prononcent pas	2	1
Total	100	100

(1) Nouvel item.

- Avec laquelle des trois opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

En %	Ensemble des Français Mai 2004	Rappel Ensemble des Français Février 2002	Rappel Ensemble des Français Février 1998
La solidarité doit être essentiellement prise en charge par l'Etat et l'impôt	41	44	39
C'est d'abord à chacun d'entre nous, dans la vie quotidienne, d'aider les personnes en difficulté	41	35	40
C'est aux exclus eux-même de se donner les moyens de s'en sortir	15	20	15
Ne se prononcent pas	3	1	6
Total	100	100	100

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / LA CROIX / FNARS réalisé par téléphone les 25 et 26 mai 2004.
Echantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et la sécurité du logement

SOFRES - Mai 2003

L'Observatoire de la Sécurité Assa Abloy

La quatrième vague de *L'Observatoire de la Sécurité Assa Abloy* confirme l'importance du phénomène du cambriolage dans l'esprit des Français. Ils estiment en effet à 84% que les cambriolages sont fréquents, contre 14 % qui les perçoivent comme peu ou pas fréquents. Cette perception n'atteint pas le niveau de février 2002 (92 % contre 8 %), mais cette dernière mesure s'inscrivait dans le contexte particulier de la campagne pour les élections présidentielles, durant laquelle l'insécurité sous toutes ses formes était au premier plan de l'actualité et atteignait en conséquence des scores très élevés dans les enquêtes d'opinion.

Il faut en fait souligner que l'on se situe à un niveau de perception de la fréquence des cambriolages comparable (et même légèrement supérieur) à celui enregistré dans la vague de février 2001, avec cependant une intensification marquée du sentiment de risque de cambriolage, puisqu'ils sont désormais 32 % (soit pratiquement un Français sur trois) à percevoir les infractions aux domiciles des particuliers comme « très fréquentes » (la modalité de réponse la plus élevée), contre 21 % deux ans auparavant.

Les risques liés au domicile, une réalité multiforme d'insécurité

Conséquence de cette perception très large du cambriolage : dans toutes les couches de population, il est considéré comme fréquent à plus de 70 %. Si cette opinion est donc généralisée, elle varie cependant en intensité selon la catégorie considérée. Ainsi, la proportion de ceux qui considèrent le cambriolage comme fréquent, plus élevée chez les femmes (87 %) que chez les hommes (82 %) augmente continuellement avec l'âge, passant de 72 % chez les 18-24 ans à plus de 90 % chez les 50 ans et plus. Elle n'en est pas moins prégnante très tôt, puisque en dessous de 35 ans, plus du quart des répondants estime le cambriolage très fréquent. De même, elle apparaît plus marquée dans certaines catégories sociales : les commerçants, artisans et chefs de petites entreprises (84 %), les employés (88 %), les ouvriers (87 %) et les inactifs et retraités (87 %). Enfin, deux facteurs semblent sensibiliser au risque de cambriolage : le fait de vivre en maison individuelle (35% de ceux qui sont dans ce cas estiment que les cambriolages sont très fréquents, contre 28 % en logement collectif) et plus encore l'expérience, à ses dépens, du cambriolage : 39 % de ceux qui ont subi au moins une tentative perçoivent ce risque comme très élevé, contre 31% chez les autres).

Au delà de ces variations cependant, l'importance des résultats enregistrés sur cette question, dans cette enquête comme depuis le lancement de *L'Observatoire de la Sécurité*, met en lumière une part souvent négligée du sentiment d'insécurité, celle qui se joue non pas dans l'espace public, mais au domicile même des personnes – pourtant supposé constituer un havre de tranquillité.

Une perception génératrice d'inquiétudes dans de multiples situations de la vie quotidienne, tant en ce qui concerne la sécurité personnelle que celle du domicile lui-même.

Ainsi, une nette majorité des Français (58 %, contre 40 %) reconnaissent être inquiets lorsqu'ils se trouvent dans une maison isolée, un quart d'entre eux (25 %) ressentant même « beaucoup d'inquiétude ». Ce sentiment, très marqué chez les femmes (73 % ressentent de l'inquiétude dans une telle situation), est également partagé par 61% de ceux qui jugent les cambriolages fréquents, contre 40 % de ceux qui ne les jugent pas fréquents – ce qui souligne à quel point les perceptions sont déterminantes en matière de sérénité à domicile. De même, 31% des personnes interrogées avouent de l'inquiétude à être seuls chez eux le soir (dont 8 % « beaucoup d'inquiétude ») – un sentiment d'insécurité physique évoqué par près d'une femme sur deux (46 %) et en augmentation de 4 points par rapport à l'enquête de février 2001.

L'appréhension porte également sur l'intégrité du domicile lui-même : plus d'un Français sur deux ressent de l'inquiétude lorsqu'il laisse sa maison ou son appartement vide à l'occasion d'un départ en vacances ou en week-end (53 %, contre 46 % pas inquiets). Cette absence de tranquillité à l'heure de la détente, partagée par toutes les catégories sociales, est plus prononcée encore chez ceux qui vivent en maison individuelle, mais est surtout dépendante de la perception du cambriolage, et plus encore de son expérience : 57 % de ceux qui perçoivent les cambriolages comme fréquents sont inquiets lorsqu'ils laissent leur domicile inoccupé pendant quelques jours, et ils sont 64% chez ceux qui ont déjà été victimes d'un cambriolage. Et le seul fait de s'absenter de leur domicile pour quelques heures suscite même l'inquiétude de près d'un Français sur quatre (24 %), en particulier les plus de 50 ans, ceux qui habitent une maison et ceux qui ont déjà subi un cambriolage.

Le domicile est en fait l'objet d'inquiétudes multiples dans l'esprit des Français.

Le cambriolage constitue la première d'entre elles : environ deux Français sur cinq (41 %) se disent inquiets, dont 10 % très inquiets, quant au risque d'infraction chez eux. Cette crainte est plus marquée encore chez les plus de 50 ans (45 %) mais elle concerne déjà plus d'une personne sur trois en dessous de 35 ans. Elle est particulièrement marquée chez les commerçants et artisans (50 %) et d'autant plus présente que l'on a un niveau de revenu élevée, mais les catégories moyennes et populaires ne sont pas épargnées (employés : 48 %). Surtout, elle reste très prononcée chez ceux qui ont subi un cambriolage (56 %), signe du traumatisme que celui-ci peut constituer.

Cependant la malveillance n'est pas seule source de préoccupation par rapport au domicile : les risques matériels apparaissent également générateurs d'inquiétudes. Plus d'un tiers des personnes interrogées déclare ainsi sa crainte envers le risque d'incendie (36 % se disent inquiets sur ce point), et cette inquiétude affecte plus encore les femmes (40 %), les employés et ouvriers (40 %), et les habitants de communes de moins de 20 000 habitants.

De même, un Français sur cinq (20 %) ressent de l'inquiétude concernant le risque d'inondation ou de dégât des eaux, les femmes et les catégories populaires apparaissant ici aussi plus préoccupés, ainsi que les personnes vivant en appartement (24 %).

Au total, il ressort de cette exploration des préoccupations des Français par rapport à leur domicile que celui-ci ne constitue pas le havre de tranquillité qu'il est supposé être. Comme l'espace public, et bien qu'à des degrés divers en fonction des catégories de la population et des types de risque considérés, une forme d'insécurité l'affecte, synonyme de moindre sérénité pour chacun là où il vit. Dès lors apparaît le double enjeu, matériel et personnel, de la sécurisation du domicile : prévenir les risques qui l'affectent, et par là même apporter un surcroît de sérénité à ceux qui l'habitent.

La sécurisation du logement, facteur de sérénité à domicile

Les Français semblent entretenir un rapport contradictoire à la protection de leur domicile face aux risques qui l'affectent. Si une forte minorité affiche son intérêt pour une sécurisation accrue de celui-ci, que ce soit par un équipement accru ou par le recours à une expertise en la matière, une grande partie d'entre eux estiment avoir les connaissances et l'information suffisantes pour juger de la bonne protection de leur logement – alors même que cela ne se vérifie pas dans le détail.

Face à l'insécurité multiforme générée par les divers risques affectant le domicile, plus d'un Français sur trois a le sentiment qu'une meilleure dotation de son logement en terme d'équipements de sécurité contribuerait de façon importante à sa sérénité dans ce domaine (37 %, contre 62 % qui pensent que cela n'y contribuerait pas de façon importante).

Certaines catégories de la population apparaissent plus particulièrement convaincues de la contribution d'un meilleur équipement à leur tranquillité d'esprit : les cadres (42 %) mais aussi les ouvriers (40 %), les habitants de l'agglomération parisienne (45 %) et plus généralement ceux qui vivent en appartement (40 %), les foyers gagnant plus de 3 000 euros par mois (47 %) et plus encore ceux qui ont déjà subi un cambriolage (45 %, contre 35 % chez ceux qui n'en ont pas subi).

Outre qu'un répondant sur trois – et pratiquement un sur deux dans certaines parties de la population – se sentirait plus serein du fait d'un meilleur niveau d'équipement de sécurité dans son logement, cette conviction apparaît plus large encore lorsque la notion générale d'équipement s'incarne dans des exemples concrets de dispositifs que l'on pourrait avoir à domicile.

- Deux types d'équipement suscitent un intérêt nettement majoritaire. En premier lieu l'extincteur, dont la présence chez eux accroîtrait la sérénité de près de deux tiers des Français (65 %, dont 22 % « beaucoup »), en particulier les hommes et les actifs, davantage responsables de familles. De même, la pose sur les portes extérieures de serrures multipoints contribuerait-elle à tranquilliser plus d'un Français sur deux (52 %, contre 47 %), notamment chez les actifs de 25 à 64 ans (toutes catégories sociales confondues) et plus encore chez les urbains (56 % dans les villes de plus de 100 000 habitants, 66 % dans l'agglomération parisienne) et les victimes de cambriolage (56 %).
- D'autres équipements exercent un attrait plus ciblé mais tout de même important, puisqu'ils tranquilliserait entre un tiers et la moitié des Français : les fenêtres sécurisées (45 %), les systèmes d'alarmes (42 %), les portes blindées (38 %) ou encore l'éclairage du domicile même en cas d'absence (35 %). Certaines catégories apparaissent plus systématiquement sensibles à l'intérêt de ces équipements : les catégories moyennes et supérieures, les habitants de l'agglomération parisienne (57 % seraient tranquillisés par des fenêtres sécurisées, 48% par un système d'alarme et surtout 67 % par une porte blindée) et ceux qui ont subi un cambriolage ou en estiment le risque élevé.
- Enfin le système de verrouillage automatique de la porte en cas de sortie (31 %) et surtout la présence d'un coffre-fort au domicile (10 %), si elles exercent un attrait moins large, pourraient contribuer à la sérénité de segments plus précis de la population.

Au total donc, si une minorité de personnes interrogées estime, d'un point de vue général, que davantage d'équipements de sécurité serait synonyme de sérénité accrue, une approche pratique et en détail de la question montre que les équipements de sécurisation du domicile peuvent constituer un apport large et multiforme à la tranquillité des personnes à domicile.

Les Français affichent un sentiment majoritaire en matière de capacité à prendre en charge leur propre sécurité que l'analyse détaillée amène à relativiser fortement.

Ainsi, 53 % d'entre eux ont le sentiment de pouvoir évaluer précisément le niveau de sécurité de leur domicile par rapport à l'ensemble des risques le concernant, contre 44 % qui estiment ne pas être en mesure de le faire. Outre qu'existe une propension à ne pas déclarer une incompétence dans le cadre de réponses aux enquêtes d'opinion, il convient de souligner que ce score est partagé, et surtout le sentiment de ne pouvoir déterminer la qualité de sécurisation dont on bénéficie chez soi prédomine chez certains : les femmes, les jeunes et les personnes âgées, ainsi que les catégories populaires.

Plus encore, les Français avouent majoritairement leurs connaissances limitées concernant l'ensemble des équipements de sécurité qui leur étaient proposés dans l'enquête - ce qui relativise fortement le sentiment majoritaire de capacité à évaluer précisément le degré de sécurisation du logement. Ainsi, 46 % ont le sentiment de bien connaître les produits et techniques existant en matière de serrures, contre 53 % qui déclarent mal les connaître, et il s'agit là du score le plus élevé. Les alarmes (41 % contre 58 %), les systèmes anti-incendie (40 % contre 59 %) , les systèmes de télésurveillance (36 % contre 64 %) ou encore les portes blindées (33 % contre 66 %) sont en effet encore moins connus – et il est à souligner que les équipements de protection contre le cambriolage font l'objet d'une ignorance plus marquée encore chez ceux qui n'ont pas encore subi de cambriolage, ce qui signale une propension à ne s'informer qu'une fois les problèmes intervenus.

Face à ces connaissances limitées, le recours à un professionnel apparaît comme une solution naturelle. Cependant, en pratique, elle serait loin d'être évidente, puisque seules 27% des personnes interrogées sauraient précisément à qui s'adresser pour sécuriser leur domicile et poser les équipements nécessaires, tandis que 36 % disent le savoir plus ou moins et 37 % pas vraiment ou pas du tout. Dans ce cadre, l'offre d'une expertise et d'un conseil en matière de sécurisation du domicile peut permettre de combler les limites et lacunes affichées sur le plan technique et le flou qui affecte la vision du secteur de la sécurité du logement chez les Français.

Ainsi, un Français sur cinq (20 %) serait intéressé par un système d'évaluation du niveau de sécurité de son domicile, réalisable par lui-même, à partir d'un questionnaire conçu par des professionnels. L'intérêt pour une telle démarche est plus prononcé encore chez les jeunes, les cadres (29 %) mais aussi les employés et ouvriers (26 %) et les habitants de l'agglomération parisienne (27 %) – soit dans l'ensemble une population qui affiche une inquiétude par rapport à la sécurité de son domicile mais nécessite, par manque de temps notamment, des solutions intégrées et faciles d'accès pour accroître sa sérénité dans ce domaine.

Plus encore, la possibilité de recevoir des conseils sur les équipements à faire poser à leur domicile intéresserait plus du quart des Français (28 %), en particuliers dans les diverses catégories d'actifs (plus de 30 %) et chez ceux qui ont été victime de cambriolage (33 %).

Il convient de plus de souligner que le niveau d'intérêt pour un tel conseil, comme pour un système d'auto-évaluation appuyé sur une expertise professionnelle, est moins élevé chez ceux qui affichent, à travers l'enquête, un sentiment d'incompétence en matière de sécurisation du logement, et une moindre inquiétude envers les risques affectant le domicile. C'est le signe que le moindre intérêt pour l'expertise résulte davantage d'une forme d'inconscience ou d'insouciance d'ensemble sur la question de la sécurisation du domicile que d'une inadaptation de l'offre d'aide et de conseil en la matière aux besoins du public.

Au total donc, parce que les Français affichent des connaissances incertaines et parcellaires en matière de sécurité à domicile, alors mêmes qu'ils éprouvent dans ce domaines de multiples formes d'inquiétude, l'apport d'une expertise proactive, que chacun pourrait s'approprier en confiance, apparaît-elle comme un des moyens susceptible d'accroître la sérénité des Français à domicile.

Fiche technique

Etude réalisée les 12 et 13 mars 2003 dans le cadre de l'*Observatoire de la Sécurité Assa Ablo*y auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile par le réseau des enquêteurs de TNS Sofres. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le regard des Français et des habitants des quartiers prioritaires de la rénovation urbaine sur la vie des quartiers et la politique de la ville

CSA - Novembre 2003

Ministère de la Ville et de la rénovation urbaine

La demande du Ministère de la Ville et de la Rénovation Urbaine, CSA a interrogé d'une part les Français à partir d'un échantillon national représentatif de 1 003 personnes âgées de 15 ans et plus, et d'autre part les habitants des 163 quartiers prioritaires de la rénovation urbaine à partir d'un échantillon de 300 personnes âgées de 15 ans et plus.

Une agrégation de causes à l'origine des difficultés de certains quartiers.

Premier enseignement de l'enquête, et il est de taille, les habitants des 163 quartiers les plus en difficulté se déclarent largement satisfaits de vivre dans leur quartier (72 %, dont 21 % tout à fait satisfaits). En revanche, ils apparaissent divisés sur l'évolution de leur quartier au cours des dernières années, puisque 43 % jugent que celui-ci a changé plutôt en bien tandis que 40% estiment qu'il a changé plutôt en mal.

Parmi les causes qui expliquent le mieux les problèmes des quartiers en difficulté, le facteur le plus mis en exergue par les Français est le manque d'autorité des parents (54 %). Les phénomènes tels que les vols, les trafics de drogue constituent la deuxième grande explication des difficultés que connaissent ces quartiers pour 49 % des personnes interrogées. Remarquons que cette petite délinquance concourt davantage aux difficultés des quartiers que la présence de bandes criminelles organisées (12 %). Le chômage (40 %) est également perçu comme une des causes principales des problèmes de ces quartiers. Enfin, l'urbanisme et le logement également considérés comme une source des difficultés rencontrées par certains quartiers par une forte proportion des personnes interrogées (32 %) en raison de la vétusté de logements et des bâtiments publics, de l'architecture ou de la qualité de l'habitat des quartiers de grands ensemble.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer les inquiétudes : les incertitudes liées à l'avenir de la décentralisation et les appréhensions générées par la dégradation générale de la situation économique constatée depuis un an.

Notons enfin que cette hiérarchie des causes des difficultés rencontrées est sensiblement la même pour les habitants des 163 quartiers prioritaires

II. Une vision pessimiste de l'avenir des quartiers aujourd'hui les plus en difficulté.

65 % des Français et 67 % des habitants des 163 quartiers prioritaires estiment qu'à l'avenir les différences entre les quartiers vont augmenter. Cette vision dépasse l'ensemble des clivages, qu'ils soient sociologiques, géographiques ou politiques. Un quart des Français se montre optimiste et anticipe une homogénéisation des quartiers.

En corollaire de cette appréciation majoritairement pessimiste de l'avenir des quartiers, une majorité de Français (71 %) anticipe une montée des tensions dans les quartiers en difficulté, même si pour 46 %, celle-ci ne sera pas synonyme de communautarisme (un quart des Français pointent en revanche ce risque). L'anticipation de la montée des tensions apparaît particulièrement forte parmi les sympathisants de l'extrême droite (91 %) et les diplômés du supérieur (80 %).

Ceci explique certainement le souhait exprimé par 46 % des habitants des quartiers prioritaires de quitter à l'avenir celui-ci ou leur ville.

Une confiance prioritairement accordée aux acteurs de proximité

Les associations constituent l'acteur à qui les Français (80 %) et les habitants des quartiers prioritaires (78 %) font le plus confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficultés, avec l'Ecole (77 % de confiance auprès des Français, 78 % auprès des habitants des quartiers prioritaires). Les collectivités locales, notamment les municipalités (respectivement 76 % et 74 %), disposent également de la confiance des interviewés, à l'inverse de l'Etat (seulement 44 % et 41 % de confiance), probablement perçu comme plus éloigné de la réalité du terrain.

En adéquation avec les résultats observés sur les causes des problèmes des quartiers en difficulté, la police bénéficie également d'une forte confiance, tant auprès des Français (71 %) que des habitants des quartiers prioritaires (62 %), alors que la confiance à l'égard de la Justice est moindre (respectivement 49 % et 53 %). Notons enfin que seuls 57 % des habitants des quartiers prioritaires (contre 40 %) font confiance à la population de leur quartier pour améliorer la situation

Une opinion convaincue de l'urgence et qui apprécie et attend des mesures volontaristes et concrètes

L'amélioration de la situation des quartiers en difficulté doit être pour le Gouvernement «prioritaire» selon une majorité de Français (57 %) et «importante» pour 38 % des personnes interrogées. Seuls 5 % des interviewés estiment que cet objectif doit être secondaire. Dans le même temps, 71 % des Français estiment que si le Gouvernement s'occupe de la rénovation urbaine et de l'aide aux quartiers, il devait toutefois en faire plus. 8 % considère que le Gouvernement en fait une priorité tandis que 20 % jugent qu'il ne s'en occupe pas. La perception est exactement la même sur ce point auprès des habitants des quartiers concernés.

L'impératif d'une intervention volontariste dans ce domaine est confirmé par une double perception : d'une part, 83 % des Français se disent d'accord avec l'idée selon laquelle «la suppression des ghettos est nécessaire au bon fonctionnement de la République » (dont 56 % de tout à fait d'accord) ; d'autre part, une telle intervention est jugée comme une nécessité républicaine puisque 79 % des Français estiment en effet que «si on ne fait rien pour ces quartiers en difficulté, l'avenir de la société française toute entière est menacé». La conscience de l'urgence de l'action s'accompagne toutefois d'une certaine méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics, dans la mesure où 67 % des Français estiment que «beaucoup d'argent a été dépensé par les pouvoirs publics pour les quartiers en difficulté sans que de véritables résultats ne soient obtenus». Dans le même ordre d'idée, 65 % des interviewés considèrent que «jusqu'à présent, on a beaucoup parlé de la politique de la ville et de la rénovation des quartiers, mais aucune action d'envergure n'a été vraiment appliquée sur le terrain».

Les attentes, tant des Français que des habitants des quartiers prioritaires, concernent avant tout l'emploi. Ainsi, les interviewés considèrent qu'il faut s'attaquer en priorité aux discriminations raciales dans la recherche d'emploi (64 % des Français, 68 % des habitants des quartiers prioritaires) avant celles concernant la recherche de logement (respectivement 39% et 48 %). La lutte contre les discriminations sociales à l'école (39 %) apparaît également comme un champ d'actions important, plus que le combat contre les discriminations hommes/femmes (21 %).

Dans le même temps, 84 % des Français et 85 % des habitants des quartiers prioritaires s'accordent à penser que « la rénovation des quartiers en difficulté en servira à rien si on ne crée pas d'emplois dans ces quartiers », ce qui corrobore la nécessité d'une action de développement économique pour ces quartiers.

L'ensemble des mesures que nous avons testées sont jugées majoritairement efficaces pour améliorer la situation des quartiers en difficulté. La plus grande efficacité est attribuée aux actions en matière de logement, qu'il s'agisse de la démolition de 200 000 logements insalubres et la reconstruction de 200 000 logements neufs dans les quartiers en difficulté (83%) ou de la rénovation de 200 000 logements insalubres (81%).

La création de zones franches, c'est-à-dire de zones sans impôts, pour inciter les artisans et les petits commerçants à rester ou à s'installer dans les quartiers en difficulté est porteuse d'efficacité pour 68 %

des Français, résultat qui confirme l'importance d'un traitement économique des problèmes de ces quartiers. La création d'une Agence Nationale de la Rénovation Urbaine destinée à accélérer le développement socio-économique des quartiers en difficulté constitue une mesure efficace aux yeux de 64 % des personnes interrogées. Ce résultat est particulièrement positif dans la mesure où l'Etat fait l'objet d'une certaine défiance en tant qu'acteur de la politique de la ville. Enfin, la loi sur le surendettement ou loi de « la deuxième chance », qui permet d'annuler les dettes des ménages les plus endettés est jugée efficace par 54 % des personnes interrogées. Soulignons sur ce point que l'efficacité de cette mesure est jugée encore plus forte par les habitants des quartiers prioritaires (64 %), phénomène que l'on constate également concernant la création de zones franche (71 %).

Fiche technique

Sondage exclusif CSA / Ministère de la ville et de la rénovation urbaine réalisé par téléphone du 5 au 6 novembre 2003.
Echantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le 50ème anniversaire de l'appel de l'Abbé Pierre

SOFRES – Janvier 2004

Le Pèlerin

Le souvenir de l'appel de 1954

- Si on vous parle de l'appel de l'Abbé Pierre le 1^{er} février 1954 à la radio, qu'est-ce que cela évoque pour vous ?

	Ensemble des interviewés	50 ans et plus
Vous vous en souvenez personnellement	15	33
Vous en avez entendu parler	65	59
Ça n'évoque rien pour vous	20	8
Sans réponse	0	0

Le nouvel appel de l'Abbé Pierre

- Il y a quelques jours, fin décembre, l'Abbé Pierre a lancé un nouvel appel pour défendre les budgets sociaux notamment en matière de logement. Estimez-vous que cet appel aujourd'hui est :

Tout à fait justifié	48
Assez justifié	38
ST Justifié	86
Pas vraiment justifié	9
Pas justifié du tout	3
ST Pas justifié	12
Sans opinion	2

Fiche Technique

Enquête réalisée par téléphone les 9 et 10 janvier 2004 pour *Le Pèlerin* auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'opinion des locataires sur l'accèsion à la propriété

Louis-Harris - mars 2004

**Ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire,
du Tourisme et de la Mer
Le Parisien**

Le ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer envisage l'adoption de mesures destinées à favoriser l'accèsion à la propriété des locataires les plus modestes, et notamment des locataires de logements sociaux.

En regard de ces intentions, l'Institut Louis-Harris a réalisé la présente étude, afin de déterminer les perceptions des locataires face à ce projet, et les freins et motivations les plus déterminants face à l'idée de l'accèsion à la propriété.

Les enseignements majeurs qu'elle révèle se développent en trois temps :

- L'accèsion à la propriété est un désir inégalement répandu, surtout partagé par les locataires les plus jeunes et les plus aisés ;
- L'idée gouvernementale visant à aider les catégories les plus modestes est plébiscitée par les locataires ;
- Mais, quelles que soient les hypothèses retenues, le projet gouvernemental ne parvient pas véritablement à intéresser personnellement les ménages qui, en raison de la modicité de leurs ressources ou de leur âge, n'envisagent pas de franchir le pas de la propriété.

L'accèsion à la propriété : un désir très inégalement répandu chez les locataires, dépendant de l'âge et du revenu des intéressés

Le désir d'accèsion à la propriété concerne 54 % de l'ensemble des locataires, et 48 % des locataires en logements sociaux. Ce clivage repose sur deux facteurs majeurs : l'âge et le revenu.

Les locataires ont une conscience claire de ces facteurs. Interrogés sur les raisons de leur refus d'accéder à la propriété, les locataires en logements sociaux évoquent prioritairement leur âge (38 %) et la faiblesse de leurs moyens financiers (29 %), ou à titre corollaire, leur refus de s'endetter (22 %).

Par ailleurs, au-delà du déclaratif, le croisement des données recueillies auprès les interviewés confirme ces opinions.

Le principal facteur de l'acceptation ou du refus est l'âge des locataires (en logements sociaux) :

65 % des 18-34 ans aimeraient devenir propriétaires de leur logement, contre 12 % des personnes âgées de 65 ans et plus. L'importance de ce facteur est confirmée par celui de la présence d'enfants dans le foyer, laquelle est très liée à l'âge des interviewés : 65 % des personnes vivant avec des enfants de moins de 15 ans aimeraient devenir propriétaires, contre 39 % des personnes vivant sans enfants.

En outre, le niveau de revenu apparaît là encore comme un facteur important : 58 % des locataires appartenant à des foyers qui gagnent plus de 2 000 euros mensuels net aimeraient accéder à la propriété, contre 48 % de ceux qui gagnent moins de 2 000 euros. Et plus précisément, 57 % des locataires de logements sociaux et appartenant à des foyers qui gagnent plus de 2 000 euros aimeraient devenir propriétaires, contre 29 % de ceux qui gagnent moins de 1 000 euros.

Un autre facteurs apparaît à titre plus secondaire : l'ancienneté de résidence ; 55 % des locataires résidant depuis moins de 11 ans dans leur logement aimeraient devenir propriétaires, contre 37 % des locataires résidant depuis plus de 11 ans dans leur logement. Enfin, de façon inattendue, l'attachement au quartier de résidence constitue un facteur peu discriminant : 49 % des personnes attachées à leur quartier aimeraient accéder à la propriété, pour 46 % de celles qui n'y sont pas attachées.

Un intérêt majoritaire pour des propositions d'acquisition

Aujourd'hui, 60 % des locataires de logements sociaux accepteraient le principe d'une proposition émanant de l'organisme actuellement propriétaire de leur logement.

Toutefois, cette acceptation serait très tributaire du niveau de revenu des intéressés. Les interviewés déclarant pouvoir étudier la proposition justifient leur choix par un souci d'économie (« Un loyer, c'est de l'argent jeté par la fenêtre », 57 %).

A l'opposé, les personnes refusant de considérer la proposition d'acquisition évoquent prioritairement leurs contraintes financières :

« Vous ne pensez pas avoir les moyens financiers de devenir propriétaire » (première citation, 29 %), argument auquel s'ajoute : « Vous ne voulez pas vous endetter » (cinquième citation, 15 %) ; l'âge apparaît, ici encore, comme un frein supplémentaire (29 %).

Et ces personnes refusant la proposition de leur organisme propriétaire apparaissent particulièrement rétives : 70 % d'entre elles confirment leur refus, y compris dans l'hypothèse où il leur serait proposé d'acquérir leur logement pour une somme mensuelle à peu près équivalente à leur loyer.

Le désir d'accession à la propriété

A l'ensemble des locataires (logements privés et sociaux)

- Vous personnellement, aimeriez-vous un jour devenir propriétaire de votre logement ?

En %	Locataires en logement privé ou social	Locataires en logement social	Locataires en logement privé
	<i>Base : 400 personnes</i>	<i>Base : 451 personnes</i>	<i>Base : 251 personnes</i>
Oui	54	48	60
Non	46	51	40
Ne se prononcent pas	6	1	-
Total	100	100	100

Les motivations du refus de l'accession à la propriété

Aux locataires qui ont répondu négativement :

- Pour quelles raisons n'aimeriez-vous pas devenir propriétaire ?

En %	Locataires en logement privé ou social	Locataires en logement social	Locataires en logement privé
	Base : 183 personnes	Base : 231 personnes	Base : 99 personnes
Vous considérez que vous êtes trop âgé(e)	37	38	37
Vous ne pensez pas avoir les moyens financiers de devenir propriétaire	27	29	21
Vous ne voulez pas vous endetter	20	22	15
Vous pensez déménager dans un avenir proche	20	20	23
Vous pensez que ce n'est pas intéressant financièrement	10	9	12
Vous avez peur de ne pas conserver votre emploi	6	6	4
L'idée de devenir propriétaire vous inquiète	5	3	7
Vous craignez les charges de copropriété	4	5	4
Autres	18	18	18
Ne se prononce pas	1	1	2
	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

Le caractère incitatif d'une proposition de l'organisme propriétaire

Aux locataires de logements sociaux uniquement - Base : 451 personnes-

- Vous êtes actuellement locataire de votre logement, si l'organisme qui est propriétaire vous proposait de l'acheter, quelle serait votre réaction la plus probable ?

	En %
Vous refusez sa proposition sans l'étudier	39
Vous acceptez le principe et étudiez sa proposition	60
Ne se prononce pas	1

Les motivations du refus

Aux locataires de logements sociaux qui ont refusé la proposition d'acquisition de l'organisme propriétaire - Base : 175 personnes -

- Pour quelles raisons refuseriez-vous cette proposition d'achat sans étudier ? Parce que...

	En %
Vous ne pensez pas avoir les moyens financiers de devenir propriétaire	29
Vous considérez que vous êtes trop âgé(e)	29
Votre logement est trop petit	18
Vous n'aimez pas le quartier dans lequel est situé votre logement	16
Vous ne voulez pas vous endetter	15
Vous pensez déménager dans un avenir proche	15
Votre logement n'est pas assez confortable	13
Vous n'aimez pas l'immeuble dans lequel est situé votre logement	12
Vous pensez que ce n'est pas intéressant financièrement	6
Vous avez peur de ne pas conserver votre emploi	6
Vous risquez de changer de situation familiale	5
Vous craignez les charges de copropriété	4
L'idée de devenir propriétaire vous inquiète	3
Autres	10
Ne se prononce pas	3
	(*)

(*) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

L'impact d'une adaptation budgétaire

Aux locataires de logements sociaux qui ont refusé la proposition d'acquisition de l'organisme propriétaire.

Base : 175 personnes

- Si l'organisme propriétaire de votre logement vous proposait d'acheter votre logement pour une somme mensuelle à peu près équivalente à votre loyer, est-ce que cela modifierait votre proposition ?

	En %
Oui, dans ce cas j'accepterais probablement la proposition	26
Non, même dans ce cas je refuserais probablement la proposition	70
Ne se prononce pas	4
	100

L'effort budgétaire consenti

Aux locataires de logements sociaux qui ont refusé la proposition d'acquisition de l'organisme propriétaire.

Base : 175 personnes

- Et maintenant, si l'on imaginait que vous deviez acheter votre logement, quelle somme mensuelle seriez-vous prêt à mettre en plus de votre loyer ?

	En %
Moins de 50 euros	21
Entre 50 et 100 euros	16
Entre 100 et 150 euros	11
Plus de 150 euros	10
Pas plus d'argent	21
Ne se prononce pas	21
	100

(*) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

Les motivations de l'acceptation

Aux locataires de logements sociaux qui ont accepté la proposition d'acquisition de l'organisme propriétaire.

Base : 273 personnes

- Pour quelles raisons acceptez-vous le principe de cette proposition ?

	En %
Par souci, un loyer c'est de l'argent jeté par la fenêtre	57
Quand on est propriétaire, on peut aménager son logement comme on le souhaite (décoration, confort...)	32
Vous aimez votre logement	27
Vous avez toujours souhaité devenir propriétaire	23
C'est le meilleur moyen de préparer sa retraite	21
Autres	4
Ne se prononce pas	4
	(*)

(*) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

Les références privilégiées

Aux locataires de logements sociaux uniquement - Base : 451 personnes

- Dans le cas où vous accepteriez d'étudier cette proposition, auprès de qui souhaiteriez-vous prendre conseil ?

	En %
Auprès de votre banquier	58
Auprès de votre office ou de votre société HLM	37
Auprès de votre notaire	23
Auprès de votre conseillère en économie sociale et familiale	12
Auprès de votre assureur	6
Autres (Associations Départementales d'Information sur le Logement (ADIL) - spontané	5
Ne se prononce pas	12
	(*)

(*) Total supérieur à 100, en raison des réponses multiples.

Fiche technique

Louis-Harris a réalisé une étude par téléphone pour le Ministère de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer du 1^{er} au 3^e mars 2004 auprès :

- d'un échantillon de 4 000 locataires (251 résidant en logements privés et 149 en logements sociaux), représentatif de la population des locataires chefs de ménage résident en France métropolitaine ;

- d'un échantillon complémentaire de 302 locataires en logements sociaux, représentatif de la population des locataires de logements sociaux chefs de ménage résidant en France métropolitaine ;

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : âge du chef de ménage, profession du chef de ménage, région de résidence et catégorie d'agglomération de résidence.

TERRITOIRES - DECENTRALISATION

L'aménagement du territoire, un enjeu d'importance pour les Français

IPSOS - Février 2003

DATAR

L'enquête réalisée par Ipsos pour la DATAR montre que les Français accordent une grande importance à l'aménagement du territoire. Pour presque tous les interviewés, ce domaine doit constituer une priorité du gouvernement, au service de la protection de l'environnement et du développement économique.

L'aménagement du territoire est perçu comme devant être "une priorité de l'action gouvernementale au cours des prochaines années" pour une large majorité de Français (79%). Parmi les différentes missions de l'aménagement du territoire, la sauvegarde de l'environnement et les actions de développement ou de reconversion économique sont considérées par le grand public comme ses objectifs prioritaires.

Au delà de ces priorités, une proportion significative de Français assignent également à la politique d'aménagement du territoire les objectifs d'une meilleure répartition des richesses entre les régions et d'une amélioration de l'attractivité économique de sa propre région.

Les objectifs liés à la dimension européenne de l'aménagement du territoire sont perçus avec moins d'acuité.

Un domaine principalement du ressort des collectivités locales mais dont on entend assez peu parler

Pour 68 % des Français, ce sont les collectivités locales qui doivent avant tout s'occuper de ce domaine en France, ce jugement progressant par rapport à 1997 (+ 11 points).

L'Etat, quant à lui, n'est plus cité que par 26 % de l'échantillon (-5 points) alors que l'Europe n'est considérée comme l'acteur principal que par une part très faible de la population (3% contre 8 % en 1997).

On peut penser que le débat actuel sur la poursuite de la décentralisation a eu un impact direct sur la perception qu'ont les Français des rôles respectifs des acteurs associés à l'aménagement du territoire.

Si ce souhait de confier l'aménagement du territoire à l'échelon local dont on se sent traditionnellement le plus proche doit être souligné, il ne signifie pas pour autant que les actions d'aménagement du territoire soient à l'heure actuelle fortement perçues dans le quotidien des Français. Plus d'un enquêté sur deux n'en entend parler que rarement (42 %) ou jamais (11 %) alors qu'une proportion un peu moins importante en entend parler très souvent (10 %) ou assez souvent (37 %).

Au-delà de ces résultats d'ensemble, le niveau de notoriété de ces mesures dépend largement du profil des personnes interrogées. En particulier, les Provinciaux en entendent plus parler que les Franciliens, la notoriété de ces actions étant par ailleurs plus forte dans le Nord et l'Est de la France, régions très concernées par les actions de reconversion industrielle menées ces dernières décennies.

Tel qu'il ressort de ce sondage, le niveau de notoriété de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) dépasse le résultat auquel on pouvait légitimement s'attendre s'agissant d'un organisme technique.

Cependant, si 41% des personnes interrogées "connaissent" la DATAR, seulement 7 % d'entre eux déclarent en connaître les missions.

Un jugement très partagé sur l'attractivité économique de la France

Les Français se partagent en deux groupes presque égaux en ce qui concerne l'attractivité qu'ils prêtent à leur pays pour encourager les entreprises souhaitant s'y implanter. 51 % d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'un pays attractif alors que 47 % estiment le contraire.

Les éléments qui contribuent à rendre la France attractive pour les entreprises souhaitant s'y installer sont de diverses natures. La dimension physique est citée (sa position centrale en Europe, premier élément, cité par 45 % des personnes interrogées), mais aussi les dimensions économique (la qualité de sa main d'œuvre, 38 %), politique (les aides publiques et les subventions accordées aux entreprises, 33 %) et patrimoniale (sa qualité de vie, 32 %).

La principale raison évoquée par les personnes considérant que la France n'est pas attractive pour les entreprises souhaitant s'y implanter tient à la lourdeur des charges fiscales et sociales pesant sur les entreprises (87 %).

D'autres raisons sont également avancées mais dans de moindres proportions. On reproche aussi à la France un certain manque de souplesse (la durée légale du travail ou le droit du travail en matière d'embauches et de licenciements, respectivement cités par 28 % et 21% des Français) mais aussi un climat social parfois trop conflictuel (31 %), souvent considéré comme une spécificité française, susceptible de rebuter les investisseurs.

L'Europe, acteur méconnu de l'aménagement du territoire en France

Même si très peu de Français considèrent que l'Europe doit être l'acteur principal de l'aménagement du territoire en France, 19 % des enquêtés (notamment les catégories sociales supérieures) estiment néanmoins que l'Union européenne le finance de façon importante.

La moitié des Français pensent en revanche que l'Europe ne le finance que de façon peu importante. Ce jugement s'explique aisément : peu de Français connaissent bien un sujet aussi technique que l'aménagement du territoire (près d'un quart des personnes interrogées ne s'est d'ailleurs pas prononcé sur cette question). La contribution de l'Etat échappant largement à l'opinion publique, il n'est pas étonnant que peu d'entre eux connaissent le rôle réel joué par l'Union européenne.

Une perception significative des inégalités territoriales entre les régions françaises

Plus des trois quarts des Français considèrent que les différences de niveau de développement entre les régions françaises sont très ou plutôt importantes. Les domaines dans lesquels ils souhaitent que soient réduites en priorité ces différences illustrent dès lors la définition qu'ils donnent à ces inégalités. Leurs réponses sont intimement liées aux problématiques du désenclavement de certaines régions et de l'égal accès de tous aux services publics. Les infrastructures de transports et de communications (42 %) et les services publics tels que les hôpitaux ou la Poste (38 %) sont ainsi les deux domaines vers lesquels doivent converger prioritairement les efforts pour réduire les différences entre les régions. Hormis ces deux aspects les plus cités, les différences dans des domaines plus économiques et financiers sont également avancées (le développement économique, 35 %, ainsi que les moyens financiers dont disposent les collectivités locales, 34 %).

En revanche, des infrastructures plus spécifiques tels que les équipements et moyens éducatifs (25 %) mais surtout les équipements sportifs et culturels (11 %) sont considérés comme plus accessoires pour réduire les différences entre les régions (à l'exception des plus jeunes qui privilégient davantage que

les autres les équipements sportifs et culturels ainsi que les femmes, plus préoccupées par les équipements et moyens éducatifs). Ce résultat peut traduire, au contraire, que sur ces thèmes, les personnes interrogées ne perçoivent sans doute pas d'inégalités territoriales criantes.

Perception de l'importance de l'aménagement du territoire

- Diriez-vous que l'aménagement du territoire doit être une priorité de l'action gouvernementale au cours des prochaines années ?

En %	Ensemble	Rappel 1997
Oui, tout à fait	37	30
Oui, plutôt	42	46
S/T Oui	79	76
Non, plutôt pas	11	12
Non, pas du tout	6	6
S/T Non	17	18
Ne se prononce pas	4	6
Total	100	100

Les objectifs de l'aménagement du territoire

- Je vais vous citer une série d'objectifs qui pourraient être fixés en matière d'aménagement du territoire. Pour chacun d'eux, dites-moi si vous le jugez prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?

En %	Prioritaire	Important mais pas prioritaire	Secondaire	NSP	Total
Protéger l'environnement	77	19	4	-	100
Soutenir le développement économique et l'emploi au niveau local	74	22	4	-	100
Aider à la reconversion industrielle des régions en crise	70	24	5	1	100
Mieux répartir les richesses entre les régions	46	36	17	1	100
Améliorer l'attractivité économique de votre région	45	40	14	1	100
Préparer les régions françaises à l'élargissement de l'Europe	30	40	28	2	100
Aider les grandes métropoles régionales à acquérir une dimension européenne	19	45	33	3	100

- Vous-même, diriez-vous que vous entendez parler très souvent, assez souvent, rarement ou jamais des actions d'aménagement du territoire réalisées dans votre région ?

En %	Ensemble
Très souvent	10
Assez souvent	37
S/T souvent	47
Rarement	42
Jamais	11
S/T rarement-jamais	53
Ne se prononce pas	-
Total	100

Les acteurs de l'aménagement du territoire

- Selon vous, qui doit avant tout s'occuper de l'aménagement du territoire en France ?

En %	Ensemble	Rappel 1997
Les collectivités locales (communes, départements, régions)	68	57
L'Etat	26	31
L'Europe	3	8
Ne se prononce pas	3	4
Total	100	100

Notoriété de la DATAR et de ses actions

- Depuis 40 ans la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, la DATAR, est l'organisme public qui s'occupe de l'aménagement du territoire en France. En avez-vous déjà entendu parler ?

En %	Ensemble
Oui, et vous savez quelles sont ses missions	7
Oui, mais vous ne savez pas vraiment quelles sont ses missions	34
Non, vous n'en avez jamais entendu parler	59
Ne se prononce pas	-
Total	100

L'attractivité économique de la France

- De manière générale, diriez-vous que la France est un pays très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout attractif pour des entreprises souhaitant s'y implanter ?

En %	Ensemble
Très attractif	13
Plutôt attractif	38
S/T attractif	51
Plutôt pas attractif	35
Pas du tout attractif	12
S/T pas attractif	47
Ne se prononce pas	2
Total	100

- Selon vous, quels sont, parmi les suivants, les deux éléments qui expliquent le mieux que la France est un pays attractif pour des entreprises souhaitant s'y implanter ?

Base : Aux personnes considérant que la France est un pays très ou plutôt attractif, soit 51 % de l'échantillon

En %	Ensemble
Sa situation géographique centrale en Europe	45
La qualité de sa main d'œuvre	38
Les aides publiques et les subventions accordées aux entreprises	33
Sa qualité de vie	32
Ses infrastructures de transports et de télécommunications	26
Ses pôles d'activités scientifiques et techniques	19
Ne se prononce pas	2
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

- Selon vous, quels sont, parmi les suivants, les deux éléments qui expliquent le mieux que la France n'est pas un pays attractif pour des entreprises souhaitant s'y implanter ?

Base : Aux personnes considérant que la France est un pays plutôt pas ou pas du tout attractif, soit 47 % de l'échantillon

En %	Ensemble
Les charges fiscales et sociales pesant sur les entreprises	87
Un climat social parfois trop conflictuel	31
La durée légale du travail	28
Le droit du travail en matière d'embauches ou de licenciements	21
Le niveau élevé des salaires	16
L'insuffisante qualification de sa main d'œuvre	12
Ne se prononce pas	-
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

L'attractivité de sa propre région

- Et en ce qui concerne la région où vous vivez, diriez-vous qu'elle est plus, moins ou ni plus, ni moins attractive que les autres régions françaises pour des entreprises françaises ou étrangères souhaitant s'y implanter ?

En %	Ensemble
Plus attractive	39
Moins attractive	17
Ni plus, ni moins attractive	42
Ne se prononce pas	2
Total	100

Le rôle de l'Europe dans l'aménagement du territoire

- D'après ce que vous en savez, l'Europe finance-t-elle de façon importante, de façon peu importante ou pas du tout l'aménagement du territoire dans les régions françaises ?

En %	Ensemble
De façon importante	19
De façon peu importante	49
Pas du tout	9
Ne se prononce pas	23
Total	100

Les conséquences en matière d'aménagement du territoire de l'élargissement de l'Europe

- Actuellement, une partie des actions d'aménagement du territoire dans les régions françaises est financée par l'Union européenne. Pensez-vous que l'arrivée de 10 nouveaux États membres dans l'Union Européenne en 2004 entraînera une diminution importante, une diminution limitée ou aucune diminution de ces financements ?

En %	Ensemble
Une diminution importante	36
Une diminution limitée	41
Aucune diminution	14
Ne se prononce pas	9
Total	100

La perception des inégalités territoriales

- Selon vous, les différences de niveau de développement entre les régions françaises sont-elles...

En %	Ensemble
Très importantes	25
Plutôt importantes	51
S/T importantes	76
Plutôt pas importantes	14
Pas du tout importantes	6
S/T pas importantes	20
Ne se prononce pas	4
Total	100

- Selon vous, dans quels domaines doit-on en priorité réduire les différences entre les régions ?

En %	Ensemble
Les infrastructures de transports et de communications (autoroutes, voies ferrées, aéroports, téléphonie mobile...)	42
Les services publics (hôpitaux, poste...)	38
Le développement économique	35
Les moyens financiers dont disposent les collectivités locales (municipalités, départements, régions)	34
Les équipements et les moyens éducatifs	25
Les équipements sportifs et culturels	11
Ne se prononce pas	5
Total	(1)

(1) Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles

Fiche technique

Date du terrain : les 24 et 25 janvier 2003. Echantillon : 926 personnes âgées de 18 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone, Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Après avoir sondé les maires de communes rurales sur le phénomène des citoyens actifs qui viennent s'installer à la campagne, IPSOS vient de mener une enquête «miroir» auprès des néo-ruraux afin d'avoir leur propre ressenti : opinions et attitudes des «néo-ruraux».

Profil des néo-ruraux

Dans le cadre de cette enquête sont considérés comme néo-ruraux les français de 15 ans et plus :

- Habitant actuellement une commune rurale de moins de 2 000 habitants
- Résidant dans cette commune depuis moins de 5 ans
- Ayant leur précédent domicile dans une commune de plus de 2 000 habitants et située à plus de 50 km de leur commune d'habitat actuelle.

Sur la base de cette définition, les néo-ruraux représentent 4,2 % de la population française des plus de 15 ans soit 2 Millions de personnes.

Par rapport à la population nationale, les néo-ruraux se distinguent principalement par leur jeunesse (46 % ayant entre 25 et 34 ans alors que cette classe d'âge représente 19 % dans la population nationale) et leur appartenance à des catégories socioprofessionnelles plus modestes (46 % avec chef de ménage employé ou ouvrier). Les hommes ont tendance à y être plus représentés. (55 % contre 48 % en France). Sur le plan de leur formation ils suivent par contre la moyenne nationale.

Pour quelles raisons des citoyens souhaitent-ils s'installer durablement à la campagne ?

En dehors du bénéfice d'une meilleure qualité de vie (motivation prioritaire et évidente pour 95 % des néo-ruraux et 97 % des maires) plusieurs autres facteurs se combinent pour expliquer selon nos interviewés la décision de quitter la ville pour la campagne :

- prendre un nouveau départ (38 %),
- Retrouver ses racines (25 %)
- Volonté de vivre dans une région que l'on aime (24 %)
- et même, pour 14 %, participer au renouvellement et développement du milieu rural.

Derrière ces réponses l'on perçoit qu'il y a eu un véritable choix de vie, voire même chez certains une attitude militante, ce que les maires de communes rurales pressentent moins. Ces derniers valorisent en effet davantage (53 %) la recherche des racines familiales dans les motivations initiales et ils sont moins nombreux que les néo-ruraux à penser que la volonté de prendre un nouveau départ (27 %) ou de participer de manière active au développement du milieu rural (8 %) puissent constituer des facteurs déclenchants.

Pour quelles raisons certains renoncent-ils à ce projet ?

La principale raison qui peut expliquer le renoncement des projets d'installation durable à la campagne segmente les néo-ruraux :

- Pour 34 % elle repose essentiellement sur l'incapacité des citoyens à pouvoir vivre à la campagne et s'y adapter (34 %),
- Pour 32 %, il s'agit surtout d'un manque de volonté à franchir le pas.

Les maires quant à eux, et de manière majoritaire (51 %) ont le sentiment qu'il s'agit davantage d'un problème d'incapacité d'adaptation à la vie à la campagne qu'un réel problème de volonté (17 %).

Quels avantages procurent ces nouveaux habitants aux communes rurales?

La contribution à la vie des services de proximité et l'apport plus général de vie dans la commune et les associations, sont considérés à part égale par les maires (76 %) comme les deux avantages essentiels que procurent aux communes rurales l'installation de nouveaux citoyens .

Nos interviewés néo-ruraux reconnaissent également comme principal avantage cet apport de vie (62 %) mais 53 % insistent ensuite sur l'apport économique que les nouveaux habitants peuvent apporter aux communes en y créant ou en y reprenant une activité. Un aspect , au contraire, peu valorisé par les maires (13 %).

L'apport de compétences, expériences et cultures nouvelles représente un autre avantage cité par un interviewé sur quatre, et ceci qu'il s'agisse des maires comme des néo-ruraux. Il y a donc des deux côtés le sentiment, partagé dans les mêmes proportions, que la diversité est gage d'enrichissement pour une commune

Quel est le rôle des élus pour favoriser l'installation de citoyens à la campagne ?

Sur la base de leur expérience, les néo-ruraux interrogés expriment une forte attente d'intégration à la population locale. Ils attendent en priorité (58 %) une aide de la part des maires sur ce point mais également pour la mise en œuvre d'une politique municipale pro active et en particulier :

- obtenir l'adhésion de leurs administrés au fait qu'il soit nécessaire de faire venir de nouveaux habitants (38 %),
- orienter les futurs candidats vers les bons interlocuteurs et les accompagner dans leurs démarches (34 %).

Sur ce même thème, l'opinion des maires de communes rurales est plus partagée : soit ils expriment une attitude plutôt défensive en estimant que leur rôle consiste principalement à faire prendre conscience aux citoyens qu'il leur faut s'adapter aux réalités de la vie locale (37 %), [voire même pour certains (16 %) à évaluer leurs réelles motivations] , soit ils sont plus offensifs et considèrent alors qu'il est nécessaire avant tout d'aider les nouveaux venus à s'intégrer (34 %).

Quelles sont les conditions essentielles à réunir pour que des citoyens s'intègrent bien à la population locale ?

La volonté des nouveaux venus à aller vers les autres, à participer et s'investir dans la vie locale (associations, fêtes...) représente pour 51% des élus et 52 % des néo-ruraux la principale condition d'intégration. 19 % des néo-ruraux attendent au contraire que la population locale aille vers eux, 16 % estiment qu'il s'agit d'un effort qui doit être partagé et 15 % admettent qu'il ne faut pas arriver en terrain conquis et respecter les habitudes locales.

Les maires, et en particulier ceux qui sont sur la défensive, insistent davantage que les néo-ruraux sur la nécessité pour les citoyens de s'adapter aux contraintes de la vie locale :

- admettre qu'on ne trouve pas tout sur place et qu'il faut se déplacer (36 %)
- accepter les contraintes liées à l'activité agricole (40 %)

Notons que cette dernière condition est amplifiée par les élus puisque 40 % la mettent en avant alors que seulement 4 % des néo-ruraux l'évoquent.

Quels sont les principaux facteurs d'échec des installations ?

Pour les néo-ruraux les difficultés d'adaptation à la vie locale (47 %) tout comme celles d'intégration à la population locale (42 %) représentent les deux principaux facteurs d'échec des installations à la campagne. Viennent ensuite les difficultés pour trouver du travail (21%) et le manque d'infrastructures commerciales , éducatives et/ou culturelles (11 %).

Les maires, s'ils rejoignent globalement l'avis des néo-ruraux sur les deux principaux facteurs d'échec, insistent davantage (62 %) sur les difficultés des citoyens à s'adapter à la vie rurale mais

également sur le fait que les projets économiques de ces derniers sont parfois peu viables et peu réalistes (35 %).

Quelles sont les attitudes des habitants de la commune vis à vis des citadins qui viennent s'y installer ?

Les néo-ruraux, sur la base de leur vécu, estiment à 56 % que les habitants de leur commune sont favorables au fait que des citadins viennent s'y installer, 30 % pensent qu'ils sont plutôt neutres et seuls 13 % déclarent qu'ils y sont plutôt opposés.

Même s'ils sont un peu plus nuancés, les maires partagent le même sentiment. Ils déclarent en effet que les habitants de leur commune sont soit favorables (53 %) soit neutres (36 %) à ce phénomène.

Ces résultats montrent au final qu'aujourd'hui un habitant de zone rurale sur deux exprime une attitude positive à l'arrivée de citadins dans sa commune, ce qui représente un facteur très positif, surtout lorsqu'on pense aux fortes demandes d'intégration exprimées par les néo-ruraux.

Existence d'une politique municipale en faveur des néo-ruraux ?

En majorité (57 %) les néo-ruraux interrogés estiment qu'il n'existe pas de politique municipale particulière dans leur commune pour y attirer et y installer durablement des citadins. Ils sont 37,5 % à déclarer au contraire que des actions sont engagées dans leurs communes soit depuis un certain temps (15.5 %) soit récemment (22 %).

Même si les maires sont en proportion un peu plus nombreux à dire avoir engagé des actions spécifiques (43 % dont 27 % depuis un certain temps), la majorité (57 %) déclare n'avoir rien fait de particulier.

Il n'en demeure pas moins que 80 % des élus interrogés affirment qu'ils seraient favorables à l'intégration de néo-ruraux dans leur conseil municipal. Les néo-ruraux n'ont pas tout à fait le même vécu : 49 % pensent que le maire de leur commune y est ou serait favorable mais 19.5 % déclarent qu'il y est opposé (3 % des maires seulement ont cette opinion...)

Quelles actions prioritaires faut-il mettre en œuvre pour faciliter l'installation durable des citadins ?

Trouver des logements vacants dans la commune (47 %), développer des activités culturelles et de loisirs (37 %) ainsi que des services de proximité pour les enfants en particulier, (36 %) représentent les trois actions prioritaires à mettre en œuvre aux yeux des néo-ruraux pour attirer de nouveaux habitants (en dehors des retraités) dans leur commune.

Les maires sur-valorisent quant à eux le problème des logements (62 %) car ils sont certainement plus exposés à des demandes à ce sujet. Arrive ensuite, mais avec une importance deux fois moindre, le développement de services de proximité (33 %) puis la recherche de personnes motivées ayant des compétences utiles à la commune (cité par 24%).

On peut noter que les élus sous-estiment les attentes de leurs futurs habitants en ce qui concerne le développement d'activités culturelles et de loisirs : les néo-ruraux sont en effet trois fois plus nombreux (37 % contre 12 % des élus) à considérer qu'il s'agit là d'une des deux actions prioritaires à mettre en œuvre. Il existe donc manifestement une véritable demande que peu de maires perçoivent (même si par ailleurs 22 % d'entre eux nous disent qu'il s'agit d'une des questions que les citadins leur posent lorsqu'ils les rencontrent). Citons le maire d'un village ayant mis en place avec succès une politique active en ce sens "Nous avons la salle des fêtes la plus pourrie du Plateau des Mille vaches mais avec toutes les associations créées, elle est occupée tous les jours".

Remarquons enfin l'importance non négligeable accordée par 28 % des néo-ruraux et 21% des maires à l'identification des activités économiques non pourvues ou manquantes dans la commune.

Quelles sont les principales questions des citoyens avant l'installation ?

Avant de choisir la commune rurale où ils sont installés, les néo-ruraux interrogés par IPSOS se sont préoccupés de questions centrées essentiellement autour des thèmes suivants :

- Les possibilités d'emploi existantes dans la commune ou aux environs (32 %) [ou les possibilités de trouver un outil de production pour un commerce ou une activité particulière (4 %)]
- Les services de proximité : infrastructures éducatives (16 %), commerces et services publics existants (4 %) sur place ou à proximité
- Les logements disponibles à louer ou acheter (17 %)
- L'accueil que la population locale leur réserverait (11 %).

Il n'en demeure pas moins, et ceci fait partie des enseignements du sondage, qu'une partie non négligeable des néo ruraux interrogés (30 %) déclarent ne pas avoir cherché de réponses à des questions particulières et s'être débrouillés seuls : est ce à dire qu'ils ont manqué d'aide et d'accompagnement ou bien est-ce la preuve qu'il s'agit de personnes autonomes et volontaires ?

Les maires, quant à eux, déclarent en très grande majorité (63 %) être principalement sollicités par les citoyens pour tout ce qui concerne les services et infrastructures éducatives. Ce thème d'interrogation prioritaire est suivi ensuite de questions sur les commerces existants (29 %) ,les associations culturelles (22 %) et les services publics (19 %) Les élus semblent moins exposés aux questions sur l'emploi et les possibilités économiques (12 %) lesquelles semblent être davantage posées aux Etablissements consulaires (CCI, Chambre d'Agriculture, Chambre de métiers).

Qui contacter lorsqu'on a le projet de s'installer durablement en zone rurale?

A la question suivante «Au vu de votre expérience personnelle, quelles sont les personnes ou organismes que vous conseillerez de contacter pour trouver une commune rurale d'accueil et s'y installer dans de bonnes conditions ? » 56 % des néo-ruraux interrogés conseilleraient aux futurs candidats de se diriger vers les organismes consulaires (39 %), les mairies (29.5 %) ou d'autres organismes type Conseils Régionaux, Syndicat intercommunal (24 %).

Par contre, et ceci constitue un autre enseignement d'importance, 44 % déclarent qu'il est nécessaire de se débrouiller seul, preuve que la fonction d'accueil et d'orientation a été manifestement inexistante dans leur cas et qu'elle reste certainement à remplir ou améliorer.

Le choix de la commune relève t'il d'un choix personnel ou professionnel ?

Cette question segmente les néo-ruraux interrogés selon leur statut professionnel actuel. Dans leur très grande majorité (81%), ceux qui sont actuellement salariés déclarent être venus dans leur commune d'habitat par choix personnel. Ceci tend à démontrer l'intérêt qu'il y a pour les communes en recherche d'habitants à recenser et faire connaître les possibilités d'emplois salariés existants.

Les néo-ruraux exerçant une profession indépendante (commerçant, agriculteur, artisan, profession libérale) disent au contraire en majorité (58 %) que leur démarche a été dictée en priorité par leur choix professionnel. Le choix de la région n'est intervenu qu'ensuite, soit grâce à une opportunité correspondant à leur projet (41% d'entre eux) soit grâce à l'existence d'un système d'assistance et d'interlocuteurs régionaux pouvant les aider à la mise en œuvre (17 %). Dans ces cas l'on voit bien la nécessité d'arriver à mettre en phase projet professionnel et région.

Situation aujourd'hui des néo-ruraux interrogés ?

Au regard de leur situation personnelle aujourd'hui, les néo-ruraux interrogés peuvent être répartis en 3 groupes :

- La majorité (64%) est constituée de personnes manifestement intégrées puisqu'elles déclarent vivre principalement à la campagne et participer activement à la vie de leur commune.
- Un quart (25.5%) peut être qualifié de Mixtes "Urbains/Ruraux" : ils sont souvent en ville ou une grande partie de leur vie se déroule en ville même s'ils habitent à la campagne (On est plus alors dans un choix de cadre d'habitat).
- Enfin 10.5% sont en attitude de repli : ils vivent à la campagne mais déclarent ne pas participer à la vie de leur commune.

Fiche technique

Enquête menée au téléphone (système CATI) du 3 au 22 mars 2003 auprès de 200 Néo-ruraux préalablement identifiés via une phase de screening . Les résultats de ce sondage ont été mis en perspective avec celui mené en novembre 2002 auprès de 500 élus constituant un échantillon national représentatif des maires de communes rurales de moins de 2.000 habitants.

"Néo-ruraux" : portrait des citoyens venus s'installer à la campagne

IPSOS - Juin 2003

Foire à l'installation en milieu rural

Dans la perspective de la deuxième édition de la Foire à l'installation en milieu rural, Ipsos a interrogé les maires de communes rurales, leurs concitoyens, et les néo-ruraux eux-mêmes, afin de recueillir leur perception d'un phénomène qui tend à s'amplifier. Véritable choix de vie voire attitude militante, on estime à deux millions le nombre de citoyens ayant déjà franchi le pas ; deux millions et demi de personnes affirment vouloir engager une telle démarche dans les cinq ans à venir.

- **Quelle est la réalité du phénomène aujourd'hui ?**

Les maires des communes rurales sont conscients de l'intérêt d'accueillir....

Entre les deux derniers recensements, les deux tiers des élus interrogés par Ipsos ont vu augmenter le nombre d'habitants ayant leur résidence principale dans leur commune. Plus précisément, les maires des communes rurales reconnaissent la réalité du phénomène des installations durables de citoyens à la campagne. Loin d'être un phénomène de mode, 77 % considèrent qu'il s'agit là d'un véritable fait de société et, au cours des cinq dernières années 84 % ont été concrètement approchés par des citoyens susceptibles de venir s'installer sur leur commune : principalement (75 %) par des personnes allant travailler dans une ville proche et venues rechercher un logement dans la commune. Les citoyens apporteurs d'un projet économique (ou ayant leur propre idée de travail) ne représentent pas le profil principal des personnes venues rencontrer les maires, mais ils constituent une réalité non négligeable pour 17 % des communes et ceci particulièrement pour celles du Sud-Ouest (25 %) et du Sud-Est (26 %).

Deux millions de citoyens actifs ont déjà franchi le pas et se sont installés dans une commune rurale

....

Si l'on considère comme néo-ruraux les français de 15 ans et plus :

- Habitant actuellement une commune rurale de moins de 2 000 habitants
- Résidant dans cette commune depuis moins de 5 ans
- Ayant leur précédent domicile dans une commune de plus de 2 000 habitants et située à plus de 50 km de leur commune d'habitat actuelle,

Ces derniers représentent 4,2 % de la population française des plus de 15 ans soit 2 millions de personnes.

2,4 millions de citoyens affirment vouloir engager d'ici 5 ans une démarche active afin de s'installer durablement à la campagne.

42 % des habitants de communes de plus de 100.000 habitants souhaiteraient vivre et travailler en zone rurale. Ceci n'est pas totalement utopique pour 18 % qui ont déjà planifié un calendrier de leurs démarches et premiers contacts pour les cinq prochaines années.

- **Quelles motivations poussent les citoyens à vouloir s'installer à la campagne ?**

Qu'ils soient citoyens, ruraux, néo-ruraux ou élus la très grande majorité des interviewés est d'accord : la recherche d'une meilleure qualité de vie représente la motivation prioritaire des candidats à l'installation à la campagne.

Les citoyens valorisent en particulier un mode de vie perçu comme moins stressant par rapport à la ville (36 %), une vie globalement moins chère (27 %) et un environnement moins pollué.

Derrière les réponses de ceux qui ont franchi le pas, on perçoit qu'au delà de la recherche d'un meilleur environnement il y a eu un véritable choix de vie, (prendre un nouveau départ 38 %, retrouver ses racines 25 %, vivre dans une région que l'on aime 24 %) voire même chez certains une attitude "militante" (participer au renouvellement et développement du milieu rural 14 %).

Les maires de communes rurales valorisent davantage (53 %) la recherche des racines familiales dans les motivations initiales des citoyens et sont moins nombreux que les néo-ruraux à penser que la volonté de prendre un nouveau départ (27 %) ou de participer de manière active au développement du milieu rural (8 %) puissent constituer un facteur déclenchant.

- **Le choix de la commune relève t'il d'un choix personnel ou professionnel ?**

Cette question segmente les néo-ruraux interrogés selon leur statut professionnel actuel :

Dans leur très grande majorité (81%), ceux qui sont actuellement salariés déclarent être venus dans leur commune d'habitat par choix personnel (qu'il s'agisse du leur - 65 % - ou de celui du conjoint, 16 %). Ceci tend à démontrer l'intérêt qu'il y a pour les communes en recherche d'habitants à recenser et faire connaître les possibilités d'emplois salariés existants.

Les néo-ruraux exerçant une profession indépendante (commerçant, agriculteur, artisan, profession libérale) disent au contraire en majorité (58 %) que leur démarche a été dictée en priorité par leur choix professionnel. Le choix de la région n'est intervenu qu'ensuite, suite à une opportunité correspondant à leur projet (41% d'entre eux) ou suite à l'existence d'un système d'assistance et d'interlocuteurs régionaux pouvant les aider à la mise en œuvre (17 %). Dans ces cas l'on voit bien la nécessité d'arriver à mettre en phase projet professionnel et région.

- **Quels avantages procurent ces nouveaux habitants aux communes rurales ?**

Qu'elle soit récente ou déjà engagée, l'installation de citoyens représente un enjeu pour les communes rurales : 72 % estiment en effet qu'il s'agit là d'un facteur indispensable à la survie de leur commune. Cet avis est partagé par les deux tiers (64 %) des habitants des zones rurales mais il n'en demeure pas moins que 35 % ont un avis contraire et ne jugent pas indispensable à leur commune l'apport de nouveaux habitants.

Pour la très grande majorité de tous les interviewés, qu'ils soient citoyens (78 %), ruraux (86 %), néo-ruraux (62 %) ou élus (76 %), la contribution des nouveaux habitants au dynamisme des services de proximité représente le premier avantage pour les communes rurales. suivi de l'apport plus général de vie dans la commune et les associations (pour 76 % des maires et 40 % en moyenne des autres populations interrogées).

L'apport de compétences, expériences et cultures nouvelles représente un autre bénéfice sur lequel les interviewés sont d'accord dans les mêmes proportions (20 % à 26 % selon les cibles). Il y a donc du côté des ruraux comme des citoyens, le sentiment que la diversité d'origine des habitants est gage d'enrichissement pour une commune rurale. Les néo-ruraux (53 %) et les citoyens (51%) insistent particulièrement sur l'apport économique que des nouveaux habitants pourraient amener aux communes rurales en y créant ou en y reprenant une activité. Un aspect moins valorisé par les ruraux (36 %) et surtout par les maires (13 %).

Et quels en sont les risques ?

Les maires tout comme les habitants des communes rurales se rejoignent sur cette question. Trois principales craintes dominent :

- risques de demandes excessives en matière d'équipements et de services, de la part de nouveaux résidents habitués à disposer de ce genre de facilités en ville (63 % des élus / 40 % des ruraux).
- difficulté des nouveaux venus à s'habituer aux habitudes des gens du pays et risque de tensions (42 % des élus / 48 % des ruraux).
- crainte que les citadins amènent à la campagne des problèmes vécus comme typiquement urbains comme l'incivilité, le stress... (30 % des élus/37 % des ruraux)

• Quelles principales questions se posent les citadins avant l'installation en zone rurale ?

Les maires déclarent en très grande majorité (63 %) être principalement sollicités par les citadins pour tout ce qui concerne les services et infrastructures éducatives. Ce thème d'interrogation prioritaire est suivi ensuite de questions sur les commerces existants (29 %), les associations culturelles (22 %) et les services publics (19 %) Les élus semblent moins exposés aux questions sur l'emploi et les possibilités économiques (12 %) lesquelles semblent être davantage posées aux établissements consulaires (CCI, Chambre d'Agriculture, Chambre de métiers).

Les néo-ruraux interrogés, si l'on se base sur leur vécu, se sont préoccupés en premier des possibilités d'emploi existantes dans la commune ou ses environs (33 %) suivies des services de proximité existants sur place ou à proximité.[infrastructures éducatives (16 %), commerces et services publics (4 %)] et des logements disponibles à louer ou acheter (17 %).

Il n'en demeure pas moins, et ceci fait partie des enseignements du sondage, qu'une partie non négligeable des néo-ruraux interrogés (30 %) déclarent ne pas avoir cherché de réponses à des questions particulières et s'être débrouillés seuls : est ce à dire qu'ils ont manqué d'aide et d'accompagnement ou bien est-ce la preuve qu'il s'agit de personnes autonomes et volontaires ?

S'ils devaient envisager de s'installer à la campagne, les citadins interrogés s'interrogeraient dans les mêmes proportions sur les services et infrastructures éducatives existantes (32 %) et sur les types de commerces situés sur place ou à proximité (29 %). Ils rejoignent donc sur ce plan l'avis des maires et des néo-ruraux. Par contre, ils sont la seule population à évoquer spontanément (13 %) les infrastructures et moyens de transports disponibles.

• Quelles sont les attitudes des habitants de la commune vis à vis des citadins qui viennent s'y installer ?

Les néo-ruraux , sur la base de leur vécu, estiment à 56 % que les habitants de leur commune sont favorables au fait que des citadins viennent s'y installer, 30 % pensent qu'ils sont plutôt neutres et seuls 13 % déclarent qu'ils y sont plutôt opposés.

Les maires des communes rurales partagent le même sentiment. Ils déclarent en effet que les habitants de leur commune sont soit favorables (53 %) soit neutres (36 %) à ce phénomène. Les plus concernés sont un peu plus nuancés : 46 % des ruraux pensent en effet que les habitants de leur commune sont favorables à l'installation de nouveaux habitants, 27 % qu'ils y sont indifférents et 16 % qu'ils y sont au contraire opposés.

Ces résultats montrent au final qu'aujourd'hui plus d'un habitant de zone rurale sur deux exprime une attitude ouverte et non critique à l'arrivée de citadins dans sa commune, ce qui représente un facteur très positif, surtout lorsqu'on pense aux fortes demandes d'intégration exprimées par les néo-ruraux. En fait c'est chez les citadins que l'image d'une population rurale peu accueillante et réfractaire à leur installation est la plus forte (22 %), mais ils sont cependant 2,3 fois plus nombreux (51%) à considérer les ruraux favorables à l'installation durable de citadins dans leurs communes.

- **Pour quelles raisons certains citoyens renoncent-ils à ce projet ?**

La principale raison qui peut expliquer le renoncement des projets d'installation durable à la campagne segmente les néo-ruraux :

- Pour 34 % elle repose essentiellement sur l'incapacité des citoyens à pouvoir vivre à la campagne et s'y adapter (34 %),
- Pour 32 % il s'agit surtout d'un manque de volonté à franchir le pas

Les maires quant à eux, et de manière majoritaire (51%) ont le sentiment qu'il s'agit davantage d'un problème d'incapacité d'adaptation à la vie à la campagne qu'un réel problème de volonté (17 %).

- **Quels sont les principaux facteurs d'échec des installations ?**

Pour les néo-ruraux les difficultés d'adaptation à la vie locale (47 %) tout comme celles d'intégration à la population locale (42 %) représentent les deux principaux facteurs d'échec des installations à la campagne. Viennent ensuite les difficultés pour trouver du travail (21%) et le manque d'infrastructures commerciales, éducatives et/ou culturelles (11 %). Les habitants des zones rurales ont une opinion très proche mais insistent davantage (11 %) sur le manque d'infrastructures (transports, écoles, commerces, logements).

Les maires, s'ils rejoignent globalement l'avis des néo-ruraux sur les deux principaux facteurs d'échec, insistent davantage (62 %) sur les difficultés des citoyens à s'adapter à la vie rurale mais également sur le fait que les projets économiques de ces derniers sont parfois peu viables et peu réalistes (35 %).

- **Quelles sont les conditions essentielles à réunir pour que des citoyens s'intègrent bien à la population locale ?**

La volonté des nouveaux venus à aller vers les autres, à participer et s'investir dans la vie locale (associations, fêtes...) représente la principale condition d'intégration des nouveaux venus à la population locale. Cette opinion est partagée par 51 % des élus , 46 % des ruraux, 44 % des néo-ruraux et 39 % des citoyens.

19 % des néo-ruraux attendent au contraire que la population locale aille vers eux , 17 % estiment qu'il s'agit d'un effort qui doit être partagé et 15 % admettent qu'il ne faut pas arriver en terrain conquis et respecter les habitudes locales. Cet avis est partagé dans des proportions proches par les ruraux et les citoyens.

Les maires, et en particulier ceux qui sont sur la défensive, insistent davantage que les néo-ruraux sur la nécessité pour les citoyens de s'adapter aux contraintes de la vie locale :

- admettre qu'on ne trouve pas tout sur place et qu'il faut se déplacer (36 %) ;
- accepter les contraintes liées à l'activité agricole (40 %).

Notons que l'acceptation des contraintes liées à l'activité agricole est une condition soulignée spécifiquement par les maires (40 %) et dans une moindre mesure par les citoyens (10 %) et les ruraux (14 %) ... alors que seulement 4 % des néo-ruraux l'évoquent !

- **Existence d'une politique municipale en faveur des néo-ruraux ?**

En majorité (58 %) les néo-ruraux interrogés estiment qu'il n'existe pas de politique municipale particulière dans leur commune pour y attirer et y installer durablement des citadins. Ils sont 38 % à déclarer au contraire que des actions sont engagées dans leurs communes soit depuis un certain temps (16 %) soit récemment (22 %).

Même si les maires sont en proportion un peu plus nombreux à dire avoir engagé des actions spécifiques (43 % dont 27 % depuis un certain temps), la majorité (57 %) déclare n'avoir rien fait de particulier.

Le manque de moyens est la raison mise en avant par le plus grand nombre d'élus (44 %) pour justifier l'absence de politique active (65 % dans les communes concernées du Sud de la France). En deuxième position (cité par 26 %) est avancée la carence d'atouts à faire valoir ou exploiter, sentiment un peu plus partagé par les maires des plus petites communes (< 300 habitants : 32 %). Notons également que cette absence de politique est volontaire pour une commune rurale sur quatre (26 %), lesquelles considèrent avoir d'autres priorités.

L'impression d'une opposition de la part de la population ou du Conseil Municipal (citée respectivement par 8 % et 11% des élus) ne représente pas un facteur significatif de cette absence d'action.

Il n'en demeure pas moins que 80 % des élus interrogés affirment qu'ils seraient favorables à l'intégration de néo-ruraux dans leur conseil municipal. Les néo-ruraux n'ont pas tout à fait le même vécu : 49 % pensent que le maire de leur commune y est ou serait favorable mais 19,5 % déclarent qu'il y est opposé (3 % des maires seulement ont cette opinion...)

- **Quelles actions prioritaires faut-il mettre en œuvre pour faciliter l'installation durable des citadins ?**

Trouver des logements vacants dans la commune (47 %), développer des activités culturelles et de loisirs (37 %) ainsi que des services de proximité pour les enfants en particulier, (36 %) représentent les trois actions prioritaires à mettre en œuvre aux yeux des néo-ruraux pour attirer de nouveaux habitants (en dehors des retraités) dans leur commune. Les habitants des zones rurales citent ces mêmes conditions mais insistent davantage sur la nécessité de développer les services de proximité.

Les maires sur-valorisent quant à eux le problème de logement (62 %) car ils sont certainement plus exposés à des demandes à ce sujet. Arrive ensuite, mais avec une importance deux fois moindre, le développement de services de proximité (33 %) puis la recherche de personnes motivées ayant des compétences utiles à la commune (cité par 24%).

On peut noter que les élus sous-estiment les attentes de leurs futurs habitants en ce qui concerne le développement d'activités culturelles et de loisirs : les néo-ruraux sont en effet trois fois plus nombreux (37 % contre 12 % des élus) à considérer qu'il s'agit là d'une des deux actions prioritaires à mettre en œuvre. Ils sont rejoints dans cette opinion par les habitants des zones rurales pour lesquels il s'agit de la deuxième action à mettre en œuvre (39 %) après celle de développement des services de proximité (47 %). Il existe donc manifestement une véritable demande que peu de maires perçoivent - même si par ailleurs 22 % d'entre eux nous disent qu'il s'agit d'une des questions que les citadins leur posent lorsqu'ils les rencontrent. Citons le maire d'un village ayant mis en place avec succès une politique active en ce sens : "Nous avons la salle des fêtes la plus pourrie du Plateau des Mille vaches mais avec toutes les associations créées elle est occupée tous les jours".

Remarquons enfin l'importance non négligeable accordée par 28 % des néo-ruraux et 21% des maires à l'identification des activités économiques non pourvues ou manquantes dans la commune. Les habitants des zones rurales en ont moins conscience en proportion (14 %).

- **Quel est le rôle des élus pour favoriser l'installation de citadins à la campagne ?**

Sur la base de leur expérience, les néo-ruraux interrogés expriment une forte attente d'intégration à la population locale. Ils attendent en priorité (58 %) une aide de la part des maires sur ce point mais également pour la mise en œuvre d'une politique municipale pro active.

En particulier, obtenir l'adhésion de leurs administrés à l'idée qu'il soit nécessaire de faire venir de nouveaux habitants (38 %), orienter les futurs candidats vers les bons interlocuteurs et les accompagner dans leurs démarches (34 %).

Sur ce même thème, l'opinion des maires de communes rurales est plus partagée : soit ils expriment une attitude plutôt défensive en estimant que leur rôle consiste principalement à faire prendre conscience aux citadins qu'il leur faut s'adapter aux réalités de la vie locale (37 %) (voire même pour certains (16 %) à évaluer leurs réelles motivations), soit ils sont plus offensifs et considèrent alors qu'il est nécessaire avant tout d'aider les nouveaux venus à s'intégrer (34 %).

Les habitants des zones rurales sont d'accord avec les néo-ruraux en ce qui concerne l'importance du rôle des maires pour aider les citadins à s'intégrer à la population locale (55 %). Mais ils rejoignent l'avis de leurs élus au sujet de la nécessité de faire prendre conscience aux nouveaux habitants des réalités de la vie à la campagne (40 %). Notons qu'ils sont, avec les citadins, les plus nombreux à investir les maires d'un rôle d'évaluation de la qualité des projets économiques (cité par 29 % des ruraux et 24 % des citadins).

Les citadins quant à eux associent aux maires des communes rurales des fonctions à la fois de soutien économique (orienter les candidats vers les bons interlocuteurs, les accompagner dans leur démarche : 42%) et de soutien sociologique (aide pour l'intégration à la population locale : 49 %)

- **Quelle est l'attitude des élus pour favoriser l'installation de citadins à la campagne ?**

Particulièrement battants, 12 % des maires considèrent pouvoir engager des actions au seul titre de la commune, même s'ils ne peuvent pas tout faire. Cette attitude pro active est davantage exprimée par les maires de communes de taille plus importante (1000 -1999 habitants : 20 %) et par les maires de communes du Sud Ouest (19 %).

43 % déclarent pouvoir engager des actions et politiques favorisant des installations durables de citadins à condition de les mener dans un contexte collectif (communes voisines, intercommunalité).

Plus défaitistes par contre, 43 % des maires interrogés considèrent ne rien pouvoir faire dans le cadre de la commune ou de l'intercommunalité et expriment une attitude beaucoup plus passive, en conditionnant toute action à l'engagement des institutions du département, de la région ou de l'État.

- **Qui contacter lorsqu'on a le projet de s'installer durablement en zone rurale?**

A la question suivante « Au vu de votre expérience personnelle, quelles sont les personnes ou organismes que vous conseillerez de contacter pour trouver une commune rurale d'accueil et s'y installer dans de bonnes conditions ? » 56 % des néo-ruraux interrogés conseilleraient aux futurs candidats de se diriger vers les organismes consulaires (39 %), les mairies (29,5 %) ou d'autres organismes type conseils régionaux, syndicat intercommunal (24 %).

Par contre, et ceci constitue un autre enseignement d'importance, 44 % déclarent qu'il est nécessaire de se débrouiller seul, preuve que la fonction d'accueil et d'orientation a été manifestement inexistante dans leur cas et qu'elle reste certainement à remplir ou améliorer.

- **Niveau d'intégration des néo-ruraux interrogés**

Au regard de leur situation personnelle aujourd'hui, les néo-ruraux interrogés se répartissent en 4 groupes :

- La majorité (64%) est constituée de personnes manifestement intégrées puisqu'elles déclarent vivre principalement à la campagne et participer activement à la vie de leur commune.
- 13 % peuvent être qualifiés de Mixtes «urbains/ruraux» : ils sont assez souvent en ville mais participent également à la vie de leur commune.
- Une proportion identique d'entre eux (13 %) est constituée de "rurbains" déclarant passer une grande partie de leur vie en ville (amis, loisirs, travail) même s'ils habitent à la campagne. On est plus alors dans un choix de cadre d'habitat.
- Enfin 11% sont en attitude de repli : ils vivent à la campagne mais déclarent ne pas participer à la vie de leur commune.

Fiche technique

Enquêtes menées au téléphone (système CATI) auprès de quatre échantillons représentatifs des populations suivantes interrogées entre le 15/11/2002 et 12/05/2003 :

- 502 Maires de communes rurales (moins de 2.000 habitants) interrogés du 15 au 22 novembre 2002
- 200 Néo Ruraux (citadins installés durablement à la campagne) interrogés du 3 au 22 mars 2003
- 266 habitants de communes rurales (moins de 2.000 habitants) interrogés du 9 au 12 mai 2003
- 430 citadins (villes de plus de 100.000 habitants) interrogés du 9 au 12 mai 2003.

Décentralisation : les Français et les élus locaux font moins confiance au gouvernement

IPSOS - Octobre 2003

Le courrier des Maires

Le niveau de confiance au gouvernement quant à la décentralisation est en baisse par rapport à l'année dernière. Si les élus locaux restent majoritairement favorables au processus, les Français sont plus dubitatifs. Selon l'enquête IPSOS/Le Courrier des Maires, on craint surtout une augmentation des impôts locaux.

Décentralisation : le décalage entre les Français et les élus locaux

Les résultats de l'étude IPSOS / Courrier des Maires, réalisée en partenariat avec Le Moniteur et la Gazette des Communes, révèlent le décalage entre les Français et leurs élus locaux sur la question de la décentralisation. Ce décalage concerne aussi bien la perception de ce qui a déjà été fait en la matière que les attentes ou encore le jugement à l'égard de l'action du gouvernement dans ce domaine.

Ainsi, la moitié des élus locaux interrogés (50 %) estime que la décentralisation n'est pas allée assez loin et qu'il faut la renforcer, tandis que les Français se montrent plus partagés : un tiers pense qu'il faut renforcer la décentralisation, un autre tiers estime qu'elle a atteint un niveau suffisant et un quart juge au contraire que la décentralisation est allée trop loin et qu'il faut revenir en arrière. De leur côté, 8 % seulement des élus locaux sont favorables au retour en arrière.

De tous les élus interviewés, les conseillers régionaux et généraux sont les plus favorables au renforcement de la décentralisation (71 % contre 48 % chez les maires). Ce différentiel était attendu, les régions et les départements étant davantage concernés que les petites communes, qui en outre craignent souvent de ne pas disposer des moyens humains et financiers suffisants pour assumer les conséquences de la décentralisation.

On observe également une différence de jugement liée à la couleur politique des élus locaux : si une assez large majorité des élus locaux de droite (58 %) estime que la décentralisation n'est pas allée assez loin et qu'il faut la renforcer, ce n'est le cas que de 46 % des élus locaux de gauche. Aujourd'hui, la décentralisation est perçue comme l'un des chantiers majeurs du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin : il est de ce fait davantage soutenu par les élus de la majorité.

L'image de la décentralisation est moins consensuelle qu'auparavant. Interrogés par IPSOS en mai 1999, les Français se prononçaient à 39 % en faveur d'un renforcement de la décentralisation contre 34 % aujourd'hui (-5 points) ; 13 % seulement estimaient qu'elle était allée trop loin contre 25 % aujourd'hui (+12 points). Les Français semblent de plus en plus sceptiques, voire inquiets. La décentralisation, au même titre que l'Europe, demeure une notion abstraite, floue. Loin d'être synonyme de proximité, elle devient au contraire quelque chose de lointain et de négatif. Peu de gens connaissent la répartition des rôles entre les différents échelons territoriaux et l'action des départements et des régions manque fortement de lisibilité (par comparaison avec l'action des communes, beaucoup plus visible).

On observe d'ailleurs que les catégories socioprofessionnelles dites inférieures, traditionnellement les moins informées, souhaitent plus que les autres que l'on fasse marche arrière en matière de décentralisation : 42 % des ouvriers, 32 % des employés, 34 % des bas revenus et des personnes n'ayant aucun diplôme jugent que la décentralisation est allée trop loin et qu'il faut revenir en arrière contre 15 % seulement des hauts revenus et 12 % des personnes ayant un niveau d'études égal ou supérieur à bac+3.

La décentralisation véhicule aussi chez les Français le risque d'augmentation des impôts locaux. Au final, plus du quart (27 %) des sympathisants de gauche estiment qu'on est allé trop loin et qu'il faut revenir en arrière contre 16 % seulement des sympathisants de droite. Historiquement, la décentralisation a pourtant d'abord été défendue et mise en place par la gauche.

Concernant l'action gouvernementale proprement dite, 48 % des Français interrogés ont le sentiment que "la politique du gouvernement en matière de décentralisation va plutôt dans le mauvais sens" contre 38 % pour qui "elle va dans le bon sens". Là encore, ce résultat reflète la conjonction de l'image de la décentralisation en tant que telle et d'un jugement plus général sur la politique du gouvernement. On observe d'ailleurs que 59 % des sympathisants de la majorité jugent que la politique du gouvernement en matière de décentralisation va dans le bon sens tandis que 57 % des sympathisants de l'opposition pensent le contraire.

On craint par ailleurs les conséquences de la décentralisation pour le secteur public. Les mouvements sociaux contre la décentralisation des personnels non-enseignants de l'Education nationale au mois de mai dernier en témoignent. Aujourd'hui, 61 % des salariés du secteur public jugent que la politique du gouvernement en matière de décentralisation va dans le mauvais sens contre 49 % des salariés du secteur privé.

Les élus locaux se montrent plus enthousiastes : 60 % d'entre eux estiment qu'elle va dans le bon sens. Mais on observe encore que les prises de position sont très politisées et recouvrent plus généralement une appréciation globale du gouvernement : si une très large majorité des élus locaux de droite (86 %) juge que la politique du gouvernement en matière de décentralisation va dans le bon sens, une majorité (60 %) des élus locaux de gauche estime qu'elle va dans le mauvais sens.

En ce qui concerne l'avenir de la décentralisation, le décalage entre les attentes des Français et les attentes des élus locaux est également perceptible. 40 % des Français interrogés pensent qu'en matière de décentralisation, c'est la commune qui doit voir ses compétences renforcées en priorité, contre 32 % qui pensent que c'est la région et 23 % le département. Ces résultats montrent que les Français privilégient la proximité. Cette volonté de voir les compétences de la commune renforcées est plus marquée au sein des catégories socioprofessionnelles dites inférieures (en termes de niveaux de revenu et d'études).

A l'inverse, les catégories socioprofessionnelles supérieures se prononcent davantage en faveur d'un renforcement des compétences de la région (44 % des hauts revenus et des personnes ayant un niveau d'études au moins égal à bac+3). Sur cette question, on ne note relève pas de différence de jugement entre sympathisants de gauche et sympathisants de droite. Les élus locaux se montrent beaucoup plus partagés. Un tiers d'entre eux penche pour le renforcement des compétences de la Région, 31 % pensent d'abord au département, 30 % à la commune. Ces résultats varient en fonction du mandat des élus : 81 % des conseillers régionaux estiment qu'en matière de décentralisation, c'est la région qui doit voir ses compétences renforcées en priorité (contre 12 % la commune et 5 % seulement le département). 60 % des conseillers généraux jugent pour leur part qu'on doit privilégier le département (contre 19 % la région et 9 % seulement la commune). Les maires, réalistes quant à la place de la commune dans le processus de la décentralisation, sont plus partagés (32 % choisissent la commune, 32 % la région et 30 % le département). Là aussi, la crainte de ne pas disposer de moyens suffisants pour assumer de nouvelles responsabilités influence les réponses.

La confiance des élus locaux dans le gouvernement Raffarin en baisse

En octobre 2002, l'étude IPSOS / Courrier des Maires montrait que les maires, qui se reconnaissaient dans Jean-Pierre Raffarin, lui faisaient confiance pour toutes les problématiques d'ordre local. L'étude, qui cette année a aussi été réalisée auprès de conseillers régionaux et généraux, laisse transparaître une baisse de la confiance des élus locaux au gouvernement.

La majorité des élus locaux interrogés (61 %) fait toujours "confiance au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin pour mener à bien les réformes nécessaires en matière de décentralisation" (contre 32 % de jugements contraires). Mais cet indicateur est orienté à la baisse : les trois-quarts des élus locaux faisaient confiance au gouvernement sur ce sujet il y a un an, soit une baisse de 11 points. Cette dégradation de la confiance est plus marquée chez les maires des petites communes (-12 points chez les maires de communes de moins de 2 000 habitants, -5 chez les maires de communes de 2 000 à 10 000 habitants et -2 chez les maires de communes de plus de 10 000 habitants). Leurs attentes étaient peut-être plus fortes à l'égard d'un gouvernement qui se présentait comme celui "de la France d'en bas".

En matière de fiscalité locale, les élus locaux se montrent plus partagés. 49 % d'entre eux déclarent faire confiance au gouvernement contre 40 % d'avis contraire. Comme pour la décentralisation, la confiance des maires se dégrade : en octobre 2002, 59 % d'entre eux faisaient confiance au gouvernement pour mener à bien les réformes nécessaires en matière de fiscalité locale, soit une baisse de 9 points en un an.

Concernant le maintien des services publics au niveau local, les jugements à l'égard de l'action du gouvernement sont plutôt négatifs : 45 % des élus locaux interrogés déclarent faire confiance au gouvernement pour mener à bien les réformes nécessaires dans ce domaine contre une proportion plus importante (48 %) qui ne lui fait pas confiance. Sur ce point, le jugement des conseillers régionaux et généraux est plus positif : une courte majorité d'entre eux (51 %) fait confiance au gouvernement contre 45 % seulement des maires. On note par ailleurs une détérioration du jugement des maires sur cette question par rapport à l'année dernière (-9 points) ; ils faisaient alors majoritairement (54 %) confiance au gouvernement pour maintenir les services publics au niveau local. Là encore, les maires des petites communes se montrent les plus inquiets.

Les Français et des élus locaux craignent une augmentation des impôts locaux

La plupart des Français interrogés (80 %) pensent que le projet de loi sur la décentralisation entraînera une augmentation des impôts locaux, en dépit des transferts de moyens financiers qui doivent accompagner les transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités. La crainte que la décentralisation se traduise par une augmentation des impôts locaux est d'autant plus que les Français ont le sentiment que leurs impôts locaux ont déjà augmenté (73 %). Ce sentiment est un peu plus marqué au sein des catégories socio-professionnelles inférieures et en milieu rural.

Les élus locaux partagent cette inquiétude : ils sont même encore plus nombreux que l'ensemble des Français à redouter les répercussions de la décentralisation sur la fiscalité locale (87 %). Cette crainte est renforcée par le fait que certains éléments ont déjà entraîné une augmentation des dépenses des collectivités locales ces dernières années : le transfert de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) aux départements n'a pas été compensé par un transfert budgétaire suffisant de l'Etat ; la réduction du temps de travail a eu pour conséquence dans les collectivités locales une hausse budgétaire en termes de masse salariale ; les SDIS (services départementaux d'incendies et de secours), auparavant pris en charge par la protection civile, sont désormais financés par les départements et les communes.

Résultats en détail (en %)

Décentralisation : Faut-il aller plus loin ?

- (aux Elus et aux Français) : De laquelle de ces trois opinions vous sentez-vous le plus proche ?

	Ensemble des Français	<i>Rappel Grand public Mai 1999</i>	Ensemble des Elus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
						Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
La décentralisation n'est pas allée assez loin, il faut la renforcer	34	39	50	71	48	47	60	64
La décentralisation a atteint un niveau suffisant	32	39	33	21	34	35	26	25
La décentralisation est allée trop loin, il faut revenir en arrière	25	13	8	2	9	9	5	4
Ne se prononce pas	9	9	9	6	9	9	9	7
	100	100	100	100	100	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	Proximité politique	
		Gauche	Droite
La décentralisation n'est pas allée assez loin, il faut la renforcer	50	46	58
La décentralisation a atteint un niveau suffisant	33	34	31
La décentralisation est allée trop loin, il faut revenir en arrière	8	11	4
Ne se prononce pas	9	9	7
	100	100	100

Décentralisation : Qui doit voir ses compétences renforcées en priorité ?

- (aux Elus et aux Français) : En matière de décentralisation, quelle collectivité locale doit voir ses compétences renforcées en priorité ?

	Ensemble des Français	Ensemble des Elus locaux	Conseillers Régionaux	Conseillers Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
						Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
La commune	40	30	12	9	32	32	26	27
Le département	23	31	5	60	30	31	25	11
La région	32	33	81	19	32	31	37	50
Aucune*	1	2	2	2	2	2	7	4
Ne se prononce pas	4	4	-	10	4	4	5	8
	100	100	100	100	100	100	100	100

L'opinion à l'égard de la politique du gouvernement en matière de décentralisation

- (aux Elus et aux Français) : D'après ce que vous en savez, avez-vous le sentiment que la politique du gouvernement en matière de décentralisation va plutôt dans le bon sens ou plutôt dans le mauvais sens ?

	Ensemble des Français	Ensemble des Elus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
					Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
Va plutôt dans le bon sens	38	60	57	61	62	56	60
Va plutôt dans le mauvais sens	48	29	35	28	28	32	37
Ne se prononce pas	14	11	8	11	10	12	3
	100	100	100	100	100	100	100

	Proximité politique des Français		Proximité politique des Elus	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
Va plutôt dans le bon sens	29	59	27	86
Va plutôt dans le mauvais sens	57	28	60	10
Ne se prononce pas	14	13	13	4
	100	100	100	100

La confiance des Elus locaux dans le gouvernement Raffarin

- Faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin pour mener à bien les réformes nécessaires dans chacun des domaines suivants ?

	Ensemble des Elus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
				Moins de 2 000 habitants	2000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
La décentralisation						
Plutôt confiance	61	56	63	63	60	64
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	74	75	65	62
Plutôt pas confiance	32	39	30	30	33	33
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	22	21	32	32
Ne se prononce pas	7	5	7	7	7	3
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	4	4	3	6
	100	100	100	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	Proximité politique	
		Gauche	Droite
La décentralisation			
Plutôt confiance	61	19	89
Plutôt pas confiance	32	75	6
Ne se prononce pas	7	6	5
	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
				Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
La fiscalité locale						
Plutôt confiance	49	48	50	50	52	46
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	59	62	40	47
Plutôt pas confiance	40	45	39	39	42	46
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	35	32	52	48
Ne se prononce pas	11	7	11	11	6	8
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	6	6	8	5
	100	100	100	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	Proximité politique	
		Gauche	Droite
La fiscalité locale			
Plutôt confiance	49	11	79
Plutôt pas confiance	40	82	14
Ne se prononce pas	11	7	7
	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
				Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
Le maintien des services publics au niveau local						
Plutôt confiance	45	51	45	44	49	46
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	54	55	44	56
Plutôt pas confiance	48	44	48	49	46	50
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	41	40	54	42
Ne se prononce pas	7	5	7	7	5	4
<i>Rappel Ipsos Courrier des Maires oct.02</i>	-	-	5	5	2	2
	100	100	100	100	100	100

	Ensemble des Elus locaux	Proximité politique	
		Gauche	Droite
Le maintien des services publics au niveau local			
Plutôt confiance	45	8	72
Plutôt pas confiance	48	88	25
Ne se prononce pas	7	4	3
	100	100	100

Les conséquences de la décentralisation sur la fiscalité locale

- (aux Elus et aux Français) : Le projet de loi sur la décentralisation prévoit que les transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales doivent s'accompagner d'un transfert des moyens financiers correspondants. Pensez-vous que ce projet de loi entraînera tout de même une augmentation des impôts locaux ?

	Ensemble des Français	Ensemble des élus locaux	S/T Conseillers Régionaux et Généraux	S/T Maires	Taille de la commune (Maires)		
					Moins de 2 000 habitants	2 000 à 10 000 habitants	Plus de 10 000 habitants
Oui, certainement	55	51	50	52	52	53	49
Oui, probablement	25	36	36	35	35	36	32
S/T Oui	80	87	86	87	87	89	81
Non, probablement pas	8	8	10	8	8	10	17
Non, certainement pas	2	3	3	3	3	1	1
S/T Non	10	11	13	11	11	11	18
Ne se prononce pas	10	2	1	2	2	-	1
	100	100	100	100	100	100	100

	Proximité politique des Français		Proximité politique des Elus	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
Oui, certainement	56	53	72	36
Oui, probablement	25	27	26	46
S/T Oui	81	80	98	82
Non, probablement pas	7	12	-	12
Non, certainement pas	2	4	-	6
S/T Non	9	16	-	18
Ne se prononce pas	10	4	2	-
	100	100	100	100

La perception par les Français de l'évolution de leurs impôts locaux

- (aux Français) : Par rapport à l'année dernière, avez-vous le sentiment que vos impôts locaux ont... ?

	Ensemble des Français
Beaucoup augmenté	33
Légèrement augmenté	40
S/T Augmenté	73
Sont restés stables	12
Légèrement diminué	2
Beaucoup diminué	1
S/T Diminué	3
Ne se prononce pas	12
	100

Fiche Technique

Institut : IPSOS - Media : Le courrier des Maires - sondage effectué pour : Le courrier des Maires avec la participation du Moniteur et de la Gazette des communes - Date du terrain : Du 17 au 27 octobre 2003 pour le volet « élus locaux » - Les 24 et 25 octobre pour le volet « grand public ».

Echantillon : Volet « Elus locaux » : Echantillon représentatif de 403 élus locaux constitué d'après la méthode des quotas (mandat électif, taille de commune pour les Maires, région). Certaines catégories d'élus ont été sur-représentées de manière à disposer d'effectifs suffisants pour l'analyse. Les résultats d'ensemble ont été ensuite pondérés en fonction du poids démographique réel de chacune de ces catégories. Au total, en raison du cumul des mandats, les 403 élus interrogés détenaient 493 mandats locaux (180 maires de communes de moins de 2000 habitants, 86 maires de 2000 à 10000 habitants, 72 de plus de 10000 habitants, 94 conseillers généraux et 61 conseillers régionaux).

- Volet « Grand public » : 936 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie socioprofessionnelle et région). Méthode : Les interviews ont été réalisées par téléphone pour les deux volets.

Le partage des compétences dans le cadre de la décentralisation

CSA – Janvier 2004

France Europe Express - France Info

- Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises davantage par l'Etat ou par la Région ?

En %	Ensemble des Français		
	L'Etat	La Région	Ne se prononcent pas
La sécurité	64	35	1
L'éducation	63	35	2
L'environnement	35	63	2
Les transports	32	66	2
Le logement	25	73	2

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / France Europe Express / France Info réalisé par téléphone les 22, 23 et 24 janvier 2004. Echantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Depuis l'élévation de la région au rang de collectivité territoriale à la fin de l'année 1981, mesure complétée les années suivantes par des transferts de compétences et l'introduction des contrats de Plan, le rôle réellement joué par la décentralisation dans la vie quotidienne des Français n'a cessé de s'accroître, certaines mesures du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin ayant encore accentué cette tendance. Ce mouvement, qui ne se limite pas à la régionalisation dans la mesure où la commune et le département ont maintenu ou accru leurs champs d'intervention, est-il perçu par les Français ?

La baisse régulière de la participation des citoyens aux élections cantonales et surtout régionales semblait le démentir, du moins jusqu'à la divine surprise du 21 mars, amenant le Premier ministre à se réjouir d'un taux d'abstention limité à 37,8 % pour le scrutin régional, et à 36,1 % pour les cantonales. L'étude menée immédiatement avant le premier tour permet cependant de réévaluer la conscience qu'ont les Français de l'impact de la décentralisation sur leur vie quotidienne, mais aussi leur perplexité sur l'avenir de son développement.

Un impact jugé majoritairement important

A première vue, la décentralisation des compétences de l'Etat vers les collectivités locales semble avoir un impact non négligeable dans la vie des Français, plus d'un sur deux (54 %) déclarant le percevoir de manière très ou assez importante. De plus, lorsque l'on énumère différents domaines pour lesquels les collectivités locales ont acquis des compétences, l'impact de la décentralisation semble prendre une certaine consistance dans l'esprit des interviewés, et cela pour l'ensemble des domaines évoqués.

Les domaines dans lesquels la décentralisation a le plus laissé d'empreintes est celui de la gestion et de l'entretien des transports et du réseau routier (une très large majorité de 74 % des Français estiment qu'il y a eu un impact à ce niveau), la gestion et l'entretien des lycées et des collèges (70 %) et enfin la protection de l'environnement et du cadre de vie (66 %).

Les Français semblent par ailleurs avoir une perception assez consensuelle de l'impact de la décentralisation sur leur quotidien. Les plus jeunes ont, certes, moins eu l'occasion de remarquer cet impact (45 % des 18-24 ans contre 54 % en moyenne). Les catégories sociales dites supérieures perçoivent un impact particulièrement important (64 %). En revanche, le prisme partisan semble n'entrer en compte qu'assez marginalement et de façon assez nuancée selon le domaine concerné : les sympathisants de gauche (57 %) ont toutefois en moyenne plus tendance à reconnaître à la décentralisation un impact dans leur quotidien que ceux de droite (54 %) notamment en ce qui concerne l'aide à l'emploi et à la création d'entreprises (57 % à gauche contre 45 % à droite).

La région, structure d'avenir de la décentralisation

Bien que les Français se soient, une fois de plus, autant voire davantage déplacés pour voter aux élections cantonales, c'est la région qui représente à leurs yeux la collectivité locale d'avenir. S'il fallait n'en choisir qu'une seule, les Français font, en effet, avant tout confiance à la région (pour 33 % d'entre eux) pour faire avancer la décentralisation dans les prochaines années. Il placent la commune en seconde position (27 %), le département en troisième (21 %) et la structure intercommunale en dernier (11 %).

Cette confiance accordée à la région est très consensuelle. Pour la quasi totalité des différentes catégories sociales, c'est elle qui arrive en tête des collectivités locales citées notamment auprès des jeunes générations (37 %) et des catégories sociales les plus aisées (39 % des cadres supérieurs et professions libérales). La gauche comme la droite modérées voient en elle la collectivité d'avenir -

avec une préférence plus marquée parmi les sympathisants UMP (42 %), que l'on sait par ailleurs approuver le projet du Premier ministre de créer des régions de dimension européenne. Le département quant à lui peine à se démarquer par rapport aux deux échelons, régional et communal. Notons que ce dernier a la faveur des ouvriers (31%) ainsi que des sympathisants d'extrême gauche qui lui accordent leur confiance en tout premier lieu (36 %).

La politique locale peut-elle avoir une couleur politique marquée ?

Nombreux sont ceux qui ont dénoncé la similitude des politiques menées par la droite et par la gauche comme étant l'une des causes de la désaffection des Français pour la politique en général et pour la participation électorale en particulier durant ces dernières années. De fait, 41 % des Français ont le sentiment que la politique que propose la gauche et celle que propose la droite ne sont pas vraiment, ou pas du tout, différentes, contre une proportion équivalente d'un avis inverse (39 %). Un cinquième des Français préfèrent, quant à eux, déclarer ne rien en savoir témoignant ainsi de leur prudence ou de leur indifférence à ce sujet.

Les Français sont pareillement partagés lorsqu'il s'agit de juger des politiques menées à l'échelle de leur commune, de leur département ou de leur région. Leur tendance à considérer que ces politiques se valent semble toutefois plus forte en ce qui concerne la région ou le département qu'au niveau national ou au niveau de leur commune (voir le tableau ci-dessous). L'analyse, pour chaque catégorie de la population, de l'écart entre le pourcentage de personnes considérant qu'il y a une différence entre les politiques de droite et de gauche et celles considérant qu'il n'y en a pas, donne des résultats significatifs.

En %	Différence entre ST différents - ST pas différents			
	France	Commune	Département	Région
Ensemble	-1	-1	-5	-4
Profession de l'interviewé				
Art/Petit com/Chef d'ent/Cadres sup et professions lib.	10	-1	-5	-1
Professions intermédiaires	10	3	-1	2
Employés	-6	3	-1	-2
Ouvriers	-11	-5	-14	-20
Chômeurs	-24	-11	-31	-21
Inactifs	-2	-2	-4	-2

On observe, en effet, que ce sont avant tout les catégories socioprofessionnelles dites supérieures (cadres et professions intermédiaires) qui sont convaincues de la différence entre les propositions de gauche et celles de droite, notamment lorsqu'il s'agit d'une politique menée au niveau national. Leur avis est plus partagé au fur et à mesure que l'on descend vers des échelons de plus grande proximité, comme si les actions perdaient leur coloration politique aux échelons locaux.

Les ouvriers ont une attitude tout autre : ils ont plutôt tendance à renvoyer dos à dos les politiques de gauche comme de droite. Un seul échelon échappe - plus ou moins - à ce jugement, la politique communale. Pour eux, c'est au contraire dans la proximité que se sentent les différences entre droite et gauche. Notons, enfin, que les personnes au chômage semblent pour leur part exprimer un très grand fatalisme quant à l'influence de la couleur politique sur les actions menées.

On mesure là l'un des grands défis de la décentralisation : conjuguer le désir de protection de nombreux Français avec le souci de préparer l'avenir, en rendant attractive, pour tous, les institutions décentralisées les mieux adaptées à l'échelon européen.

Impact de la décentralisation sur la vie des Français

- De manière générale, avez-vous le sentiment que la décentralisation des compétences de l'Etat vers les collectivités locales comme la région, le département ou les communes a un impact très important, assez important, assez faible ou qu'elle n'a pas d'impact sur votre vie quotidienne ?

	Ensemble 03.04	Sympat. Gauche	Sympat. Droite
Très important	16	17	15
Assez important	38	40	39
<i>S/T important</i>	<i>54</i>	<i>57</i>	<i>54</i>
Assez faible	17	16	17
N'a pas d'impact	26	24	28
<i>S/T Faible</i>	<i>43</i>	<i>40</i>	<i>45</i>
NSP	3	3	1
Total	100	100	100

- Et pour chacun des domaines suivants, avez-vous le sentiment que la décentralisation des compétences de l'Etat vers les collectivités locales a un impact très important, assez important, assez faible ou qu'elle n'a pas d'impact sur votre vie quotidienne ?

	Tr. Imp.	Ass. Imp.	S/T imp.	Ass. Faibl.	Sans Impact	S/T Faible	NSP
Gestion et entretien des transports et du réseau routier							
Sympathisants de gauche	33	41	74	14	10	24	2
Sympathisants de droite	33	43	76	13	9	22	2
	38	39	77	15	7	22	1
Gestion et entretien des lycées et des collèges	36	34	70	15	11	26	4
Sympathisants de gauche	39	34	73	14	9	23	4
Sympathisants de droite	35	37	72	13	12	25	3
Protection de l'environnement et du cadre de vie	28	38	66	23	9	32	2
Sympathisants de gauche	27	38	65	24	9	33	2
Sympathisants de droite	30	40	70	19	9	28	2
Entretien et construction d'équipements culturels	22	41	63	20	13	33	4
Sympathisants de gauche	23	42	65	20	11	31	4
Sympathisants de droite	19	47	66	20	12	32	2
Gestion des hôpitaux	36	26	62	23	10	33	5
Sympathisants de gauche	37	27	64	23	9	32	4
Sympathisants de droite	36	30	66	23	8	31	3
Entretien et construction d'équipements sportifs	22	40	62	20	15	35	3
Sympathisants de gauche	21	41	62	20	14	34	4
Sympathisants de droite	25	40	65	20	14	34	1
Aide sociale et lutte contre l'exclusion	27	31	58	22	16	38	4
Sympathisants de gauche	31	28	59	23	14	37	4
Sympathisants de droite	22	37	59	23	15	38	3
Aide à l'emploi et soutien aux entreprises	25	32	57	22	16	38	5
Sympathisants de gauche	24	34	58	22	15	37	5
Sympathisants de droite	26	32	58	23	16	39	3

L'avenir de la décentralisation

- A quelle collectivité locale faites-vous le plus confiance pour faire avancer la décentralisation ?

En %	Ensemble Mars 2004	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
La région	34	33	37
La commune	27	27	26
Le département	21	22	20
La structure intercommunale	11	13	11
Toutes	1	1	1
Aucune	4	3	3
NSP	2	1	2
Total	100	100	100

Le degré de politisation de l'action au niveau local

- Avez-vous le sentiment que la politique que propose la gauche et celle que propose la droite sont :

	Tout à fait différentes	Plutôt différentes	S/T Différentes	Pas vraiment différentes	Pas du tout différentes	S/T pas différentes	Vous ne savez pas
Pour la France	22	17	39	19	22	41	20
Sympathisants de gauche	22	15	37	18	23	41	22
Sympathisants de droite	23	17	40	19	20	39	21
Pour votre région	20	19	39	21	21	42	19
Sympathisants de gauche	21	18	39	19	24	43	18
Sympathisants de droite	18	20	38	23	17	40	22
Pour votre département	18	19	37	21	22	43	20
Sympathisants de gauche	18	18	36	20	23	43	21
Sympathisants de droite	18	20	38	21	21	42	20
Pour votre commune	22	17	39	19	21	40	21
Sympathisants de gauche	21	19	40	16	22	38	22
Sympathisants de droite	23	13	36	21	21	42	22

Fiche technique

Sondage réalisé par l'Institut BVA auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

959 personnes ont été interrogées les 19 et 20 mars 2004 par téléphone.

Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par régions et catégories d'agglomérations.